QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE – Nº 12116

– MARDI 10 JANVIER 1984

M. ROCARD PROPOSE D'ÉTENDRE À L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE PRIVÉ LE SYSTÈME DES CONTRATS

LIRE PAGE 12



Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

4 F

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

M. Arafat et « l'option jordanienne »

Que le roi Hussein de Jordanie ait réussi a survivre dans un environnement lourd de menaces suffit à prouver qu'il est un homme d'Etat habile, tenace et prudent. Il s'est toujours appliqué à laisser entrouvertes les portes d'un règlement au Proche-Orient où il serait partie prenante sans s'aventurer dans un soutien hasardeux à tel où tel projet – notamment américain – sans non plus se couper de l'O.L.P. et de M. Yasser Arafat, qu'il chassa pourtant de son pays par les armes lors du sanglant « septembre noir » de 1970. S'il juge bon aujourd'hui de « réactiver » le Parlement d'Amman, réuni pour la première fois ce lundi en session extraordinaire, au terme d'une suspension qui durait depuis dix ans, c'est de toute évidence pour renforcer sa main au moment où le déchirement et l'affaiblissement de l'organisation palestinienne lui fournissent une nouvelle donne.

M. Arafat, aux prises avec de violentes réactions à sa visite au Caire, l'a d'ailleurs bien compris. Selon le « Jordan Times » d'Amman, il a déclaré à propos de la convocation du Parlement : « Je comprends les mobiles constitutionnels de cette mesure, mais j'espère que cela n'aura pas de dimension politique en Cisjordanie. » Propos à rapprocher des raisons qui avaient entraîné en 1974 la suspension de l'Assemblée jordanienne : la reconnaissance par le sommet arabe de Rabat de l'O.L.P. en tant que « seul représentant légitime du peuple palestinien ». Les députés de Cisjordanie – au demeurant bien difficiles à désigner dans un territoire sous occupation israélienne et où nulle élection ne pouvait se tenir – se seraient trouvés dans une situation parfaitement intenable de concurrence à l'égard de la centrale des Palestiniens.

Le souverain a rencontré à plusieurs reprises, au cours des trois derniers mois, les officiels de l'O.L.P. A-t-il obtenu d'eux l'assurance que M. Arafat ne soulèverait pas d'objection au rétablissement de l'Assemblée ? Certaines sources palestiniennes et jordaniennes citées par notre correspondant à Amman l'affirment. Une réponse positive paraît logique, mais n'est pas acquise. En toute hypothèse, le président de l'O.L.P. vient de réaffirmer son intention de rendre visite au roi Hussein très prochainement. Le ton dont il use n'est nullement celui de la condamnation, il laisse seulement percer une nette inquiétude.

Qui représentera, en fait ou en droit, les huit cent mille Palestiniens de Jordanie dans la phase très délicate qui s'ouvre après le revers subi par l'O.L.P. ? Trente « députés » vont siéger à ce titre au Parlement jordanien. De toute évidence, il s'agira d'hommes qui n'ont pas la moindre sympathie pour les thèses de lutte armée à outrance des « dissidents » de l'O.L.P. pour lesquels le « plan Reagan » n'est pas une machination diabolique. La seule existence de ce groupe modéré va exercer une pression sur M. Arafat.

Les réactions de la population des territoires occupés à la visite au Caire du chef de l'O.L.P. a déjà démontré qu'immensément lasse de l'occupation subie depuis 1967, elle souhaitait un règlement réaliste. Reste à savoir si M. Arafat a encore suffisamment de liberté de manœuvre pour se joindre, le cas échéant, à l'initiative que semble annoncer la dernière décision du roi Hussein.

(Lire nos informations page 4.)

La hausse du dollar s'accélère

La montée de la devise américaine (8,64 F) est une mauvaise affaire pour la France

La hausse du dollar a repris en début de semaine après l'intermède du week-end, et s'est même accélérée. Le lundi 9 janvier 1984, le cours de la monnaie américaine est passé de 2,80 DM à plus de 2,83 DM sur la place de Francfort et de 8,5650 F à 8,64 F environ sur celle de Paris. Aucune raison particulière n'est avancée pour expliquer cette nouvelle flambée, si ce n'est le gonflement de la demande face à une offre réticente.

On sait que la très forte diminution, ou même l'arrêt de la création de dollars pour payer les importations de pétrole, en vif recul, est en train de faire apparaître une situation de véritable pénurie : tout le monde recherche du dollar, le Trésor des Etats-Unis pour combler le déficit du budget, les pays endettés pour payer les intérêts de leurs emprunts, et les banques internationales pour reprêter aux emprunteurs sur l'ensemble de la planète.

Les banques centrales ont pratiquement renoncé à intervenir. Pour la France, cette hausse incontrôlée de la monnaie américaine est une mauvaise affaire. Les prévisions officielles pour l'exercice budgétaire 1984 ont été faites sur la base d'un dollar dont la valeur oscillerait entre 7,50 F et 8 F. Or, comme le précise l'INSEE (*Economie et statistique*, nº 142 de mars 1982, p. 52), une appréciation du dollar exerce des effets très inflationnistes : 0,6 % d'inflation annuelle supplémentaire pour 10 % de hausse de la monnaie américaine, ce qui est le cas en ce début d'année. L'explication est simple : nos importations réglées en dollars représentent 30 % au total, qui lui-même représente 20 % de la production intérieure brute.

En ce qui concerne la balance commerciale française, une augmentation de 10 % du dollar coûte 10 à 15 milliards de francs supplémentaires par an.

Sans doute, avancera-t-on, l'ascension du « billet vert » fait-il la joie de cerains exportateurs français vers les Etats-Unis (champagne, cognac, vins, parfums), mais elle ne favorise plus guère les exportations de produits industriels en concurrence avec ceux de pays dont la monnaie baisse également par rapport au dollar (l'Allemagne, par exemple).

Le seul espoir des experts français est que cette *flambée du dollar*, responsable pour une part non négligeable du dérapage des prix intérieurs *en 1983, ne durera pas*. Assez curieusement, cet espoir est partagé par la plupart des experts internationaux, qui redoutent même, pour cette année, une chute incontrôlable du dollar, dont les effets seraient encore plus ravageurs que sa montée vertigineuse.

Aux Etats-Unis, le porte-parole de la Maison Blanche a indiqué que le gouvernement n'était pas « *plus préoccupé de cette situation qu'au cours de l'année écoulée* ». Autrement dit, que les autres s'accommodent de ces « *variations erratiques* » : « *Le dollar est fort, nous n'y pouvons rien.* »

L'esprit de Williamsburg est bien loin.

FRANÇOIS RENARD.

La C.G.T. et la C.F.D.T. mettent en cause les méthodes du gouvernement

Les contradictions au sein de la gauche politique et syndicale compromettent la politique de restructuration industrielle

Le comité directeur du P.S., réuni le samedi 7 janvier, a reflété les contradictions internes à la gauche, apparues à l'occasion du conflit Talbot. Le comportement de la C.F.D.T. a été à peu près unanimement dénoncé par les responsables socialistes, mais ce conflit a été aussi l'occasion, pour le comité directeur, de s'interroger sur l'attitude du gouvernement à l'égard des syndicats.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ont précisé, dimanche et lundi, leur position avant la réunion tripartite organisée par le premier ministre sur Talbot. M. Henri Krasucki juge « *infaisable* » la politique des salaires prévues pour 1984 (limitation des hausses à 5 %). La C.F.D.T. estime, de son côté, nécessaire un « *changement de comportement* » de la part du gouvernement. *(Lire page 9.)*

Les débats au comité directeur du P.S. ont, aussi, porté sur les développements futurs de la politique de rigueur.

Pour le pouvoir, 1984 commence mal. Il s'y attendait, certes. Cette année, a affirmé M. Jean Poperen, sera celle des épreuves. Mais il ne pensait peut-être pas qu'au premier rang de celle-ci figurerait, à nouveau, le jeu des petites phrases assassines entre dirigeants socialistes. Il ne suffit pas de tutoyer les syndicalistes pour gérer l'Etat, a dit en substance M. Jacques Delors devant le comité directeur. Le ministre de l'économie et des finances n'a nommé personne, mais chacun a reconnu M. Mauroy.

« Je ne compte pas me faire « flinguer » pour je ne sais quelle cause », a expliqué M. Fabius. Le ministre de l'industrie suggérait ainsi – parce qu'ils n'ont pas été définis, ou parce qu'il n'en a pas pas été informé – les choix du premier ministre.

« Je ne troquerai pas le maintien de l'alliance avec le P.C. contre l'abandon de la modernisation », a surenchéri M. Delors – lequel avait auparavant défendu la C.F.D.T., pourtant dénoncée par tous les autres pour son « maximalisme » dans l'affaire Talbot.

Voilà donc le P.S., à qui le premier ministre avait offert de se mobiliser contre l'opposition sur des terrains politiques (enseignement, presse, « avions renifleurs »), de nouveau ébranlé par l'économie. La diversion, si diversion il y a, comme le croit M. Chirac, aura été de courte durée.

Au-delà des petites phrases, qui sont pour l'anecdote, nous sommes de plain-pied dans ce qui est l'épreuve majeure de 1984, et que l'affaire Talbot a éclairé d'une lumière crue : la modernisation, à quel prix ? Dans le même temps, 1984 doit être – survie politique oblige pour la majorité – l'année où s'esquisse et se prépare l'après-rigueur. Que sera-t-elle ?

La question est de mesurer le seuil de tolérance de la société à ce qu'il est rationnellement nécessaire de faire. Qui dit adaptation de l'appareil industriel dit restructuration, c'est-à-dire licenciements ; or le plus récent baromètre de la Sofres le confirme : la préoccupation dominante des Français reste l'emploi. « *D'abord, l'emploi* », disait M. Mitterrand au cours de sa campagne présidentielle.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 9.)

TCHAD

La « conférence de réconciliation » d'Addis-Abeba est compromise par l'absence de M. Hissène Habré

Lire page 3 l'article de notre envoyé spécial J.-C POMONTI

TUNISIE

Le mécontentement populaire a été exploité au sein même de l'équipe dirigeante

Lire page 4 l'article de nos envoyés spéciaux PAUL BALTA et MICHEL DEURÉ

Le Tibet entre le yogi et le commissaire

I. – *Les « fous de Dieu »*

De notre envoyé spécial MANUEL LUCBERT

Lhassa. – *Les drapeaux de prière* multicolores, superbes « chevaux de vent », flottent joyeusement dans l'air frais du matin au-dessus des maisons, donnant au modeste village, qu'ils signalent de loin, une allure de fête et de défi. La palanche sur l'épaule, une paysanne s'en va remplir ses seaux au point d'eau le plus proche. Avec la spontanéité qui caractérise les Tibétains, hommes et femmes, jeunes ou vieux, elle salue d'un geste amical de la main les voyageurs, tôt levés, qui la croisent.

Protégé par ses bannières, derrière un mur d'enceinte blanchi à la chaux, le paquet d'habitations aux toits plats, posé au pied de la masse rocailleuse des montagnes qui se *détachent sur un azur immaculé*, s'éveille lentement à la vie. A deux pas, quasiment à l'étiage, coule, au milieu des bancs de sable, le Yarlung Zangbo, qui deviendra quelques centaines de kilomètres plus loin un fleuve puissant, le Brahmapoutre.

Image immuable, à travers les époques, de la vie pastorale sur les hauts plateaux du Tibet. La route asphaltée, l'électricité, le pont Qüxü, *tout proche, jeté au-dessus du* Zangbo et que gardent des soldats de l'armée populaire de libération, tous ces éléments du progrès moderne ne semblent guère avoir affecté la vie quotidienne de ces « fous de Dieu » que sont les bergers tibétains. Fou, il fallait bien l'être un peu pour s'installer, en des temps immémoriaux, à ces hauteurs peu hospitalières. Qu'on en juge : Lhassa, la capitale de l'ancien royaume du dalaï-lama, aujourd'hui, avec ses cent vingt mille habitants, le centre administratif le plus important de la région autonome, est perchée à près de 3 700 mètres ; Gyantse, la troisième des villes antiques, 100 mètres plus haut, et Shigatse étale à 4 000 mètres les fastes du Tashilumpo, résidence, jadis, des panchen-lamas.

Face à cette nature fastueuse et cruelle, est-ce, comme le pensent certains auteurs (1), « *la conscience plus intense des splendeurs et des terreurs en contraste dans l'univers* » qui a développé chez les habitants de ces immensités désertiques, coupées seulement de quelques étroites plaines riantes, une telle soif de spiritualité ? Le fait est là, incontournable : jamais, depuis près d'un quart de siècle d'absolue domination communiste chinoise, la religiosité tibétaine ne s'était exprimée avec autant de ferveur.

Les manifestations en sautent aux yeux : devant le Jokhang, le monastère aux toits dorés de la vieille ville de Lhassa, des fidèles donnent, jour et nuit, ouvertement témoignage de leur foi en Bouddha. Femmes aux étranges vêtements noirs rehaussés d'une tablier aux couleurs vives, vieillards décharnés et enfants se côtoient dans une même adoration : d'abord mains jointes et murmurant quelque *mantra* (2), le croyant se jette à terre de tout son long avant de se relever et de recommencer pendant des heures. Certains, pour amortir le choc avec la pierre, ont placé devant eux une sorte de lit de vêtements et d'étoffes diverses, d'autres ont glissé leurs mains dans des palettes en bois, rendant ainsi leur chute plus sonore.

Les fidèles ici rassemblés ne sont pas seulement des habitants de la capitale venus faire leurs dévotions journalières. Selon un chiffre glané dans une publication chinoise, Lhassa a accueilli, l'an dernier, cent cinquante mille pèlerins. Autrefois, le voyage vers la ville sainte se faisait à cheval. Cela pouvait prendre des mois, et l'expédition n'était pas sans dangers. Aujourd'hui, les communications routières se sont améliorées, mais les limitations administratives imposées aux déplacements de la population ne rendent pas la route moins hasardeuse. Aussi bien, certains pèlerins, une fois atteinte la capitale tibétaine, décident de s'y installer pour quelque temps, vivant alors d'expédients.

(Lire la suite page 5.)

(1) John Blofeld, *le Bouddhisme tantrique du Tibet*, Seuil, coll. « Points-Sagesses ».

(2) Une mantra est soit une formule dont les sons produisent des effets psychiques, soit un son sacré.

[illegible] JOUR

Colère

M. Chirac est sorti de sa spectatrice réserve à propos de l'affaire des « avions renifleurs ». Et ce fut pour une sainte colère contre le chef de l'Etat et le gouvernement, accusés de s'être livrés à une opération « misérable » *et* « strictement politicienne ».

Il a raison : ces flots de boue qui rejaillissent sur ses rivaux de l'opposition tandis que ses adversaires de gauche s'y sont empêtrés, ce n'est pas supportable. Qu'on ne compte pas sur lui pour tirer le moindre profit politique des ennuis des autres.

BRUNO FRAPPAT.

GÉRARD DEPARDIEU ET FRANÇOIS PÉRIER A STRASBOURG

Tartuffe, homme-objet

Successeur de Jean-Pierre Vincent à la direction du Théâtre national de Strasbourg, Jacques Lassalle y présente depuis le 5 janvier sa mise en scène de *Tartuffe*, avec Gérard Depardieu dans le rôle-titre et François Périer dans celui d'Orgon.

Le projet date de quatre ans. Il avait été question de le produire à l'*Athénée*, alors *dirigé par Pierre* Bergé. Faire coïncider suffisamment longtemps la liberté de deux vedettes *n'est pas une mince affaire*, mais les accords pris ont été tenus, et c'est Strasbourg qui bénéficie de *l'événement, avant Paris*, où le spectacle va être donné au Théâtre de la Ville (du 11 février au 3 mars).

Dans une conférence de presse cet été à Avignon, Jacques Lassalle précisait que son choix ne se portait pas sur des « stars », que Gérard Depardieu et François Périer sont d'immenses comédiens. Ce *n'est pas* une découverte. Le fait est indéniable, et c'est à l'avance bien excitant d'assister à la *confrontation* de deux personnalités aussi fortes, aussi différentes dans leur carrière, leur sensibilité, *leur façon d'être*.

Il n'empêche que les effets du phénomène « star » sont inévitables. Le plus visible est, à la première représentation, l'afflux de *paparazzi* et de célébrités, dont Jacqueline Maillan, Jean-Loup Dabadie, Daniel Toscan du Plantier (la Gaumont coproduit le film que Depardieu va lui-même réaliser à partir du spectacle).

Le ministre de la culture, accompagné de plusieurs membres de son *cabinet* et de *Robert Abirached*, directeur du théâtre et des spectacles, était là également, mais il serait venu *de toute façon pour* inaugurer, en quelque sorte, la nouvelle direction. Il n'est pas certain, en revanche, *que, sans Depardieu* et Périer, Yves Mourousi aurait fait son magazine en direct du T.N.S.

Il y a aussi, certainement, des effets [illegible]. L'arrivée, dans une équipe [illegible] une *histoire commune*, de [illegible] personnes qui ont chacune la leur [illegible] qu'ils le veuillent ou non, *encombrante*. Ce *n'est pas* seulement une question de notoriété : les habitudes de travail diffèrent, l'adaptation *des uns aux autres* est à trouver. De plus, cette équipe de Strasbourg change de direction.

COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 17.)

Le Monde

idées

LU

« PIERRE VILLON, RÉSISTANT DE LA PREMIÈRE HEURE »

Entretiens recueillis par Claude Willard

« Le gaullisme sera balayé... »

LA mort de Pierre Villon en 1980, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, a, malheureusement, interrompu à l'année 1953 la série d'entretiens que ce haut responsable du P.C.F. avait accordés à l'historien communiste Claude Willard, qui vient de les publier.

De son vrai nom Roger Ginsburger, ce fils de rabbin alsacien a été de ces intellectuels talentueux qui, à la fin des années 20, ont rejeté avec dégoût le monde « capitaliste » sombrant dans la crise et ont été irrésistiblement attirés vers le communisme. Jeune architecte d'avant-garde déjà connu, Pierre Villon décide brusquement de sauter le pas : il adhère au P.C.F. et devient un révolutionnaire professionnel en 1934.

Il fait ses premières armes à la tête de l'Internationale des marins et dockers, qui est l'un des principaux vecteurs de communication et de propagande de l'Internationale communiste à travers le monde. Puis, au début de 1936, il rejoint le P.C.F., d'abord à la section de propagande, sous les ordres de Jacques Duclos, puis à la direction de l'ensemble des maisons d'édition du parti, qui prennent de plus en plus d'ampleur dans les années 1938-1939.

C'est à ce poste que la guerre le surprend. Nullement désarçonné par le pacte germano-soviétique, il plonge dans la clandestinité et devient le « rédacteur en chef » de *l'Humanité* clandestine, ce qui, dans les conditions de l'époque, signifie qu'il conçoit, rédige et dactylographie lui-même l'ensemble du journal. Cette période de guerre constitue le temps fort de ces mémoires. Pierre Villon confirme que les négociations engagées par le P.C.F., de juin à août 1940, pour obtenir des Allemands la reparution légale de *l'Humanité*, ne devaient rien à l'initiative spontanée d'un militant, mais plutôt à des directives soviétiques (p. 50).

Arrêté, le 8 octobre 1940, par la police française, il réussit à communiquer par lettres avec sa femme, Mme Marie-Claude Vaillant-Couturier. Celle-ci a autorisé la publication de certaines de ces lettres, occasion d'une passionnante incursion dans l'univers politique et idéologique de l'un des principaux responsables communistes de cette période. Certes, l'antifascisme viscéral de ce communiste juif alsacien s'y exprime nettement à travers son antivichysme et son antinazisme, mais on perçoit, tout aussi nettement, que, en cet hiver 1940-1941, son antifascisme n'est pas orienté vers la « résistance », vers la libération du territoire, mais vers la révolution et l'instauration d'un pouvoir communiste.

Il écrit ainsi, le 13 janvier 1941 : *« Ce qui manque encore, à mon avis, c'est un affaiblissement* [substantiel] *de l'Angleterre et de l'Amérique. Mais il n'est pas indispensable de l'attendre pour soviétiser l'Europe. Une Angleterre qui, seule, voudrait écraser une révolution continentale finirait certainement par s'affaiblir et se désagréger plus vite que dans la lutte contre l'Allemagne et l'Italie fascistes. A l'affaiblissement de ses forces de l'extérieur viendrait s'ajouter la désagrégation intérieure, par la classe ouvrière et par les peuples coloniaux, qui ne comprendraient pas la continuation d'une guerre contre des peuples pacifiques. L'U.R.S.S., en 1919, avait à combattre plus d'ennemis que l'Europe soviétique de demain. Et quant au gaullisme, il sera balayé et nous servira, si nous donnons la liberté, la paix et le pain (avec du beurre) au pays avant que l'Angleterre n'arrive à le faire. Et je ne la vois pas capable d'assurer un débarquement en France pour libérer le pays, avant que les Allemands ne se révoltent. Dans ce cas, nous n'attendrons pas de Gaulle pour instaurer les soviets. »*

Le 18 février 1941, il se lamente : *« Je ne voudrais pas arriver après la bataille. (...) Je crains que ça se fera sans moi et qu'un beau jour il nous suffira de sortir d'une porte pour être en France soviétique dans une Europe soviétique. C'est rageant... »*

Evadé le 17 janvier 1942, Pierre Villon reprend immédiatement le combat à la tête du Front national (F.N.), organisation résistante « de masse », contrôlée par le P.C.F. Il représentera le F.N. au Conseil national de la résistance (C.N.R.) à partir de mai 1943 ; on apprend, incidemment, que c'est Jacques Duclos qui rédigea le texte finalement adopté, au printemps 1944, comme programme du C.N.R.

Partisan de l'organisation, par le P.C.F., d'un système de large alliance des forces de résistance, au sein d'un Front national rénové, il se heurte à la direction du parti et, dès l'automne 1947, *« on sollicite son autocritique »*. Ainsi se confirme la lutte feutrée puis ouverte qui opposa, au sein de la direction du P.C.F., entre 1945 et 1952, les membres de l'appareil communiste international (Thorez, Duclos, etc.) et une « mouvance résistante », qui aspirait à une « nationalisation » du P.C.F. et au maintien des alliances nouées dans la Résistance. L'affaire Tillon, en 1952, marqua la défaite définitive des résistants.

STÉPHANE COURTOIS.

★ *Pierre Villon, résistant de la première heure.* Editions sociales, 208 pages, 80 F.

Les émeutes en Tunisie

La mémoire courte

par MOHSEN TOUMI (*)

JE tiens à la disposition du gouvernement tunisien l'information suivante : je connais le nom du chef d'orchestre qui veut destabiliser notre pays. Ce n'est pas Kadhafi, ce n'est pas Khomeiny, ce n'est pas Carlos. C'est le même qui a organisé les émeutes du 26 janvier 1978, qui a fomenté l'insurrection de Gafsa en janvier 1980, c'est le même terroriste international qui a soulevé les quartiers populaires de Casablanca, au Maroc, en juin 1981. Il s'appelle la Faim.

Pour justifier la hausse de 70 % des prix des produits céréaliers, les autorités tunisiennes ont invoqué la nécessité de résorber le déficit du budget de l'État. Elles ont institué la « vérité des prix », fleuron du système du Fonds monétaire international. L'opération a été menée avec brutalité, sans mesures d'accompagnement susceptibles d'en atténuer les effets sur les couches populaires. Une réduction des dépenses de fonctionnement de l'État, un contrôle réel des changes, une réforme douanière surtaxant les produits importés de luxe et une réforme des assiettes fiscales directe et indirecte n'auraient-ils pas permis de résorber le déficit budgétaire en offrant l'avantage, en plus, d'être des mesures de justice sociale ? Mais encore fallait-il en avoir la volonté politique.

Le gouvernement tunisien n'a-t-il pas failli à ses responsabilités économiques — et de souveraineté — en cédant au diktat du F.M.I., maître d'œuvre de l'intégration des économies en développement dans la distribution internationale des tâches ? Le gouvernement tunisien n'a-t-il pas failli à ses responsabilités sociales ? Il ne pouvait ignorer qu'en doublant presque les prix du pain et de la semoule, il acculait à la famine une bonne partie des classes populaires dont les modèles de consommation excluent — faute de moyens — les protéines animales. Autrement dit, le droit élémentaire à la survie biologique n'a pas été respecté. Le gouvernement tunisien n'a-t-il pas failli à ses responsabilités politiques ? Dans un contexte africain et arabe où les turbulences tiennent lieu de normalité, comment n'a-t-il pas réfléchi aux résultats d'une mesure inique et impopulaire qui l'ont conduit à faire complètement machine en arrière.

Peut-on expliquer ces défaillances et ces imprévoyances ? Il se peut que la « modération » affichée par certaines organisations oppositionnelles pour mériter leur visa de légalisation et aussi les fêlures qui apparaissent au sein de l'U.G.T.T. aient donné le sentiment au régime que le consensus des classes « évoluées » autour de sa légitimité lui permettait de braver sans risques les colères des démunis. Ce scénario s'est esquissé dès le lendemain de Gafsa. Au nom du sens de l'État, certains opposants (1), alors, avaient mis en garde le pays contre les dangers d'une telle démarche et l'idéologie de guerre civile qui la sous-tend.

L'exil social

Ceux que les communiqués officiels appellent *« des chômeurs, des oisifs, des éléments hostiles »*, c'est-à-dire les victimes du mal-développement et les exclus d'une croissance extravertie, se trouvent aujourd'hui en rupture organique avec tout ce qui compose l'*establishment*, pouvoir et opposition légale confondus. Ils les tiennent pour responsables de leur « exil » social et les identifient comme les garants et les bénéficiaires d'un système de valeurs économiques et culturelles qui les nie. Et qu'ils rejettent eux-mêmes en bloc, d'ailleurs.

Ces avertissements ont été qualifiés de *« programmes séditieux »* et leurs auteurs désignés comme des *« casseurs de baraque »*, non seulement par le pouvoir, mais aussi par la périphérie ralliée. On tente même, dans ces moments graves, de leur imputer la responsabilité d'émeutes que la misère, et seule la misère, explique, quand elle ne les justifie pas moralement. Les coteries qui enferment le débat politique dans des clubs privés n'ont de leçons à donner à personne ; qu'elles n'oublient pas que les baraques tombent d'elles-mêmes, quand elles sont pourries. Les clameurs qui ont secoué la Tunisie du sud au nord sont l'écho d'un congrès constitutif sans *sunlights*, sans bénédiction officielle et sans parterre de diplomates, celui du parti majoritaire en Tunisie, la masse des exploités. Elles signifient au « pluralisme » que, s'il n'est pas le pluralisme de la subsistance, de la santé, du logement, de l'éducation, du travail et de l'expression culturelle, il demeure une redistribution de cartes, dans un espace privilégié. Et clos.

(*) Écrivain tunisien.

(1) Ces mouvements sont le M.U.P. I, le M.T.I et le parti communiste 7e congrès. Cf. « Réflexions sur les formalismes démocratiques », par Mohsen Toumi, dans les numéros 2 et 3 de la revue *Sou'Al*, juin 1982 et janvier 1983, Paris, ainsi que le communiqué du P.C.T. 7e congrès du 16 décembre 1983.

LETTRES AU Monde

Papiers brûlants et « avions renifleurs »

Agrippa d'Aubigné, blessé sur la Loire, puis hébergé et soigné au château de Talcy, y tomba amoureux de la fille de son hôte, Diane Salviati. La cour qu'il lui fit était sans espoir, car le châtelain-banquier ne se souciait pas de donner sa fille à un guerrier qui n'avait pas un sou, mais une langue et une plume alertes et virulentes, bien dangereuses dans une conjoncture politique aussi incertaine.

Il passait cependant de longues soirées devant la cheminée, à bavarder avec le poète convalescent. Celui-ci lui révèle un jour qu'il détient des lettres d'un haut personnage, en faveur à la cour, qui le compromettent dans l'affaire d'Amboise.

« Donnez-moi ces lettres, lui dit Salviati, *je me fais fort d'en obtenir dix mille écus, de lui ou de tout autre qui les utiliserait contre lui. »*

Aubigné se lève sans un mot, monte dans sa chambre, revient avec le paquet de lettres et le jette dans le feu : *« Que faites-vous, malheureux ? » — Je les ai brûlées de peur qu'elles ne me brûlassent, car j'avais songé à la tentation. »*

Cette fière réponse pourrait réconforter l'ex-président de la Cour des comptes, qui, lui, n'a pas brûlé, il l'a bien précisé, mais lacéré, le rapport brûlant. Il est injuste de lui en faire de si brûlants reproches.

R. MERLE D'AUBIGNÉ,
chirurgien honoraire de l'hôpital Cochin).

La face cachée de Proust

Sur les 322 pages de son *Proust* (Belfond éd., 1983), Jean-Yves Tadié n'en consacre que 76, soit 20 %, au « jeu de société » consistant à *« deviner quelles furent les réactions des gloires de la littérature française à la lecture d'*A la recherche du temps perdu », jeu qui évidemment ne peut rien nous procurer sur l'essentiel, les arcanes de l'œuvre, sa lente maturation, son secret. Cela, vous le décrivez longuement dans votre article publié dans *le Monde* du 16 décembre 1983, qui ne contient strictement rien d'autre.

En revanche, les 80 % de son beau livre, J.-Y. Tadié les consacre à nous révéler ce qui ne peut pas ne pas fasciner tout lecteur de Proust : la lente genèse, les versions successives, le mystérieux itinéraire dont elles constituent, comme autant de crises, les étapes, leur rapport avec les étapes de la vie de Marcel Proust, la fonction du narrateur, l'espèce de phénoménologie — au sens à la fois hégélien et husserlien du terme — à travers laquelle, difficilement, se manifeste enfin la vérité de la condition humaine, en l'occurrence le Temps, déjà « trouvé » quand s'offre la première page du *Temps perdu*, et donc donnée à re-trouver par le lecteur selon une pédagogie de type initiatique, tout cela illustré de faits, de propos, de témoignages extraordinaires (je songe aux rapports de la phrase proustienne avec *« la subordination des hommes au hasard »* selon Spitzer), de rencontres étonnantes (je songe à *« la crise du sujet..., prévue et décrite »* par Marcel Proust avant les sciences humaines, *« mais par d'autres moyens »*, etc.).

A tout cela, c'est-à-dire à l'essentiel, qui ne peut pas ne pas émouvoir les lecteurs de Proust, vous *ne consacrez pas un mot*. Vous lisant après avoir lu Proust et Tadié, on éprouve l'impression, comique ou attristante, c'est selon, d'écouter un étranger présenter la loge du concierge du Louvre comme le Louvre lui-même.

JACQUES ROLAND DE RENÉVILLE,
professeur (Poitiers).

Socialisme et fascisme

M. Michel Charzat s'étonne dans *le Monde* du 27 décembre qu'*« aucun représentant de l'intelligentsia n'ait cru devoir dénoncer cette imposture intellectuelle »* de l'opposition, qui a osé se demander si socialisme et fascisme appartenaient à la même famille.

Auteur d'une des communications du colloque mis en cause par M. Charzat, je voudrais lui dire que ce n'est pas une imposture que de parler des *« sources socialistes du fascisme »*. Le silence de mes confrères n'a rien d'étonnant : ce qui a été dit au colloque n'a pu les surprendre : il y a plus de quarante-huit ans (c'était en 1935) que le problème a été posé par un universitaire américain, juif allemand émigré, H. Kohn. Ce problème a été repris au début de la seconde guerre mondiale dans un séminaire à Cambridge par un autre universitaire juif persécuté, mais autrichien celui-là, Karl Popper. Ce séminaire va donner naissance à deux livres : l'un, de Popper lui-même, *Misère de l'historicisme*, l'autre de F. A. Hayek, *la Route de la servitude*, terminé en 1943, publié en anglais en 1944, traduit en français aussitôt après la Libération, en 1945. *La Route de la servitude* comporte deux chapitres : l'un s'intitule « Les racines socialistes du national-socialisme » (chap. XII) ; dans l'autre, « Les totalitaires sont parmi nous » (chap. XIII), le futur prix Nobel de 1974 cloue au pilori le programme d'après guerre du Labour Party.

Ces thèmes développés dans les années 50 par une série de politologues américains, tels Hannah Arendt et Carl J. Friedrich, ont été pendant près de trois décennies ignorés par les universitaires européens. Pourtant, vers 1960, un historien israélien, Talmon, avait élargi ce problème et avait placé les origines de ce qu'il appelait *« la démocratie totalitaire »* chez J.-J. Rousseau et les Jacobins de l'époque révolutionnaire.

FRANÇOIS G. DREYFUS,
professeur d'histoire du XXe siècle à l'université de Strasbourg-III.

Et l'Église cachée ?

Dans sa série d'articles, l'Eglise dans la France socialiste, M. Robert Solé (*le Monde* des 2 et 3 décembre 1983) relève très justement le souci actuel de visibilité de l'Eglise, *« ce besoin de se montrer davantage, d'exister socialement »*.

Nous sommes dans l'ère de la communication, de la publicité, admettons-le. Mais alors, quel message l'Eglise délivre-t-elle ? C'est une vision très hiérarchique qui est proposée, et je doute fort de l'authenticité missionnaire de ce témoignage. Telle communauté rurale opère sans prêtre, tels jeunes chrétiens créent une association tiers-mondiste, voilà des témoignages vivants, poignants et éducatifs. Oh ! Je ne me permettrais pas de mettre en cause la sincérité d'un *« Inch Allah »*, lâché par un cardinal au détour d'une marche contre le racisme ! Pourtant, une telle démarche se renouvelle constamment dans la presse. Un tel écho ne sert pas à long terme la construction de l'Eglise. Il est plus facile de donner un leader, au risque de manipuler les foules, que d'offrir une image plus diversifiée et nuancée de l'Eglise.

PIERRE-MICHEL LANDRY
(Paris).

Suis-je encore français ?

Ce matin en allant à l'école conduire mon petit garçon et quelques-uns de ses camarades, les bras m'en sont tombés ! Une immense affiche plaidait pour *« L'Ecole de France »* et sous une illustration, que j'ai à peine regardée : « L'Ecole laïque c'est l'Ecole libre ». En admettant que pour frapper le « bon peuple » les va-t-en guerre laïques poussent un peu loin le bouchon, j'aimerais à penser qu'ils ne voient pas les conséquences de leur geste. Les hommes de mon âge, l'âge de ceux qui ont fait la guerre 39-40 et ont trempé dans la Résistance et qui sont de purs produits, jusqu'à l'Université exclue, de l'école libre, ne seraient-ils plus français, par le seul fait qu'ils n'ont pas été mis par leurs parents à la laïque ?

En nous mettant, mon frère et moi, à l'école libre, ma mère a respecté la volonté d'un mort, mon père, décédé des suites de la guerre 14-18. Ma mère et mon père n'auraient donc pas confié leurs enfants à l'école de la France ? Et les petits Français qui, par milliers, sont actuellement en école libre, dans quelle école sont-ils ? Celle des Chinois, de Pinochet, de qui ?... Un pareil simplisme est affligeant, mais plus la corde est grosse, mieux elle tire... les pauvres gens, qui ne peuvent rien dire, par peur que cela ne retombe sur leurs enfants.

On n'a encore rien fait de mieux dans l'expression de l'intolérance, une intolérance qui gagne toutes les couches de la société, et pas seulement à propos de l'école, au point de nous écœurer. *Caveant Consules*, le moment est plus que jamais choisi pour le redire. Que veulent ces enseignants qui rallument le brandon de la guerre civile ? Car, à notre grande honte et pour notre plus grand malheur, cette guerre qui se rallume périodiquement chez nous par le sectarisme et, disons-le, la sottise de certains, n'annonce jamais rien de bon et précède souvent les catastrophes nationales. Les gens qui font de pareilles actions pensent-ils qu'ils travaillent contre eux en divisant la France ?

FRANCIS FERRIER
Docteur ès lettres, Yerres (Essonne.)

Témoignage

Un masque pour les policiers ?

Le point de vue d'un étranger en visite en France sur la police nationale peut vous intéresser.

Hier, je remarquai quatre policiers autour d'un jeune homme. Il était pâle, tout à fait ordinaire, habillé normalement ; debout, il mangeait une pomme. Frappé par la scène, je m'arrêtai. L'un des policiers me dit de circuler. Je lui demandai pourquoi. *« Contrôle !*, me dit-il. *Montrez-moi vos papiers. »* Je répétai ma question. Il fut alors rejoint par un autre policier, puis un troisième, apparemment leur chef, qui s'approcha pour leur apporter son appui. Je fus alors menacé d'être arrêté.

Aucun des policiers ne portait de numéro d'identification. Je demandai à les voir, mais ils refusèrent. Cela leur semblait être une requête inhabituelle. Ils exigèrent à nouveau mon passeport et je leur rappelai que, s'ils me montraient leur identité, j'en ferais autant, ce qu'ils refusèrent à nouveau. Je fis de même. J'ouvris par hasard mon pardessus, et leur agressivité mollit légèrement. Etait-ce dû à mon ensemble trois-pièces avec cravate ? Les menaces d'arrestation s'arrêtèrent et l'on m'intima l'ordre de sortir du bâtiment. Quel était, en conséquence, leur dessein, quand ils m'ont interrogé ?

Humaniser la police serait un premier pas pour faire régresser la violence. Le fait de porter un numéro d'identification et d'être obligé de décliner ce numéro, son nom et son rang rendrait chaque policier plus responsable de ses actions. L'incapacité d'instaurer un tel système signifie une politique délibérée qui permet à la police d'opérer à visage caché. Ira-t-on jusqu'à leur faire porter un masque ? Effrayante pensée, mais progression logique.

Rendre chaque policier identifiable et responsable serait une première étape pour regagner le respect du public. Il n'y a pas d'autre moyen efficace pour combattre le crime et les comportements antisociaux. La coopération est un processus à double sens.

G. BERMAN.
Oxford, Angleterre

Le Monde

étranger

LES DIVISIONS DU TCHAD

La « conférence de réconciliation » est gravement compromise par l'absence de M. Hissène Habré

Après M. Goukouni, la délégation du gouvernement tchadien, conduite par le ministre de l'intérieur, M. Taher Guenassou, est arrivée dans la nuit du dimanche 8 janvier à Addis-Abeba. La « table ronde » de réconciliation entre Tchadiens, organisée par l'O.U.A., devrait s'ouvrir ce lundi après-midi sous la présidence du président Menguistu, président de l'Ethiopie et président en exercice de l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

N'Djamena. – Dans ce Tchad en paix *armée*, les possibilités de négociation semblent d'autant plus minces que les principaux protagonistes parlent un langage différent, et que leurs intérêts sont à ce point divergents qu'un compromis est difficilement concevable. C'est sans doute la raison pour laquelle la « conférence de réconciliation » d'Addis-Abeba s'annonce sous de si mauvais auspices, et risque fort, pour avoir été très mal préparée, d'être vouée à l'échec.

Le président Hissène Habré a décidé de ne pas se rendre, du moins pour l'instant, dans la capitale éthiopienne. Tout en sachant que son absence lui serait reprochée, il a préféré, en dernier ressort, observer comment d'éventuelles discussions s'amorceraient, avant de jeter, le cas échéant, le poids de son autorité dans la balance.

Cette décision n'a pas été formellement annoncée. Elle n'a été connue que le dimanche 8 janvier en *milieu de journée*, soit deux heures à peine avant l'envol, à bord d'un C-130 de l'armée tchadienne, d'une délégation gouvernementale comprenant huit ministres et dirigée par M. Taher Guenassou, ministre de l'intérieur, et surtout l'un des membres les plus influents du Conseil de commandement des forces armées du Nord.

M. Hissène Habré ne s'est pas seulement formalisé de l'attitude de l'Ethiopie, qui assure la présidence annuelle de l'Organisation de l'unité africaine. Bien entendu, le fait que le chef de l'Etat éthiopien, le lieutenant-colonel Menguistu, et le *secrétaire général* de l'O.U.A., M. Onu, se soient déplacés à l'aéroport dimanche matin pour y accueillir M. Goukouni Oueddeï, ancien président du GUNT (gouvernement d'union nationale de transition du Tchad) et la très nombreuse délégation qui l'accompagnait a irrité N'Djamena, même si l'Ethiopie s'était engagée à recevoir M. Hissène Habré avec les honneurs dus à un chef d'Etat.

Une impréparation totale

Le président Hissène Habré n'a pas davantage apprécié que l'un des membres de son propre gouvernement, le Docteur Abba Siddick, ministre de l'éducation nationale, ait été invité à Addis-Abeba en tant qu'ancien dirigeant de l'une des « onze tendances » – en l'occurrence le *Frolinat* (Front de libération nationale) originel) – signataires des accords de Lagos en 1979. Il a d'ailleurs tenu à marquer le coup en incluant dans la délégation de N'Djamena le Docteur Siddick, qui a fermement précisé qu'il se rendait dans la capitale éthiopienne en tant que membre du gouvernement tchadien.

En outre, le chef de l'Etat tchadien n'a apparemment pas obtenu, de la part de l'Ethiopie et de l'O.U.A., l'engagement qu'il lui reviendrait, d'une façon ou d'une autre, de présider cette conférence après la séance inaugurale que le *lieutenant-colonel Menguistu*, en tant qu'hôte, aurait présidée.

Cependant, les réticences du président tchadien ne portaient pas seulement sur ces questions de protocole, même si elles sont importantes, mais avant tout sur l'objet de la négociation. Sur ce point, il s'est une fois de plus persuadé, surtout au fil des dernières semaines, que ce que l'on considère ici comme la faction pro-libyenne de M. Oueddeï n'avait rien à négocier, et que, dans de telles conditions, le projet d'une conférence à Addis-Abeba ne pourrait être qu'une mise en scène exploitée par ses adversaires.

Il est vrai que les efforts en vue de pourparlers préliminaires, à Paris comme à Libreville, n'ont rien donné. Aucun contact sérieux entre N'Djamena et les différents opposants au régime de M. Hissène Habré – qu'il s'agisse des gens de Bardaï (Tibesti) ou de personnalités indépendantes – n'a abouti. Le projet d'une conférence préparatoire, réunie à Paris à un échelon subalterne, est resté lettre morte. M. Hissène Habré a même proposé que la capitale française accueille *« un forum ouvert à tout le monde »*. Cette suggestion n'a pas été retenue, l'O.U.A. et l'Ethiopie faisant comprendre qu'on ne pouvait pas à la fois leur demander d'organiser une « réconciliation tchadienne » et, dans le même temps, d'instaurer des négociations parallèles.

Un projet de rencontres discrètes à *Libreville*, organisées par le président Bongo, a subi un sort identique. Mais, cette fois, c'est le GUNT qui s'y est opposé, alors que ses émissaires en avaient accepté l'idée dans un premier temps. Bref, la conférence d'Addis-Abeba promettait de s'ouvrir dans l'impréparation totale et, quand la délégation gouvernementale a quitté N'Djamena dimanche en début d'après-midi, elle ignorait encore jusqu'à l'ordre du jour et l'heure d'ouverture de cette réunion.

Dans la capitale tchadienne on reste persuadé, dans les milieux officiels comme au sein d'une bonne partie du corps diplomatique, que le colonel Kadhafi « manipule » les Tchadiens du GUNT, et qu'il n'a aucun intérêt à faire la moindre concession, que ce soit sur le terrain ou autour d'une table. Le dispositif militaire libyen s'est renforcé depuis l'opération « Manta » lancée début août, à la fois dans l'extrême sud de la Libye, frontalier du Tchad, et dans le *Tchad septentrional au nord* de la « ligne rouge » tenue par l'armée française.

D'un autre côté, Tripoli et le GUNT continuent de nier la légitimité du gouvernement de M. Hissène Habré, ne l'acceptant que comme l'une des onze tendances signataires des accords de Lagos voilà plus de quatre ans. Bref, dans ce camp-là, tout se passe comme si l'on attendait que les Français envisagent, par lassitude, de mettre fin, sous un prétexte ou sous un autre, à l'opération « Manta ». Que cela prenne des mois ou même une ou deux années.

Des obstacles insurmontables

La position de M. Hissène Habré est radicalement différente. Il estime toujours que toute négociation, au bout du compte, ne peut que porter sur les modalités d'un retrait militaire libyen du Nord tchadien. Son gouvernement, qui contrôle la *majeure partie* du territoire et surtout plus de 90 % de la population, siège au sein de l'ONU et de l'O.U.A. Il avait donc le droit de faire appel à des troupes étrangères – en l'occurence françaises et zaïroises – *pour faire face à ce qu'il* juge comme une « agression libyenne ». Il ne conçoit qu'une négociation entre son *gouvernement* et des opposants, et non entre onze tendances qui à ses yeux n'existent plus.

L'écart entre ces positions explique que les points prévisibles d'une négociation de ce type – dans l'ordre, *cessez-le-feu* sur place, retrait des troupes étrangères et définition, puis mise en place d'institutions provisoires – se heurtent à des obstacles apparemment insurmontables. Pour en donner une idée, l'adoption du premier point – un cessez-le-feu qui ne pourrait être que « sur place » – reviendrait à légitimer la présence du GUNT et des troupes libyennes dans le nord, ce qui est inacceptable pour N'Djamena.

Il serait tout aussi peu admissible pour le gouvernement tchadien d'accepter sur le deuxième point – celui d'un retrait des troupes étrangères – de placer sur le même plan la présence militaire française au sud du 15e parallèle et celle des troupes libyennes au nord de cette ligne. Quant à l'adoption d'institutions *provisoires*, une *fois* les troupes étrangères repliées, même en la présence d'une force neutre et d'observateurs internationaux, elle aurait d'autant moins de chances d'entrer dans les faits qu'il serait *impossible*, *matériellement*, de contrôler ce qui se passerait dans le nord du territoire.

M. Hissène Habré a donc préféré, dans un premier temps, prendre ses distances à l'égard d'une opération que ses principaux collaborateurs jugent comme une manœuvre. On met ici en question l'impartialité de l'Ethiopie et du secrétaire général de l'O.U.A. Le chef de l'Etat tchadien a néanmoins envoyé à Addis-Abeba une très forte délégation, puisqu'elle comprend les membres les plus importants du Conseil de commandement des forces armées du nord, à l'exeption attendue de M. Idriss Debi, commandant en chef de l'armée.

La mort de M. Miskine

Le décès brutal, samedi à l'aube, d'Idriss Miskine, ministre tchadien des affaires étrangères, qui aurait dû normalement *présider la délégation* de N'Djamena, n'a probablement rien changé à ce choix. La mort du numéro deux du régime, dont le charisme et l'influence étaient indéniables, a provoqué un choc. On le voit au nombre de délégations qui continuent de venir de province pour participer, selon la tradition, à des veillées mortuaires au domicile de l'ancien ministre.

La disparition d'Idriss Miskine, malade depuis longtemps et qui a été apparemment victime de complications multiples d'un accès pernicieux de paludisme (*déficience* des reins, hypertension ayant provoqué un accident vasculo-cérébral ou peut-être même un œdème aigu du poumon, on ne le sait pas au juste), a créé un vide politique. Son audience allait bien au-delà du mouvement des forces armées du Nord, dont il était l'un des chefs incontestés. A N'Djamena, où il est né en 1948, les commerçants ont baissé leurs stores samedi sans attendre la proclamation officielle d'un deuil de sept jours. Le remplacer sera une tâche très difficile, mais lui-même pensait que la conférence d'Addis-Abeba était bien mal partie.

Les Français, qui *auraient* souhaité que le président Hissène Habré fasse quand même le voyage d'Addis-Abeba, avaient également plaidé pour des contacts préliminaires afin de tenter de déblayer le terrain. Mais dans cette affaire la *France se retrouve un peu prison*nière de son attitude : d'abord parce qu'elle a exprimé, dès le départ, le vœu de voir la *négociation* se dérouler sous l'égide de l'O.U.A, ensuite parce qu'elle se retranche derrière une doctrine de « non ingérence » dans la négociation. « Nous avons arrêté la guerre, à l'O.U.A. de faire la paix », tel semble être le message *français*.

On peut, bien évidemment, s'interroger sur l'opportunité d'une telle conduite, tant l'investissement *français est de taille dans le conflit* tchadien. Paris n'aurait-il pas dû s'inquiéter davantage, dès novembre, de l'échec des premiers contacts entre Tchadiens ? Geler la guerre – ce que les Français ont réussi à faire jusqu'ici – ne peut suffire à résoudre un conflit vieux de vingt ans, et surtout à obtenir du colonel Kadhafi qu'il cesse de s'en mêler.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

DES « PARAS » A LA BELLE ÉTOILE

Le ministère de la défense va acheter huit cents compas qui devraient permettre à des combattants, déjà équipés de boussoles *et montés sur des chevaux*, de renouer avec la tradition des célèbres unités méharistes de *l'armée française, qui* se déplaçaient à dos de dromadaire à la manière des antiques caravanes.

C'est le corps expéditionnaire *installé au Tchad*, sous le commandement du général de brigade Jean Poli, qui recevra ces instruments, à charge, pour l'état-major de l'armée de terre, de recréer dans le sud de la France l'école qui, jadis, forma les instructeurs spécialisés dans cette discipline et qui fait aujourd'hui défaut pour entraîner les « paras » de la force *Manta*.

Sans remonter aux conquêtes coloniales, ni même à la seconde guerre mondiale au cours de laquelle *tant de durs combats* eurent lieu dans les sables, le conflit au Tchad, déjà en 1970, fut l'occasion pour l'armée française de réapprendre à se guider d'après les étoiles en constituant des escadrons de légionnaires à cheval qui parcouraient le désert à la recherche du renseignement ou d'un contact avec les « irréguliers » du Nord.

En 1984, le général Poli entend entretenir l'ardeur opérationnelle de ses hommes au Tchad en *organisant* des « nomadisations » par petits groupes sur le terrain, c'est-à-dire des expéditions d'une douzaine de jours en plein désert pendant lesquelles les « paras » à cheval apprendront à vivre sous le ciel étoilé avec leurs armements les plus modernes ainsi mis à l'épreuve.

● *Tripoli met en doute la version de N'Djamena sur les circonstances de la mort de M. Idriss Miskine.* – L'agence officielle libyenne Jana écrit : *« L'annonce subite de la mort de M. Idriss Miskine laisse planer le doute sur les circonstances de son décès, quand on sait les divergences profondes qui opposaient M. Miskine à M. Hissène Habré. »* D'autre part, le GUNT (Gouvernement d'union nationale de transition), dirigé par M. Goukouni Oueddeï, a exprimé son *« émotion »* et sa *« profonde préoccupation »* pour les *« conséquences regrettables que la disparition d'Idriss Miskine risque d'avoir sur les négociations d'Addis-Abeba »*.

Angola

Pretoria annonce un retrait progressif de ses troupes

Pretoria *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*. – Les troupes sud-africaines engagées depuis le 6 décembre dernier dans des opérations contre les nationalistes de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain) dans le sud de l'Angola ont commencé à se retirer, a annoncé, dimanche 8 janvier à *Pretoria*, le ministre sud-africain de la défense, le général Magnus Malan. Il a affirmé que l'armée sud-africaine était parvenue à *désorganiser* les bases de commandement et de logistique de la SWAPO et que près de mille maquisards s'étaient repliés vers le *nord* de l'Angola. Le désengagement sera progressif, a indiqué le général Malan, qui a mis en garde la SWAPO, précisant que les troupes de Pretoria étaient prêtes à réitérer ce genre d'opérations si elles le jugeaient nécessaire, et cela sans se *« soucier des conséquences »*.

Le *ministre* a cependant ajouté qu'il partageait l'opinion internationale selon laquelle une solution pour l'indépendance de la Namibie devrait être trouvée à la table de négo*ciations* et non à l'aide d'opérations militaires, mais que l'Afrique du Sud était toujours soucieuse *« de remplir ses responsabilités dans le Sud-Ouest africain (Namibie), et qu'elle ne permettrait pas que la population locale innocente soit intimidée ou terrorisée »*.

Le général de corps d'armée Ian Gleeson, chef d'opérations à l'état-major de Pretoria, avait indiqué samedi que les troupes resteraient toutefois en état d'*« alerte maximum »* dans l'éventualité d'un regroupement des nationalistes namibiens, et que lors de la *« bataille de Cuvelai »* (*le Monde* daté 8-9 janvier), au cours de laquelle trois cent vingt-quatre « ennemis » avaient été tués, plusieurs Angolais et maquisards de la SWAPO avaient été capturés. Selon Pretoria, le bilan d'un mois d'opérations s'établissait samedi à vingt et un soldats sud-africains tués et à au *moins* trois cent quatre-vingts morts dans les rangs adverses.

AFRIQUE

Tunisie

Le mécontentement populaire a été exploité au sein même de l'équipe dirigeante

De nos envoyés spéciaux

Tunis. — Appliqué de façon débonnaire, l'état d'urgence n'en est pas moins maintenu, ce lundi 9 janvier, sur l'ensemble du territoire tunisien, et dimanche après-midi des hélicoptères de l'armée ont longuement survolé la capitale. Le couvre-feu demeure en vigueur de 20 h à 4 h du matin, la fermeture des établissements scolaires et universitaires a été prorogée et la journée continue pour les administrations de 8 h 30 à 14 h est maintenue pour toute la semaine.

La vigilance reste donc de rigueur. Si le calme a été rétabli dans la rue après la secousse la plus grave que le pays ait connue depuis l'indépendance, l'inquiétude et les préoccupations sont encore grandes, tant dans l'opinion qu'au sein de la classe dirigeante.

En effet, le réel *mécontentement provoqué* par la hausse du prix du pain a incontestablement été exploité et récupéré par divers courants politiques ennemis du régime : islamistes de tous bords et prolibyens mais aussi baasistes et autres nationalistes arabes, éléments « gauchistes », etc. Mais les événements ont révélé que ce mécontentement a été aussi utilisé, semble-t-il, au sein même de l'équipe dirigeante. Il ne faut pas oublier que toutes les crises en Tunisie se rattachent, à un moment ou à un autre, aux luttes pour la succession. Le temps qui passe ne fait que les aiguiser puisque la Constitution prévoit que le premier ministre accède automatiquement à la magistrature suprême en cas de décès ou d'empêchement du chef de l'Etat, aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans.

Alors que, vendredi soir, le premier ministre, M. Mohammed Mzali, pouvait apparaître comme le vaincu de la décision présidentielle d'annuler la hausse, au point que beaucoup le voyaient déjà partant, samedi matin, par un nouveau et spectaculaire retournement de situation, M. Bourguiba le confirmait dans ses fonctions et lui renouvelait sa confiance en démettant le ministre de l'intérieur, M. Driss Guiga, généralement considéré comme le principal rival dans la course à la succession.

Pour comprendre le résulat du « bras de fer » entre M. Mzali et son ministre de l'intérieur, il faut revivre le film des événements en leur intégrant quelques épisodes qui n'ont été découverts qu'après coup. Sans doute pouvait-on déjà reprocher à M. Guiga les carences de la police pendant les *émeutes de mardi à Tunis*. On sait maintenant qu'elles risquaient de dégénérer encore plus gravement si l'armée légaliste, ferme et disciplinée, n'avait pris la direction des opérations pour ramener et assurer l'ordre. On pouvait également s'étonner que, lors des manifestations de vendredi, des slogans hostiles à M. Mzali, qui est aussi secrétaire général du parti socialiste destourien (*le Monde* daté 8-9 janvier), aient pu être scandés sous les yeux des policiers impassibles, voire complices. Mais que pouvaient-ils faire, dira-t-on, puisque la foule criait aussi « *Vive Bourguiba !* » ?

Une grave accusation

Certes, mais selon les milieux politiques proches du premier ministre, avant d'être repris par la foule, *certains de ces slogans ont été diffusés sur les canaux FM dont se servent les voitures radio de la police*. Plus troublant encore, selon ces mêmes milieux, les premiers cris hostiles sont partis du quartier de Bab-Sovika, fief de certains collaborateurs du ministère de l'intérieur, influents dans les sphères destouriennes. Accusation grave et qui ne tient peut-être pas suffisamment compte du fait que c'est à partir de ce quartier, populaire par excellence, que, dès avant l'indépendance, la rue s'est toujours fait entendre.

Il semblerait toutefois que c'est un autre épisode qui a été déterminant dans la décision du président Bourguiba de se séparer du ministre de l'intérieur. En effet, vendredi dans l'après-midi, alors que s'apaisait l'explosion de joie des Tunisiens, M. Ameur Ghedira (1), chef de la Garde nationale (gendarmerie), et proche de M. Mzali, se rendait au domicile de ce dernier à la Soukra.

« Je suis venu te dire qu'il faut tirer les leçons de cet échec politique grave. Il vaut mieux que tu partes dans la dignité avant qu'on te mette dehors. Tu devrais présenter la démission du gouvernement, a-t-il dit, au premier ministre.

— C'est une démarche personnelle ?

— Non, c'est officiel, et ceci à la demande du ministre [M. Guiga]. »

Samedi matin, M. Mzali qui se demande s'il n'est pas victime d'une imminente disgrâce, se rendait au Palais de Carthage pour s'enquérir de la démarche de son ministre de l'intérieur et assurer le chef de l'Etat qu'il était prêt à se plier à sa décision, quelle qu'elle soit. C'est alors que le président Bourguiba a confirmé M. Mzali dans ses fonctions, et lui a confié l'intérim du ministère de l'intérieur. Il se serait montré fort irrité de l'initiative de M. Guiga, aussitôt *convoqué* au Palais de Carthage pour s'entendre rappeler qu'il appartient au seul chef de l'Etat de faire et de défaire les gouvernements.

Dans l'entourage de M. Mzali, certains se déclarent persuadés que le premier ministre a failli être victime d'une conspiration. Certes, estiment-ils, dans cette affaire de la « révolte du pain », il a péché par excès de confiance, car à aucun moment il n'a reçu de rapport des renseignements généraux et des services concernés sur l'ampleur du *mécontentement qui n'allait pas manquer de s'exprimer* à l'annonce du doublement du prix du pain, bien qu'à plusieurs reprises des voix se soient élevées en conseil des ministres pour attirer l'attention sur les dangers des mesures envisagées. Lundi dernier, alors que l'émeute ravageait déjà le Sud, un vif accrochage s'était produit entre MM. Mzali et Guiga — ce n'était pas la première fois que les deux hommes s'opposaient sur un problème — le ministre de l'intérieur conseillant l'abandon du projet, même si celui-ci *se justifiait économiquement*.

Un tableau préoccupant

Il serait dangereux toutefois pour l'avenir du pays que celui-ci continue d'être déchiré par des luttes intestines et des querelles byzantines reléguant au second plan les vrais problèmes. Certes, la démocratisation entreprise par M. Mzali a valu à ce dernier de nombreux ennemis aussi bien dans certaines couches soucieuses de préserver leurs privilèges que parmi les extrémistes partisans d'une remise en cause radicale du système. Mais malgré les efforts réels, les disparités économiques, sociales et régionales demeurent, quand elles ne sont pas aggravées. Une grande partie de cette jeunesse qui est descendue dans la rue — 60 % de la population a moins de vingt ans — continue à vivre en marge de la nouvelle société tunisienne, qui a opté pour la modernité. C'est aussi dans cette jeunesse — réservoir de violences en proie à toutes les frustrations — qu'on trouve le plus grand nombre de chômeurs. Enfin, les journées tragiques que vient de vivre la Tunisie ont démontré que les problèmes des « ceintures rouges » de Tunis et des grandes villes n'ont toujours pas été résolus. Ce sont leurs habitants, souvent au-dessous du seuil de pauvreté, qui, rejoignant dans la révolte les populations déshéritées du bled, ont manifesté leur colère plus violemment, et en plus grand nombre, que le 26 janvier 1978.

A ce tableau déjà préoccupant s'ajoutent aujourd'hui les difficultés *financières provoquées par le manque à gagner entraîné* par l'annulation des hausses de prix. M. Mzali a trois mois pour combler le « trou » et présenter un nouveau budget. Il sort paradoxalement renforcé de cette crise, mais les subtilités du jeu tunisien ne l'en rendent peut-être que plus vulnérable et devraient lui rappeler le mot de saint Paul : *« C'est quand je suis le plus fort que je suis le plus faible. »*

PAUL BALTA
et MICHEL DEURÉ

(1) M. Ameur Ghedira a été nommé samedi secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur pour seconder M. Mzali aux côtés de M. Ahmed Bennour, *déjà secrétaire d'Etat chargé de la Sûreté nationale*.

M. DRISS GUIGA

M. Driss Guiga, qui vient d'être relevé de ses fonctions de ministre de l'intérieur, mais demeure membre du bureau politique du parti, occupait ce poste depuis quatre ans.

[Agé de cinquante-neuf ans, M. Guiga a milité dès 1943 au sein *du parti destourien (P.S.D. au pouvoir)*, dont il est membre du bureau politique et du comité central depuis plusieurs années. M. Guiga, juriste de formation, a commencé sa carrière en tant que grand commis de l'Etat, occupant notamment les *fonctions* de directeur de la sûreté nationale de 1956 à 1963.

Il fait son entrée au gouvernement en tant que ministre de la santé en 1969 avant de détenir le portefeuille de l'éducation nationale de 1973 à 1976. A partir de cette date, il est ambassadeur à Bonn *avant d'être nommé au poste de ministre de l'intérieur* en mars 1980 au lendemain de l'attaque lancée, le 27 janvier de cette année, contre le centre minier de Gafsa (Sud tunisien) par un commando de Tunisiens venu de *Libye*.]

● *Message de M. Mitterrand au président Bourguiba.* — Le chef de l'Etat a adressé samedi 7 janvier un télégramme au président Bourguiba. Le message a été remis par l'ambassadeur de France en Tunisie, M. Gilbert Peroli : *« Les relations entre nos pays et nos deux peuples sont si intimes que nous avons été profondément affectés »* par ces événements. *« Nous nous sommes bien gardés de les commenter attendant de connaître votre jugement et faisant une fois de plus confiance au combattant qui a marqué l'histoire »*, écrit le chef de l'Etat. *« Je veux en cette occasion vous exprimer ma grande sympathie. Bien entendu mon gouvernement sera attentif à toute suggestion venant de vous ou de votre gouvernement. Dans cette épreuve, il importe que la Tunisie soit assurée de la solidarité fraternelle française. »*

PROCHE-ORIENT

LA CRISE DE L'O.L.P.
ET LA RÉACTIVATION DU PARLEMENT JORDANIEN

A Tunis, un compromis s'ébauche entre partisans et adversaires de la visite de M. Arafat au Caire

De notre envoyé spécial

Tunis. — La crise au sein de l'Organisation de libération de la Palestine marque un temps d'arrêt. Un accord de principe a été conclu, dimanche 8 janvier, entre le comité central du Fath et *les représentants de trois organisations de l'opposition pour qu'une réunion*, au plus haut niveau, se tienne prochainement. Elle aura comme objectif de régler le conflit engendré par la visite de M. Yasser Arafat au Caire, en décembre.

Le bref communiqué diffusé à ce sujet par les délégués du Front populaire, du Front démocratique et du parti communiste — qui sont rentrés dimanche à Damas — traduit le compromis qui a permis d'éviter la rupture.

Les loyalistes, indique le texte en substance, concèdent que la rencontre Moubarak-Arafat comporte le risque d'un « *dérapage* » qui conduirait la centrale du Fath à s'engager dans la voie des accords de Camp David et du plan Reagan. En échange de quoi le communiqué passe sous silence l'exigence des organisations de l'opposition portant sur la destitution immédiate du président de l'O.L.P. comme préalable à tout dialogue.

Eviter la rupture

Il est vrai qu'il a été convenu que la réunion prévue entre les directions des diverses organisations concernées exclurait leurs secrétaires généraux, notamment M. Arafat.

« L'essentiel à nos yeux n'est pas l'avenir politique de tel ou tel autre responsable, nous déclarait MM. Yasser Abd Rabbo et Soliman Najjab, respectivement membres du bureau politique du Front démocratique et du parti communiste. *« Si elle devait être approuvée par nos dirigeants à Damas, la réunion projetée aura comme tâche essentielle de réaffirmer, en la précisant, la ligne politique définie à la dernière session du Conseil national palestinien. Des mesures devraient encore être arrêtées pour prévenir tout écart analogue à celui que vient de commettre Yasser Arafat. »*

Il est clair que les deux parties cherchent à éviter un divorce qui risque de leur porter également préjudice. Les trois organisations de l'opposition redoutent qu'une éventuelle scission n'aggrave leur dépendance à l'égard de la Syrie.

Des membres du comité central du Fath, pour leur part, craignent qu'une rupture avec l'aile gauche de la centrale de la résistance ne provoque des désaffections en chaîne au sein de leur propre organisation.

En effet, la frange hostile à M. Arafat au sein du Fath ne s'est pas apaisée, à en juger par les propos que tiennent, dans les coulisses, des cadres militaires et politiques, inquiets des intentions qu'ils prêtent — à tort ou à raison — à leur chef.

Si celui-ci, disent-ils, devait renoncer, comme le souhaite le président Reagan, à la création d'un Etat palestinien indépendant en Cisjordanie et à Gaza, ils n'hésiteraient pas à rejoindre les rangs de l'opposition. Suivant l'exemple de diverses associations populaires membres de l'O.L.P., notamment la Confédération des syndicats ouvriers, l'Union des journalistes et des écrivains, celles des femmes et des étudiants, la Fédération des instituteurs palestiniens (quatre-vingt-quinze mille membres) a annoncé, dimanche 8 janvier, par la voix de son secrétaire général, présent à Tunis, qu'elle *condamnait* la rencontre Arafat-Moubarak comme « *contraire aux résolutions du Conseil national palestinien* ».

Le président de l'O.L.P. ne paraît pas affecté outre-mesure par la grogne de ses partisans. Imperturbable, il poursuit sans relâche ses activités dans la banlieue de Tunis. Il a présidé, samedi et dimanche, des réunions du comité central du Fath qui ont porté tout autant sur la crise intérieure de la résistance que sur l'évolution de la conjoncture au Proche-Orient, en particulier en Jordanie.

Le retour à la vie parlementaire à Amman constitue un sujet d'inquiétude dans la mesure où les députés palestiniens des deux rives du Royaume (Cisjordanie et Transjordanie) pourraient un jour être appelés à s'associer, sinon à se substituer, à l'O.L.P. dans une éventuelle négociation.

En attendant qu'il se rende à Amman pour reprendre langue avec le roi Hussein, M. Arafat devait accomplir, ce lundi 9 janvier, une brève visite à Alger où il pourrait s'entretenir avec le président Chadli Bendjedid.

ERIC ROULEAU.

A Amman, un amendement constitutionnel va autoriser la désignation des trente députés de Cisjordanie

De notre correspondant

Amman. — Après la « réactivation » du Parlement (*le Monde* du 7 janvier, on a désormais ici une idée assez précise de ce qui va se passer dans les jours qui viennent sur la scène jordanienne. La Chambre des députés (composée pour moitié de représentants palestiniens de Cisjordanie) et le Sénat devaient approuver ce lundi deux amendements à la Constitution. Le premier permettant au Parlement de se réunir de nouveau en session ordinaire ; le second donnant aux autorités jordaniennes le pouvoir d'organiser des élections générales « *dans les circonscriptions où cela est possible* », c'est-à-dire en clair sur la seule rive orientale du Jourdain.

Il autorise également la désignation des trente députés de Cisjordanie (où de telles élections sont impossibles du fait de l'occupation israélienne) par un système de scrutin interne en deux temps : quinze députés cisjordaniens seraient d'abord désignés par les trente représentants élus des Jordaniens, les quinze restant devant ensuite être à leur tour sélectionnés par leurs quarante-cinq collègues.

Dans les jours qui suivront immédiatement la session extraordinaire du Parlement, le roi Hussein devrait nommer un nouveau gouvernement qui pourrait n'être qu'un cabinet de transition en attendant l'organisation d'élections parlementaires.

La plupart des observateurs palestiniens ne croient pas cependant que celles-ci auront lieu avant un an, bien qu'un membre de l'actuel gouvernement nous ait affirmé qu'elles pourraient se tenir à une date plus *rapprochée*.

Enfin, une fois le nouveau cabinet nommé, le souverain hachémite devait appeler l'Assemblée à se réunir en session ordinaire d'ici la fin de la semaine.

L'une des premières tâches des députés sera de procéder au remplacement de leurs quinze ou seize collègues décédés depuis leur élection en 1967. Le quorum des deux tiers (*quarante sièges*) requis à la Chambre basse n'est, *en effet*, assuré pour le *moment* que *par* une marge de quatre ou cinq députés.

E. J.

● *M. Giscard d'Estaing en Jordanie.* — M. Valéry Giscard d'Estaing a gagné la Jordanie dimanche 8 janvier, par le pont Allenby sur le Jourdain, au terme d'une visite privée de dix jours en Israël (*le Monde* du 4 janvier).

M. Giscard d'Estaing, a-t-on appris de source diplomatique à Tel-Aviv, doit en principe séjourner trois jours « *à titre privé* » en Jordanie où il sera reçu par le roi Hussein avant de revenir en France. — *(A.F.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● NOUVEAU FONDS POUR LES RÉFUGIÉS. — Un nouveau fonds d'un montant de 20 millions de dollars a été créé le vendredi 6 janvier pour l'*aide aux réfugiés afghans au Pakistan*, a déclaré un porte-parole de la Banque mondiale à Washington. Ce fonds n'a pas été tiré sur les réserves de la Banque mondiale, a-t-il précisé, mais a été établi grâce aux contributions notamment des Etats-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest, du Canada et de la Grande-Bretagne. — *(A.F.P.)*

Bangladesh

● LEVÉE PARTIELLE DE L'INTERDICTION DES ACTIVITÉS POLITIQUES. — Le général Ershad a annoncé, samedi 7 janvier, un assouplissement de la législation sur les partis politiques au cours d'une réunion regroupant les représentants d'une quarantaine de mouvements. Cette réunion avait toujours été boycottée par les deux principales alliances de l'opposition, celle conduite par la Ligue Awami et celle dirigée par le Parti national, qui exigent une libération totale des activités politiques comme condition préalable à un dialogue avec le gouvernement. — *(A.F.P.)*

Canada

● NOUVEAU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES COMMUNES. — M. Lloyd Francis, député libéral d'Ottawa-Ouest, a été nommé, vendredi 6 janvier, président de la Chambre des communes canadienne. M. Francis, soixante-trois ans, remplacera Mme Jeanne Sauve, première femme nommée gouverneur général du Canada. — *(A.F.P.)*

Chili

● ATTENTATS A L'EXPLOSIF A SANTIAGO. Une série d'attentats à l'explosif a secoué la capitale chilienne, ce lundi 9 janvier, à l'aube, endommageant en particulier la voie ferrée urbaine dans le centre. Des banques, des centres commerciaux ont été également visés. Six policiers ont été tués au Chili depuis quatre mois au cours d'attentats. — *(A.F.P.)*

Cuba

● M. REAGAN S'ADRESSE AUX CUBAINS. — Dans un discours relayé par la Voix de l'Amérique, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la révolution castriste, le président Reagan a déclaré au Cubains, que *« les promesses faites en 1959 n'ont pas été tenues »*. *« Sous Castro,* a dit le président, *on vous refuse la liberté d'exprimer vos opinions, de voyager quand et là où vous voulez, d'avoir des syndicats indépendants et d'exprimer ouvertement votre foi en Dieu. »* — *(U.P.I.)*

Etats-Unis

● M. WILLIAM TAFT SUCCÈDE A M. PAUL THAYER. — Le président Reagan a annoncé jeudi 5 janvier la nomination de M. William Taft au poste de secrétaire adjoint à la défense, en remplacement de M. Paul Thayer, qui a donné sa démission mercredi, à la suite d'un scandale financier. Ancien avocat, M. Taft, trente-huit ans, a été de 1970 à 1973, le principal collaborateur du secrétaire actuel à la défense, M. Caspar Weinberger, alors que celui-ci était directeur adjoint, puis directeur du budget du président Nixon — *(A.F.P.)*

Egypte

LE PAPE COPTE AUTORISÉ A S'ADRESSER A SES FIDÈLES. — Pour la première fois depuis vingt-huit mois, le patriarche copte orthodoxe Chenouda III, qui est relégué sous bonne garde dans un monastère situé à 100 km au nord-est du Caire, a adressé vendredi 6 janvier un message pastoral de Noël à ses fidèles, ce qui laisse supposer qu'il pourrait être prochainement autorisé à regagner la capitale égyptienne. L'Eglise orthodoxe d'Egypte célèbre la Nativité le 7 janvier. Le prélat avait été banni par le président Sadate en septembre 1981 à la suite de ses protestations contre les *attentats* dont ses fidèles étaient l'objet de la part des extrémistes islamistes. — *(A.P.)*

Irak

● DES NOUVELLES DES TROIS OTAGES FRANÇAIS DES KURDES. — Les trois techniciens français retenus en otages depuis le 2 décembre 1983 (*le Monde* du 13 décembre) par le Parti démocratique kurde (P.D.K.) d'Irak ont été autorisés à écrire à leurs familles, à la presse et à l'ambassade de France à Téhéran. MM. Yves Moy, Robert Laurent et Jean-Christophe Legas, agents de la société Thomson, ont été enlevés près de Dihouk dans le nord de l'Irak. Dans leurs lettres, les trois otages écrivent que leur situation est précaire en raison du froid, du manque de nourriture et d'hygiène. Ils indiquent que leur moral est sérieusement affecté par le manque d'informations sur leur éventuelle libération. — *(Reuter.)*

Pakistan

● PLUSIEURS DIZAINES DE TONNES DE REVUES PORNOGRAPHIQUES ONT ÉTÉ SAISIES par la police dans le port de Karachi. Ces revues étaient dissimulées dans un chargement de papier en provenance des Etats-Unis qui était transporté par un cargo immatriculé au Bangladesh.

Suriname

● DÉMISSION DU GOUVERNEMENT BOUTERSE. — Le chef du gouvernement a déclaré lui-même à la radio, en annonçant, lundi 9 janvier, la démission de ses ministres que l'équipe portée au pouvoir à la suite du coup d'Etat de février 1980 *« avait commis des erreurs »* et *« n'avait pas consulté le peuple »*. En novembre 1983, M. Bouterse, homme fort du Suriname, a annoncé avoir mis en échec une nouvelle tentative de coup d'Etat.

Ouganda

UN MÉDECIN FRANÇAIS PRISONNIER DES REBELLES

(De notre correspondante.)

Genève. — On apprenait lundi matin au siège du comité international de la Croix-Rouge que huit des onze membres de sa délégation en Ouganda, qui avaient été enlevés par des rebelles samedi 7 janvier à 60 kilomètres de Kampala, viennent d'être relâchés. Un médecin français, coordinateur médical du C.I.C.R., le docteur Pierre Perrin, et deux infirmiers ougandais membres de la Croix-Rouge de leur pays, demeurent encore entre les mains des rebelles.

La délégation du C.I.C.R. se rendait, à bord de deux véhicules, dans un camp de réfugiés : quatre hommes armés ont intercepté cette mission humanitaire et en ont amené les membres, à pied, dans un endroit qui n'a pas encore été révélé. Les véhicules abandonnés ont été retrouvés. — I. V.

Le Tibet entre le yogi et le commissaire

(Suite de la première page.)

Le lieu de convergence de cette foule désœuvrée est le Bagor, la rue circulaire qui entoure le Jokhang. Les promeneurs l'empruntent immanquablement – malheur aux profanes – dans le sens des aiguilles d'une montre. La coutume des disciples de Shakyamouni est, en effet, de lui témoigner leur respect en présentant toujours l'épaule droite au temple qui lui est dédié. Les pèlerins font de même autour des chötens (ou stupas), reliquaires en forme de tour, qu'ils rencontrent en chemin.

Le soir, sur le Bagor, à Lhassa, c'est un défilé ininterrompu de visages cuivrés par le vent des montagnes. Les femmes, chargées de bijoux, sourient avec insouciance à l'étranger ou éclatent franchement de rire à sa rencontre. Certaines ont rallongé leur coiffure à l'aide de tresses confectionnées à base de poils de yak. Grands, beaux, le visage généralement d'un brun sombre, les hommes marquent plus de retenue. Une réserve qui, parfois, s'évanouit vite. Nombreux sont ceux, en effet, qui cachent dans les replis de leur vêtement quelque statuette de Bouddha ou autre objet de culte qu'ils offrent, plus ou moins discrètement, à la vente.

Ce commerce spontané est-il licite ? Apparemment pas. Mais, depuis que Pékin essaie de desserrer quelque peu l'étau de la dictature du prolétariat dans cette possession périphérique, l'administration chinoise ferme vaguement les yeux, quitte à saisir les objets ainsi acquis lors du départ des voyageurs de Lhassa. De temps à autre, un soldat de l'A.P.L. risque un œil sur les groupes engagés dans de fébriles tractations. Une telle curiosité, au demeurant rare, ne rencontre qu'indifférence. Les gamins continuent, comme si de rien n'était, à mâchonner leur « chukam », ces petites barrettes de fromage séché, dures comme des cailloux, mais appréciées pour leur goût légèrement piquant. Visiblement, les soldats chinois ne nagent pas, en ces lieux, comme des poissons dans l'eau.

La religion tolérée

Tolérée, la religion l'est aussi, dans certaines limites. L'important est que, depuis trois ans, ces limites ont eu tendance à s'élargir. Il existe, aujourd'hui, plus de monastères ouverts au public qu'en 1980, le nombre des lamas ne cesse d'augmenter, et, surtout, différence considérable par rapport aux propos tenus en 1979 au premier groupe de correspondants étrangers en visite, aucun officiel chinois n'ose prédire l'extinction prochaine du phénomène religieux (*le Monde* du 31 juillet 1979). Déclin, il y aura assurément, affirme un cadre communiste, mais cela pourra prendre « *plusieurs siècles* ».

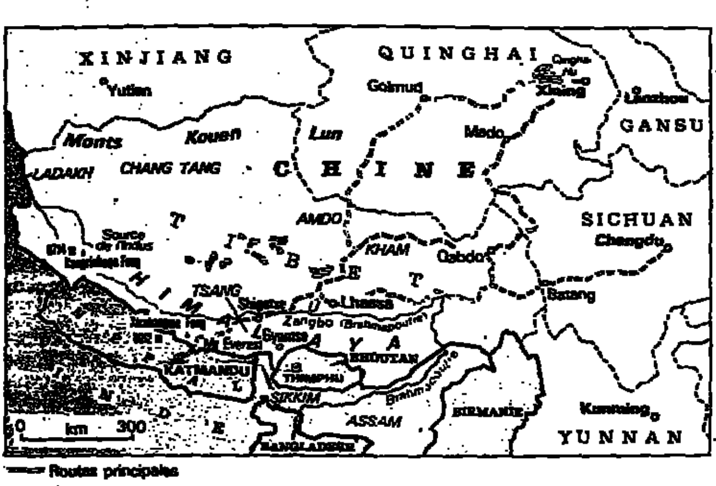
Lorsque, en 1950, l'année du Tigre de fer, Mao annonce son intention de « *libérer* » le Tibet, le royaume montagneux du dalaï-lama comptait plus de trois mille monastères. Le territoire étant passé sous la souveraineté chinoise, on en dénombrait encore quelque deux mille deux cents à la veille de la révolte de 1959. La « révolution culturelle » à partir de 1966 devait achever l'œuvre engagée par la politique mise en place à la suite de ces événements tragiques : après cette tourmente, seuls une dizaine d'édifices restaient encore debout sur les Hauts-Plateaux et dans la claire vallée du Zangbo. A Ganden, le plus célèbre monastère de la secte Jaune – celle du dalaï-lama – situé à quelques dizaines de kilomètres de Lhassa, des équipes constituées, armées de pioches, de barres de fer et d'explosifs, se livrèrent à une destruction systématique de ce « *symbole du féodalisme et du lamaïsme* » (3).

Aujourd'hui, Ganden renaît. Au milieu du champ de ruines, trois bâtiments se dressent de nouveau dans leur blancheur éclatante. Mais aucun objet de culte, aucune pièce d'art n'ont été retrouvés dans les décombres. Les dix premiers lamas sont revenus sur les lieux en 1979. L'année suivante, ils étaient déjà quatre-vingts. Cette année, le nombre des travailleurs volontaires, lamas compris, occupés à la reconstruction des édifices, s'élève à plus de quatre cents. A partir de 1980, l'Etat a débloqué un fonds spécial de 500 000 yuans (deux millions de francs). Mais les dons privés, provenant de la population, sont trois fois plus importants.

Drepung, Sera, autres monastères célèbres des Gelugpa, les « bonnets jaunes », sectateurs de Tsong Khapa, le grand réformateur bouddhiste du quatorzième siècle, resplendissent de magnificence. Malgré leur proximité de Lhassa, ils avaient été moins touchés par l'ardeur anti-religieuse des gardes rouges. Véritable ville, bâtie au flanc de la montagne, Drepung abritait, avant 1959, dans ses divers corps de bâtiment, reliés par un réseau de venelles étroites et pentues, quelque 10 000 Lamas. Après la rébellion, le nombre était tombé à 3 000. Il n'est plus, aujourd'hui, que de 233, en augmentation cependant par rapport à 1982, compte tenu de l'arrivée depuis un an d'une centaine de nouveaux moines. Innovation impensable il y a peu : le monastère a même accueilli une dizaine de jeunes garçons, ayant entre dix et seize ans, placés là par leur famille, auxquels il dispense les rudiments d'une éducation bouddhiste. L'un de ces gamins, rencontré pendant la visite, avouait ne pas très bien savoir quelle était la capitale de son pays et le nom de Mao Zedong, pas plus que celui de M. Deng Xiaoping, n'évoquait grand-chose dans son esprit. Il savait, en revanche, reconnaître du premier coup d'œil, sur une photo, le dalaï-lama.

Quelque cinquante monastères

Au total, 45 monastères exercent maintenant une activité religieuse. Selon une décision du gouvernement de la région autonome du Tibet, datant de 1981, ce nombre doit être bientôt porté à 53. Ils abriteraient entre 1 300 et 1 400 moines. Chiffre ridicule par rapport aux 500 000 moines (plus d'un dixième de la population de l'époque) que comptait le Tibet avant l'intégration complète dans la République populaire de Chine. Mais le creux de la vague a été dépassé. Afin d'aider à la formation de religieux d'un niveau théologique plus élevé, un institut de bouddhisme doit être ouvert d'ici la fin de l'année à Lhassa. Il pourrait accueillir 200 étudiants.



Admission de nouveaux lamas, y compris des jeunes, réfection des lieux de prière, tolérance des manifestations publiques de la foi : de là à prétendre, comme l'affirment les officiels, que règne une entière liberté de culte, il y a un pas difficile à franchir. Toute l'activité des monastères continue de relever, au niveau de la région autonome, du bureau des affaires religieuses, lequel dispose d'antennes aux échelons administratifs inférieurs. Chaque monastère est dirigé par une « commission démocratique », souvent sous la responsabilité d'un ancien lama défroqué. En liaison avec le bureau des affaires religieuses et l'Association des bouddhistes du Tibet – organisation qui paraît être d'une grande docilité, – cette commission est habilitée à sélectionner les candidats à l'état de lama.

Sans admettre franchement l'existence de quotas pour l'accueil de ces nouveaux moines, les officiels reconnaissent *qu'il existe des « limites »* aux capacités des monastères. Les obstacles au recrutement ne sont pas *seulement d'ordre quantitatif*. Quiconque a l'ambition de devenir lama doit, en effet, remplir un certain nombre de conditions. Selon M. Wei Huang, vice-directeur du bureau des affaires religieuses de la Région, celles-ci sont au nombre de sept, la première de toutes étant que les postulants doivent être « patriotes », ce qui, du point de vue de la doctrine bouddhiste, est assurément une nouveauté.

Comment se mesure le patriotisme des impétrants ? Doivent-ils signer un engagement écrit de ne rien faire qui nuise à la Chine populaire ou au parti communiste ? A ces questions, les réponses sont embarrassées. A Drepung, un lama, responsable du monastère, s'en tire par une pirouette : « *Les jeunes qui veulent accéder à la vie monastique sont généralement allés à l'école primaire où ils ont reçu une éducation socialiste. Ils savent ce qu'il faut faire.* » Il sera malgré tout impossible de se faire remettre une copie de la feuille d'examen des futurs étudiants de l'institut du bouddhisme.

Les autres conditions auxquelles doivent satisfaire les lamas sont les suivantes : ils doivent avoir une éducation de base, être honnêtes, être dévoués à la cause de la religion (*quand même !*), être en bonne santé et ne pas être mariés, cette dernière condition s'appliquant aussi aux anciens lamas désireux de revenir dans un monastère après avoir été rendus, pendant la révolution culturelle ou auparavant, à la vie laïque.

Après avoir perdu leur puissance temporelle et économique de jadis, les monastères tibétains sont-ils en train de retrouver lentement une certaine vie spirituelle ? Les circonstances d'une trop brève visite, en compagnie d'accompagnateurs officiels trop nombreux et pas toujours de bonne composition, ne permettent pas vraiment d'en juger. L'autoflagellation, qui accompagnait la répression de naguère, paraît toutefois en voie de disparition. Interrogé sur la question de savoir si le bouddhisme survivra au communisme, un lama, qui semblait pourtant présenter toutes garanties aux cadres chinois qui l'entouraient, a répondu sans hésiter : « *En tant que bouddhistes, nous prions pour que notre religion ait une longue vie. Quant au communisme, c'est une autre affaire.* »

MANUEL LUCBERT.

(3) Voir des photographies du monastère de Ganden avant et après le passage des gardes rouges dans le récit *Un cavalier dans la neige*, J. Maisonneuve, 1981.

Prochain article :

LES PIÈGES DU SOUS-DÉVELOPPEMENT

EUROPE

Danemark

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 10 JANVIER

Les conservateurs devraient tirer profit des résultats de la politique de rigueur

Près de 4 millions d'électeurs danois sont appelés à élire, mardi 10 janvier, les cent soixante-dix-neuf députés du Folketing. Ces élections anticipées ont été décidées à la suite du rejet du budget d'austérité de 1984 présenté par M. Poul Schlüter, dirigeant d'une coalition de centre-droit. Tous les sondages indiquent que le parti conservateur du premier ministre devrait bénéficier des résultats de la politique de rigueur menée depuis seize mois.

De notre envoyé spécial

Copenhague. — La brève campagne électorale s'est résumée à une bataille de chiffres entre le gouvernement de coalition de centre-droit, le *« Trèfle à 4 feuilles »*, formé le 10 septembre 1982 par M. Poul Schlüter et les partis de gauche. Le pouvoir d'achat a-t-il été maintenu ? Le chômage est-il en voie de stabilisation ? Combien de foyers ont-ils fait les frais de la politique de rigueur ? Les électeurs ont été submergés de statistiques. Le principal argument avancé par les sociaux-démocrates dans la campagne est que l'amélioration de la situation économique, réjouissante en soi, n'est pas le résultat de la politique des « bourgeois » mais la conséquence d'une conjoncture internationale meilleure qu'il y a un an.

Pourtant, le gouvernement avait serré la vis, et la gauche elle-même convenait qu'il n'y avait pas d'autre solution. Quand la coalition « bourgeoise » a succédé au gouvernement social-démocrate en 1982, tous les indicateurs étaient au rouge, le déficit budgétaire atteignait 40 % des dépenses et la dette, intérieure et extérieure, dépassait les 300 milliards de couronnes (1). M. Schlüter choisit d'agir promptement pour obtenir un effet de choc : suspension du système d'indexation des salaires et des allocations chômage, freinage de la croissance du secteur public, réduction des dépenses de santé...

Incontestablement, cette politique de rigueur a donné des résultats : les échanges commerciaux avec l'étranger sont en 1983 excédentaires, le déficit de la balance des paiements a été ramené de 20 milliards de couronnes à 11 milliards, l'inflation est tombée à environ 6 %, la croissance du revenu national est supérieure à 2 %. Le bilan est donc plutôt flatteur et explique l'« optimisme » qui règne aujourd'hui au Danemark. Les milieux industriels et financiers sont confiants. *« Quelque chose a changé au Danemark »*, dit un député libéral.

Plus étonnant encore est le fait que cette politique d'austérité bénéficie d'une assez large compréhension dans l'opinion : 50 % des Danois estiment que les économies faites par le gouvernement « bourgeois » sont acceptables. Le nombre de grèves « sauvages » a d'ailleurs diminué en 1983. Environ soixante-dix mille personnes on manifesté le 4 octobre dernier devant le Parlement contre le gouvernement, mais c'était après les heures de travail.

L'embarras des sociaux-démocrates

Ce qui inquiète surtout les Danois c'est l'ampleur et l'accroissement rapide de la dette nationale, et le gouverneur de la banque centrale, M. Erik Hoffmeyer, ne plaisante pas lorsqu'il suggère à l'Etat d'adresser à chaque nourrisson une lettre mentionnant le montant de sa dette individuelle à sa naissance. *« Le Danemark marche toujours sur la crête étroite d'une montagne avec un précipice vertigineux de chaque côté »*, dit le directeur du patronat, M. Poul Schade-Poulsen. Le budget public est toujours largement déficitaire et le chômage est en hausse. Près de 11 % des Danois sont sans travail.

Mais la polémique sur les chiffres masque l'absence d'une véritable politique de rechange dans le camp social-démocrate. M. Joergensen approuve en fait les grandes lignes de la politique actuelle. La décision de ne pas voter le budget pour 1984, qui est à l'origine de ces législatives anticipées, n'a pas plu à tous les dirigeants du parti et du syndicat frère. La centrale ouvrière L.O. aurait sans doute préféré attendre quelques mois, le temps de définir avec plus de clarté ses options. Pour l'heure, la grande idée de la gauche est la réduction de la durée hebdomadaire du travail à trente-cinq heures d'ici à 1989, avec modulation des rémunérations, sauf pour les très bas salaires ; 60 % des membres de la centrale syndicale L.O. sont favorables à cette formule à laquelle le patronat est foncièrement hostile. Il n'est pas question en revanche d'abaisser l'âge de la retraite (soixante-sept ans), cette mesure serait trop coûteuse.

Politiquement aussi, ces élections tombent à un mauvais moment pour les sociaux-démorates de M. Joergensen. Ils sont en perte de vitesse, ils ne veulent pas collaborer avec les socialistes de gauche et les socialistes populaires, et au centre les radicaux, qui constituent une force d'appoint, ont choisi de soutenir la coalition en place. En d'autres termes, les sociaux-démocrates n'ont jamais été aussi isolés, et *« ce serait une grande victoire s'ils parvenaient à conserver tous leurs sièges au Parlement le 10 janvier »*, confie un dirigeant syndical. Leur volte-face sur la question des euromissiles, auxquels ils sont aujourd'hui hostiles, ne semble pas plaire aux vieux militants.

Parmi les jeunes, dire que l'on est social-démocrate suscite aussi des commentaires gouailleurs. Les « élections » menées dans les lycées le montrent : les collégiens votent en majorité soit pour les conservateurs, soit pour des partis qui se situent tous à gauche de la social-démocratie. Beaucoup plus à l'aise pour distribuer le bien-être que pour gérer une économie en crise, elle est associée à la *« génération des parents »*. Or, sur les 3 830 000 électeurs inscrits, 165 000 voteront le 10 janvier pour la première fois.

« Cannibalisme politique » ?

La coalition au pouvoir est composée de quatre partis. Par ordre d'importance, ce sont les conservateurs, les libéraux, le Centre démocrate et les chrétiens populaires. Ensemble, ils contrôlent 65 des 179 sièges de l'Assemblée. Pour se maintenir au pouvoir, ils se sont appuyés sur les progressistes (« poujadistes ») et sur les radicaux. De l'avis général, la coalition a bien fonctionné, et surtout, elle a su donner une impression d'unité. Mais le parti qui a récolté les fruits des succès économiques est le parti conservateur, soupçonné de *« cannibalisme politique »*, car il prend des voix à ses amis ainsi qu'aux progressistes, aux radicaux et même sans doute aux sociaux-démocrates.

Selon le chef du groupe parlementaire conservateur, M. Knud Oestargaard, ce succès s'explique ainsi : *« Il existe une volonté de changement dans l'électorat. Nous ne sommes pas du tout contre la société du bien-être, mais le système court à sa ruine si nous ne parvenons pas à redresser nos finances. De nos jours, le idéologies n'ont plus de sens. Nous n'avons pas d'idéologie ni de bible comme les sociaux-démocrates, qui sont en fait les vrais conservateurs au Danemark. Car ils ne veulent rien changer. Ce que nous voulons, c'est précéder l'avenir et poser à présent les questions de demain : la liberté de choix, le danger de l'Etat tout-puissant, les problèmes des mutations technologiques... »*

A ces raisons profondes s'ajoute une certaine habileté politique. Depuis seize mois, M. Schlüter fait systématiquement des prévisions plutôt pessimistes, et les résultats ont été bien meilleurs que prévu. Autrefois, les sociaux-démocrates faisaient exactement le contraire, ce qui a entamé leur crédibilité.

Une victoire trop importante du parti conservateur pourrait compliquer les relations avec les autres partis. Dans l'actuel gouvernement, les conservateurs ont huit portefeuilles, les libéraux huit également, le Centre démocrate quatre et les chrétiens populaires un. Les conservateurs ne se montreront-ils pas plus gourmands au lendemain des élections ? *« Non*, dit le premier ministre, *nous n'envisageons pas de répartition différente. »* M. Schlüter veut éviter de devenir si puissant que plus personne ne veuille coopérer avec lui et, durant toute sa campagne, il a pris soin de parler au nom du *« gouvernement du trèfle à quatre feuilles »* plus qu'au nom de son propre parti.

ALAIN DEBOVE.

(1) Une couronne danoise vaut environ 0,85 FF.

AMÉRIQUES

Cinq pays centre-américains s'accordent sur une démarche de paix

« Demi-succès » : telle est sans doute la qualification qu'il convient d'accorder à la réunion, samedi 7 et dimanche 8 janvier à Panama, du groupe dit de Contadora (Mexique, Colombie, Venezuela, Panama) avec les représentants des cinq pays centre-américains impliqués dans les tensions régionales : Guatemala, Honduras, Salvador, Costa-Rica et Nicaragua.

Rassemblés pour la cinquième fois depuis la création, il y a exactement un an, du groupe de Contadora, les ministres des affaires étrangères de ces pays se sont en effet accordés, au terme de deux journées de très vives discussions, sur un dispositif permettant d'envisager, selon les propos d'un officiel panaméen, la signature d'un traité de paix en Amérique centrale dans les six mois.

Le dimanche 8 décembre, les neuf ministres des affaires étrangères latino-américains réunis à Panama se sont entendus sur quelques points concrets, intitulés « normes d'exécution », prolongeant les précédentes déclarations d'intention, jusque-là résumées en un texte dit « des 21 points » adopté en septembre dernier.

Les ministres ont, en particulier, adopté le principe de l'établissement d'un inventaire détaillé des installations militaires, armements et effectifs de chacun des Etats de l'isthme, afin de préparer la mise en place de mécanismes de contrôle et de réduction mutuels.

Ils ont, d'autre part, décidé la réalisation d'un recensement des conseillers militaires étrangers ou de toute personne participant à des tâches militaires ou de sécurité dans chaque pays de la région et de l'établissement d'un calendrier pour leur départ.

Les ministres sont également tombés d'accord sur la nécessité d'identifier et de supprimer toute forme d'appui, de promotion, de financement ou de tolérance à des groupes ou des forces irrégulières visant à la déstabilisation de gouvernements régionaux. Cette mesure vise également les groupes agissant à partir d'un autre Etat.

Enfin, ils se sont engagés à localiser les régions et les moyens utilisés pour le trafic d'armes, afin de l'éliminer.

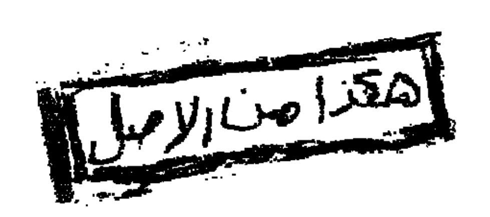
Les cinq pays centre-américains se sont accordés, dans l'ordre politique, sur la nécessité de *« promouvoir la réconciliation nationale »* chez eux, d'y *« garantir le respect des droits de l'homme »*, et de promulguer ou réviser des lois visant à organiser des élections garantissant une réelle participation populaire.

Un groupe technique créé le 9 janvier supervisera les travaux de trois commissions à venir chargées de préparer des études juridiques et des recommandations en matière, respectivement, de sécurité, de politique et d'économie. Ces commissions devront remettre leurs conclusions au plus tard le 30 avril.

Ce dispositif est le fruit de laborieuses négociations. Au matin du 8 janvier, en effet, des observateurs pronostiquaient la rupture après que le Honduras, le Salvador et le Costa-Rica eurent introduit des contre-propositions par rapport aux « 21 points » de septembre, lesquelles visaient clairement à « charger la barque » du Nicaragua : en particulier, les trois pays insistaient sur la nécessité d'un *« recensement »* des forces en présence. Le Père Miguel d'Escoto, représentant du Nicaragua, semble avoir agi avec beaucoup de souplesse afin que la réunion se termine par un compromis.

La signature d'un document commun le 8 janvier peut contribuer à apaiser les fortes tensions régionales. L'évolution vers la paix, cependant, dépend largement de l'état d'esprit dans lequel il a été adopté par les représentants des différents pays — et la réponse à cette question ne pourra évidemment être donnée qu'au fil du temps.

Un élément encourageant a, cependant, été enregistré à la fin de la semaine dernière : M. Moran, ministre des affaires étrangères de l'Espagne, qui a achevé, le 7 janvier, une visite officielle de trois jours à Cuba, serait porteur d'un message de M. Fidel Castro aux membres du groupe de Contadora, contenant des propositions nouvelles en vue d'un règlement négocié des différends en Amérique centrale. L'Espagne jouerait ainsi un rôle actif de médiateur dans la région, ont indiqué des membres de la délégation de Madrid. M. Moran, qui a eu dix heures d'entretiens avec M. Castro, doit d'abord conférer, quatre jours durant, avec les ambassadeurs espagnols de dix pays de la région, avant de se rendre à Panama et éventuellement en Colombie. — *(A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)*



DIPLOMATIE

Les relations entre Washington, Moscou et Pékin

Une importante semaine diplomatique s'ouvre à Washington, où le premier ministre chinois, M. Zhao Ziyang, arrivé dimanche soir 8 janvier, à Williamsburg (Virginie), commence mardi ses entretiens avec le président Reagan. Le début de cette visite coïncide avec un sensible regain de la polémique entre Pékin et Moscou.

Le gouvernement américain, cependant, a confirmé pour sa part, dans une déclaration publiée vendredi, son désir d'*« établir un dialogue productif »* avec l'Union soviétique, à la faveur de la conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.) qui s'ouvre le 17 janvier à Stockholm. Le porte-parole du département d'Etat, de son côté, a rappelé que la délégation américaine à Stockholm rechercherait un accord en faveur de mesures de désarmement *« significatives sur le plan militaire, vérifiables, contraignantes politiquement et applicables à l'ensemble du continent européen »*.

A Moscou, en revanche, la *Pravda* a publié samedi un long éditorial reprochant à Washington de *« chercher obstinément à persuader l'opinion mondiale »* que l'U.R.S.S. *« serait responsable de l'échec des négociations de Genève sur la limitation des armements nucléaires en Europe »*. Le journal affirme, d'autre part, que l'idée selon laquelle Moscou s'apprêterait à rouvrir ces négociations, alors que la mise en place des euromissiles de l'OTAN a commencé, *« n'est rien d'autre qu'une tentative pour tromper les peuples »*.

AVANT D'ANNONCER SA NOUVELLE CANDIDATURE

M. Reagan veut tenter de relancer le dialogue avec l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Washington. – M. Reagan est décidé à *tenter une relance* des relations américano-soviétiques et devrait prochainement prononcer à cet effet un important discours. Cette allocution précédera l'entretien qu'auront, le 18 janvier prochain, à Stockholm, MM. Shultz et Gromyko et *devrait tendre à convaincre* le Kremlin du désir de l'administration américaine de parvenir à des accords – notamment dans le domaine du contrôle des armements.

L'initiative de M. Reagan n'a rien *d'improvisé* puisque, depuis plusieurs semaines déjà, tant lui-même que les porte-parole officiels prenaient soin de ménager, dans leurs déclarations, les dirigeants soviétiques. Au cours de ses deux dernières conférences de presse, les 20 et 27 décembre, le président s'était ainsi soigneusement abstenu, contrairement à ce qu'il avait fait après l'attentat d'octobre contre les marines de Beyrouth, de lier l'U.R.S.S. au terrorisme proche-oriental. Récemment interviewé par l'hebdomadaire *Time*, il avait aussi répondu que « non », il ne redirait plus que l'Union soviétique est l'*« empire du mal »*, *« même après certaines des choses que* [les Soviétiques] *ont récemment faites »*.

Le département d'Etat, quant à lui, après avoir bruyamment affirmé, pour rassurer l'opinion américaine, que Moscou reviendrait rapidement aux tables de négociations de *Genève et de Vienne*, a mis une sourdine à ce type de proclamation, dans l'intention visible de ne pas ajouter aux difficultés de ce retour l'obstacle de l'humiliation. Dans cet esprit, M. Romberg, le porte-parole du département d'Etat, s'était d'ailleurs contenté de *qualifier* jeudi de *« regrettable, bien que pas nouveau »*, un discours dans lequel M. Gromyko avait affirmé, la veille, à Moscou, que son gouvernement ne reprendrait pas dans les conditions actuelles les négociations sur les euromissiles.

« Ferme soutien » à la conférence de Stockholm

Vendredi 6 janvier, enfin, la Maison Blanche a donné une grande publicité à l'audience accordée par M. Reagan à M. William Goodby, le chef de la délégation américaine à la conférence sur le désarmement en Europe (C.D.E.), dont l'ouverture servira de cadre à la rencontre des ministres des affaires étrangères américain et soviétique. Dans le communiqué diffusé à cette occasion, M. Reagan a fait part de son *« ferme soutien »* aux objectifs de cette conférence et déclaré notamment que la présence à Stockholm de M. Schultz illustrerait *« l'importance attachée par l'Occident à la C.D.E. et à un dialogue productif entre l'Est et l'Ouest »*.

M. Goodby, de son côté, a estimé, répondant aux journalistes, que les Soviétiques *« prenaient la C.D.E. au sérieux »* et affiché un certain optimisme en affirmant : *« Les signaux que nous recevons de l'Est sont relativement positifs. »*

Il est pour autant peu probable, au stade actuel en tout cas, que Washington prenne l'initiative de nouvelles propositions de nature à répondre aux exigences soviétiques. M. Reagan a laissé peu de doute à ce sujet, en soulignant, dans son communiqué, que *« la puissance et l'unité de l'Occident ont préservé la paix en Europe depuis la seconde guerre mondiale »* et que *« la diplomatie occidentale a joué un rôle crucial dans la progression du dialogue entre l'Est et l'Ouest »* depuis le début du « processus » ouvert à Helsinki.

L'administration, autre signe, pourrait bientôt remettre au Congrès un rapport sur les violations qui auraient été commises par l'U.R.S.S. des accords en vigueur sur le contrôle des armements. Autrement dit – même si cela est élégamment formulé dans le communiqué de vendredi, – les torts ne sont pas de notre côté, et ce que vous pouvez attendre n'est pas la faiblesse mais une disponibilité à aller de l'avant sans nous attarder à la période qui vient de s'écouler.

Un double souci

Ces appels du pied successifs répondent à un double souci. Premièrement, maintenant que l'Europe a résisté, dans la crise des euromissiles, au chantage soviétique à la peur, M. Reagan, fidèle en cela à son idée de paix par la force, entend ne pas retarder la reprise d'un dialogue dont il devrait, dans son discours, souligner l'absolue nécessité pour le monde.

Il est loin d'être sûr, ne serait-ce qu'à cause de la maladie de M. Andropov, que Moscou soit, d'ores et déjà, disposé à entendre le message, mais M. Reagan veut néanmoins prendre les devants. La campagne électorale pour l'élection présidentielle de novembre prochain – c'est là sa deuxième motivation – va, en effet, démarrer d'ici à la fin du mois, et les démocrates comptent faire porter leur offensive sur les dangers que fait courir à la paix l'état des relations soviéto-américaines. M. Mondale, le mieux placé des adversaires de M. Reagan, dénonce ainsi régulièrement le fait qu'il n'y ait jamais eu sous le mandat de l'actuel président une rencontre au sommet entre les Deux Grands. M. Reagan, qui annoncera sa candidature le 29 janvier prochain, se doit donc de démontrer qu'il n'est pas un apprenti sorcier.

Il n'aurait, dans ces conditions, aucune raison, après que les Soviétiques eurent claqué les portes à Genève et à Vienne, de ne pas saisir l'occasion qui lui est offerte de tendre la main sans avoir à céder quoi que ce soit sur le fond.

A l'heure où les statistiques viennent de montrer que le taux de chômage est tombé en un an, de décembre 1982 à décembre 1983, de 10,7 % à 8,2 %, M. Reagan aborde ainsi dans les conditions les meilleures possibles sa campagne pour la réélection. En fait, il ne manque plus au bilan que la signature, fébrilement espérée par la Maison Blanche, de l'accord entre M. Gemayel et les alliés libanais de la Syrie sur le plan de pacification de la partie du territoire national non occupée par les forces étrangères. M. Reagan, qui fait tout pour favoriser et accélérer cette signature, ne semble pourtant pas disposé à ce qu'une partie des « marines » de Beyrouth soit maintenant, comme le lui demande M. Gemayel, redéployée au sud du Liban pour marquer l'appui américain à l'armée régulière. Il faudrait pour cela un vote du Congrès, de nouvelles batailles parlementaires et de nouvelles polémiques, rien de bon pour un candidat à la réélection.

BERNARD GUETTA.

BIEN QUE MODÉRÉE DANS LE TON

La polémique sino-soviétique reflète le blocage des conversations

De notre correspondant

Pékin. – Alors que le président Reagan s'apprêtait à recevoir M. Zhao Ziyang, premier ministre chinois, *le Quotidien du peuple*, par une notable coïncidence, a répondu dimanche 8 janvier au journal de l'armée soviétique, *l'Etoile rouge*, qui avait lancé le 31 décembre une attaque en règle contre la politique étrangère de la Chine. Formulée sur un ton modéré, la réplique de Pékin, venant après d'autres signes, n'en témoigne pas moins d'un sensible regain de la polémique avec Moscou, alors que la reprise des conversations entre les deux pays, en octobre, s'était accompagnée d'une réduction réciproque des attaques par voie de presse.

Le regain de tension verbale entre les deux capitales peut être daté assez précisément de la fin novembre. A cette époque, la presse soviétique avait vivement réagi à des déclarations du ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqian, au Japon, se trouvant en compagnie de M. Hu Yaobang, secrétaire général du P.C., dans la province septentrionale de Hokkaido, M. Wu avait alors apporté un soutien sans réserve à la *« juste cause »* du Japon dans ses efforts pour recouvrer la souveraineté sur les îles Kouriles, annexées par l'URSS à la fin de la dernière guerre mondiale.

Moscou, au demeurant, n'avait pas caché l'irritation que lui causait, de façon plus générale, le voyage de M. Hu au Japon et l'extraordinaire écho qui lui était donné tant à Pékin qu'à Tokyo. Intervenant après une troisième phase, décevante, des entretiens sino-soviétiques, le renforcement des liens politiques entre les deux capitales asiatiques contrecarrait trop ouvertement les tentatives de la diplomatie soviétique pour susciter entre elles la méfiance, en surestimant la menace d'une renaissance du militarisme japonais.

L'attaque portée, fin décembre, par l'*Etoile rouge* était plus ambitieuse, puisque c'est à l'ensemble de la politique étrangère de Pékin que s'en prenait le journal de l'armée soviétique, en se demandant, de façon rhétorique, *« dans l'intérêt de qui »* agissait Pékin. Avec une certaine candeur, *le Quotidien du peuple* a satisfait cette curiosité en répondant dimanche que sa critique de l'« hégémonisme » et de la course aux armements nucléaires par les superpuissances, ainsi que son « soutien » aux mouvements pacifistes antinucléaires étaient tout simplement *« dans l'intérêt des peuples, y compris du peuple soviétique, et de la paix mondiale »*.

Evidemment, poursuit l'organe du P.C. chinois, pour l'*Etoile rouge* la détérioration de la situation dans le monde doit être imputée uniquement aux Etats-Unis. La poursuite de la course aux armements par les deux super-puissances rend intenable une telle attitude, écrit le journal, qui affirme : *« Ce serait assurément une présentation erronée des faits (...) de la part de la presse chinoise que de se limiter à une critique d'un seul des deux rivaux. »*

« L'image d'un hégémoniste »

Evoquant l'« invasion » soviétique de l'Afghanistan et le soutien de Moscou à l'« agression » du Vietnam contre le Cambodge, *le Quotidien du peuple* note que *« ce sont ses propres actes qui façonnent l'image qu'un hégémoniste donne de lui-même »*.

Si elle est ferme sur les principes, la réponse de Pékin reste donc très mesurée dans l'expression. Du reste, la presse chinoise n'a pas réagi, pour le moment, à une autre attaque de Moscou, en date du 3 janvier, et dans laquelle les *Izvestia* accusaient l'agence Chine nouvelle de *« déformer grossièrement »* la politique de l'U.R.S.S. en Afghanistan. *Le Quotidien du peuple* avait, en revanche, relevé, le 29 décembre, le « trouble » et les *« contes extravagants »* que la récente visite, à Pékin, des trois dirigeants cambodgiens de la coalition antivietnamienne avait suscités à Moscou.

Ces frictions reflètent assurément le blocage actuel des conversations sino-soviétiques. On reconnaît, du côté chinois, que l'atmosphère qui entoure ces entretiens est certes meilleure qu'au début, mais on ajoute aussitôt que ce n'est pas seulement avec de l'atmosphère que l'on arrivera à une véritable normalisation.

Pékin déplore, notamment, que les Soviétiques n'aient pas, jusqu'à présent, donné de réponse positive aux propositions chinoises d'une réduction mutuelle des troupes et des armements à la frontière. Toujours selon Pékin, Moscou manifesterait le même entêtement à propos de la Mongolie, dont la Chine se dit prête à garantir, en commun avec l'U.R.S.S., l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale après le départ des troupes soviétiques.

Dans ces conditions, les dirigeants chinois seraient arrivés à la conclusion que l'U.R.S.S. n'est, aujourd'hui, prête à aucune concession et qu'elle table sur le temps pour obtenir une amélioration des relations dans la sphère économique et culturelle. Mais on fait remarquer, à Pékin, que, sans une solution des différends politiques qui opposent les deux pays, une telle évolution sera inévitablement condamnée à rester dans certaines limites.

M. L.

Au Cambodge

PHNOM-PENH QUALIFIE D'« ABSURDE » LA DERNIÈRE INITIATIVE DIPLOMATIQUE DE L'ASEAN

Le régime pro-vietnamien de M. Heng Samrin a célébré, samedi 7 janvier, son cinquième anniversaire après le renversement des Khmers rouges par les troupes vietnamiennes. Quelque sept mille soldats et civils ont défilé à Phnom-Penh. Le Vietnam était représenté aux cérémonies par son président, M. Truong Chinh, le Laos par le chef de l'Etat, l'ancien prince Souphanouvong, et l'U.R.S.S. par un membre suppléant du comité central du P.C.U.S. A cette occasion, M. Heng Samrin a prononcé un discours dans lequel il a reconnu que les activités de la coalition antivietnamienne présidée par le prince Sihanouk entravaient encore les efforts de reconstruction du pays.

Pour sa part, M. Hun Sen, ministre des affaires étrangères, a rejeté comme *« absurde »* la proposition présentée le 21 septembre dernier par l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) d'instaurer une force internationale de maintien de la paix qui prendrait le contrôle des zones du Cambodge évacuées progressivement par les Vietnamiens. Il a, d'autre part, rendu hommage à la position de la France et de l'Australie sur le Cambodge. Enfin, il s'est félicité que Paris ait condamné les Khmers rouges et n'ait pas reconnu la coalition dont ils font partie. Rappelons toutefois que la France ne reconnaît pas non plus le régime de Phnom-Penh. – *(A.F.P., A.P.)*

UN DIPLOMATE EST DÉCOUVERT ÉTRANGLÉ A L'AMBASSADE D'U.R.S.S. A WASHINGTON

Washington *(A.P.)*. – L'attaché de l'ambassade soviétique à Washington, dont le corps a été découvert vendredi 6 janvier dans les locaux de la représentation, est mort après qu'*« une corde, une ceinture, un morceau de vêtement ou autre chose autour de son cou eut provoqué une asphyxie »*, a annoncé samedi le médecin légiste. Mais le docteur Douglas Dixon, qui a pu examiner le corps, a déclaré que les circonstances exactes de la mort ne pouvaient être déterminées, car les experts médicaux n'avaient pas été autorisés à voir les lieux.

Evgueni Gavrilov, qui était arrivé il y a plusieurs mois aux Etats-Unis, avec son épouse, était âgé de trente-deux ans.

politique

LE COMITÉ DIRECTEUR DU P.S. ET LA POLITIQUE INDUSTRIELLE

M. Delors s'oppose aux socialistes qui plaident pour une relance immédiate de l'économie

Le comité directeur du P.S. consacré, samedi 7 janvier, à travers les problèmes d'emploi et de pouvoir d'achat, à la question des mutations industrielles, a été marqué par le traumatisme de l'affaire Talbot.

La confédération de M. Edmond Maire a largement fait figure d'accusée tout au long de la journée de samedi. Après M. Jean Poperen, numéro deux du parti, qui avait dénoncé dans son rapport (*le Monde* des 8 et 9 janvier) le « *maximalisme* » et la « *surenchère* » de la C.F.D.T., plusieurs orateurs ont dénoncé ce qu'ils ont jugé comme étant un « *double langage* » de la part de la C.F.D.T. Pour sa part, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., s'est refusé à critiquer publiquement l'attitude de la C.F.D.T., même si, a-t-il affirmé, « *parfois, ça me démange un peu* ». M. Jospin s'est refusé à suivre M. Didier Motchane, membre du CERES, qui voit dans l'affaire Talbot un échec de la gauche.

Seuls les néo-rocardiens, par la voix de Mme Marie-Noëlle Lienemann, ont explicitement affirmé que les critiques de la C.F.D.T. à l'égard de la manière dont ont été conduites les négociations sont « *justifiées* ». Pour Mme Lienemann, la C.F.D.T. peut à bon droit regretter d'avoir été « *court-circuitée* ».

Le choc créé par l'affaire Talbot s'est traduit par une analyse relativement critique des rapports du gouvernement avec les syndicats. Les intervenants ont souvent donné l'impression que les événements de Poissy ont ouvert les yeux des socialistes sur l'ampleur de la crise que traversent les syndicats et sur le danger que présente cette crise pour la majorité.

M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, et M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, ont rappelé que la gauche ne pouvait pas se passer du soutien des syndicats et n'avait aucun intérêt à leur affaiblissement. En revanche, alors que M. Delors s'est montré modéré à propos de l'attitude de la C.F.D.T., M. Bérégovoy s'est demandé s'il n'y avait pas dans l'attitude de « *certains membres* » de ce syndicat une volonté de mettre en cause la cohésion de la majorité. M. Delors a affirmé que la politique syndicale du gouvernement n'est pas « *une réussite* ». Il a ajouté : « *Il ne suffit pas de tutoyer les dirigeants syndicaux pour les comprendre.* ».

Tirant les leçons de Talbot, la plupart des intervenants, et notamment M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie, ont affirmé la nécessité pour le gouvernement d'intervenir plus « *en amont* », à froid, afin de permettre la concertation dans les dossiers à venir sur la restructuration industrielle et d'éviter d'avoir à intervenir à chaud dans les négociations mêmes. Au-delà du consensus sur les enseignements de l'affaire Talbot, le comité directeur a mis au jour la situation délicate du parti socialiste face aux mutations industrielles, compte tenu notamment de l'attitude du P.C.F. Le contraste, à cet égard, entre l'analyse de M. Bérégovoy et celle de M. Delors est apparu nettement.

M. Delors a affirmé qu'il n'accepterait pas d'abandonner la politique d'assainissement, laissant entendre qu'il ne resterait pas dans un gouvernement qui accepterait de payer de l'abandon des mutations nécessaires le maintien de l'alliance avec les communistes.

M. Bérégovoy a rappelé que la présence du P.C. au gouvernement facilite des mutations que la gauche ne pourrait pas réussir dans l'indifférence de ceux qui l'ont élue. Le ministre des affaires sociales a appelé la majorité à renforcer sa cohésion pour mener le combat idéologique contre l'offensive qui est lancée, selon lui, contre la gauche. Pour M. Bérégovoy, l'échec de la majorité dans son entreprise de rénovation de la société française ne profiterait pas au centre mais à la droite « dure ». Il a plaidé que, s'il faut « élargir » la majorité, il ne faut certainement pas commencer par l'« amputer ».

M. Fabius, pour sa part, a affirmé que des réponses devaient être rapidement apportées sur le coût des restructurations, et les choix du gouvernement. Le ministre de l'industrie, évoquant ses rencontres à venir avec les syndicats, a déclaré : « *Je ne vais aller discuter pour me faire flinguer.* » Le ministre de l'industrie a estimé que le gouvernement ne pourrait pas effectuer la modernisation de l'industrie sans l'appui des syndicats.

Une politique fondamentale

M. Jospin a affirmé, de son côté, que la politique d'union avec le P.C.F. « *n'est pas une habileté, mais une politique fondamentale* ». Le premier secrétaire du P.S. a estimé que les licenciements ne sont pas dus à la modernisation, mais marquent l'« *échec de la modernisation* ». « *Les entreprises qui modernisent ou ont modernisé*, a-t-il poursuivi, *ne licencient pas* ». M. Jospin a ajouté que la mutation ne sera possible que si elle est « *supportée et comprise* ». Si non, a ajouté M. Jospin, elle risque d'entraîner « *un blocage social, un échec politique et un échec électoral* ».

Rendu essentiel, particulièrement par l'impact de ces mutations sur la cohésion de la majorité et sur le soutien de son électorat, le débat sur les mutations industrielles se double du débat au sein du P.S. sur l'ensemble de la politique économique.

M. Delors pense toujours que, compte tenu notamment des contraintes internationales qui sont imposées à la France, la poursuite de la politique d'assainissement reste la priorité absolue. M. Delors a donc réaffirmé qu'il était opposé à toute relance immédiate, répondant ainsi entre autres au CERES.

Les amis de M. Jean-Pierre Chevènement, et M. Chevènement lui-même, ont maintenu leur affirmation sur la nécessité de deux points de croissance supplémentaires pour 1984 et rappelé leurs thèses, en particulier sur les effets positifs des dévaluations et sur l'attitude de la France par rapport au S.M.E. M. Chevènement a rappelé dans les couloirs du comité : « *On ne peut effectuer les mutations technologiques dans un contexte déflationniste.* » Le leader du CERES a aussi affirmé que le gouvernement devait mener une politique « *qui ne l'oppose pas à sa base sociale* ». M. Chevènement a encore affirmé que les mutations sociales devaient commander aux mutations technologiques et non l'inverse.

Quel pouvoir d'achat ?

La divergence d'analyse du CERES avec M. Delors s'est cristallisée sur la question de la définition du maintien du pouvoir d'achat. Cette définition est une des clés du maintien ou de l'assouplissement de la politique de rigueur pour 1984. La prise en compte du revenu disponible — salaire plus prestations sociales — pour la détermination du pouvoir d'achat peut ouvrir la voie à une baisse, pour 1984, des salaires nominaux et au maintien des seuls salaires réels, que M. Delors n'a pas totalement écartés.

Le CERES, mais pas seulement lui, a fait valoir que la perception par les salariés du pouvoir d'achat passe par le salaire, et non par le revenu disponible, et a demandé que la référence soit celle du maintien du pouvoir d'achat moyen des salaires. Définition cohérente, selon le CERES, avec les orientations fixées au congrès de Bourg-en-Bresse.

M. Jospin pour sa part, a affirmé que ce qui était tabou « *pour les autres* », l'était aussi pour les socialistes. Il a catégoriquement exclu toute baisse du pouvoir d'achat, mais la résolution finale ne fait pas mention du pouvoir d'achat des salaires et effectue des comparaisons avec l'avant-1981 en termes de pouvoir d'achat du revenu disponible.

A l'intérieur du P.S., le CERES n'est, semble-t-il, pas seul à estimer que le gouvernement sera pris, en 1984, dans un faisceau de contraintes contradictoires qui ne pourront toutes être simultanément respectées : « Tenir » l'inflation, le chômage et le déficit budgétaire; rétablir l'équilibre extérieur de la France; maintenir le pouvoir d'achat moyen tout en dégageant les moyens nécessaires à la poursuite des mutations industrielles au moindre coût social et ce, sans tomber dans la déflation.

Certains socialistes estiment que le gouvernement devrait « lâcher » sur la contrainte budgétaire. Aux alentours du mois de juin, un collectif budgétaire pourrait permettre aux entreprises publiques d'augmenter leurs investissements. Ce collectif a été demandé par M. Fabius lors du comité directeur. M. Dominique Strauss-Kahn, auteur du rapport au comité directeur sur le pouvoir d'achat avait déjà demandé devant le bureau exécutif du P.S., mercredi 4 janvier, un collectif budgétaire de trente milliards de francs.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

LA DÉCLARATION FINALE

Les reconversions industrielles ne seront pas menées à bien sans cohésion de la majorité

La déclaration adoptée samedi 7 janvier à l'issue du comité directeur du P.S., affirme notammdent :

« *Malgré un environnement international difficile, marqué notamment par l'évolution aberrante du cours du dollar (...), la France tient le choc face à la crise (...). Les socialistes peuvent être fiers de leur bilan. Il faut (...) persévérer dans la lutte contre l'inflation et le rééquilibrage des comptes extérieurs.* »

A propos des restructurations industrielles, le texte souligne : « *Les restructurations et la modernisation qui auraient dû être entreprises* [au cours des années 70] *ne l'ont pas été. Si nous voulons (...) que la France demeure une des plus grandes puissances industrielles à la fin du siècle, il n'est pas trop tard, mais il n'est que temps. C'est le sens de la politique entreprise en 1983 et c'est l'axe du XIe Plan.* »

Le comité directeur poursuit : « *Réussir les mutations industrielles et technologiques suppose que les travailleurs, parce qu'ils sont les premiers et les plus durement touchés, soient pleinement associés aux décisions (...). Une concertation préalable entre les organisations syndicales et professionnelles s'impose. Il importe aussi que tous les instruments nécessaires de formation et de reclassement soient mobilisés (...), notamment à l'échelon de tous les bassins d'emploi.*

» *La modernisation nécessaire de notre économie ne doit pas sacrifier l'emploi. Elle ne s'identifie pas avec la pratique des dégraissages systématiques que souhaite manifestement la partie la plus réactionnaire du patronat (...).* »

A propos du pouvoir d'achat, le comité directeur indique : « *Le maintien du pouvoir d'achat moyen des travailleurs reste, en 1984, une des conditions du redressement national.* »

La déclaration précise aussi : « *La politique de rigueur (...) ne doit (...) pas concerner que les salariés mais aussi les non-salariés notamment grâce à une meilleure transparence des revenus agricoles et commerciaux, et à une maîtrise des revenus des professions non salariées.*

» *Le maintien du pouvoir d'achat est (...) nécessaire à l'activité économique, et par conséquent au soutien de l'emploi. Les salaires ne constituent sans doute pas toute la demande (...), mais ils en forment la plus grande part. (...) Le maintien du pouvoir d'achat découlera aussi des progrès réalisés dans la lutte contre l'inflation (...). Celle-ci doit (...) demeurer un des éléments centraux de la politique économique afin (...) de restaurer de nouvelles marges de manœuvres.* »

A propos de l'affaire Talbot, le comité directeur du P.S. a précisé : « *Une partie des forces patronales, non contente de refuser le changement s'engage dans la « politique du pire ». On l'a vu récemment chez Talbot, où la direction n'a reculé devant aucun moyen pour diviser les travailleurs, inciter au racisme et faire éclater un climat de violence.*

» *Le gouvernement, s'appuyant sur une mobilisation populaire, ne doit (...) pas hésiter à imposer à la partie du patronat qui la refuse l'ouverture d'un réel dialogue social.*

» *La poursuite du redressement économique, les reconversions industrielles, ne seront pas menées à bien sans cohésion de la majorité, sans l'union des forces du monde du travail. Les surenchères, les tentatives de débordement auxquelles poussent certains groupes minoritaires, ne pourraient que provoquer des ruptures entre les grandes organisations syndicales qui affaibliraient gravement le monde du travail (...) au moment où nous entrons dans une phase dure, difficile, sans doute décisive.*

» *(...) Le parti socialiste va, dans les prochains jours, développer ses contacts avec les diverses organisations. Le comité directeur apprécie qu'au cours des plus récents événements (...) le parti socialiste et le parti communiste aient marqué concrètement leur volonté d'assumer ensemble l'application de la politique gouvernementale conformément à l'accord de juin 1981 et à la déclaration de décembre 1983. C'est là un gage important de la cohésion à la gauche.* »

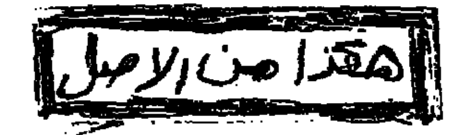
En conclusion, le comité directeur appelle le P.S. à mettre en œuvre trois campagnes : « *Pour les nouveaux droits des travailleurs ; pour la liberté de la presse ; (...) pour le succès de la politique économique du gouvernement.* »

LE VAUCLUSE N'A TOUJOURS PAS DE PRÉFET

(*De notre correspondant.*)

Avignon. — Qui va donc succéder à M. Jacques Mazel à la tête de la préfecture du Vaucluse ? Cette question alimente depuis plusieurs semaines les conversations du monde politique et administratif du département. M. Mazel, ancien secrétaire général de la mairie de Marseille, nommé préfet en août 1981 à Avignon, assure depuis le 1er janvier dernier la présidence de la société des autoroutes Paris-Rhin-Rhône. Des noms de successeurs potentiels circulaient sous le manteau et les commentateurs affirmaient que le premier conseil des ministres de l'année apporterait une réponse.

Cela n'a pas été le cas. Il semble que la nomination d'un commissaire de la République dans le Vaucluse ne soit pas une tâche facile pour le gouvernement. On dit même que le dossier se trouverait sur le bureau de M. François Mitterrand. Il est vrai que dans ce département, où la plupart des grandes villes sont passées à l'opposition lors des dernières élections municipales alors que le conseil général demeure à majorité de gauche, le pouvoir en place entend organiser la « résistance ». C'est d'ailleurs la tâche dévolue à M. Jean Gatel, ancien député du Vaucluse, devenu secrétaire d'Etat à la défense, qui a entrepris de relancer localement l'action du parti socialiste.



DU GOUVERNEMENT

Les critiques de la C.G.T. et de la C.F.D.T.

(Suite de la première page.)

Les prochaines élections se joueront peut-être demain sur le chômage.

Autre difficulté : quel est le seuil de tolérance de la majorité elle-même ? *L'affaire Talbot* a montré que, à travers les impératifs de la modernisation de l'appareil industriel, c'est bien la question de la *cohésion majoritaire* qui est posée. Chacun sait que le P.C. et la C.G.T. craignent comme la peste d'être tournés sur leur gauche. Il leur faut alors *chercher à prendre la tête du* mouvement. Dans l'affaire Talbot, au signe politique que constituait l'attitude de la C.G.T., a répondu un *signe non moins politique de la part* de la C.F.D.T., récréant les conditions d'une possible surenchère.

Le comportement de la C.G.T. pouvait signifier, comme l'a noté *M. Poperen, que les communistes* sont prêts à appliquer la politique gouvernementale, à cogérer la rigueur. Celui de la C.F.D.T. doit *tout de même beaucoup à son échec* électoral (1), imputé à une image progouvernementale. Débordée sur le terrain des *licenciements*, la C.G.T. *réplique sur celui des* salaires.

Quoi qu'il en soit des arrière-pensées des uns ou des autres, le moment de vérité est proche. Car les mutations ne peuvent être gérées sans l'accord, fût-ce tacite, de la gauche politique et syndicale. Cette «cohésion de la majorité» que le comité directeur du P.S. a appelée de ses vœux, et sa traduction dans la vie quotidienne – le soutien ou la neutralité des syndicats, bref, une relative paix sociale – sont le seul véritable atout de ce pouvoir. Qu'il vienne à disparaître ? Alors, advienne que pourra !

Un tel constat ne doit pas conduire le gouvernement à se donner bonne conscience. Ne serait-ce que parce que son discours et sa méthode sont au centre de la polémique. Il ne suffit pas de dire : *« Je suis le gouvernement de gauche »*, pour que l'intendance suive. M. Mauroy est bien placé pour savoir que les syndicats de gauche *attendent d'un gouvernement de* gauche qu'il gouverne... autrement (2). En l'espèce, ils escomptent une marge de manœuvre qui ne soit pas nulle.

D'une façon plus générale, les apparences ne sont pas neutres : le gouvernement doit aussi éviter que la gauche apparaisse comme l'instrument d'une politique économique pilotée par ses adversaires. Il ne faut pas, écrit Claude Cabanes, dans *l'Humanité*, que le mot *« mutations »* dissimule *« une hache : la stratégie du patronat »*.

Qu'il s'agisse du fond ou de la forme, on retrouve donc le problème de la cohésion de la gauche politique et syndicale. Tout simplement parce que le prix électoral de la modernisation risque d'être, est déjà, trop élevé. Or la majorité se heurte à une difficulté, majeure, de calendrier. Entre le moment où s'opèrent un certain nombre de restructurations *et celui où elles produisent des effets* positifs, il s'écoule... un certain temps. Or l'échéance de 1986 peut fort bien survenir avant, ou au *moment* où l'économie sera remise à niveau. Dans ces conditions, il importe que 1984 *permette d'entrevoir* les contours de l'après-rigueur. Il est clair, sur ce sujet, que certains, à gauche, seront tentés de concevoir celle-ci comme la fin d'une « parenthèse », comme un retour à la première phase du septennat.

Déjà plusieurs orateurs ont proposé, devant le comité directeur du P.S., *qui* une relance par la consommation, qui une relance par l'investissement public. Il est clair pourtant, si l'on s'en tient aux plus *récentes prises de positions du chef* de l'Etat, que l'après-rigueur ne peut signifier la fin de la rigueur. Ce sera, au mieux, la rigueur plus « quelque chose ». Ce *« quelque chose »*, en forme de nouveau projet social, restant à définir (3). Cette perspective n'exclut pas, au contraire (*puisqu'elle est une des conditions* de la modernisation), une baisse de niveau des prélèvement obligatoires : M. Mitterrand s'est assigné *comme tâche prioritaire la refonte* de l'élaboration du budget pour tenir sa promesse.

A ce stade on ne peut que formuler trois observations :

1) Le pouvoir est passé d'une phase de distribution sans mutation à une *phase de mutations sans distribution*. La seconde est nécessairement plus douloureuse, mais elle ne peut être gérée par le seul gouvernement.

2) Cette phase implique par nature que l'on admette un certain flottement de son propre électorat. Aider, dans le même temps, à la mobilisation du camp adverse (ainsi M. Chirac accuse-t-il le pouvoir de vouloir déstabiliser l'opposition) ne rend pas nécessairement les choses plus faciles.

3) A quelque chose malheur peut être bon : le succès de la droite dans l'affaire Talbot, comme le dit M. Didier Motchane, a permis à tout un chacun de prendre, rapidement, la mesure de l'enjeu politique et social de l'entreprise de modernisastion industrielle. Au gouvernement d'en tirer tout aussi vite la leçon. *Talbot était peut-être, de tous* les problèmes de restructuration qui vont se poser, le plus facile à règler, car il concerne une région, l'Ile-de-France, *dans laquelle les emplois* sont diversifiés. Il en va tout autrement des problèmes de la sidérurgie, ou des chantiers navals, qui mettent en jeu l'avenir *et* l'emploi de toute une région. Les batailles de 1984 seront dures.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Les élections aux conseils d'administration des Caisses d'assurance maladie, le 19 octobre dernier, avaient donné, chez les salariés, 18,36 % des voix à la C.F.D.T., contre 28,25 % à la C.G.T., 25,16 % à F.O., 15,89 % à la C.G.C. et 12,31 % la C.F.T.C.

(2) Sous le titre « gouverner autrement », M. Mauroy avait publié, dans *le Monde* du 20 avril 1982, un article affirmant la légitimité des débats internes à la gauche, y compris au niveau du gouvernement, avant toute décision importante.

(3) Dans *le Monde* du 4-5 décembre 1983, l'article de Michel Noblecourt, « Le gouvernement se retirant du jeu social, les syndicats sont contraints à la défensive – L'offensive patronale ».

AVANT SA RENCONTRE AVEC M. MAUROY

M. Maire déclare : *« La C.F.D.T. demandera avec force un changement de comportement du gouvernement »*

M. Edmond Maire a fait, avant de rencontrer le premier ministre, le 9 janvier, à 18 h 30, la déclaration suivante : *« Après ce qui s'est passé chez Talbot, nous avons des choses graves à dire au premier ministre car nous refusons, au nom de toute notre histoire C.F.D.T., que les libertés syndicales soient bafouées, que le patronat et l'Etat imposent leur diktat aux travailleurs avec l'aide d'un syndicat lié au pouvoir, que la violence et le racisme s'instaurent dans les entreprises, que l'avenir industriel soit compromis par des méthodes d'un autre âge.*

» L'année qui vient va être très difficile dans de nombreuses industries qui connaissent des sureffectifs. Or la C.F.D.T. veut que les mutations industrielles et technologiques soient maîtrisées dans la concertation et la négociation avec les travailleurs et leurs représentants. Nous nous opposerons de toutes nos forces au libéralisme sauvage et à l'étatisme technocratique qui se rejoignent dans un commun mépris à l'égard des travailleurs et qui ne peuvent conduire qu'à ce qu'on connaît chez Talbot. Pourquoi le gouvernement a-t-il refusé jusqu'à hier toutes les propositions, même les plus modestes de la C.F.D.T. et qui auraient permis de trouver une issue positive au conflit ? Le pouvoir admet-il encore l'action d'un syndicat ouvrier indépendant de lui ? Ce qui est en cause, c'est à la fois l'avenir industriel et le contenu de la démocratie dans ce pays.

» La C.F.D.T. demandera avec force un changement de comportement du gouvernement, l'instauration de concertations tripartites dans les branches industrielles et les régions, puis de négociations dans les entreprises, portant sur la modernisation, la formation, la reconversion et la réduction du temps de travail. La C.F.D.T. proposera des mesures pour reprendre la marche vers les trente-cinq heures, pour une augmentation du Smic dans le sens des promesses de la gauche, pour le maintien du pouvoir d'achat des retraités, qui n'auront que 4 % d'augmentation des pensions en 1984, ce qui n'est pas acceptable, et pour que les clauses de sauvegarde concernant les salaires soient respectées dans la fonction publique et le maintien du pouvoir d'achat moyen dans le secteur privé assuré. La C.F.D.T. demandera enfin des mesures pour améliorer la formation et l'insertion professionnelle des jeunes. »

DES « AVIONS RENIFLEURS » AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES

L'U.D.F. à la recherche d'un terrain d'initiative

Dans l'« affaire » des « avions renifleurs », le R.P.R., à en croire son secrétaire général, M. Bernard Pons, se voulait « spectateur ». Il laissait à M. Giscard d'Estaing, puis à M. Barre, le soin de répondre à cette *« opération de calomnies »* engagée par le pouvoir et dont, il est vrai, l'ancien président de la République et *l'ancien premier ministre se sentaient* les principales *« cibles »*. Cette belle sérénité affichée par le R.P.R. n'a pas *manqué d'irriter l'électorat U.D.F.* et, semble-t-il, M. Barre, qui ne nourrit *« guère de doute »* sur *« l'intérêt qu'éprouvent tous ceux qui peuvent profiter de cette affaire »*.

Invité du « Club de la presse » d'Europe 1 dimanche 8 janvier, *M. Jacques Chirac a pu, fort habilement*, corriger cette impression en rappelant notamment qu'*« hier »* il n'avait pas non plus été *« épargné »* par le pouvoir, notamment dans l'affaire du statut de Paris, et qu'il ne le serait sans doute pas plus *« demain »*. Et pour *mieux rejeter* toute idée d'une complicité objective entre lui et M. Mitterrand, le président *du R.P.R. a tenu à mettre en* cause la *« responsablité »* du chef de l'Etat *« lui-même »* dans l'exploitation *du dossier ELF-ERAP*.

Il n'a toutefois pas adopté le ton de M. François Léotard, qui parle de *« guerre civile »* et de *« vengeance »*. *Pour le secrétaire général du P.R.*, il est clair en effet qu'une page vient d'être tournée. Puisque, à ses yeux, le pouvoir est prêt à user de *« tous les moyens »* pour *« salir »* et *« humilier »* ses adversaires, en lançant notamment *« des opérations scandaleuses de calomnies » qui ne sont* pas *« dignes »* d'une démocratie, l'opposition doit réagir sur *« le même terrain »*, avec *« tous les moyens »* dont elle dispose. *« L'opposition,* dit-il, *n'est pas vouée à recevoir des coups, elle doit se tenir prête à renvoyer l'ascenseur ».*

Renvoyer l'ascenseur, cela veut dire par exemple, pour M. Léotard, publier des enquêtes sur *« l'assassinat d'un sous-préfet en Corse et le voyage de M. Francheschi avec une mallette pleine de dollars »*, s'interroger sur les *« dépenses somptuaires du sommet de Versailles »* ou encore rappeler les circonstances de ce *« mystérieux attentat de l'Observatoire »*.

« Des affairistes, des escrocs, des corrompus, nous en trouverons dans les allées du pouvoir, ajoute-t-il avant de prévenir : *« Le pouvoir joue les apprentis sorciers, mais on ne joue pas impunément avec le feu... Il ne faut pas que le pouvoir pense qu'il n'y aura pas de vengeance et vienne encore nous parler de décrispation ! »*

M. François Léotard souhaite aussi que M. Giscard d'Estaing, qui devrait rentrer mardi 10 janvier de son voyage privé en Israël, *« réponde »* à nouveau aux dirigeants actuels et, selon son expression, *« leur rentre dans le lard »*.

Vengeance !

Il est vraisemblable que l'ancien président de la République, qui était intervenu à la télévision avant la publication, par M. Mauroy, du rapport de la Cour des comptes, parlera dans les jours qui viennent. Il aurait même, à cet effet, chargé un expert *en communication qui s'occupait de* l'U.D.F., il n'y a pas si longtemps encore, de réfléchir aux conditions de cette intervention. Il s'agirait, sans doute, pour M. Giscard d'Estaing, d'expliquer les *« motifs »* de *« l'opération montée »* par le gouvernement.

L'ancien président de la République songerait aussi à organiser, d'ici à la fin du mois de janvier, une rencontre avec MM. Chirac et Barre pour afficher l'union *« sans faille »* de l'opposition à travers ses leaders. Ce *serait à ses yeux une réponse à donner* aux tentatives de division menées par le pouvoir.

« Diversion et dénigrement », tels sont, en tout cas, les thèmes retenus par l'opposition dans l'« affaire » des « avions renifleurs ».

Si les principaux responsables de l'U.D.F. et du R.P.R. n'ont pas choisi comme M. Léotard le langage de la *« vengeance »*, il n'en est plus aucun *pour se déclarer encore « spectateur »*. Qu'il s'agisse de M. Jacques Chirac, au Club de la presse d'Europe 1, ou des représentants du C.D.S. et des radicaux. Dans un premier temps, ils rappellent le *« contexte »* de crise pétrolière dans lequel *a été engagée cette opération des « avions renifleurs »* pour justifier la nécessité de se lancer dans des expériences de *« hauts risques »*. *« L'histoire économique,* dit M. René Monory, sénateur centriste de la Vienne, *est peuplée de tentatives qui auraient été considérées comme ridicules si elles n'avaient pas réussi. »*

Dans un deuxième temps, ils accusent le gouvernement de se livrer à ce que M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., appelle des *« manœuvres politiciennes peu honorables »* et ce, dans un double but : créer une *« diversion »* qui permet au pouvoir de faire oublier ses *« échecs »* économiques, *« la situation de l'usine Talbot », « la hausse des prix de l'essence », « le chômage », « le terrorisme »*, etc., et *« discréditer »* l'opposition à travers ses leaders.

« Le gouvernement, dit M. André Rossinot, président du parti radical, *commence à se comporter comme aux plus belles heures de la IVe République. Il pratique les attaques* ad domineh *et multiplie les tentatives de débauchage politique en cautionnant des initiatives telles que celles des deux Faure. »*

Dans un troisième temps, cependant, l'opposition a commencé de souligner le danger qui consisterait à *« tomber dans le piège de l'escalade verbale »*. C'est notamment M. Bernard Stasi, député (C.D.S.) de la Marne, qui se livre à cette mise en garde : *« Nous devons rester sereins et ne pas tomber dans le panneau du manichéisme. » « On peut,* ajoute M. Monory, *réagir violemment quand on est insulté, tout en s'attachant à porter le débat sur des terrains plus nobles. »*

Avec lui, d'autres responsables pensent que les Français comprennent bien que *« c'est le gouvernement qui divise le pays et qui, en dépit des appels à l'union nationale du président de la République, accentue la fracture du tissu social ». « Il est donc inutile,* ajoutent-ils, *de laisser penser un seul instant que l'opposition pourrait s'éloigner de la légalité pour répondre aux « attaques » dont elle est l'objet. »*

Il est, en effet, deux événements dont les chefs des partis de l'opposition doivent tenir compte avant d'adopter une stratégie : d'une part, le durcissement d'une partie de leur base qui, au hasard d'élections locales, se laisse attirer par des formations politiques d'extrême droite ; *d'autre part, l'intérêt qu'a soulevé la* récente prestation d'Yves Montand à la télévision. Elle montre, selon eux, l'urgence qu'il y a, pour la classe politique, à trouver un nouveau langage susceptible de retenir l'attention des Français. Elle doit inciter *l'opposition à poursuivre ses efforts* pour passer d'une *« majorité de rejet à une majorité d'adhésion »*.

Il n'est pas sûr à cet égard que les prochaines échéances électorales – les élections européennes – lui permettront d'apparaître sous son meilleur jour tant est encore grande la confusion qui règne dans ses rangs. Alors que l'U.D.F. depuis des mois proclame que, sur ce thème de l'Europe, elle entend affirmer ses convictions et mener un débat exemplaire, elle en est encore à discuter de l'intérêt d'une ou deux listes de l'opposition. Il est temps, l'entend-on dire chaque jour, d'en finir avec les *« cafouillages »*... En vain.

Il est vrai que, comme le remarque M. Pierre Méhaignerie, les différents partis de l'U.D.F. ont beau manifester une certaine convergence de vues, ils restent soumis à certaines *« interférences »*. *« Il y a,* dit-il *ce qui se décide au sein de l'U.D.F. et ce qui se décide en dehors d'elle chez Mme Simone Veil, MM. Giscard d'Estaing et Barre. » « Nous avons de plus,* reconnaît-il, *choisi la difficulté en déclarant notre attachement à deux listes tout en établissant notre stratégie avec une personne, Mme Veil, plutôt favorable à une liste. »*

Ce n'est pas là le moindre paradoxe à l'U.D.F. ! On est en droit de douter de ses réelles capacités de décision quand on constate que, sur *un sujet qui lui tient « particulièrement à cœur : l'Europe »*, elle est prête à accepter une seule liste de *l'opposition alors que, dans sa majorité*, elle n'en finit pas de dénoncer les inconvénients, voire les dangers, *de la solution unitaire*.

Elle craint notamment qu'une liste unique qui n'obtiendrait pas 50 % des suffrages n'autorise M. Mitterrand *à constater que l'opposition* n'est pas majoritaire. Elle pourrait aussi le conforter dans l'idée que l'opinion est prête à accueillir favorablement des opérations de recentrage. Si, au contraire, cette liste unique dépassait les 50 %, l'U.D.F. *craint alors une accélération du processus unitaire* avec des candidatures uniques aux élections cantonales de 1985, *mais aussi aux* législatives de 1986, et pourquoi pas, à l'élection présidentielle de 1988.

Ces dangers, M. Michel d'Omano, député (U.D.F.-P.R) les dénonce dans une interview accordée au *Journal du dimanche* (daté 8 janvier) *et il* prend date.

Ainsi, en ce début d'année, l'opposition, à propos d'une affaire qu'elle considère comme *« politiquement marginale »* et à l'approche d'élections dont elle reconnaît le caractère *« particulier »*, marque une certaine hésitation. En simplifiant, on peut remarquer que, dans les deux *cas, le R.P.R. tire les marrons du feu*, avec une certaine délectation, tandis que l'U.D.F. cherche toujours un terrain d'expression où elle aurait enfin l'initiative.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

EN VISITE DANS L'ISÈRE

Le président de la République a rendu hommage à la communauté arménienne

M. François Mitterrand a effectué, samedi 6 janvier, une visite-surprise dans l'Isère. Le chef de l'Etat a visité une entreprise de fabricatin de robots à Bourgoing-Jallieu, puis il a rencontré à Vienne, dont le maire est M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, la communauté arménienne de cette ville, rassemblée à l'occasion de la célébration du Noël arménien.

A la SCEMI (Société de construction et d'exploitation de matériels industriels), filiale d'Alsthom qui emploie soixante-quinze salariés (au lieu de trente en 1980), M. Mitterrand a insisté sur l'intérêt de ce type d'entreprises *« performantes, capables de conquérir des marchés étrangers »* et de créer des emplois. Le président de la République, qui était accompagné par M. Mermaz, président de l'Assemblée nationale, a également insisté sur le fait que cette entreprise est concurrente, dans son domaine, des Japonais et des Américains.

A Vienne, après avoir parcouru rapidement le marché installé aux alentours de l'hôtel de ville, M. Mitterrand s'est adressé, dans les locaux de la mairie, à la communauté arménienne. La cause arménienne a été, parfois, *« dévoyée »* par la violence, a souligné le chef de l'Etat, qui considère qu'il *« ne peut pas y avoir de malentendu entre les Arméniens et la France »*. *« La France est une terre d'accueil et d'hospitalité*, a-t-il dit. *Les fils de ceux qui ont tant souffert savent bien qu'ils ont été totalement admis dans la communauté française. »* Evoquant le génocide de 1915, M. Mitterrand a ajouté : *« Il n'est pas possible d'effacer la trace du génocide qui vous a frappés. Cela doit s'inscrire dans la mémoire des hommes, et ce sacrifice doit servir d'enseignement aux jeunes en même temps que de volonté de survivre afin que l'on sache, à travers le temps, que ce peuple n'appartient pas au passé, qu'il est bien du présent et qu'il a un avenir ».*

« Il ne peut pas y avoir de malentendu », a-t-il répété en faisant allusion aux *« quelques éléments qui, généralement venus de l'extérieur, veulent pratiquer à l'égard de la France – qui n'a pour responsabilité que d'avoir été amicale – des actes de violence dont nous souffrons tous »*. *« Ce n'est pas une méthode acceptable. Je ne l'accepterai jamais »*, a-t-il dit.

J.-Y. L.

[*Les propos de M. Mitterrand – qui n'avaient ce lundi en fin de matinée entraîné encore aucune réaction turque, – sont à remarquer car c'est la première fois qu'un chef d'Etat français se prononce aussi clairement sur le génocide dont les Arméniens ont été victimes. Sur le fond, en revanche, ils ne constituent pas une innovation dans la position française. M. Cheysson, dans une réponse écrite à un parlementaire, avait, dans le* Journal officiel *du 11 juillet dernier, regretté « le refus du gouvernement turc de reconnaître la qualification de génocide aux déportations et aux massacres infligés à la communauté arménienne de l'Empire ottoman ». Le ministre des relations extérieures avait cependant ajouté que « la Turquie actuelle ne saurait être considérée comme responsable des agissements du gouvernement de l'Empire ottoman contre la communauté arménienne ».*]

● *Les réactions.* – Le Comité de défense de la cause arménienne (C.D.C.A.) a noté, samedi soir 7 janvier, *« avec beaucoup de satisfaction, le soutien personnel apporté par le président de la République à l'initiative du groupe socialiste du Parlement européen qui a présenté une proposition de résolution sur une solution politique à la question arménienne »*. Il a rappelé que *« cette résolution demande notamment au conseil des ministres de la C.E.E. de « proclamer la reconnais- » sance du génocide de 1915 du peu- » ple arménien et de convaincre le » gouvernement de la Turquie de » l'urgence de l'instauration d'un » dialogue politique turco- » arménien »*.

Le porte-parole du Mouvement national arménien (M.N.A.), M. Arafat Toranian, a déclaré, au micro de R.M.C. : *« C'est pour nous éminemment positif... C'est une déclaration qui nous touche beaucoup ; c'est la première fois qu'un président de la République s'adresse aussi directement à notre peuple. Cela dit, la déclaration parle beaucoup du génocide, mais nous regrettons que l'auteur de ce génocide, la Turquie, n'ait pas été nommé... »*

AU « CLUB DE LA PRESSE » D'EUROPE 1

M. Chirac : M. Mitterrand est responsable de la situation dégradée

M. Jacques Chirac, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 8 janvier, a déclaré à propos de l'affaire des « avions renifleurs » : *« Il y a d'abord quelque chose à reprocher au premier ministre : c'est d'avoir utilisé cette affaire, connue du gouvernement, notamment du président de la République, depuis dix-huit mois, à un moment déterminé pour détourner l'attention de l'opinion publique à des fins strictement politiciennes, au sens le plus misérable du terme. Et cela, je le condamne formellement. Cela en dit long sur les moyens que sont susceptibles d'utiliser les socialistes et les communistes pour maintenir leur pouvoir.*

» Au-delà du premier ministre, c'est à M. Mitterrand lui-même que je reproche quelque chose. Le premier ministre et le gouvernement ne se sont pas engagés dans cette affaire, évidemment, sans l'accord, l'aval, l'autorisation, sans probablement l'impulsion du chef de l'Etat. Car c'est bien lui qui est responsable de tout, de cela comme du reste. Il ne l'a pas caché lors de sa dernière intervention télévisée. Parlant de la dissuasion, il a dit : la dissuasion, c'est moi. Le reste aussi, c'est lui. C'est vrai, cela est conforme à nos institutions, dont je suis, vous le savez, un partisan. Je reproche à M. Mitterrand et à M. Mauroy l'exploitation misérable et politicienne, contraire aux intérêts nationaux, au prestige de la France et de l'une de ses plus grandes entreprises nationales, d'une affaire qui ne méritait pas d'être mise ainsi en exergue.

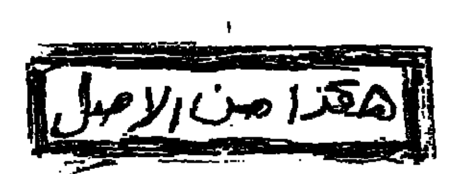
» Lorsque l'on voit les résultats de la gestion du gouvernement actuel, on trouve qu'il est vraiment mal placé pour lancer les campagnes qu'il lance parce qu'une opération de haut risque industriel a mal tourné, car, en matière de gaspillage de fonds publics, je crois que véritablement la palme d'or est aujourd'hui tenue sans aucun contest e possible par le gouvernement socialiste et communiste. »

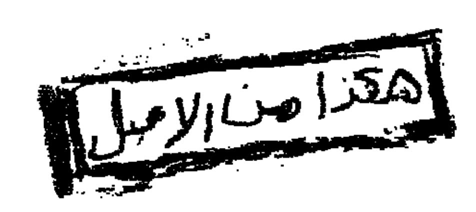
A propos des élections européennes de juin prochain, le président du R.P.R. a rappelé sa préférence pour une liste unique de l'opposition, mais il a précisé : *« Quelle que soit la réponse de l'U.D.F., il n'y aura pas de polémique entre elle et le R.P.R. »* Il a ajouté que la liste unique *« ne comporterait pas de représentants du Front national (...) parce que son idéologie est différente de la nôtre »*. Il a précisé : *« On ne peut pas dire que tous les électeurs qui ont récemment voté pour les candidats du Front national soient des gens d'extrême droite. »*

Parlant de l'affaire Talbot, le maire de Paris a tout d'abord noté : *« Nous sommes le seul pays à continuer à nous enfoncer dans l'inflation et dans la récession, ce qui rend d'autant plus pénibles les sacrifices que nous devrons faire. Mais là, le gouvernement paie les conséquences des erreurs qu'il a commises. (...) On a engagé, depuis deux ans et demi, un processus qui a consisté à donner, dans les entreprises, aux syndicats politisés, à la C.G.T. et à la C.F.D.T., des pouvoirs de plus en plus importants se substituant, dans un certain nombre de cas, aux pouvoirs de la hiérarchie, au pouvoir responsable, si bien qu'on a créé l'anarchie et l'irresponsabilité dans nos entreprises. C'est ce que l'on voit actuellement, en particulier chez Talbot, et de façon moins spectaculaire dans un certain nombre d'autres entreprises. »*

M. Chirac, parlant du rapport demandé par le gouvernement sur Talbot à un conseiller de la Cour des comptes, M. Prada, a ajouté : *« J'espère que le premier ministre n'a pas lacéré le rapport du conseiller de la Cour des comptes Prada. Je demande au premier ministre de bien vouloir cesser de nous cacher les choses. »*

En conclusion, il a déclaré : *« L'actuelle coalition socialiste et communiste divise de plus en plus les Français, ce qui explique d'ailleurs l'émergence de phénomènes de type poujadiste qui se coagulent autour des candidats du Front national. C'est le chef de l'Etat, c'est M. Mitterrand, qui est responsable, en réalité, de cette situation dégradée sur le plan psychologique ; c'est à lui de faire en sorte qu'un climat nouveau règne, qui permette plus d'unité nationale, et c'est bien nécessaire dans les difficultés que nous connaissons. »*


هكذا من الاصل



POLITIQUE

L'AFFAIRE DES « AVIONS RENIFLEURS »

Le plaidoyer de Me Jean Violet

De notre correspondant régional

Nice. — Me Jean Violet, l'avocat d'affaires international qui a mis en relation le comte Alain de Villegas – l'un des deux « inventeurs » – avec le groupe ELF-ERAP, a décidé de s'expliquer. Critiqué pour son rôle dans l'affaire des « avions renifleurs », il a réagi, dimanche 8 janvier, dans une longue déclaration : *« Je suis indigné,* écrit-il, *des invraisemblances et de l'amalgame fait par certains obsédés du complot entre, d'une part, cette affaire et, d'autre part, quelques-unes des relations personnelles que j'ai nouées sur le plan international en trente ans de carrière. » « L'absurdité de ces calomnies,* ajoute-t-il, *devrait éclater à la simple lecture des noms de personnalités mises en cause. Je demande à d'éminents confrères d'étudier les suites qu'il conviendrait d'y donner. »* Cette mise au point fait suite à plusieurs articles de presse suggérant une collusion entre des personnalités militant dans des organisations pro-européennes de droite et des milieux internationaux plus ou moins proches du Vatican (1).

Invoquant le secret professionnel, Me Violet s'était cantonné jusqu'ici dans des déclarations circonspectes dès lors qu'on l'interrogeait sur l'identité et les buts de ses mandants dans les années 70. Il assure aujourd'hui qu'il a agi au nom du groupe international Pesenti, seul interlocuteur, à travers diverses sociétés, du comte de Villegas durant toute la période allant de 1969 à 1975 (*le Monde* daté 8-9 janvier 1984). L'avocat soutient également que ce fait *« n'a jamais été caché »* aux dirigeants d'ELF-ERAP. Il dément, d'autre part, l'intervention dans l'affaire de deux établissements financiers : l'Ultrafin, filiale appartenant à Roberto Calvi, et l'ancienne Banque occidentale de Madrid, notoirement liée au Vatican et à l'Opus Dei. Il affirme enfin que son rôle a été de bout en bout dénué de toute ambiguïté.

« Je reconnais, dit-il, *qu'il a été déterminant au début, dans le sens où j'ai plaidé de toutes mes forces pour que le procédé soit présenté à ELF-ERAP plutôt qu'à une société américaine dont il était alors question (2). Nous estimions, avec M. Antoine Pinay, à une chance sur deux la validité des recherches des inventeurs. Et le jeu en valait la chandelle. Lorsque les dirigeants d'ELF nous ont dit que le procédé était révolutionnaire et qu'ils souhaitaient avoir le monopole de son expérimentation, j'étais personnellement enthousiaste. J'ai considéré que je terminais ainsi ma carrière en beauté, par une action dont allait bénéficier l'économie française. C'était une affaire tellement exceptionnelle qu'il était normal que j'en suive ensuite le déroulement. »*

« J'avais d'ailleurs deux raisons objectives de le faire, explique Me Violet. *D'une part, les dirigeants d'ELF m'avaient demandé de les assister à titre privé pour arrondir les angles avec M. de Villegas, qui a un caractère très difficile et qui menaçait constamment d'aller porter son invention à des concurrents. D'autre part, l'ingénieur belge s'était engagé auprès du groupe Pesenti, en lui promettant de l'associer ultérieurement à l'exploitation des gisements d'hydrocarbures qui viendraient à être découverts de façon probante. Bien que M. Pesenti se fût complètement retiré de l'affaire, cet accord avec M. de Villegas justifiait que l'on gardât un œil sur l'évolution de l'expérience. »*

Me Violet rappelle dans son communiqué qu'il a, par la suite, contribué activement à défendre les intérêts d'ELF-ERAP. C'est lui, notamment, qui avait conçu une procédure arbitrale qui permit à la société pétrolière française de rompre le second contrat passé avec les « inventeurs » et de récupérer la plus grande partie des 500 millions de francs versés.

L'utilisation des fonds

L'avocat ne fournit pas, cependant, d'une explication plus convaincante que celle qu'il a donnée au rapporteur de la Cour des comptes, M. François Giquel, sur la confusion entourant primitivement le rôle du président de l'Union de banques suisses, M. Philippe de Weck. Ce dernier était de fait également le fondé de pouvoir de la Fisalma, société bénéficiaire des fonds versés par ELF-ERAP, dont M. de Villegas possédait toutes les actions.

« M. Guillaumat nous a, en effet, reproché de ne pas lui avoir précisé que M. de Weck n'avait aucun intérêt propre dans la Fisalma, indique Me Violet. *A l'époque, le problème essentiel était de savoir si, techniquement, le procédé était ou non valable. Nous pensions que M. de Weck expliquerait lui-même sa position dans l'affaire. M. Guillaumat nous a fait remarquer que M. de Villegas pouvait à tout moment résilier les fonctions de M. de Weck à la tête de la Fisalma. Juridiquement, il avait raison, mais les événements ont par la suite prouvé que, psychologiquement, M. de Villegas ne pouvait pas remettre en cause la caution de M. de Weck. »*

Quant au dédommagement ultérieur du groupe Pesenti par la Fisalma – sur les subsides d'ELF-ERAP, – Me Violet assure que les responsables de la société française ont été, là aussi, tenus au courant. L'avocat souligne que l'opération s'est effectuée après qu'ELF-ERAP eut donné – sans en avoir eu l'obligation – quitus à la Fisalma de l'exécution du premier contrat signé en 1976.

Au sujet de l'utilisation exacte des fonds, Me Violet ne dispose pas de renseignements particuliers. Mais, selon lui, M. Daniel Boyer, l'homme d'affaires américain devenu, en 1978, le fondé de pouvoir de M. de Villegas, pourrait certainement apporter tous les éclaircissements que souhaite le gouvernement français. *« Il devrait être assez facile,* pense-t-il, *de vérifier le montant des investissements visibles réalisés par l'inventeur. »*

GUY PORTE.

(1) Parmi les noms cités, ceux de Florimond Damman, fondateur et secrétaire perpétuel de l'Académie européenne de sciences politiques (A.E.S.P.), aujourd'hui décédé ; l'archiduc Otto de Habsbourg, élu démocrate-chrétien à l'Assemblée européenne de Strasbourg ; M. Antoine Pinay, M. Giulio Andréotti, ancien président du conseil italien et actuel ministre des affaires étrangères ; M. Philippe de Weck, ancien président de l'Union de banques suisses, aujourd'hui président de Renault-Finances ; M. Roberto Calvi, ancien président du Banco Ambrosiano de Milan (retrouvé mort à Londres en 1982), etc.

(2) Exxon.

UNE LETTRE DE L'ADMINISTRATEUR DE LA SOCIÉTÉ KERVIL

Après la publication dans le Monde *du 31 décembre 1983 de notre reportage en Belgique titré* « L'affaire des avions renifleurs – Les naïvetés d'Alain de Villegas » *M. Denis de Kerchove, docteur en droit et administrateur délégué de la société S.A. KERVIL N.V. nous écrit :*

« Dans le paragraphe 3 de l'article incriminé, je relève qu'*« au début des années 70 (...) la petite société KERVIL, constituée pour exploiter ses découvertes (celles d'Alain de Villegas) s'avère trop légère », etc.* Ce paragraphe contient plusieurs erreurs grossières, qu'une recherche au demeurant aisée, aurait permis d'éviter. En effet :

» 1. La S.A. KERVIL, dont je suis l'administrateur délégué et le principal actionnaire, a été constituée en février 1979, et non au début des années 70. Il est à noter qu'à cette époque le *deuxième* contrat d'Alain de Villegas avec ELF était dénoncé ou sur le point de l'être.

» 2. Ma société n'a absolument pas été constituée pour exploiter les découvertes de M. Alain de Villegas. Son objet social est l'étude, le développement et l'exploitation commerciale de brevets. Toutefois, les brevets traités par KERVIL jusqu'à présent se situent dans le domaine de l'emballage, du génie civil, des chemins de fer, etc. Comme vous pourrez le constater, ces matières sont assez éloignées de celles traitées par la Cie CER de M. A. de Villegas.

» 3. M. Fernand de Villegas, frère d'Alain, qui, soit dit en passant, n'a jamais été banquier, a participé à la *constitution* de la S.A. KERVIL à titre purement amical. Il n'a jamais participé à sa gestion et a depuis plus d'un an, pour des raisons de convenances personnelles, cédé ses parts à des membres de ma famille et à moi-même.

» 4. Enfin, KERVIL S.A. n'a jamais eu aucun lien ni aucune relation avec M. Alain de Villegas. »

[Nous donnons bien volontiers acte à M. Denis de Kerchove de ces précisions. La S.A. Kervil est la nouvelle dénomination d'une société Petradex, fondée en 1974, et qui avait pour objet le courtage de sous-produits du pétrole destinés à la pétrochimie. Kervil est, d'autre part, l'abréviation des deux noms Kerchove et Villegas.]



Le Monde

société

UN PROJET COMBATTU PAR LES ORGANISATIONS LAIQUES

M. Rocard propose d'étendre à l'enseignement agricole privé le système des contrats

L'avant-projet de loi sur l'enseignement agricole, auquel le ministre de l'agriculture travaille depuis plusieurs mois, négociant avec les partenaires concernés, va faire l'objet d'une ultime concertation. Officielle cette fois, puisque M. Michel Rocard recevra la Fédération de l'éducation nationale dans le courant de cette semaine afin de montrer que le dossier n'est pas clos. Les projets de M. Rocard visent, notamment, à mettre en place un système contractuel entre l'enseignement agricole privé et l'Etat, qui prendrait directement en charge les salaires des enseignants, comme c'est le cas pour l'enseignement général, en vertu de la loi Debré de 1959.

Ç'en est trop pour les laïques, qui ont déjà rejeté les propositions du ministre de l'éducation nationale sur l'enseignement privé. La contre-offensive menée par la FEN à propos des projets de M. Rocard inquiète le premier ministre et risque soit de retarder la sortie de ce *texte, soit même de l'enterrer*. On semble, au ministère de l'agriculture, assez irrité par cette valse-hésitation devant un dossier dont les enjeux politiques sont lourds de conséquences.

Si le projet de M. Rocard est approuvé par le gouvernement, il pourrait être examiné par le Parlement lors de la session extraordinaire prévue en janvier. Il serait totalement applicable à la rentrée 1985, des dispositions transitoires étant prévues jusqu'à cette date.

Soucieux de la qualité de l'ensemble de l'enseignement agricole, le ministre de l'agriculture souhaite *que le texte vise tous les établissements*, publics ou privés. C'est pourquoi l'avant-projet fixe en premier lieu les dispositions communes à l'ensemble des établissements. Les missions et les finalités sont les mêmes pour l'enseignement privé que pour le service public. Un schéma directeur de l'enseignement agricole, équivalant à la notion de carte scolaire dans l'éducation nationale – du moins en ce qui concerne *les ouvertures et fermetures de* classes ou de sections, – serait mis en place. C'est à un conseil national de l'enseignement et de la formation professionnelle agricoles qu'il reviendrait de déterminer, sur l'ensemble du territoire, les besoins de formation en fonction des nécessités de la politique agricole. Ces *besoins définis, le conseil national* devrait constater comment ils sont satisfaits par l'enseignement public et privé.

Il pourrait ensuite selon les cas, décider de regrouper de petits établissements ou au contraire de diviser les plus importants, de créer de nouvelles filières de formation ou d'en fermer.

Les mesures spécifiques à l'enseignement agricole public visent la rénovation pédagogique, une autonomie et une souplesse de gestion, et surtout la situation des personnels enseignants qui devraient bénéficier du principe de permutabilité avec l'éducation nationale.

60 % DES ÉLÈVES

L'enseignement agricole accueillait 123 942 élèves, en 1981-1982, ainsi répartis : 49 226 dans les établissements publics (soit 40 %) ; 74 716 dans les établissements privés (60 %).

L'enseignement agricole privé est assuré par deux types d'établissements : d'une part, ceux qui dispensent un enseignement à temps plein, regroupés pour la plupart au sein du Conseil national de l'enseignement agricole privé (C.N.E.A.P.), seule organisation véritablement confessionnelle, qui représente 36,4 % des établissements et accueille plus de la moitié des élèves du privé ; d'autre part, les établissements qui assurent un enseignement en alternance, regroupés au sein de l'Union nationale des maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation.

La situation de l'enseignement agricole privé a d'abord été régie par la loi du 2 août 1960 aux termes de laquelle les établissements « reconnus » par l'Etat recevaient une subvention annuelle de fonctionnement calculée sur le nombre d'élèves. Depuis la loi du 28 juillet 1978 (dite loi Guermeur de l'enseignement agricole), il existe aussi des établissements « agréés » qui doivent satisfaire à certaines conditions de qualité pour recevoir une subvention supplémentaire.

Les subventions sont versées aux associations propriétaires et gestionnaires des établissements, à charge pour elles de payer l'ensemble des personnels.

Comme la loi Debré

Pour l'enseignement agricole privé, l'avant-projet de loi entend mettre en place un nouveau dispositif. A la subvention globale attribuée à ces établissements aux termes de la loi Guermeur adoptée en 1978 (171 millions au budget 1984, soit une progression de 24 %), on substituerait une politique contractuelle *comparable à celle qui existe pour* l'enseignement général depuis la loi Debré. En effet, le projet du ministre de l'agriculture, qui reconnaît les écoles privées et prend acte de l'existence des associations qui en sont propriétaires, prévoit que tout transfert financier de l'Etat vers les établissements agricoles privés doit passer par un contrat entre les deux parties.

L'Etat prendrait à sa charge, dans chaque établissement sous contrat, les salaires des personnels enseignants à temps plein et verserait aux écoles une subvention de fonctionnement. Seules les maisons familiales rurales – établissements privés laïques qui pratiquent l'alternance entre la formation et le travail sur l'exploitation familiale – disposeraient d'une subvention globale, à charge pour elles de rémunérer leurs personnels.

Dans le cas de l'association, le contrat implique le respect obligatoire du schéma directeur, des programmes d'enseignement comme de la qualification des maîtres. Il garantit enfin aux personnels des droits, inspirés de ceux dont bénéficient leurs collègues dans la fonction publique, en particulier pour l'avancement, *les mutations, le droit syndical*. Les enseignants conserveraient cependant un statut de droit privé et seraient donc toujours recrutés par le chef d'établissement, c'est-à-dire par l'association propriétaire. En cas de fermetures de filières décidées par le schéma directeur, l'association devrait accorder une priorité de réemploi aux enseignants qui y travaillaient.

L'avant-projet du ministre de l'agriculture est prêt depuis le mois d'août. Mais le gouvernement ne souhaitait pas le rendre public avant que le ministre de l'éducation nationale n'ait fait connaître ses propositions sur l'avenir des relations entre l'enseignement public et privé. C'est chose faite, mais les propostions de M. Savary se heurtent au comité national d'action laïque (CNAL) *qui lui reproche* de renoncer à la promesse d'un service public, unifié et laïque de l'éducation nationale et de maintenir le dualisme scolaire.

C'est le même reproche qui est fait par le CNAL et la Fédération de l'éducation nationale (FEN) aux dispositions de l'avant-projet de loi qui reconnaît l'existence de l'enseignement agricole privé et lui accorde, de la part de l'Etat, une forme d'aide assez semblable à celle que le mouvement laïque remet en question pour l'enseignement général. Pour les laïques – généralement favorables, par ailleurs, à la réunification au sein du ministère de l'éducation nationale de tous les établissements d'enseignement – il n'est pas possible, en outre, d'accepter la création de contrats pour les enseignants des établissements agricoles privés, *alors même que le ministre* de l'éducation nationale est prêt à négocier la titularisation dans la fonction publique, dés maîtres contractuels de l'enseignement privé général. Cela explique l'acharnement avec lequel la FEN et le CNAL se sont opposés, avec jusqu'alors l'oreille de M. Mauroy, à la publication du texte de M. Rocard au moment même où ils s'employaient à faire revenir le gouvernement sur les propositions de M. Savary. Deux dossiers empoisonnés pour des ministres qui n'en manquaient pas par ailleurs.

Un baril de poudre

Du côté des associations de *l'enseignement agricole privé*, si le climat est parfois tout aussi passionnel que dans les rapports privé-public de l'enseignement général, le contexte est toutefois différent. D'abord au plan des rapports de force : en gros, les enseignements sont divisés en trois tiers : un pour le public, un pour le privé confession*nel, un pour le privé familial*. En second lieu, le privé était demandeur d'une réforme, les conditions de financement des établissements, après la loi Guermeur, ne lui donnant pas entière satisfaction.

Dans les discussions liminaires, le ministère a rencontré deux types d'interlocuteurs. Les « durs », que l'on trouve surtout au CNEAP (Conseil national de l'enseignement agricole privé), seule organisation véritablement confessionnelle regroupant *36,4 % des établisse*ments privés. Pour plusieurs d'entre eux, le dossier scolaire est un baril de poudre, à usage politique. Et puis, il y a ceux qui sont ouverts au dialogue, avec, au premier rang, les maisons familiales, à la condition que leur spécificité soit reconnue et conservée. Toutefois, à travers la mouvance des maisons familiales, passent divers courants politiques pro et antigouvernementaux. En fait, pour l'heure, ce sont plutôt les *chrétiens démocrates qui dialoguent* et tiennent les rênes de l'enseignement agricole privé.

On peut mesurer dès lors l'enjeu politique. Si rien de positif ne sortait de cette réforme, du fait de la pression des ultra-laïques, les négociateurs actuels seraient balayés au profit de ceux qui refusent de discuter. Et, aux forces du privé en général, viendraient se joindre celles du privé agricole, avec tout le poids des organisations professionnelles traditionnelles.

CATHERINE ARDITTI et JACQUES GRALL.

Klaus Barbie, Me Vergès et les « hobbies » du banquier Genoud

Dans un article consacré à l'affaire Barbie, l'hebdomadaire allemand *Stern*, publié à Hambourg, évoque, dans son dernier numéro, le rôle prêté par certains journaux français au banquier pro-nazi suisse François Genoud, dans le financement et l'organisation de la défense judiciaire de l'ancien chef du service IV de la Gestapo à Lyon.

Interrogé par Stern, M. Genoud a répondu qu'il n'avait « *ni à confirmer ni à démentir* » les informations selon lesquelles il aurait incité la fille de Barbie, Mme Ute Messner, à suggérer à son père de prendre Me Jacques Vergès pour avocat. « *Je ne pense pas avoir à m'expliquer sur mes affaires*, a ajouté M. Genoud. *Chacun a ses hobbies.* » Il a néanmoins tenu à faire savoir que, comme Me Vergès, il trouvait « *scandaleuse* » l'expulsion de Barbie vers la France.

D'après *Stern*, la fille de Barbie admet n'avoir rien à débourser pour couvrir les honoraires de Me Vergès. Ce n'est qu'à ces conditions que Barbie et sa fille auraient accepté les services de Me Vergès.

Les « amis » de « Carlos »

L'hebdomadaire rappelle que M. Genoud ne cache pas son admiration pour « *des hommes qui ont joué un rôle déterminant dans l'histoire mondiale, comme Hitler, Bormann ou Goebbels* ». Pour ce qui concerne les écrits de l'ancien ministre de la propagande du Reich, dont il s'est acquis les droits de publication, le banquier lausannois a déclaré : « *Il me tient à cœur que Goebbels soit largement diffusé.* » En même temps, indique *Stern*, « *cet ami des nazis et des antisionistes reconnaît ses sympathies pour les luttes de libération des Arabes* ».

Son amitié avec Me Vergès remonte à la guerre d'Algérie, lorsqu'il avait géré le « trésor de guerre » du F.L.N. Depuis lors, leurs chemins se sont souvent croisés. En 1969, le banquier suisse avait assisté, à titre de conseiller de la défense, assurée notamment par Me Vergès, au procès de trois membres du Front populaire pour la libération de la Palestine (F.P.L.P.) auteurs d'un attentat à Zurich contre un avion israélien. Plus tard, dans les années 70, il avait apporté son soutien à Bruno Bréguet, un de ses compatriotes incarcéré en Israël pour détention d'explosifs.

En compagnie d'une terroriste allemande, Magdalena Kopp, le même Bruno Bréguet a été arrêté à Paris le 16 février 1982, toujours en possession d'explosifs. « Carlos » avait alors menacé en vain M. Gaston Defferre et le gouvernement français pour obtenir leur libération. Condamné à cinq ans de détention, Bruno Bréguet est cependant encore en prison. *Son avocat n'est autre* que Me Vergès.

Ce dernier, qui a rendu visite, vendredi 6 janvier, à Klaus Barbie, s'est déclaré « *scandalisé* » par les conditions de détention de son client. Il affirme que celui-ci subirait un traitement médical « *pour une maladie qu'il n'a pas, comme si quelqu'un souhaitait sa mort* ». A ces propos, le directeur de la prison a répondu que Barbie était suivi par des spécialistes et que son état de santé était satisfaisant.

Diverses personnalités rendent hommage à Alfred Kastler

Le décès, samedi 7 janvier, du professeur Alfred Kastler, prix Nobel de physique 1966 (*le Monde* daté 8-9 janvier), a suscité une grande émotion et nombreux sont ceux qui lui ont rendu hommage.

Alfred Kastler, selon M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, *laisse la marque d'un grand professeur d'un grand chercheur et d'un homme de grand courage qui honore la communauté scientifique française et notre pays. Je connaissais personnellement le professeur Kastler et j'appréciais son extraordinaire rayonnement personnel, sa simplicité et sa chaleur (...). Son honnêteté et sa rigueur en ont fait un modèle pour les scientifiques français et l'ont conduit à prendre position sur les grands problèmes qui ont touché la France.* »

Dans un télégramme adressé à Mme Alfred Kastler, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, souligne que « *par ses travaux si glorieusement couronnés, mais aussi par son enseignement, notamment au Collège de France, Alfred Kastler aura profondément marqué l'histoire de la science durant ce siècle* ».

Le professeur Louis Leprince-Ringuet s'est déclaré « *très attristé* » par la disparition du professeur Kastler. Il « *était de toutes les causes généreuses. Il était essentiellement un homme modeste, cordial, chaleureux (...). C'était une très belle figure de la science* » qui bénéficiait du « *respect international le plus complet* ».

Pour M. Jean-Claude Lehmann, directeur scientifique de la physique au Centre national de la recherche scientifique, « *la disparition d'Alfred Kastler est un véritable choc pour le monde scientifique, pour lequel il constituait une référence, tant sur le plan intellectuel que sur le plan moral (...). Ses travaux sur l'utilisation des méthodes optiques pour l'étude des atomes et des molécules ont grandement influencé l'évolution de la physique de ces trente dernières années qui a conduit au développement des lasers et de l'optoélectronique* ».

RECUL DE LA FÉDÉRATION ANDRIEU AUX ÉLECTIONS DE PARENTS D'ÉLÈVES

Les résultats des élections aux comités de parents (écoles maternelles et élémentaires) et aux conseils d'établissements (collèges et lycées) confirment le tassement du nombre des suffrages recueillis par la Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E., présidée par M. Jean Andrieu), *qui reste*, cependant, largement en tête. Cette évolution profite principalement à la fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (P.E.E.P., présidée par M. Jean-Marie Schléret).

● *Dans les écoles maternelles et élémentaires*, la participation a augmenté (*40,87 % au lieu de 38,73 %* en 1982), confirmant une tendance amorcée en 1981 après une période de désaffection. La F.C.P.E. obtient la plus grande part des suffrages (48,16 % contre 49,76 % en 1982). La P.E.E.P. passe, elle, de 10,43 % à 11,48 %. Les listes « diverses » progressent, obtenant 29,14 % des suffrages (*27,93 % en 1982*).

● *Dans les collèges et lycées*, le taux de participation s'est légèrement effrité (36 % de votants au *lieu de 37,1 %*), mais il demeure plus fort dans les collèges que dans les lycées d'enseignement professionnel.

Les évolutions constatées dans le primaire sont confirmées par les résultats enregistrés dans le second degré où la F.C.P.E. conserve la première place avec 57,2 % des voix au total (60,2 % dans les collèges, 54,6 % dans les lycées d'enseignement professionnel et 50,3 % dans les lycées), alors qu'elle totalisait 59,3 % des suffrages l'an dernier. Pour sa part, la P.E.E.P. passe de 29,3 % à 31 %, confirmant une remontée commencée en 1981. La fédération de M. Schléret *obtient* 27,3 % des voix dans les collèges, 25 % dans les LEP et 42,8 % dans les lycées.

EN BREF

La Confédération syndicale de l'éducation nationale refuse d'être une « anti-FEN »

Le regroupement opéré en décembre dernier par cinq syndicats indépendants et autonomes de l'éducation nationale (*le Monde* du 15 décembre 1983) a pris officiellement le nom de Confédération syndicale de l'éducation nationale (C.S.E.N.). La nouvelle organisation se fixe notamment pour objectifs de « *restaurer la qualité de l'enseignement* », d'« *affirmer la priorité de l'acquisition des connaissance* » parmi les activités éducatives, de « *mobiliser la matière grise du pays* » et de « *promouvoir toutes ses élites (...)* ». Les cinq composantes de la C.S.E.N. affirment être animées par une « *conception commune de l'éducation* » et recouvrir « *tous les domaines de l'enseignement et de l'administration* ».

La C.S.E.N. refuse d'être une « *anti-FEN* », mais veut proposer « *un autre système de références* ». Sa première prise de position concerne le débat sur l'avenir de l'école privée dans lequel elle voit « *une querelle surannée* (qui masque) *aux yeux de l'opinion le manque de moyens dont souffre l'enseignement public* ».

Le F.L.N.C. condamne un professeur à mort

« *Le F.L.N.C. vient de m'annoncer ma condamnation à mort : dans trois jours, j'aurai définitivement quitté la Corse...* » Dans une lettre ouverte, destinée à ses élèves et à leurs familles, et rendue publique le samedi 7 janvier, M. Marc Pennevin, professeur agrégé de géographie au collège Fesch d'Ajaccio, a annoncé sa décision d'abandonner son poste actuel. « *En l'espace de dix-huit mois*, écrit le professeur, *j'ai reçu sept coups de téléphone et quatre lettres de menaces. Mon véhicule a été incendié deux fois, la détérioration des freins, consécutive au premier incendie, a failli coûter la vie à ma femme. Deux cents grammes de plastic ont explosé devant la porte de mon appartement...* »

Père de trois enfants, M. Pennevin, dont l'épouse en attend un quatrième, a indiqué qu'« *il ne faisait pas de politique* ».

Prise d'otage : Un universitaire écroué

M. René Charmasson, soixante ans, professeur à la faculté des sciences de Marseille, qui a pris en otage, samedi 7 janvier, Me Jean-Baptiste Vadon, avocat à Cassis, a été inculpé ce même jour de « *tentative d'homicide volontaire, arrestation et séquestration volontaire* » et écroué à la prison des Baumettes.

M. Charmasson n'avait pu obtenir, malgré une longue procédure, la garde de son fils Luc, dix ans. L'enfant, dont la mère réside au Canada, était retenu à Marseille depuis un an par l'universitaire, qui, craignant de ne plus revoir son fils, ne l'avait pas rendu à sa mère pour les fêtes de fin d'année. Vendredi 6 janvier, Luc était conduit sous escorte policière à l'aéroport de Marignane à destination du Canada *via* Paris. Le lendemain, M. Charmasson, armé d'une carabine de 16 mm, prenait en otage l'avocat de son ancienne femme, « *la source de tous ses maux* ».

Il a fallu plus de six heures pour persuader M. Charmasson, retranché avec Me Vadon dans l'appartement de ce dernier, à Cassis, de se rendre. L'universitaire n'a remis son arme aux membres du G.I.P.N. qu'après avoir obtenu le retour de son fils à Marseille et l'autorisation de lui parler avant d'être conduit chez le juge d'instruction. L'enfant devait être entendu par le juge ce lundi dans l'après-midi.

UN ÉLU CONDAMNÉ POUR INJURES

Strasbourg. – Le tribunal de Wissembourg (Bas-Rhin) a condamné à 5 000 F de dommages-intérêts le maire de Woerth, M. Othon Dahl, pour injures à l'encontre de son concurrent, M. Raymond Fishel, aux dernières élections municipales. Dans une conversation téléphonique avec un colistier de M. Fishel, M. Dahl aurait traité son concurrent, en alsacien, de « stenkjud » (juif puant). « *Ils ont déjà semé la pagaille dans le monde* », aurait-il ajouté.

Le tribunal a retenu le caractère *injurieux du propos bien* qu'il n'ait été *ni* enregistré ni publié. Au-delà des dommages et intérêts, M. Dahl devra régler 1 500 F à la Ligue des droits de l'homme et au Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.), qui s'étaient portés parties civiles. – *(Corresp.)*

7 000 francs d'amende pour M. Jean-Louis Doumeng

M. Jean-Louis Doumeng, fils de M. Jean-Baptiste Doumeng, et président-directeur général de la société Sud-Ouest Alimentation à Toulouse, filiale d'Interagra, a été condamné à 7 000 francs d'amende pour « *tromperie sur la qualité de la marchandise vendue* » par la cour d'appel de Toulouse. La cour a confirmé le jugement rendu le 30 mars 1983, qui ordonne également l'affichage à la porte de l'établissement et la publication de l'arrêt dans le quotidien toulousain *la Dépêche du Midi*.

M. Jean-Louis Doumeng était poursuivi pour l'exportation, en 1977, de trois mille veaux vers l'Italie à l'aide de faux certificats.

Produits chimiques dans la Manche

Des bidons de plastique et des caisses remplies de flacons ont été découverts les 7 et 8 janvier sur différentes plages du Cotentin entre Querville et Flamanville. Selon les premières indications, il s'agit d'épaves provenant d'un cargo irakien, le *Ibn Khalikan*, dont une partie du chargement avait été perdu dans la Manche, le mois dernier. Ce cargo, parti de Liverpool avec à son bord une vingtaine de produits chimiques différents – dont certains toxiques – fabriqués en Grande-Bretagne, faisait route vers Koweit. Les produits sont en cours d'analyse dans un laboratoire de Saint-Lô.

● *Dissolution du Comité de défense de Plogoff.* – Le Comité de défense de Plogoff, créé en 1980 par les communes du Finistère, s'opposant à la construction d'une centrale nucléaire, s'est dissous, le 6 janvier, au cours d'une assemblée générale. Sur les 680 personnes membres du comité, 178 ont participé au vote : 175 ont voté pour la dissolution, 1 contre et 2 ont déposé des bulletins blancs.

Le bureau de l'association, qui n'assistait pas à la réunion, a contesté la validité d'un vote obtenu lors d'une assemblée réunie, selon lui, irrégulièrement.

TRANSPORTS

« LA SNIAS TRAVERSE UNE CRISE ASSEZ GRAVE » reconnaît son président

« *L'année 1984 sera plus difficile encore que 1983, car nous démarrons avec un carnet de commandes plus faible* ». C'est ce qu'a expliqué M. Henri Martre, président-directeur général de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), dans un message de vœux qu'il vient d'adresser aux 34 000 employés de son entreprise,

« *En 1982, nous n'avons enregistré que 16 milliards de commandes pour un chiffre d'affaires de 21 milliards. En 1983, les prises de commandes seront du même ordre de grandeur. Par conséquent*, estime M. Martre, *nous nous trouvons devant une crise assez grave, ce qui nous a obligé, et nous oblige, à prendre des mesures très sévères pour sauvegarder l'avenir de la société, en attendant la reprise.* » Le plan de la direction générale consiste, à l'exclusion de licenciements, à réduire les horaires de travail et à décider un certain nombre de journées de chômage technique.

Le président-directeur général de la SNIAS explique encore que, ni une éventuelle décision de lancer la fabrication du nouvel Airbus A-320, ni la récente décision de la France et de l'Allemagne fédérale de commencer l'étude d'un nouvel hélicoptère de combat n'apporteront « *une activité suffisante* » pour résoudre, dès demain, les difficultés de la société.

Le Monde

ECONOMIE

La rationalité du F.M.I.

Aujourd'hui rapportées par le *président Bourguiba lui-même*, les augmentations du prix du pain et d'autres produits de la farine *qu'avait décidées* le gouvernement tunisien, en vue de réduire les subventions pesant sur le *budget de l'État, étaient-elles* ou non inspirées par la Banque mondiale (dont la Tunisie est un important « client ») et par le Fonds monétaire ? C'est ce qu'avaient laissé entendre les dirigeants de Tunis au plus fort des émeutes qui viennent d'avoir lieu. La question est quelque peu oiseuse, dans la mesure où des pays *non membres* du F.M.I., tel la Pologne, ont *été* amenés à appliquer, ou à essayer d'appliquer, *des dispositions de ce genre pour* introduire un peu d'ordre dans leurs finances publiques respectives. Tel fut *notamment*, au moins à deux reprises, le cas de la Pologne socialiste.

Il reste que le F.M.I. est devenu le symbole d'une certaine « rationalité » économique, délibérement ignorante *des conséquences* sociales *immédiates* de la médecine de cheval préconisée.

En *réalité, il y a des politiques* d'assainissement qui, adroitement menées, portent rapidement *leurs fruits. Il semble bien, par exemple,* que l'action menée par M. Turgut Ozal, le nouveau premier ministre turc, du temps où *il était le maître d'œuvre* du programme d'assainissement approuvé par le F.M.I., n'ait pas *laissé trop de mauvais souvenirs.* On s'expliquerait mal autrement que, après avoir quitté le gouvernement en *juillet* 1982, il *ait fait* une brillante carrière politique à la tête d'un nouveau parti, le *Parti de la Mère patrie, qui a* gagné les élections du 6 novembre dernier. Aujourd'hui, M. Ozal lance son pays dans une expérience plus radicale de libéralisation. (On *lira sur le sujet l'article de notre correspondant.*)

D'autres tentatives de redressement, portant ou non l'estampille du F.M.I., ont échoué (après *parfois des débuts prometteurs*), comme on l'a vu sous des régimes militaires (Chili, Argentine), *ou parfaitement* légaux (par exemple la Jamaïque).

L'impact des interventions du Fonds monétaire *doit aussi se juger globalement*. Jusqu'en 1976, une partie de ses ressources était *constituée* par des versements en or effectués par les pays membres. Depuis qu'il n'en est plus ainsi, on peut se *demander* si le Fonds *monétaire*, indirectement, ne contribue pas à l'accroissement du montant de l'*endettement généralisé dont* il est chargé de combattre les effets particuliers sur chacune des *nations qui sollicitent* son concours.

PAUL FABRA.

Les pays débiteurs sous la surveillance d'un Fonds monétaire en quête de prêteurs

DANS son triple rôle de bailleur de fonds aux pays en mal de balance des paiements, de mentor (les prêts ne sont consentis que contre l'engagement ferme pris par le gouvernement du pays débiteur d'appliquer un rigoureux programme d'ajustement élaboré le plus souvent en étroite liaison avec les experts du F.M.I. sinon *dicté par eux*), *de catalyseur* (l'octroi par les banques commerciales de délais de paiement pour les dettes échues et de nouveaux crédits est de plus en plus fréquemment subordonné à la conclusion d'un accord avec le F.M.I. assorti du plan de redressement des déséquilibres auquel il vient d'être fait allusion), le Fonds monétaire a abordé incontestablement l'année 1984 avec une influence élargie. Il reste à savoir si, sur les deux premiers points, il a durablement *renforcé ses positions* et assis son prestige sur des bases solides, et si, sur le troisième, il n'est pas en train d'outrepasser dangereusement (pour sa future crédibilité) les fonctions qui sont normalement les siennes.

I. — Champ d'activité et capacité de prêts.

Le Fonds monétaire a dû faire *face à une demande accrue de prêts* de la part des pays, de plus en plus nombreux, qui ne peuvent plus s'adresser directement au marché pour se procurer de l'argent frais. Cela l'a conduit à accroître, de façon substantielle, le montant de *ses engagements* (promesses de crédits).

Le total, plus de 30 milliards de D.T.S. que le Fonds avait prêtés, représentait à l'automne dernier la totalité et au-delà de ce que l'on peut appeler ses ressources propres, celles qui lui sont fournies par les souscriptions de pays membres égales à l'époque à quelque 61 milliards de D.T.S., mais dont seulement la moitié (environ) était versée sous forme de devises convertibles effectivement utilisables.

Autrement dit, le Fonds monétaire, dont la première tâche est de fournir des ressources de trésorerie aux pays lourdement endettés et déficitaires (ou insuffisamment excédentaires pour faire face au service de la dette), se trouvait lui-même dans une situation de liquidité plutôt serrée, qui n'avait cessé d'empirer au second semestre étant données les nouvelles demandes de prêts *auxquelles il avait répondu*. Une des dernières en date, pas encore satisfaite, est celle que le Nigéria a présentée plusieurs mois avant le coup d'Etat : elle porte sur plus de 2 milliards de dollars.

On comprend dans ces conditions *que M. de Larosière, directeur général* du Fonds (dont le mandat a été renouvelé en cours d'année pour une nouvelle *période de cinq ans*) n'ait eu de cesse tout au long de l'année écoulée d'obtenir des ressources supplémentaires, ce qu'il a fait en trois étapes :

● Augmentation considérable de la portée des « *accords généraux d'emprunts* » (A.G.E.). Les « Dix » (1), qui sont devenus « Onze » grâce à l'adhésion de la Suisse, *s'engagent* à prêter au F.M.I. sous certaines conditions l'équivalent en devises de 17,1 milliards de D.T.S. contre 6,4 milliards précédemment. A quoi s'ajoute l'engagement parallèle de l'Arabie Saoudite pour 1,5 milliard de D.T.S. Ces fonds pourront, « *en cas de menace sur la stabilité du système monétaire international* », être utilisés par le F.M.I. pour des prêts à des pays ne participant pas aux A.G.E. (auparavant ceux-ci fonctionnaient en vase clos).

● Accroissement *de* 47,5 % du total des quotes-parts, qui passent de 61 milliards à 90 milliards de D.T.S. Cela correspond à un apport de 15 à 16 milliards de devises convertibles effectivement utilisables.

● Un certain nombre de banques centrales d'Europe occidentale et la Banque *du Japon se sont engagées* en décembre à prêter au F.M.I. 3 milliards de dollars tandis que l'Arabie Saoudite en faisait autant de son côté. Au total, 6 milliards, mobilisables selon une procédure beaucoup moins lourde et infiniment plus discrète que le recours aux A.G.E.

Le Fonds estime déjà que, au rythme actuel des demandes de *prêts*, il pourrait à nouveau se trouver à court de ressources d'ici deux ans. L'avenir dira s'il a raison. Remarquons *toutefois que, au cas* où le rythme auquel les crédits bancaires internationaux augmentent *continuerait à sérieusement se ralentir*, on verrait les déficits se résorber comme par enchantement (sans doute au milieu de très grandes récessions), tant il est vrai qu'un débiteur qui ne trouve plus de prêteurs disposés à lui ouvrir de nouveaux crédits est, par la force des choses, obligé de se restreindre, ou de financer autrement ses dépenses (*pas l'épargne*) *s'il en est capable*.

En renforçant le F.M.I. comme il vient de le faire, on ne renforce pas nécessairement le système dans son entier à *long terme*, car cette institution joue essentiellement le rôle d'un intermédiaire financier qui emprunte *pour pouvoir prêter*. Même ses ressources propres ont une origine d'emprunt. Les Etats-Unis, nous l'avons rappelé, fournissent 20 % du total des quotes-parts, c'est-à-dire en réalité environ 40 % des ressources totales, puisque ne comptent pour *telles que* les souscriptions faites en devises convertibles (le F.M.I. n'a que faire des quotes-parts représentées par des lei roumains ou des cruzeiros brésiliens, pour ne pas parler des nairas nigérians ou des zaïres). Or, que fait le Trésor *américain pour augmenter* la participation des Etats-Unis au « capital » du F.M.I. ? Il emprunte. Tout se passe comme *si*, par *le* moyen de l'augmentation des ressources du F.M.I., on substituait une mauvaise signature (celle du Brésil) *à une bonne* (*ou encore bonne*), celle du Trésor des Etats-Unis, moyennant quoi la mauvaise signature va continuer à pouvoir *s'endetter*, puisque, pour schématiser, le Fonds monétaire va prêter au Brésil les dollars que les Etats-Unis *mettent à sa disposition*. Ce faisant, on pare au plus pressé, si le plus pressé consiste à combattre la crise *déclenchée par le surendettement en accumulant* de nouvelles dettes.

II. — Le F.M.I. comme mentor.

Environ le tiers des pays membres du F.M.I. font déjà ou sont sur le point de *faire l'objet de* « programmes d'ajustement » approuvés, et souvent dictés, par cette institution. L'adoption de ces programmes est la condition qu'elle pose pour apporter ses concours financiers. Cette exigence du F.M.I. a donné lieu au cours des années passées à de vives critiques. Aujourd'hui, les gouvernements ont mis une sourdine à leurs attaques, car *ils cherchent* d'abord à obtenir l'argent dont ils croient avoir un besoin absolu. Mais, en cas de *troubles*, *ils imputent* volontiers la responsabilité des décisions prises au F.M.I., comme on vient encore de le voir en Tunisie. Quant au F.M.I., même lorsqu'il met de l'eau dans son vin, il préfère ne pas le proclamer trop haut pour préserver *son image de gardien pur* et dur de l'orthodoxie (la sienne). Les programmes qu'il recommande s'articulent bien autour de quelques idées-forces, difficilement contestables : réduction des déficits publics et « vérité » des prix par diminution *draconienne des subventions* (les deux vont ensemble) ; contrôle de la progression des crédits, et, à la clef, dans la plupart des cas, *forte dévaluation* de la monnaie (sans hausse compensatrice des salaires) afin de renchérir les importations et *d'encourager* les ventes à l'extérieur.

L'ennui avec ces programmes est qu'il faudrait qu'ils soient conduits de main de maître — ce qu'ils sont *rarement* — pour pouvoir rétablir rapidement un climat de confiance propre : 1) à réamorcer les circuits d'échange, 2) à attirer des capitaux extérieurs (investissements directs) et 3), si le système financier international n'était pas déjà pourri par des années d'inflation de crédits, à permettre aux *Etats convalescents* d'emprunter à long terme sur des bases saines. Parmi les pays qu'on peut, avec prudence et réserve, citer comme ayant jusqu'ici à peu près réussi la manœuvre : la Turquie, peut-être l'Indonésie, *le Mexique* (mais il faut encore attendre pour porter un jugement). Dans la réalité, les programmes dits d'ajustement sont encore trop souvent conçus d'après les vieux schémas keynésiens longtemps (*et encore*) en honneur au F.M.I. Ces schémas voient dans l'inflation et le déficit extérieur la conséquence d'un excès de demande engendré par des salaires trop élevés. Aussi cherche-t-on à *comprimer ces derniers au* maximum, comme si les pauvres n'étaient pas encore assez pauvres. Tout *cela* au nom des chances à donner au développement.

Ce qui frappe aussi est l'inspiration « mercantiliste » de la politique d'ensemble, qui consiste, comme l'a dit un observateur américain en forçant un peu le trait, à recommander au Brésil l'application de mesures stimulant les exportations et, simultanément, à demander au voisin argentin — l'un des débouchés possibles — de restreindre ses importations. A moins qu'on ne compte, comme on le fait de plus en plus ouvertement, sur une reprise durable et soutenue des pays industrialisés pour résoudre tous les problèmes.

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 14.)

(1) Etats-Unis, Grande-Bretagne, R.F.A., France, Japon, Italie, Pays-Bas, Belgique, Suisse, Canada, Suède.

Optant franchement pour des solutions libérales la Turquie de M. Ozal se jette à l'eau

Ankara. — Libéralisation des changes, des importations et des taux d'intérêt, encouragement aux exportations et surtout à l'initiative privée, *réduction de la paperasserie bureaucratique*, tels sont les principaux éléments de la *« grande opération »* économique entreprise par le nouveau gouvernement de M. Ozal.

***« Nous avons fait une révolution économique qu'aucun gouvernement turc n'avait osé faire dans l'histoire de la République. Celle-ci est destinée à réduire l'inflation, à briser les monopoles et à apporter une solution à la crise du logement : tout cela dans l'intérêt des classes moyennes — fonctionnaires, ouvriers, employés, petits commerçants et artisans, sans oublier les retraités »*, dit le premier ministre.**

De notre correspondant

LE lancement d'un programme économique d'inspiration aussi nettement libérale visant à établir progressivement un véritable *régime concurrentiel* n'a pu que produire un véritable choc sur l'opinion publique turque, habituée plutôt depuis des décennies aux pratiques restrictives. M. Ozal a aussi innové en regroupant sous sa responsabilité tous les ministères et administrations économico-financiers, et cela pour donner aux décisions prises le maximum d'efficacité.

Désormais les Turcs pourront ouvrir des comptes bancaires en devises tant en Turquie qu'à l'étranger, partir aux quatre coins du monde autant de fois qu'ils le voudront, au lieu d'une fois tous les deux *ans* ; acheter *librement* des devises pour un montant maximal de 1 000 dollars (3 000 dollars pour les *voyages d'affaires*) *et sortir jusqu'à* 5 000 dollars. Les Turcs pourront également investir à l'étranger, sous *réserve d'autorisation, jusqu'à* concurrence de 2 millions de dollars.

Les banques, elles, pourront fixer le cours d'achat et de vente des devises, avec une marge de 6 % au-dessus ou au-dessous du cours officiel. Elles seront obligées cependant *d'acheter 2 % moins cher que* le cours de vente qu'elles afficheront. La livre turque « flottera » sous *contrôle gouvernemental. Mais* M. Ozal promet, d'ores et déjà, de la rendre pleinement convertible dans *un proche avenir*.

De plus, les Turcs ou les étrangers pourront apporter avec eux en Turquie autant de livres turques qu'ils *le voudront*, les *ressortissants* des autres pays pourront acheter des immeubles et des terrains en Turquie et en disposer comme ils l'entendront ; *s'ils* les *vendent*, ils pourront transférer chez eux en devises le produit de cette vente.

M. Ozal souhaite ouvrir l'économie turque *sur l'extérieur*, mais en même temps il promet de sauvegarder les intérêts des consommateurs. Parallèlement aux efforts qu'il entreprend pour « *intégrer l'économie turque dans celle de l'Occident* », le gouvernement entend combattre l'*inflation*, et la *libération* du commerce extérieur est un des moyens qu'il compte utiliser pour y parvenir, abandonnant ainsi la politique protectionniste *traditionnelle*. D'un côté, il a libéré l'importation des produits de luxe mais avec des surtaxes très fortes ; de l'autre, il a permis l'entrée de certains produits de première nécessité, dont le prix *aurait augmenté de façon excessive*, comme le beurre et le sucre.

Les Turcs pourront donc acheter sur leur propre marché tous les produits de luxe *étrangers*, du *whisky* au cognac, du roquefort à la Mercedes 450, moyennant le paiement d'une surtaxe en plus *des droits* de douane : pour la Mercedes 450 il faut compter 60 % de droits de douane, plus 120 % de surtaxe. Un réfrigérateur deux portes Bosch, d'un prix de 105 000 livres turques (1), devra être vendu *360000* livres turques, après versement de toutes ces taxes et surtaxe.

Les fruits de la libéralisation

M. Ozal estime *que la libéralisation* du régime des changes et des importations portera sans tarder ses fruits. Les industriels turcs seront obligés d'améliorer la qualité de leurs produits et d'en déduire le prix, étant désormais privés du protectionnisme étatique qui leur assurait une position de monopole et des marges de profit très élevées. De *plus, ils jouissaient jusqu'à* la libéralisation des taux d'intérêt, entreprise déjà depuis 1980, de crédits ridiculement bon marché. *Désormais, ils* devront affronter la rude concurrence des produits étrangers.

En ce qui concerne l'importation des produits de luxe, *le gouvernement* affirme que ces produits se trouvaient déjà au marché noir. Grâce aux surtaxes, *les revenus illicitement* accaparés par les contrebandiers et leurs détaillants iront dans les caisses de l'Etat pour notamment *alimenter le Fonds* pour le logement, qui distribuera des crédits aux particuliers. Le gouvernement espère ainsi pouvoir accumuler *une trentaine de milliards de livres* turques, grâce aussi aux majorations des taxes sur des produits de monopole, comme les cigarettes et les *alcools*. Le Fonds *pour* le logement donnera aussi un peu d'oxygène aux firmes de construction turques qui travaillaient en veilleuse depuis *quelques années*.

Le plan économique du gouvernement Ozal comprend en outre plusieurs mesures tendant à freiner l'inflation et à augmenter les revenus des couches modestes. Le taux de base bancaire, qui sera revu tous les trois mois, pourrait monter jusqu'à 52 %, tandis que l'impôt sur les revenus à la source a été ramené de 36 % à 30 %. Les *exemptions* fiscales dont jouissent les agriculteurs ont été fortement augmentées. Enfin le gouvernement se propose de « *vendre* » au public des actions de grosses entreprises, comme le pont sur le Bosphore ou ces barrages qui marchent à merveille.

Cependant l'encouragement des exportations constitue une des clés *de voûte du système Ozal* : *outre* la simplification des procédures bureaucratiques, le premier ministre vise surtout à encourager les grandes firmes, qui sont invitées à s'engager d'avantage sur des marchés jusqu'à maintenant peu explorés, comme l'Amérique et l'Extrême-Orient. Une entreprise qui aura exporté plus de 50 millions de dollars bénéficiera d'une *ristourne fiscale majorée*. Enfin les exportateurs turcs peuvent librement disposer de quelque 20 % *de devises* qui sont censées être transférées en Turquie.

Pour le gouvernement de *M. Ozal, qui vient de publier un* programme intérimaire pour 1984 (en attendant la préparation du plan quinquenal *1985-1989*), *les* exportations turques rapporteront 6,8 milliards de dollars cette année contre 9,5 milliards en 1982. Les importation atteindront 9,5 milliards, et le remboursement de la dette extérieure absorbera 2,5 milliards de *dollars supplémentaires*.

Une grande détermination

Pour réaliser ces ambitions, M. Ozal compte également sur la venue plus substantielle de capitaux étrangers, sans oublier les crédits *extérieurs* pour *mener* à bien les importants projets en cours : réussira-t-il ? En Turquie, à l'heure actuelle, personne en tout cas n'ose remettre en *question* la clarté et la cohésion du programme gouvernemental, car, pour la première fois, *l'économie de marché* est *lancée* avec une grande détermination. Antérieurement même les gouvernements qui se réclamaient du libéralisme *finissaient par s'avérer aussi* étatistes les uns que les autres.

Le mérite, entre autres, du « *virage libéral* », encore plus accentué qu'en janvier 1980, serait *de forcer l'opposition à présenter des* contre-solutions, au lieu de critiquer systématiquement les choix de M. Ozal, estiment les observateurs. Le président du conseil explique que seuls « *ceux qui avaient l'habitude jusqu'à maintenant de gagner sans effort sous le parapluie du protectionnisme ou de la contrebande risquent de pâtir de la présente réforme* ».

N'*empêche que* le gouvernement risque aussi de mécontenter à long terme les salariés, principales *victimes de l'inflation galopante durant* ces dernières décennies. On sait en outre que la Turquie doit surtout produire afin d'exporter. Pour le moment, il semble que l'industrialisation est reléguée au second plan de ces « réformes » qui tendent à doter la *Turquie* d'*une* économie ouverte.

Le gouvernement veut transformer le pays entier en une zone franche, disent les détracteurs de M. Ozal. En *effet*, il ne *faut* pas sous-estimer le pouvoir d'achat des quelques 50 millions de Turcs : on *estime que les avoirs en or des particuliers* ont atteint quelque 25 milliards de dollars. Dès lors, la Turquie *ne risque-t-elle pas de devenir* un marché intéressant pour l'écoulement des produits étrangers, au détriment de certaines industries naissantes ?

M. Koc, l'un des plus grands industriels turcs, vient d'ailleurs d'*émettre* des *doutes* quant à une libéralisation excessive du système. Bien que le programme soit jugé dans son ensemble cohérent, d'aucuns craignent que la Turquie ne devienne à la longue l'« *épicier de l'Occident* » et le « *boulanger du Moyen-Orient* » et qu'elle soit contrainte à abandonner sa politique ambitieuse d'industrialisation.

Alors que le chômage frappe 20 % de la population *active*, soit environ 3,5 millions de personnes, l'électorat turc — qui avait massivement placé ses espoirs en M. Ozal *lors du scrutin du 10 novembre*, — serait redoutable, malgré les accents populistes du premier ministre s'il s'avérait que le gouvernement est en *fait celui des riches et non celui des* classes moyennes. Enfin la libéralisation de l'économie ne suppose-t-elle pas également celle de la vie *politique* ?

ARTUN UNSAL.

(1) 1 livre turque = 0,03 franc.

Tanzanie : un bilan de faillite attribué à la mauvaise chance

MÊME pour deux simples œufs sur le plat, il arrive qu'un restaurateur ne soit pas en mesure d'honorer la commande d'un client. Les rayons des magasins sont désespérément vides, les caisses de l'Etat aussi. La Tanzanie de M. Julius Nyerere, le chantre d'un socialisme africain, authentique et purificateur, s'installe dans la pénurie et vit un « grand bond en arrière ».

A de rares exceptions près, tous les clignotants du tableau de bord de l'économie tanzanienne sont au rouge. Le produit intérieur brut a baissé, en 1982, de 3,2 %. La part du secteur agricole a diminué de 8,2 %. La production industrielle a chuté de 25,4 %. Le taux d'inflation tourne autour de 30 % par an. Au marché noir, le dollar s'échange contre le shilling à huit fois son cours officiel. La dette extérieure dépasse les 2 milliards de dollars. Quant aux réserves en devises, elles « s'élèveraient » à quelques millions de dollars, soit l'équivalent de quelques... heures d'importations. Au bout du compte, un bilan de faillite.

Pourtant enfants chéris du régime, les agriculteurs ont la vie dure. Faute de moyens de transport, les semences et les insecticides ne leur parviennent pas à temps et leurs récoltes, en raison de mauvaises conditions de stockage, souffrent des délais de ramassage. S'ajoutent à cela le manque de fuel, de pièces détachées — trois mille tracteurs sur dix mille sont en état de marche, — la bureaucratie envahissante et l'absence de prix de vente rémunérateurs, puisque les sociétés de commercialisation parapubliques facturent sans douceur leurs services.

A quoi sert, dans ces conditions, de travailler une terre sans espoir de profit ? Les paysans tanzaniens redécouvrent les vertus de l'économie de subsistance. Ceux qui, par bonheur, vivent le long des frontières, notamment le long de la frontière kényane récemment rouverte, tentent de faire du troc avec leurs voisins pour se procurer des produits de première nécessité, comme du savon. Résultat de ce désenchantement : la plupart des cultures d'exportations — café, coton, noix de cajou, sisal — sont en chute libre.

Disparition du crédit

A vrai dire, c'est le pays entier qui tourne au ralenti. Tous modes de transport confondus, le nombre des passagers a diminué de moitié entre 1973 et 1981. Sept ans après sa mise en service, plusieurs centaines d'experts chinois continuent de surveiller l'exploitation de la ligne de chemin de fer Tanzanie-Zambie, le « Tazaza », dont le trafic de marchandises n'a pas encore atteint le seuil de rentabilité. Détail plus prosaïque, sur les 212 bennes à ordures que possède la municipalité de Dar-es-Salaam, sept seulement sillonnent la capitale.

Faute de devises, la Tanzanie a consommé, en 1983, 570000 tonnes de pétrole, alors que ses besoins s'élèvent à environ 850000 tonnes. En rupture d'approvisionnement, la raffinerie a dû, trois fois en cours d'année, interrompre ses activités. Quant aux trois cimenteries, elles tournent au tiers de leur capacité. Le manque de kérosène domestique oblige la population à utiliser le charbon de bois.

Face à son insolvabilité, ses fournisseurs ont renoncé à signer avec la Tanzanie des contrats d'approvisionnement à long terme. Tout, maintenant, se négocie au coup par coup. Ainsi, a-t-on vu un tanker attendre huit jours en rade de Dar-es-Salaam, le règlement de sa cargaison avant de s'en délester. Dans une situation aussi critique, les autorités locales n'ont plus vraiment le choix de leurs partenaires commerciaux. D'où le scandale, mis à jour, en novembre, par l'*Observer*, à propos de transactions pétrolières avec la République Sud-Africaine. Au terme d'un démenti assez embarrassé, le gouvernement a conclu que « *même le pays le plus scrupuleux peut être dupe...* » Tous ces blocages, ces erreurs et ces insuffisances sont dénoncés par le gouvernement et la presse.

La faute, indique-t-on, incombe aux hommes qui ont mal assimilé les enseignements du président Nyerere ou qui les ont tournés à leur profit. Elle incombe aussi à un environnement international qui annihile les efforts des plus pauvres, notamment à la fameuse « dégradation des termes de l'échange », à laquelle les dirigeants tanzaniens se réfèrent constamment. « *Nous devrons nous serrer la ceinture pendant très longtemps* », affirmait récemment le ministre de l'économie. « *Mais, il n'y a aucune raison de paniquer, car beaucoup de pays à travers le monde affrontent des difficultés identiques.* »

Les négociations avec le F.M.I.

Le gouvernement n'est pas resté inactif devant un déclin qui paraît inexorable. Le « plan de survie économique » aussi bien que le « programme d'ajustement structurel » n'ont pourtant donné aucun résultat significatif. Mais, leur succès n'était-il pas lié à une aide substantielle des organisations internationales, notamment du Fonds monétaire international (F.M.I.), aux « diktats » duquel la Tanzanie refuse justement de se plier ?

Les négociations avec le F.M.I. traînent en longueur depuis 1980. Avant de débloquer ses fonds, celui-ci exige de la Tanzanie une remise en ordre économique en profondeur qui ne s'arrête pas à quelques mesures de circonstance. Dans la liste de ses « recommandations », figure notamment une dévaluation du shilling. Le taux de la monnaie tanzanienne devrait baisser, par rapport au dollar, de 12,20 à 25 ou 30. Le gouvernement refuse d'en passer par là, craignant les conséquences socio-politiques d'une mesure aussi brutale. Malgré tout, il n'est pas certain que le président Nyerere contraigne, comme il en a l'ambition, le F.M.I. à « changer sa manière de faire ».

Après le faux pas du troisième plan quinquennal qui mettait l'accent, en 1976, sur l'industrie, la priorité revient, aujourd'hui, à l'agriculture, qui rapporte au pays plus des trois quarts de ses devises. Assise sur les conclusions du « rapport Mbiliny », la nouvelle politique se veut plus pragmatique, moins contraignante que la précédente. Il y est notamment question d'une relance des coopératives des producteurs, supprimées en 1976 car elles faisaient de l'ombre aux instances locales du parti, de donner la terre — qui appartient au peuple — en gérance à ceux qui la cultivent, grâce à des baux de longue durée, d'obliger les fermes d'Etat à appliquer des méthodes de gestion commerciale.

Ces bonnes intentions seront-elles suivies d'effets ? Il est certain qu'au sein du parti unique, le Rassemblement de la révolution, de nombreux responsables renâclent devant une telle évolution qui, inspirée de l'étranger, peut leur sembler peu conforme aux canons du socialisme tanzanien. La nouvelle génération de dirigeants se montrera-t-elle plus perméable que l'ancienne à ces idées, moins suspicieuse à l'encontre de toute initiative privée ? Quoi qu'il en soit, l'Etat, omnipuissant et omniprésent, aura grand mal à se décharger de certaines de ses tâches. Si le gouvernement met à exécution son intention de « dégraisser » le secteur public, fort de plus de trois cents sociétés, que deviendront les milliers d'employés, placés là pour de pures raisons sociales ?

Le « pionnier endormi »

Dans un climat économique totalement dépressif, quels effets peuvent avoir des mesures spectaculaires qui ne changent rien au fond des choses ? Ainsi, dans le cadre de la « loi sur le redéploiement des ressources humaines », une vingtaine de milliers de faux citadins se seraient portés « volontaires » pour aller travailler aux champs, plutôt que de traîner leur oisiveté à Dar-es-Salaam. Combien ont effectivement pris le chemin de la campagne ? Peut-être quelques dizaines. Tout le monde ici raconte l'histoire du « train de Moshi ». Celui-ci quitte la capitale pour le nord du pays, bourré de « pionniers ». Arrivé à destination, il ne reste plus à bord qu'un seul voyageur. « *Comment se fait-il que vous soyez seul?* », lui demande-t-on. Et de répondre : « *Je me suis endormi...* ».

Le gouvernement a, en outre, lancé, en mars, une vaste campagne contre les « saboteurs économiques ». Plus de deux mille deux cents ont déjà été arrêtés, que ce soit, par exemple, des pompistes qui vendaient, sous le manteau, de l'essence à 2,5 fois son prix officiel, ou des hauts fonctionnaires, chargés du développement de Dodoma, la nouvelle capitale, qui avaient dilapidé des fonds publics à leur profit. Des coups d'épée dans l'eau, puisque rien n'est fait pour s'attaquer aux racines du marché noir et de la concussion, c'est-à-dire pour remettre en cause, de manière radicale, les orientations économiques du régime.

L'échec patent du socialisme tanzanien favorise le développement d'une économie parallèle et souterraine. Ne dit-on pas que l'Etat contrôle à peine 10 % de la production alimentaire ? Le système des relations parentales reprend de la vigueur et permet de mieux répartir la pénurie. Le troc est à l'honneur. « *La force de ce pays pauvre, c'est que la plupart des gens vivent en dehors des circuits monétaires et que, pour eux, l'inflation et la dévaluation restent des notions abstraites* », souligne un économiste.

Dans ces conditions, même s'ils sont plus durement ressentis par la population urbaine — le salaire minimum (600 shillings par mois, soit environ 400 francs) n'a pas été augmenté depuis juillet 1981, — les déboires économiques, que l'homme de la rue est tenté d'attribuer à la « mauvaise chance » (*Bahati Mbaya*), ne devraient pas, cependant, sérieusement compromettre la stabilité du régime. A cet égard, personne, à Dar-es-Salaam, n'a pris au tragique, la découverte, en janvier 1983, d'un complot qui visait notamment à assassiner le président Nyerere, complot dans lequel, auraient « trempé » une trentaine de personnes dont une vingtaine de militaires.

Le socialisme tanzanien a perdu, aujourd'hui, une large part de son pouvoir de séduction. Les divers bailleurs de fonds commencent à se lasser de venir en aide à un pays pratiquement en rupture de paiements, qui vit de plus en plus de dons. Il se trouve encore des Etats, comme la Suède, qui, par convenance politique et idéologique, s'efforcent, bon an mal an, de lui maintenir la tête hors de l'eau. Malheureusement, la charité n'a jamais permis le développement d'une nation.

JACQUES DE BARRIN.

Les pays débiteurs sous la surveillance d'un Fonds monétaire en quête de prêteurs

(Suite de la page 13.)

III. — Le Fonds monétaire et les banques.

Le Fonds monétaire s'accommoda longtemps de l'orgie de crédits sous prétexte qu'il fallait recycler les excédents pétroliers. C'est seulement à partir de 1982 (quand il était beaucoup trop tard) qu'il a commencé à s'aviser (sans réviser pour autant ses schémas d'analyse) que l'origine des emprunts (+ 40 % en une seule année, 1981, pour le seul Mexique) n'était pas tant l'augmentation de la trop souvent invoquée facture pétrolière — en l'occurrence inexistante pour un pays comme le Mexique, lui-même gros exportateur de pétrole même s'il n'adhère pas à l'O.P.E.P. — qu'une formidable et en grande partie improductive augmentation des dépenses.

Deux fictions

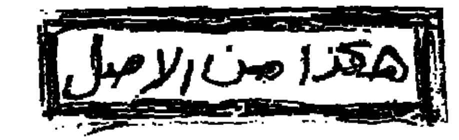
Pour réparer les dégâts, le scénario imaginé était le suivant : un F.M.I. pourvu de ressources supplémentaires très substantielles serait en mesure d'augmenter ses interventions et par conséquent d'imposer la potion amère de programmes d'ajustement ; dans un deuxième stade, les banques commerciales recommenceraient leurs opérations sur des bases assainies. Malheureusement, les choses se passent dans la réalité d'une façon si différente qu'on a vu l'ordre annoncé des facteurs se renverser. Le Fonds n'intervient plus pour donner le temps au marché de reprendre progressivement confiance. Il sait sans le dire que la situation est beaucoup trop détériorée pour cela, ou que, pour y parvenir, il faudrait procéder à des réformes autrement plus importantes, allant jusqu'à la restauration d'un ordre monétaire international digne de ce nom. Le Fonds menace les banques de retirer son soutien si elles ne commencent pas par lui promettre un *accroissement* (et pas seulement le maintien) du volume total de prêts qu'elles accordaient aux pays débiteurs qu'il s'agit d'« aider ».

Il faut bien voir que les très grandes banques, notamment américaines, ne se laissent forcer la main qu'en apparence. Leur unique préoccupation est d'empêcher coûte que coûte que plusieurs (ou même un seul) pays surendettés puissent être, par un quelconque créancier trop pressé de faire saisir son gage, traduits devant un tribunal prononçant le défaut de paiement. Une telle décision de justice ferait vite tache d'huile et obligerait les banques de passer par profits et pertes des créances irrécouvrables, qui continuent pourtant à figurer à leurs actifs respectifs. Pour empêcher des déclarations de faillite qui se traduiraient pour elles par de terribles amputations sur leurs profits, les grandes banques sont disposées à risquer encore plus d'argent et à se prêter à toutes sortes de manœuvres dont le seul objet est de prolonger la fiction de la solvabilité d'ensemble du système. D'où les plans de sauvetage qui consistent à prêter aux débiteurs pour qu'ils puissent au moins payer les intérêts des dettes échues, tandis que le principal est rééchelonné.

Tel est notamment l'objet de l'« accord » conclu à la hâte, fin septembre dans le bureau de M. de Larosière, entre les créanciers du Brésil et visant à offrir à ce pays 11 milliards de crédits supplémentaires, dont 6,5 milliards de crédits bancaires nouveaux non garantis par les gouvernements (plus 2,5 milliards de crédits garantis et des délais de paiement pour 2 milliards de crédits à moyen terme échus). Cependant, l'accord en question et tous ceux qui lui ressemblent reposent sur une autre fiction plus scabreuse encore que la précédente. N'assistaient à la rencontre dans le bureau de M. de Larosière que les représentants des plus grands établissements, censés parler au nom de l'ensemble des banques créancières, lesquelles sont plus de huit cents de par le monde. Telle est officiellement la fonction dévolue à l'*advisory committee* composé d'une quinzaine de dirigeants de la Chase, de la Citibank et de plusieurs grandes banques d'Europe et du Japon. Or il est de notoriété publique que beaucoup de petites et moyennes banques ne sont plus d'accord pour continuer le jeu. Elles y sont plus ou moins contraintes et forcées par la pression exercée sur elles avec des arguments juridiques plus que contestables par les grands états-majors bancaires de New-York et d'ailleurs, soutenus par le prestige encore immense du Fonds monétaire. Ainsi la peur d'une débâcle financière aux dimensions de la planète inspire-t-elle aux plus vénérables institutions une politique d'enrôlement et d'encadrement du marché peu compatible avec la liberté contractuelle.

C'est un fait qu'à la date du 6 janvier la totalité des 6,5 milliards de dollars « promise » pour le Brésil par les membres de l'*advisory committee* à M. de Larosière n'étaient toujours pas réunis. Manquaient à l'appel 200 à 300 millions de dollars du fait, aux dernières nouvelles, des réticences exprimées par quelques banques espagnoles rendues prudentes depuis que dix-neuf d'entre elles sont allées au tapis. Deux cents millions de dollars, c'est peu de chose, dira-t-on. Ce serait compter pour rien les efforts qu'il a fallu déployer pour arracher la contribution de dizaines de banques américaines, anglaises, japonaises, etc. La solidarité est un beau mot, qui est détourné de son sens d'origine quand elle cesse d'être spontanée et quand elle a pour mobile le souci non seulement de sauver de la banqueroute pure et simple les débiteurs — et quelques-uns de leurs créanciers, — mais aussi, et peut-être surtout, de masquer la faillite intellectuelle de toute une génération de gestionnaires oublieux des quelques principes établis de leur métier.

PAUL FABRA.



UN AN APRÈS L'INSTALLATION DES CHAMBRES RÉGIONALES DES COMPTES

Les budgets locaux font déjà l'objet d'un contrôle plus rigoureux

CRÉÉES par la loi fondamentale sur la décentralisation du 2 mars 1982, officiellement et solennellement installées par le président de la République le 2 février 1983, les vingt-quatre chambres régionales des comptes – et leurs présidents – sont en fonction en métropole et outre-mer depuis un an. La grande séance de rentrée de celle d'Ile-de-France, la plus importante, située à Marne-la-Vallée, aura lieu le 12 janvier.

Juridiction financière de première instance dans les régions antennes de la Cour des comptes, censeurs rigoureux de la bonne gestion des fonds publics dans les communes, départements, régions et établissements publics (H.L.M., hôpitaux, syndicats de communes), ces institutions toutes neuves doivent être à la fois les conseillers financiers et budgétaires des collectivités locales et le bras séculier des préfets, commissaires de la République, chargés de faire respecter la loi. L'idée est que la décentralisation des pouvoirs au profit des élus ne doit se traduire ni par une anarchie dans la gestion ni par un mépris des textes législatifs et réglementaires.

Après un an de tâtonnements, toutes les juridictions sont aujourd'hui en place. Elles disposent désormais de locaux convenables, bien que trop exigus encore, en Franche-Comté, en Basse-Normandie, dans le Nord-Pas-de-Calais, la Lorraine ou les Pays-de-la-Loire. Tous les emplois de conseillers sont pourvus, sauf un à cause d'un décès, et la sélection des commissaires du gouvernement est en cours. On attend la création de dix postes de conseillers pourvus par des élèves de l'ENA de la promotion 1984, mais ce nombre apparaît notoirement insuffisant.

Quant aux autres emplois – non compris les magistrats, – sur 344 postes, 180 avaient été pourvus (chiffre arrêté au 15 décembre dernier). Selon un rapport interne à l'administration, *« un gros effort de création d'emplois devra être consenti au budget 1985 et des procédures originales de recrutement mises au point, surtout pour les assistants de vérification et pour les personnels de catégories C et D »* (la catégorie de fonctionnaires du bas de l'échelle). Toutefois, les crédits du budget 1984 et du collectif 1983 sont jugés satisfaisants bien qu'ils ne prévoient rien pour les équipements informatiques (logiciels ou matériels).

Les attributions des chambres régionales des comptes, composées, comme la Cour, de magistrats, qui se veulent rigoureux et impartiaux, sont de deux ordres :

– Contrôle *a priori* des décisions budgétaires des collectivités locales ;

– Jugement des comptes de ces collectivités et contrôle de leur gestion. Cette activité juridictionnelle sera très importante (elle concernera les comptes définitifs de 1983 et des années suivantes), puisque les chambres hériteront des 400 comptabilités jugées jusqu'à présent par la Cour et des 83 000 comptabilités jusqu'à maintenant apurées par les trésoriers-payeurs généraux et receveurs particuliers des finances.

Selon des statistiques établies pour le premier semestre 1983, les chambres ont déjà eu à connaître 1 011 saisines, dont 672 étaient relatives à un défaut d'adoption du budget communal (ou de budgets intercommunaux) avant la date légale.

F. GR.

A MARNE-LA-VALLÉE

Dix magistrats pour conseiller les élus

VRAIMENT rien à voir avec l'austère façade de la vénérable maison mère de la rue Cambon. La chambre régionale des comptes d'Ile-de-France – décentralisation oblige, – qui est un peu, avec les vingt-trois autres institutions similaires réparties dans les régions de métropole et d'outre-mer, une « filiale » de la Cour des comptes, a élu domicile dans une « campagne urbaine » à Marne-la-Vallée, la ville nouvelle de l'Est parisien. Immeuble moderne de deux étages, construit par un promoteur privé. Façades de céramique blanche. Verrières bombées, bureaux vastes et fonctionnels qui se meublent peu à peu. Courette intérieure. C'est clair, studieux, calme, sobre, sans austérité.

Là-bas, à gauche, l'école du Trésor, décentralisée elle aussi, et *« nous pouvons bénéficier de sa cantine, c'est commode »*. En face du bureau du président de la chambre, M. Pierre Grandjeat, des grues déploient leurs bras. Un chantier ici, un bois plus loin, une route en construction, des pavillons au-delà. La station du R.E.R. est à 150 mètres. *« Vous verrez, c'est fléché. »* Double avantage : *« Châtelet est à 25 minutes et, dans nos bureaux, on n'entend pas le bruit des rames. »*

M. Grandjeat, qui décrit ainsi son institution, lunettes cerclées, cinquante-trois ans pour l'état civil, mais pas la cinquantaine assurément par l'allure, a *« bien sûr le sentiment d'essuyer les plâtres. Mais je suis ravi. Pensez ! J'ai trente années de fonction publique et, pour la première fois, je crée, j'entreprends. Et même j'invente, j'interprète, car, en dépit des nombreux et précis textes récents sur la décentralisation, il y a toujours des aspects qui n'ont pas été prévus par les juristes et le législateur. »* Il dit « je » non pas par vanité – ce n'est vraiment pas le style de ce président-là, – mais parce que, nommé en janvier 1983 pour cinq ans (inamovible, comme tous les magistrats de la Cour), il a été quasiment tout seul jusqu'à juillet pour mettre sur pied la chambre et rendre les premiers avis. Aujourd'hui, seize collaborateurs, dont dix magistrats, l'entourent. Progressivement, on devrait atteindre le chiffre de cent quatre-vingt-neuf personnes. *« Mais je ne me fais pas d'illusions. Je ne crois pas que j'obtiendrai tous ces postes. »*

Locataire pour trois ou quatre ans – M. Grandjeat a vu grand, – la Chambre fera construire son propre immeuble à 200 mètres de là sur un terrain déjà réservé auprès de l'établissement public d'aménagement. Il faut maintenant confirmer l'option et se hâter. Affaire de crédits budgétaires. Dans cet immeuble, les sous-sols et les fondations auront encore plus d'importance que l'aménagement des bureaux. Car les volumes et le poids des liasses d'archives et de dossiers financiers – rien ne doit, en principe, être jeté, comme l'histoire du désormais célèbre rapport sur les « avions renifleurs » vient de le rappeler ! – exigent une résistance considérable des matériaux : de 800 à 1 000 kg par mètre carré.

Jusqu'à 1983, deux chambres de la Cour des comptes sur sept, rue Cambon, traitaient les dossiers des communes, des départements, des régions. Avec la décentralisation, ce secteur va donc être suivi de plus près sur le terrain, et les contacts seront probablement plus étroits entre les magistrats financiers, les élus et les préfets commissaires de la République. Bien sûr, la Cour des comptes elle-même subira quelque *diminutio capitis* au profit de ses antennes provinciales – et les trésoriers payeurs généraux aussi perdront une partie de leurs prérogatives, – mais la Cour restera une juridiction d'appel. L'interlocuteur officiel et hiérarchique des présidents de chambre régionale est d'ailleurs le premier président de la Cour des comptes, M. André Chandernagor, qui en connaît long sur les collectivités locales.

Les quatre tables de la loi, les fondements de ces nouvelles institutions et de ces nouveaux « professionnels détecteurs » des mauvais gestionnaires des deniers publics, ce sont les textes législatifs du 2 mars et du 10 juillet 1982, ainsi que les décrets du 22 mars et du 4 mai 1983. Le champ d'investigation des juges est double : contrôle juridictionnel et de gestion, d'une part, contrôle budgétaire, d'autre part.

Pour le premier volet, le travail effectif des magistrats ne commencera que dans deux ans, car les premiers comptes à examiner sont ceux de 1983..., qui ne seront connus et arrêtés définitivement que fin 1984. Les premiers jugements ne pourront donc intervenir sur ces dépenses et recettes, au mieux, qu'en 1985. *« Notre tâche consiste à apprécier la régularité des opérations financières des communes, des départements, des régions et des établissements publics commes les offices d'H.L.M. »*, précise M. Grandjeat.

Pour l'heure, et c'est le second volet de leur mission, les chambres régionales des comptes exercent le contrôle budgétaire. C'est-à-dire que la chambre est saisie par le préfet commissaire de la République dans quatre cas : un budget voté en retard, voté en déséquilibre, un compte administratif en déficit, des dépenses dites obligatoires (par exemple les subventions aux écoles privées) non inscrites au budget (1). *« Le gros de mes occupations jusqu'à maintenant, ce sont les budgets présentés en déséquilibre. »* Or la loi du 2 mars 1982 oblige les communes, les départements, les régions, à voter des budgets dans lesquels les dépenses sont équilibrées par des recettes, y compris des recettes d'emprunt. *« J'ai le devoir, donc, de faire des propositions – d'une certaine manière, elles sont subjectives, bien sûr – pour diminuer ici les dépenses et là relever les recettes estimées. Nous avons en fait des pouvoirs énormes parce que nous, les juges, nous nous substituons au pouvoir politique. Et souvent, c'est mal ressenti par les élus. Dire à un maire :* « Vos tarifs de cantine scolaire sont trop faibles » *ou bien :* « Sur votre stade, vous pourriez peut-être réduire les dimensions de la tribune », *c'est un jugement d'opportunité de notre part. »*

Parfois même, il faut revenir à la charge, lorsqu'un maire, après et malgré une première mise en demeure, récidive en faisant voter son budget en déséquilibre, ou lorsqu'un département refuse, par exemple, de payer sa quote-part au déficit des transports en commun d'Ile-de-France (par exemple le Val-d'Oise).

Quant à la Ville et au département de Paris, M. Chirac, qui est conseiller référendaire à la Cour des comptes, a veillé personnellement à ce que tous ses budgets soient votés avant le 15 avril 1983, date légale. Jusqu'à plus ample informé, gestion irréprochable...

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Les chambres régionales des comptes peuvent être saisies, outre le commissaire de la République (mais dans certains cas seulement) soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant un intérêt (par exemple un parent d'élève d'une école privée).

A OTHIS (SEINE-ET-MARNE)

Trop d'habitants, trop peu d'impôts

DANS la catégorie des villages-champignons de la région Ile-de-France, Othis détient certainement la palme de la plus forte expansion. En quatre ans, cette petite commune du nord de la Seine-et-Marne est passée de 200 à 5 000 habitants. Un record qui coûte cher. *« Il faut tout faire en même temps,* dit le maire, M. Alain Romandel (P.S.). *Construire des écoles, des voies publiques, installer l'éclairage. Or, comme nous ne disposons pratiquement pas d'entreprises pour payer la taxe professionnelle, notre seul recours est l'imposition locale. »* Comme elle ne veut pas faire supporter aux habitants la plus grande part des dépenses d'investissement, la municipalité vote un budget en déséquilibre. Systématiquement depuis 1977. Et, tout aussi systématiquement, la commission spéciale réunie par le préfet émet un avis qui n'est pas suivi par le conseil municipal d'Othis. Il ne reste plus alors au préfet qu'à arrêter lui-même le budget en accordant une subvention exceptionnelle...

En prenant une position de principe, l'équipe municipale vent attirer l'attention des pouvoirs publics sur sa situation, exceptionnelle elle aussi. Avec une ZAC (1) décidée par M. Albin Chalandon lorsqu'il était ministre de l'équipement, le village devait permettre de loger les personnels de l'aéroport de Roissy-Charles-de Gaulle. *« Nous sommes une ville nouvelle, sans en avoir le statut »*, précise le maire.

Depuis les lois de décentralisation, c'est la chambre régionale des comptes qui contrôle le budget d'Othis. Pour cette première année, le maire constate certaines différences, du moins au niveau des contacts. *« Avec la chambre régionale des comptes, les rapports sont plus sereins. »* Par contre, les délais ne se sont pas réduits pour autant. Il faut toujours neuf à dix mois d'attente entre le vote du budget et la mise en application de la mesure exécutoire. D'où des difficultés de trésorerie.

En 1983, pour un budget global de 10 millions de francs environ, Othis a reçu une subvention d'équilibre de 600.000 F. *« On nous donne un cachet d'aspirine pour nous soigner, mais on ne nous guérit pas »*, conclut M. Romandel.

CHRISTIAN-LUC PARISON.

(1) Zone d'aménagement concerté.

NOTES DE LECTURE

par Alfred SAUVY

● BRUCE NUSSBAUM. – L'Après-pétrole. La nouvelle géographie du monde.

Imaginez une riche accumulation de matières premières et de ressources naturelles, livrée à une usine débordée par tant de richesses et incapable de les transformer en produits utiles et sûrs. Nous nous trouvons ici devant une masse d'informations puisées, le plus souvent, à bonne source, mais présentées dans un large désordre, dirigé toutefois en fonction d'une défense systématique des thèses américaines, allant du gazoduc à l'UNESCO, en passant par le droit de la mer.

C'est un métier bien délicat que celui du reportage économique, et, à en juger sur ce cas, on peut penser que, au milieu de tant d'infériorités, la France tient bien sa place dans le lot international.

Exaltation, si poussée qu'elle en devient puérile, de l'*informatique et* des robots, *conçue* en vue du spectacle plus que des résultats ; l'ensemble de l'économie est singulièrement laissé de côté, alors que les tâches nécessaires, non touchées par le miracle technique, prennent en valeur relative une place plus importante. En avançant pas à pas, *nous tombons, par exemple,* sur *un « plus besoin de cuivre »* qui ne doit pas être pris trop littéralement.

Si la France est attaquée pour son protectionnisme, non sans quelque raison peut-être, mais de façon bien sévère, l'Allemagne, elle, subit une longue accusation de déclin, sans toutefois la moindre allusion à l'effondrement de la *natalité*.

Faut-il encore signaler que la *population* de la Chine n'est *pas en* croissance rapide, comme il est dit, que la désintégration de l'Union soviétique est plus un souhait qu'une réalité et que parler de la biologie, sans mention du facteur H.L.A., c'est un repas sans fromage ?

Traduction trop littérale, entachée des confusions habituelles, notamment entre technique et technologie ou entre augmentation et *développement*.

★ *Acropole. Paris 1983. 24 cm. 417 p., 95 F.*

● ANDRÉ GAURON. – Histoire économique et sociale de la Vᵉ République. Tome I, Le temps des modernistes.

Elle trouve déjà *ses historiens,* cette jeune République, à peine ses vingt-cinq ans révolus. Mais peut-être s'agit-il moins d'un récit, d'un déroulement, que d'une suite de tableaux, de sujets de réflexion d'un « C.F.D.T. » *se penchant* sur son récent passé.

Dans « Le déclin des classes possédantes », masse puissante mais peu homogène, une première surprise agréable : une vue compétente sur la population et *sur* la *montée* des jeunes avec la reconnaissance du fort accroissement, parfois contesté, du pouvoir d'achat des salariés depuis la guerre, progrès suivis d'une évolution des dépenses ouvrières. Le recul des *allocations familiales* est, comme cela arrive bien rarement, dénoncé avec à-propos, mais le rôle de l'apparition des techniques antinatales efficaces est curieusement contesté.

Après avoir attendu, non sans curiosité, la façon dont sera abordé le « *tournant* » de mai 1968, nous sommes quelque peu surpris par le récit des événements assez différent de celui qui a été décrit dans le si remarquable *En mai, fais ce qu'il te plaît*, de Maurice Grimaud (publié chez Stock en 1977). *Mais c'est surtout* l'accueil trouvé auprès de la C.F.D.T. qui importe ici, ainsi que la défaite des « modernistes » (l'auteur a le tact d'éviter le mot « technocrates »), selon lesquels le progrès économique entraînerait une évolution favorable des rapports sociaux. Toutes ces vues prêtent certes à débat, mais, par leur fond, échappent aux critiques faciles.

Viennent un peu plus loin des réfexions pertinentes sur l'intensité capitalistique, *a priori* défavorable aux salariés, dans le partage de la valeur ajoutée. Suit une analyse fine, inspirée de C. Sautter et de R. Courbis, où manque, cependant comme toujours, la notion élémentaire de besoins.

Et nous voilà lancés dans une haute leçon de sociologie professionnelle, avec la recette pour devenir *P.-D.G.* et, *plus généralement*, celle de la haute ascension sociale. Ces mouvements sont cependant rendus plus complexes par la croissance de la dépendance internationale.

Nous en restons à 1974, dans l'attente d'un second acte, plus mouvementé.

Bibliographie des seuls noms cités.

Cet ouvrage, qui s'éloigne de la complaisance, *marque* une date par la prédominance du souci scientifique, lequel, loin de s'opposer comme on le croit parfois à l'esprit revendicatif, permet de l'éclairer.

Un pas important a donc été franchi que *l'auteur a la modestie de ne pas souligner.*

★ *La Découverte, Maspero, collection « Economie critique », Paris 1983, 24 cm, 216 p., 98 F.*

● JACQUES GIRI. – Le Sahel demain : catastrophe ou renaissance ?

Le nom Sahel évoque aussitôt à nos esprits le mot « sécheresse ». Il y a bien plus, nous montre le consultant spécialisé, très au *fait de la région.* C'est *en arabe* « le rivage du désert » ; nous dirons plutôt le bord, la frange, et nous pouvons même distinguer une succession de bandes étroites dans cette région, illustrée aujourd'hui par le Paris-Dakar et partagée entre sept États. La pluviosité du Sahara a varié à travers le temps. Les faits sont encore très imparfaitement connus.

Le Sahel est-il, selon l'expression célèbre de René Dumont, mal parti ? L'auteur voudrait bien pouvoir répondre négativement, mais se trouve vite pris dans le drame. Ni les techniques économiques ni les techniques antinatales, à peine évoquées du reste, n'ont pu suivre la marche rapide des techniques antimortelles, de sorte que, malgré la très faible densité médicale, la disproportion est croissante entre les hommes et les ressources. C'est péniblement que l'aide alimentaire arrive à maintenir la ration moyenne de 2000 calories par jour, celle des Français à la Révolution.

Surpâturages, dégradation des sols, *déboisement*, nous ne pouvons suivre cette voie sombre sans penser aux moyens de salut. Ils arrivent, ils se pressent même, non sans quelques confusions et redites. Et c'est l'inévitable critique de l'aide alimentaire et le conseil, non moins classique, de « leur apprendre à pêcher », dérivé d'un proverbe chinois. Malencontreusement, les techniques sont dominées, contrariées, par la politique ; les deux tiers du budget des États ne sont-ils pas consacrés au paiement des fonctionnaires ? Quant à l'aide extérieure, elle se perd facilement... dans les sables ou, plutôt, avant *d'y arriver.*

Dès lors, c'est la marche inéluctable à la dépendance : le F.M.I., la Banque mondiale et la Communauté européenne ne diffèrent guère que par leur façon d'imposer *leurs* conditions. Seulement, nous *tous,* vous et moi, ne pouvons nous détacher de cette question sans courir le risque de voir nos enfants et nos petits-enfants subir une charge de plus en plus lourde.

Bibliographie.

★ *Karthala, Paris 1983, 22 cm, 329 p., 75 F.*

● FRÉDÉRIC JEANNIN. – La Mort du luxe.

Loin des pittoresques querelles, morales ou *économiques, qui ont empli le dix-huitième* siècle, nous ne l'employons plus guère, ce terme de « luxe », qui peut signifier aussi bien douce satisfaction qu'insolence ; la notion subsiste, mais a besoin d'être précisée, ce qui se fait dans le cours de l'ouvrage par une sorte de vagabondage, une succession d'allées et venues dans le temps et l'espace.

Justice est faite, dès le début, du mythe du bon vieux *temps* : quelques chiffres de consommation et de longévité rappellent la dureté de la condition de nos *pères*. Dépourvus de limite précise, nous, Européens, sommes passés d'une vie besogneuse à la surnutrition et à divers gaspillages. Est traitée avec verve, toutefois, l'inaccessible *définition,* la *question des « faux besoins »* et des hypertélies.

De nombreux signes inquiétants nous autorisent-ils à donner à notre évolution le terme de « décadence », à l'image de Rome ? Bien que conscient de l'effondrement de la *natalité*, *l'auteur* ne le pense pas ; il s'agit bien, selon lui, d'une « crise », donc d'un état qui peut être surmonté.

Le sociologue est ici bien plus en ligne que l'économiste, et nous devons regretter de ne pas trouver de jugement sur les rapports – il est vrai peu étudiés même par les spécialistes – *entre* l'inégalité des conditions et l'emploi.

La surconsommation n'est pas contestée ; jointe aux progrès de l'absentéisme, elle donne à conclure à l'auteur que nous devrions dépasser la période matérialiste, *souhait qui rejoint, en somme,* les thèmes de mai 1968, *si peu suivis d'effets.* Vainement *attendue, cependant,* l'idée de laisser à chacun le soin de choisir la durée de son travail et, avec elle, sa consommation.

Courte bibliographie.

★ *Nouvelles Éditions latines. Paris 1983. 22,5 cm, 151 pages.*

● AHMED ABDESSELEM. – Ibn Khaldun et ses lecteurs. Préface d'André Miquel, professeur au Collège de France.

Une série de *conférences ont été données* au Collège de France par le professeur tunisien sur cet homme extraordinaire, né à Tunis, qui a illuminé le quatorzième siècle par son *Histoire universelle*. Celle-ci et sa puissante introduction « *Maqaddema* », embrassent tout le domaine sociopolitique et, en particulier, la vie et la mort des civilisations et des empires. Selon une croyance persistante chez les Occidentaux, ce *maître* n'aurait *guère été* étudié pendant longtemps que par des Européens. Nombreux ont été, au contraire, les travaux d'écrivains arabes ; certains sont présentés ici.

L'avant-propos est suivi des quatre « leçons », dont la première est un petit traité de science politique et économique au *quinzième* siècle, les *Bada'I'As Silk*, d'Ibn Al-Azraq, fortement inspirés de la Maqaddema. Viennent ensuite « Les lectures orientalistes du dix-neuvième et du début du vingtième siècle », et « *Les lectures des* auteurs arabes du dix-neuvième et du début du vingtième siècle ». En brisant une barrière, la conquête de l'Algérie avait suscité un regain d'études en Europe et, par contrecoup, dans le monde arabe. Plus digne encore d'intérêt pensons-nous, *la* quatrième leçon : « Lectures de la deuxième moitié du vingtième siècle », où est notamment décrit ce que l'on pourrait appeler l'écho marxiste. Yves Lacoste, en particulier, dans son *Ibn Khaldun, naissance de l'histoire, passé du tiers-monde*, accorde attention à la dialectique matérialiste d'Ibn Khaldun, fondateur, selon lui, de la science historique.

Est également évoquée l'hypothèse d'une influence sur Auguste Comte de ce grand penseur, profondément croyant et rationaliste.

★ *Presses universitaires de France, Paris 1983, 24 cm, 128 p., 76 F.*

NETTE DIMINUTION DU NOMBRE DES JOURNEES DE GREVE DE JUILLET 1982 A JUIN 1983

La baisse de la combativité sociale domine encore malgré les durs affrontements de chez Talbot

LA totalisation des conflits sociaux par année *légale* que publie le *ministère* du travail fait apparaître une progression des journées de grève entre 1981 et 1982 : respectivement 1 495 600 et 2 250 000. Mais ce mode de calcul ne permet guère d'analyser les répercussions de l'arrivée de la gauche au pouvoir sur la *situation* sociale. *Les chiffres de l'année 1981 intègrent*, en effet, les six premiers mois de l'année, marqués par l'attente des échéances électorales, où le nombre de conflits sociaux était particulièrement faible. De ce fait, il n'est pas étonnant que les journées de grève recensées en 1982 apparaissent *plus nombreuses*. Mais, si l'on part de mai et de juin 1981, c'est une autre courbe des conflits sociaux qui se dessine.

L'analyse des douze premiers mois de gouvernement de la gauche mettait en évidence un redémarrage des conflits sociaux (*le Monde* du 28 septembre 1982). *La progression que l'on observait alors restait,* certes, modeste : le nombre de journées de grève – supérieur à l'immédiat avant-mai 1981 et à l'année 1980, souvent caractérisée comme l'année de la « grève de la grève », – ne dépassait pas le niveau moyen des *conflits observé* entre 1977 et 1980. C'était cependant bel et bien une courbe ascendante qui se dessinait à ce moment-là. L'examen des conflits sociaux pendant la deuxième année du septennat renverse par contre l'allure de la courbe.

En nombre de *conflits* locaux, la diminution que l'on constate est légère : 3 948 pour la période 1981-1982, 3 756 pour la période 1982-1983. Mais, si l'on regarde le nombre de journées perdues pour fait de grève, la chute est beaucoup plus *sensible* : 2 359 900 *journées* de grève de juillet 1981 à juin 1982, 1 596 400 de juillet 1982 à juin 1983 (1).

Cette chute ne peut, cette fois-ci, s'expliquer par le faible nombre de « conflits généralisés » : journées d'action *nationales*, grèves *plurisectorielles*, grèves affectant une branche ou un secteur d'activité dans son ensemble, qui toutes supposent l'intervention, à un niveau ou à un autre, de l'appareil syndical. Car, si les conflits généralisés sont restés peu nombreux, le pourcentage de journées de grève qu'*ils représentent* dans *l'ensemble* des *conflits a quintuplé de 1981-1982 à 1982-1983*, la grève de l'EDF du 30 mai 1983 représentant à elle seule plus de la moitié de ces journées perdues. Le phénomène le plus significatif est, en réalité, la chute des « conflits localisés », où la « *poussée de la base* » *se fait pourtant plus facilement sentir* : 2 302 000 conflits locaux enregistrés pour la période 1981-1982, 1 403 000 pour la période 1982-1983.

Une diminution de la taille des entreprises touchées

La chute du nombre de journées de grève ne s'explique pas non plus par une diminution du taux de participation aux *conflits. Au contraire,* ce *taux* augmente *légèrement* : il était de 29,7 % pour 1981-1982, il est de 30,4 % en 1982-1983. Le phénomène est d'ailleurs explicable : plus on hésite à s'engager dans la grève, plus on a tendance à s'assurer auparavant qu'un certain nombre de *conditions sont remplies*, au *premier* rang desquelles l'accord d'une fraction significative des travailleurs. L'appréciation doit cependant être ici nuancée. L'examen des chiffres mois par mois montre, en effet, que le taux de participation a suivi une *courbe descendante* : s'il *était* de 33,5 % pour les six derniers mois de l'année 1982, il n'est plus que de 28,6 % pour le premier semestre de 1983.

Qu'en est-il alors de la durée des conflits ? Mesurant à la fois l'obstination *patronale et la détermination qui existe* chez les travailleurs, la durée des conflits est généralement considérée comme un bon indice de la combativité ouvrière. Or elle diminue : de 4,43 jours entre juillet 1981 et juin 1982, elle passe à 3,02 jours pour les douze mois suivants. *Cette diminution de la durée des conflits explique sans doute,* en partie, la baisse du nombre de journées de grève. Elle entre, d'autre part, en concordance avec d'autres éléments d'évaluation de la détermination ouvrière : le nombre des conflits avec occupation a également diminué (*426 en 1981-1982, 319 en 1982-1983*).

Mais la *diminution* des jours de grève *s'explique* aussi par le fait que ce sont, pour l'essentiel, de plus petites entreprises qui ont été touchées. En 1981-1982, l'effectif moyen des entreprises touchées par des grèves était de 448 salariés. Il n'est plus que de 405 en 1982-1983. Non seulement les « bastions » n'ont guère bougé, *mais l'évolution des six* premiers mois de 1983 montre que la part prise dans les conflits par les entreprises de plus de 500 salariés est allée en diminuant : janvier : 60,47 % ; février : 56,54 % ; mars : 45,58 % ; avril : 42 % ; mai : 32,65 % ; juin : 37,22 %.

Les *motifs des conflits,* dont on sait qu'il faut accueillir avec prudence le recensement qui en est fait, ont également un peu évolué. Les conflits sur les salaires restent largement en tête, mais leur proportion diminue : 55,2 %, alors qu'elle était *de 71,4 % pour 1981-1982*, période pendant laquelle, il est *vrai*, le *ministère* du travail avait classé dans la rubrique « salaires » l'ensemble des conflits portant sur la réduction du temps de travail et sur la non-compensation salariale. En revanche, le *pourcentage* des *conflits* portant sur l'emploi *augmente* – 23,9 %, contre 13,6 % en 1981-1982, – tandis que les conflits à propos des questions de droit ou sur les conditions de travail restent relativement *stables. Ils représentent* respectivement 14,4 % et 6,5 % en 1982-1983, contre 10,4 % et 4,6 % en 1981-1982.

Enfin, l'examen de la combativité par branche amène également quelques réévaluations en ce qui concerne la période considérée. Par exemple, si les conflits dans l'automobile représentent encore, de juillet 1982 *à juin 1983, un fort contingent* de journées de grève, celles-ci ont cependant diminué de moitié par rapport à 1981-1982. Depuis lors, la situation a de nouveau évolué en sens inverse, comme en témoigne actuellement la grève chez Talbot. Et c'est, pour *l'essentiel*, dans des secteurs concentrant une main-*d'œuvre plus réduite* – *par exemple* les fibres synthétiques ou le bois et l'ameublement – que la combativité est apparue en expansion : ce sont également des secteurs où le poids de l'encadrement syndical est plus faible.

Comme en 1936 ?

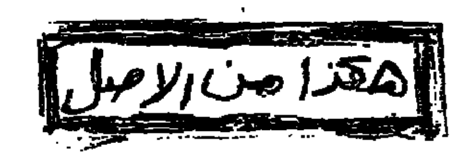
Le constat fait sur ces douze mois ne permet pas, pour autant, de formuler un pronostic quant à l'avenir. Le *potentiel de combativité* dans la classe ouvrière a, certes, bien du mal à s'exprimer, et, surtout, ne trouve guère de relais auprès des confédérations syndicales. Il n'est pas pour autant détruit, comme l'ont montré un certain nombre de conflits qui ont rythmé la rentrée sociale de cet *automne* : *de la grève des centres de* tri à celle de Talbot, en passant par les papeteries de La Chapelle-Darblay. De ce point de vue, la situation reste très instable et des tournants brusques pourraient modifier radicalement les courbes de la statistique des grèves.

Mais l'analyse de ces douze mois permet, par contre, de revenir sur une hypothèse souvent formulée après le *10 mai 1981* : la lente *remontée* des conflits annonçait-elle une « radicalisation » ouvrière, un développement massif des luttes sociales, comme cela avait déjà été le cas dans le passé, après l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche ? L'examen des conflits sociaux pendant la deuxième année *du septennat* permet de répondre par la *négative*. *Le* modèle de juin 36 et du Front populaire ne s'est pas reproduit, même avec des rythmes différents. Il est vrai que la victoire du Front populaire se situait à la crête d'un mouvement unitaire auquel nulle organisation ouvrière n'avait pu échapper et qui s'était traduit, dès la *fin* de 1935, par la réunification syndicale. La situation actuelle est évidemment bien différente, et la division syndicale jusqu'à ce jour maintenue n'est pas la moindre de ses spécificités.

JACQUES KERGOAT.

(1) Aux chiffres fournis par le ministère, il faut rajouter les 103 000 journées de grève dues à la grève de l'E.D.F. du 30 mai 1983, massivement *suivie, et qui ont été omises dans les statistiques ministérielles.*

	1981-1982	1982-1983
Conflits locaux	3 948	3 756
Journées perdues pour fait de grève	2 359 900	1 596 400
dont : conflits localisés	2 302 600	1 403 000
dont : conflits généralisés	57 300	193 400
Taux de participation	29,7 %	30,4 %
Durée des conflits	4,43 jours	3,02 jours
Occupations	426	319
Effectifs moyens des entreprises touchées	448	405



Le Monde

culture

MUSIQUE

« LE RETOUR D'ULYSSE », au Havre

La Venise de Schlumpf

L'Atelier lyrique de Tourcoing, dont l'admirable travail est heureusement défendu avec acharnement par sa nouvelle municipalité, est venu inaugurer son dernier spectacle au Havre, sous les belles cheminées d'usine atomique de l'Espace Niemeyer. La Maison de la culture y offre un excellent programme, qui fait à la création une part aussi large que possible.

Après le magistral *Couronnement de Poppée* de Jean-Louis Martinoty, voici *le Retour d'Ulysse dans sa patrie*, composé l'année précédente (1641) par le même Monteverdi à Venise, dans une mise en scène, des décors et costumes de Martin Schlumpf, et toujours sous la direction de Jean-Claude Malgoire. Celui-ci accomplit le même miracle de déclamation naturelle, profonde, cernant les moindres nuances du sentiment, de l'humour ou de la cocasserie, avec une réalisation instrumentale d'une légèreté et d'un parfum inimitables.

Moins puissant dramatiquement que *Poppée*, *le Retour d'Ulysse* est aussi subtil, riche, malicieux et divers : autour de Pénélope, épuisée par une attente désespérée, qui luttera, crispée, jusqu'à refuser longtemps de reconnaître son époux, s'agitent les dieux qui régissent le destin des hommes, les prétendants avec leurs jeux égrillards et grotesques, Ulysse, Télémaque et leurs fidèles qui préparent leur vengeance.

A l'exemple de Martinoty, avec qui il a travaillé notamment pour *Ercole amante*, Martin Schlumpf a cherché à interpréter l'œuvre quasi « sociologiquement » à travers la Venise de son époque : Pénélope habillée comme Catherine de Médicis, les prétendants à la mode Louis XIII, etc. Pénélope et Ulysse sont déjà vieux (comme Monteverdi), un peu usés, et n'agissent que par fidélité à leur personnage emblématique ; Ulysse ne serait d'ailleurs jamais rentré à Ithaque s'il n'avait été choyé et manipulé par Minerve, qui lui a dicté toute sa conduite.

Quant aux dieux, métamorphosés en ecclésiastiques (Jupiter, vieux pape gâteux, Neptune, alias Richelieu), ils fulminent encore l'anathème, ils jettent au feu de l'enfer les trésors d'Ulysse (mappemonde, sextant, longue vue), symboles des hérésies copernicienne et galiléenne, mais leur pouvoir branle dangereusement. Et l'orgueilleuse Venise elle-même, n'est-ce pas son pouvoir maritime en crise que représente le bateau des Phéaciens pétrifié sur un récif ?

Interprétations séduisantes, qui donnent lieu à des scènes truculentes, mais rendent assez problématique la compréhension du texte littéral. Cette lecture n'a peut-être pas la rigueur lumineuse de Martinoty chez qui le moindre événement semble jaillir directement de la musique. Mais, dans ses splendides décors et éclairages, la direction d'acteurs de Schlumpf retrouve la saisissante vérité de Monteverdi, le réalisme exquis ou brutal, le charme, la comédie, l'émotion et la grandeur, avec une troupe d'excellents interprètes, qui n'ont pas tous une très grande voix, mais sont scéniquement et vocalement la justesse même. Qui citer sans être injuste dans cette nombreuse distribution ? Dominique Visse, Isabelle Poulenard en Minerve, Edith Guillaume, impressionnante Pénélope, Brigitte Bellamy, le savoureux Jupiter de Michael Goldthorpe, Jean-Pierre Chevalier, Guy De Mey, Michel Verschaeve, surtout le sublime Ulysse de John Elwes, et bien sûr l'admirable ensemble d'instruments anciens.

On aimerait revoir à Paris ce spectacle d'une mise au point et d'une qualité exceptionnelles. En attendant, courez au Havre.

JACQUES LONCHAMPT.

★ Dernière représentation au Havre, ce 10 janvier, puis à Liège, les 20, 22, 28 janvier, Metz, les 4 et 6 mai, Lille, les 11, 13 et 15 mai.

CINÉMA

Démission du directeur général de la Cinémathèque française

Dans un communiqué publié le 7 janvier, la Cinémathèque française a annoncé officiellement la démission de son directeur général, M. André-Marc Delocque-Fourcaud, nommé à ce poste le 16 septembre 1981 sur la suggestion de M. Michel Guy, alors président du conseil d'administration de la Cinémathèque. M. Delocque-Fourcaud avait communiqué sa décision à l'ensemble du personnel dès le vendredi 6 janvier. Cette démission sera effective le 31 janvier.

Pour le cinéaste Costa-Gavras, président de la Cinémathèque, ce départ s'inscrit dans un plan de réorganisation du secteur administratif. *« Il s'agit d'un réajustement technique, précise-t-il, et il n'est en aucun cas question d'un changement politique. Je pense que d'ici à la fin du mois, je présenterai un remplaçant, mais celui-ci aura des fonctions modifiées par rapport à celles que remplissait M. Delocque-Fourcaud. »*

M. Delocque-Fourcaud assurait la direction artistique, administrative et financière de l'institution, et suppléait le président en cas d'empêchement. Il était en fait le successeur désigné d'Henri Langlois, un des fondateurs de la Cinémathèque française et « secrétaire général » en titre au moment de sa mort en 1977.

Le directeur général est nommé par le seul conseil d'administration, composé de vingt-neuf membres, vingt-six élus par l'assemblée générale annuelle, trois représentant le gouvernement. En revanche, l'élection du président ne peut intervenir qu'avec l'accord des autorités officielles. Cette structure, en partie voulue par Henri Langlois qui tenait à sauvegarder au maximum l'indépendance de la Cinémathèque tout en garantissant un fond de roulement adéquat, avait abouti en fait à une direction bicéphale.

Avec l'avènement du gouvernement socialiste en 1981, la Cinémathèque a vu ses subventions considérablement augmentées, ses dettes apurées, avec un budget de 25 millions en 1983 (incluant les recettes propres) contre seulement 7 millions en 1981. La Cinémathèque emploie aujourd'hui quatre-vingt-six personnes.

LOUIS MARCORELLES.

[Né en 1942 à Toulon, Var, ancien élève de l'ENA, M. Delocque-Fourcaud est administrateur de première classe au ministère de l'économie et des finances. On lui doit trois importants travaux touchant au fonctionnement du cinéma en France : en 1977, le rapport Malecot sur le financement de l'industrie cinématographique ; en 1979, un dossier pour le compte de la commission de la concurrence et des prix, et, en 1981, les travaux préparatoires de la commission présidée par M. Jean-Denis Bredin sur la réforme du cinéma.]

Création des Amis du cinéma populaire

Le comédien et cinéaste Roger Coggio vient de créer les Amis du cinéma populaire (A.C.P.), une association régie par la loi de 1901, qui se propose d'établir de nouveaux rapports entre des films français de qualité, les exploitants et le grand public. Cette association reçoit l'appui de M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, et maire de Clichy – où, il y a dix ans, existaient dix cinémas ; le dernier vient de fermer, – et du ministère de la culture.

Se référant à l'expérience de Jean Vilar et de son Théâtre national populaire, Roger Coggio indique que les A.C.P. veulent apporter le cinéma aux « *spectateurs potentiels* » des villes défavorisées et des campagnes (par la création de cinéambules, modernes cinémas ambulants), dans les écoles, les lycées, les usines. L'association envisage de produire quatre à cinq films par an et, de plus, aider à une meilleure diffusion d'œuvres cinématographiques.

Subventions demandées aux conseils municipaux et régionaux, aide des associations privées, des comités d'entreprise, cotisations : il ne s'agit pas, selon Roger Coggio, d'un « *mécénat-charité* » ou d'une nouvelle forme d'art et d'essai, mais d'une stratégie d'intérêt commun pour recréer un cinéma culturel, ni élitiste ni assimilé à l'ennui, à l'usage de la « *France profonde* ».

De nombreuses personnalités du cinéma ont déjà apporté leur soutien. Premier projet annoncé : un film de Daniel Moosmann, d'après *la Surprise de l'amour*, de Marivaux, avec Brigitte Fossey.

JACQUES SICLIER.

★ Renseignements et adhésions : Amis du cinéma populaire, 5, rue Lincoln, 75008 Paris. Tél. 225-18-97 et 225-06-22.

THÉÂTRE

« ALBATROS », de Richard Demarcy

Les poissons victimes du racisme

Albatros, la nouvelle « fable théâtrale » de Richard Demarcy, nous propose la rencontre d'un personnage qui était là déjà dans la fable précédente créée l'année dernière, en 1983, *l'Étranger dans la maison* : celui du travailleur immigré. Les deux pièces s'inscrivent nettement dans l'actuel, la « crise éco », la « jeunesse au chômdu ». Comme un fait exprès, les premières représentations d'*Albatros* ont eu lieu les jours mêmes du drame de Poissy.

Depuis ses premières paraboles scéniques de la révolution portugaise, le théâtre de Richard Demarcy débroussaille et éclaire tels ou tels points sensibles de notre histoire. A cette fin, il « focalise » l'attention du spectateur sur des faits réels, concrets, qu'il métamorphose par une alliance de féerie et de comique. Il se produit alors, dans l'échange scène-salle, un choc en retour, qui détermine une prise nouvelle de conscience de l'événement, – nouvelle parce que sous un autre angle, sous un autre jour.

Dans *l'Étranger dans la maison*, le travailleur immigré, salarié des services municipaux de nettoiement, traqué par des gardes mobiles, se réfugiait dans un foyer de Français « petites gens » le soir même où le roi (entendez le président de la République d'avant 1981) s'invitait péremptoirement à dîner là. S'en suivait une bataille rangée à coups de polochons et d'assiettes à soupe.

Albatros pourrait s'appeler *l'Étranger dans la poissonnerie*.

Rosemonde et Marcel tiennent une poissonnerie. Leur fils, Ernest, au chômage, combat la déprime en faisant semblant de s'entraîner à la boxe. Leur fille, Marguerite, est sujette à un « super feeling pour les bêtes sauvages », et projette, sur les murs carrelés blancs du magasin, des films de jaguars, crocodiles, vautours.

Talou, natif de la côte africaine, a pour tâche de manipuler le poisson, d'arroser à grande eau le sol et les étals, et aussi de réparer la plomberie du magasin et de la cave, car l'inondation et l'incendie menacent. Gros ennui : le poisson est victime, de la part des citoyens, d'un racisme qui ne fait que croître (Demarcy fait l'impasse sur la pollution des mers et sur le fait que depuis Vatican II les catholiques observent moins régulièrement la règle de ne pas manger de viande le vendredi).

Le racisme antipoisson conduit Marcel, dont le commerce périclite, à licencier Talou. Concurremment, le racisme antinoir donne à Rosemonde l'idée d'enduire d'une huile dérapante la terrasse en pente douce sur laquelle sa fille Marguerite rejoint, à la belle étoile, son « jaguar vertical », Talou. Contre-temps : c'est le fils, Ernest, qui se fracasse le crâne sur le rebord du bassin à truites. Hospitalisé, voici qu'il se métamorphose, dans ses draps, en caïman.

Ainsi de suite, dans un très beau décor de poissonnerie (de Jacques Deneux), où le rouge des langoustes et des tranches de thon se reflète, la nuit, sur le sol inondé, tandis que les arbres et les poissons de l'aquarium lumineux luttent de féerie avec les images du varan géant de l'île Komodo projetées par Marguerite.

Demarcy emploie un langage « décalé », très scandé, ponctué d'assonances drôles, genre mirliton, un peu une parole de comptines et de guignol, qui convient on ne peut mieux au caractère de conte populaire, de parade féerique, de ce théâtre. Et en vérité le texte est constamment innervé d'une quantité de références historiques, sociologiques, ethnographiques, culturelles, – opération hyper-intellectuelle mais qui, par la baguette magique de Demarcy, se transmue en couleurs sans danger, en images bon enfant.

Tel qu'il se présente dans ses premières représentations, *Albatros* souffre de deux handicaps.

Le premier : une interprétation trop mécanique, trop maladroite. L'acteur Bernard Spiegel (le poissonnier Marcel) dispose d'un vrai talent et d'un ascendant personnel. Alain Aithnard (Talou) et Ginette Barbier (Rosemonde) ont de la présence. Les autres comédiens manquent des moyens qu'exige un théâtre en fait très savant. Mais tous balancent le texte à tue-tête (or Demarcy metteur en scène est responsable de cette gueulante monocorde, sans substance sensible, odieuse à écouter, vidant le texte de son propos, de ses harmoniques, et qui, il faut le dire, est très prisée des théoriciens du théâtre aujourd'hui).

Le deuxième handicap : la présence extrêmement forte des animaux, lors des projections filmiques. La démarche coulée d'un tigre rampant vers sa proie, la nage silencieuse du caïman vers un oiseau qui se baigne, ou la méditation silencieuse du varan géant devant l'Océan, tout cela est d'une beauté et d'une charge poétique et spirituelle si violentes que le poème de Demarcy n'est pas de force, ne fait pas le poids. Et pourtant, Demarcy s'affirme de pièce en pièce l'un des seuls vrais inventeurs du théâtre, aujourd'hui. *Mais là, il prend des risques...*

MICHEL COURNOT.

★ Cartoucherie de Vincennes, Théâtre de la Tempête, 20 h 30.

« Le crime de lord Arthur Saville »

Pour épouser celle qu'il aime et surtout pour se rendre maître de l'avenir, comme le lui a promis un chiromancien, le jeune lord Saville doit commettre un crime. Qui sera la victime ? Du conte d'Oscar Wilde, Daniel Bazilier a retenu l'extravagante comédie policière, cette partie d'échecs assez sophistiquée entre un héros criminel et le destin, qui lui dame malicieusement le pion.

Ses caractères sont des silhouettes cocasses entraînées dans l'irrépressible tournis du manège. Au-delà même de l'intrigue drolatique, il s'est surtout attaché à rendre un climat victorien, dépaysant, exotique : grands murs de briques très rouges, vitraux, carillons et même ponts de la Tamise, tout comme si on y était (décors brillants de Jean-Michel Quesne). Un divertissement pur, sans la moindre ombre d'angoisse, à destination des adolescents.

BERNARD RAFFALLI.

★ Compagnie Bazilier (Centre dramatique national pour l'enfance et la jeunesse), Théâtre Gérard-Philipe : 50, boulevard Jules-Guesde à Saint-Denis. Renseignements : tél. : 243-00-59.

Tartuffe, homme objet

(Suite de la première page.)

Sans doute Jean-Pierre Vincent et Jacques Lassalle ont-ils une conception semblable du théâtre, de sa fonction, de sa mission. Mais chacun procède selon son tempérament, selon ses propres codes. Là aussi, l'adaptation est à faire, il faut du temps.

Les éléments étaient bien à leur place au cours de la représentation du 5 janvier, mais ils n'étaient pas encore tout à fait soudés. Les éclairages sont beaux, le décor blanc et noir, de Yannis Kokkos, parfaitement réussi : les mouvements des cloisons qui se baissent, se lèvent, enchaînant les changements de lieux, ne sont pas arbitraires. Mais, chez les comédiens, on ressentait comme une contrainte personnelle, au-delà de celle des personnages.

Le propos de la mise en scène est de montrer, justement, le poids des contraintes sociales et religieuses, la domination absolue du père sur l'ensemble de la maison, les déviations mentales qu'entraîne le refus du désir. Orgon est un despote buté, dont l'autorité ne peut être mise en question. Il refoule sa violence, la canalise vers une dévotion équivoque, trouve en Tartuffe quelqu'un qui va plus loin que lui dans la dévotion et l'équivoque, il est fasciné. Bien entendu, il nie son attirance. De même Elmire (Elisabeth Depardieu) s'interdit le désir qu'elle a de Tartuffe.

Le postulat n'est pas loin de celui d'Antoine Vitez, qui se servait d'un Tartuffe naïf et séduisant – en définitive victime – pour révéler les névroses d'une famille de la bourgeoisie. Plus proche encore de celui de Jean-Paul Roussillon à la Comédie-Française et, avant lui, de celui de Planchon, qui reste un modèle. Mais c'est par son passé mystérieux, par la subtilité cynique de son esprit, que Planchon-Tartuffe séduisait. Pour Depardieu, sa présence physique est en elle-même une raison suffisante.

Chez Planchon, Guy Tréjean était un Orgon bonhomme, plus paternel qu'amoureux, inconscient de ce qui se passait en lui. François Périer est plus dur, plus ambigu aussi, redoutable. Il ne s'humanise qu'à la fin, devant le corps gisant de Tartuffe. La fin de la pièce, avec le retournement de circonstance de l'exempt qui vient arrêter Orgon et emmène finalement Tartuffe, en célébrant le « prince ennemi de la fraude », est toujours un problème, surtout avec les mises en scène qui cherchent une logique.

Ici, on imagine qu'Orgon projette sur Tartuffe ses fantasmes. Il le domine. A vrai dire, le rapport de force n'est pas égal. On voit très bien le personnage de François Périer, et de quelle manière il sera plus remarquable encore qu'à la première représentation, alors que Gérard Depardieu est enfermé dans la situation d'homme-objet, ce qui est réducteur et frustrant pour le public.

André Wilms (Damis) et Paule Annen (Madame Pernelle) semblent ronger leur frein. Yveline Ailhaud (Dorine) « joue » les intonations davantage que les autres : ce n'est pas forcément un mal. Bernard Freyd (Cléante) donne admirablement la force, la colère contenue, d'un homme intelligent, désarmé devant la folie qui saisit Orgon et fait le malheur des gens qu'il aime. Hélène Lapiower, enfin, est Marianne. Toute petite, elle est habitée d'une force dramatique étonnante, et montre une fraîcheur émouvante.

Il y a d'énormes possibilités dans ce spectacle, mais quel curieux pari que de vouloir cérébraliser Molière à ce point.

COLETTE GODARD.

(*) T.N.S., jusqu'au 28 janvier. Théâtre de la Ville, du 11 février au 3 mars.

■ **LE PEINTRE ITALIEN VIRGILIO GUIDI EST MORT**, le samedi 7 janvier, à Venise, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

Né à Rome en 1891, Virgilio Guidi vivait à Venise depuis les années 50. Son œuvre, d'abord marquée par le post-cubisme cézannien, puis par la peinture métaphysique de Giorgio de Chirico, reste celle d'un coloriste majeur de la peinture moderne italienne.

■ **HUSTER SEUL EN SCÈNE.** – Francis Huster reprend au Théâtre Antoine, à partir du 17 janvier, à 21 heures, le spectacle *Hamlet* qu'il avait créé en 1974. Il interprétera tous les personnages de ce drame extrait des *Moralités légendaires*, de Jules Laforgue. Auparavant, Rufus présentera dans ce même théâtre, à partir du 7 janvier, son nouveau one-man-show *Rire à pleurer*.

■ **VOL DE COSTUME.** – Le costume que devait porter ce week-end Rudolf Noureev dans *le Spectre de la rose*, à Nancy, a été volé, probablement dans la nuit du 4 janvier. Un nouveau costume a pu être expédié de Londres et parvenir à temps pour la représentation du 5 janvier.

NOTES

Cinéma

« LE CHOIX DES SEIGNEURS » DE G. BATTIATO

Terres de légendes

Lorsque la belle Bradamante souleva le heaume du chevalier qui était apparu, à cheval, au milieu de la rivière, pour la sauver de quatre maraudeurs, elle ne vit pas de visage. Mais l'armure même du chevalier fantôme lui était destinée, pour accomplir un prophétie.

Le Choix des seigneurs est librement inspiré d'un poème épique d'Aristote, *Orlando furioso*, écrit au seizième siècle, et ayant lui-même sa source dans notre *Chanson de Roland*. Le réalisateur italien Giacomo Battiato – on a vu de lui, récemment, à la télévision, un feuilleton, *Martin Eden*, – est un metteur en scène d'opéras. Il a brassé tous les éléments culturels des légendes du Moyen Age occidental pour un spectacle d'une beauté inouïe.

Que Maures et chrétiens s'y affrontent, c'est prétexte au merveilleux : amour et mort, affrontements guerriers, héros et terres de légendes. Les images sont, à la fois, par leur composition plastique, livret et musique d'un opéra où les armures, les costumes, les paysages, les décors et les personnages (acteurs italiens et américains mêlés) apportent l'enchantement d'une représentation baroque, poussée à un paroxysme qui jamais ne se relâche.
Ainsi, dans la flamboiement des couleurs, le choc des armes et des passions, ce spectacle, d'une rare originalité, nous emporte-t-il sur les cimes du rêve.

J. S.

★ Voir les films nouveaux.

« ADIEU FOULARDS » DE CHRISTIAN LARA

Chantez, si m'en croyez

Un compositeur de musique antillaise attend à Paris l'arrivée de sa protégée, une certaine Ariane, dont il pense faire une vedette de la chanson. Décors de rêve, appartement luxueux, bien loin du misérabilisme de mise quand on montre des Antillais à l'écran. Christian Lara, cet ancien journaliste guadeloupéen passé derrière la caméra, monte sa fable avec une dextérité sans complexes et conclut sur une morale assez voisine de celle du grand classique de Preston Sturges : *les Miracles de Sullivan*. Amusez-vous, chantez à en perdre haleine, et vos soucis s'évanouiront comme par enchantement.

Adieu foulards touche sans peine le public visé, un public pas seulement antillais. Christian Lara confère à ses images, à ses paroles, une sorte de « look » brésilien, arrondit constamment les angles, avec une nonchalance qui, à sa façon, impressionne. *Adieu foulards* n'a rien d'un film français, malgré les apparences : on y parle français et créole, indissolublement. Film curieux, presque ethnographique.

L. M.

★ Voir les films nouveaux.

Musique

VERDI PAR L'ORCHESTRE DE PARIS

Un Requiem les yeux secs

La passion de Daniel Barenboïm, sa volonté de tout embrasser du domaine musical, n'a pas été récompensée dans un *Requiem* de Verdi, exécuté à contre sens. Sa direction hâchée, crispée, va à l'encontre de la fantastique souplesse de cette musique qui embrasse la terre et le ciel, où l'émotion fait corps avec les mots qui suscitent de formidables visions michelangelesquse, corps pantelants jetés à la géhenne, cortèges dansants des bienheureux, bras levés du fond de l'abîme, humbles prières recueillies dans le calice des anges.

Malgré l'agitation frénétique du chef d'orchestre, nous restons les pieds collés à terre et les yeux secs. Début incertain, sans caractère ni mystère ; lumière tranchante et banale du *Te decet* ; *Dies irae* hâché par les timbales et la grosse caisse qui brisent l'immense mouvement ascendant, les prodigieuses vagues des draperies baroques secouées par la tempête ; *parlando* grimaçant et expressionniste des incrustations chorales du *Dies irae* (dans le *Quantus tremor*), qui doivent être, au contraire, retenues, méditatives, lancinantes ; *Quid sum miser* comme un exercice de solistes à trois voix... On multiplierait les exemples.

Comment expliquer qu'une exécution soigneusement mise au point soit aussi décevante ? Que reprocher à un excellent Orchestre de Paris, à un chœur superbe, à quatre solistes de haute stature (Julia Varady, Nadine Denize, Luciano Pavarotti, Robert Lloyd) ? Rien, mais pas un instant on ne retrouvait la pulsation intérieure de Verdi.

J. L.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF (en anglais). Galerie 55 (326-63-51), 20 h 30.

ALBATROS - Cartoucherie, Tempête (328-36-36), 20 h 45.

LABICHE DE POCHE - Lys-Montparnasse (327-88-61), 20 h 30.

LA PENDULE - Épicerie (272-23-41), 20 h 30.

PREMIER AVERTISSEMENT - American Center (321-42-30), 21 heures.

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20). 20 h 30 : la Critique de l'école des femmes ; l'École des femmes.

BEAUBOURG (277-12-33). Concerts Animation. 20 h 30 : Concert américain. Dir. P. Boulez (Ch. Ives ; C. Ruggles ; F. Zappa ; E. Carter). Cinéma-Vidéo : 13 h. Portrait de B. Bettelheim : Vivre à l'école orthogénique ; 16 h : Albert Camus : 19 h : Barbara à Pantin. Cinéma polonais : 17 h 30 : Olympiades 40 ; 19 h : Voir cinémathèque ; 20 h 30 : Un homme sur la voie.

THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83). 20 h 30 : Kiri Te Kanawa. Ensemble orchestral de Paris. J.-P. Wallez (Haendel, Mozart).

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) Danse, 20 h 30 : Ensemble intercontemporain.

Les autres salles

ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : le Cœur innombrable.

BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), 21 h : les Trois Jeanne.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : la Chienlit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Oscar et Wilde ; 22 h : les Eaux et Forêts.

HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Pinok et Matho.

LUCERNAIRE (544-57-34). I. 20 h 30 : les Journées orageuses de Garounski. — II. 18 h 30 : Recatonpilu ; 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 30 : le Frigo. — Petite salle, 18 h 30 : Pique et pique et follet drame ; 22 h 30 : Oy, Moyshele, mon fils.

MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : Le roi se meurt.

MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : Tchin tchin.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30 : l'Entourloupe.

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : l'île de Tulipatan.

RADEAU DE LA MÉDUSE (320-91-37), 20 h : Don Juan aux enfers.

SAINT-GEORGES (878-63-47), 21 h : Théâtre de Bouvard.

THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (606-07-48), 20 h : Naïves Hirondelles ; 22 h 15 : Au secours papa, maman veut me tuer.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), II : 22 h 30 : Fouillis.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 20 h : Cham d'épandage ; 22 h 15 : l'Auvent du pavillon 4.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02). I : 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. — II. : 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.

LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : Je veux être pingouin ; 22 h 15 : Attention, belles-mères méchantes.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranche de vie ; 21 h 30 : Le Ticket ; 22 h 30 : Moi je craque, mes parents raquent.

TROIS SUR QUATRE (327-09-16), 20 h 30 : Quelque estaminet.

Le music-hall

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 21 h : Lâche-moi les claquettes.

FORUM (297-53-47), 21 h : F. Bebey, P. Bensusan.

L'ÉCUME (542-71-16), 22 h : J.-P. Réginal.

LUCERNAIRE (544-57-34), 21 h : Ch. Bernard.

STUDIO BERTRAND (783-64-66), 21 h : Marilyn je t'aime (dern.).

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : On perd les pétales.

DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : l'Impôt et les Os.

La danse

CITÉ INTERNATIONALE, Grand Théâtre (589-38-69), 20 h 30 : Danses d'Asie.

Les cirques

CIRQUE GRUSS (245-85-85), 20 h 30 : Festival mondial du cirque de demain.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 9 janvier

Les concerts

Th. des Champs-Elysées, 20 h 30 : English Concert, dir : T. Pinnock (Bach, Corelli, Haendel...).

Salle Gaveau, 20 h 30 : Grande Fanfare de Cuivres de l'Orchestre national (Dukas, Delarue, Dauprat...).

Athénée, 20 h 30 : H. Hagegard, Th. Schuback (Schubert).

Salle Pleyel, 20 h 30 : D. Fischer-Diskau, D. Barenboim (Schumann).

Jazz, pop, rock, folk

CASINO DE PARIS (874-26-22), 20 h 45 : Higelin.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : S. Guérault. B. Vasseur.

DUNOIS (584-72-00), 20 h 30 : Cocktail fantaisie/Loupideloupe.

MEMPHIS MELODY (329-60-73), 23 h : L. Rulka.

PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h : Alligator Jazz Band.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Slap Scat.

SAVOY (277-86-88), 21 h : H. Selin, P.-Y. Sorin, Ch. Canavèse.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
18 h, films de l'I.D.H.E.C.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h : Visages d'enfants, de J. Feyder ; 17 h : Eclairage intime, de I. Passer ; 19 h, cinéma polonais : La Guerre des mondes, de P. Szulkin.

Les exclusivités

ADIEU FOULARDS (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

L'AMIE (All., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

A LA POURSUITE DE L'ÉTOILE (Ital., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

ANDROIDE (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LES ANGES DU BOULEVARD (Chi., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

A NOS AMOURS (Fr.) : Gaumont Halles 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

L'ART D'AIMER (franco-it.) : Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

AU NOM DE TOUS LES MIENS (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Paramount Opéra 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LE BAL (Fr.-It.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic Entrepot, 14e (545-35-38) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Images, 18e (522-47-94).

LA BALLADE DE NARAYAMA (Jap., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

BOAT PEOPLE (Chin., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

CARMEN (Esp., v.o.) ; Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

CHALEUR ET POUSSIÈRE (HEAT AND DUST) (Ang., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

CLASS (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

LES COMPÈRES (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George V, 8e (562-41-46) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxeville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

DANS LA VILLE BLANCHE (Sui.) St-Ambroise, 11e (700-89-16) (H. sp.).

LES DENTS DE LA MER Nº 3 (A., v.o.) : Forum, 1er (233-42-26) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount City, 8e (562-45-76). — V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.f.) : Impérial Pathé, 2e (742-72-52).

DIVA (Fr.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

EN HAUT DES MARCHES (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

ERENDIRA (Franco-Mex., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — (V.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

L'ETE MEURTRIER (Fr.) Ambassade, 8e (359-19-08).

FAUX-FUYANTS (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

FLASHDANCE (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — (V.f.) : Français, 9e (770-33-88).

FRÈRE DE SANG (A., v.o.) (*) : 7e Art Beaubourg, 3e (278-34-15) (H. sp.).

FURYO (Jap., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76).

GARÇON (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

GET CRAZY (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LES FILMS NOUVEAUX

LE CHOIX DES SEIGNEURS, film américain de Giacomo Battiato, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08), v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Gaumont-Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Images, 18e (522-47-94).

LA NUIT DES JUGES, film américain de Peter Hyams, v.o. : Forum, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Georges-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19), v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01)

ET VOGUE NAVIRE, film italien de Fédérico Fellini, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; U.G.C.-Normandie, 8e (359-41-18) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair, 16e (525-27-06), v.f. : U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).

RUE BARBARE, (*), v.f. : film français de Gilles Behat : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis-St-Germain, 5e (222-72-90) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; Publicis-Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; St-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

20 ANNÉES DE CINÉMA GEORGIEN, (Reprises et Inédits), v.o. : Cosmos, 6e (544-28-80).

LE GRAND CARNAVAL (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

JAMAIS PLUS JAMAIS (A. v.o.) : Forum, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LES JOUEURS D'ECHECS (Ind., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

JOY (**) (Franco-Canadien) : Maxeville, 9e (281-51-15).

LUCKY LUKE, LES DALTON EN CAVALE (Franco-américain) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LE MARGINAL (Fr.) : Gaîté Boulevard, 2e (233-67-06) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

MEGAVIXENS (A., v.o.) (**) : 7e Art Beaubourg, 4e (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f. : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

MISS OYU (Jap., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

MONTY PYTHON A HOLLYWOOD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

LES MOTS POUR LE DIRE (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

OCTOPUSSY (A. v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; v.f. : Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).

PAPY FAIT DE LA RÉSISTANCE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PREMIERS DÉSIRS (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Marignan, 8e (359-92-82).

PRINCESSE (Hong., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LES PRINCES (Fr.) : Cinoches Saint Germain 6e (633-10-82).

QUAND FAUT Y ALLER, FAUT Y ALLER (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE RETOUR DU JEDI (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

RUE CASES-NÈGRES (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LE SACRE DE LA NAISSANCE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

SIGNES EXTÉRIEURS DE RICHESSE (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

STAR WAR LA SAGA (A., v.o.), la Guerre des Etoiles, l'Empire contre-attaque, le Retour du Jedi : Escurial, 13e (707-28-04).

TCHAO PANTIN (Fr.) : Forum 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA TRACE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

LA TRAGÉDIE DE CARMEN (Fr.) version Delouvault ; version Gal ; version Sanrova : 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LES TROIS COURONNES DU MATELOT (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o.) (H. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

UN AMOUR EN ALLEMAGNE (Franco-all., v.o.) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

UN BRUIT QUI COURT (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

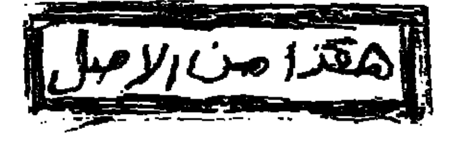
UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). — V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

VIVE LA SOCIALE (Fr.) : Lumière, 9e (246-49-07).

Y A TELLEMENT DE PAYS POUR ALLER (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

WARGAMES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). — V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

ZELIG (A.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Epée de Bois, 5e (337-57-47).



SPECTACLES

Les grandes reprises

L'AGE D'OR (Fr.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).
ALIEN (A., v.f.) : Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Champollion, 5e (354-51-60).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
LES BAS FONDS (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-80-25).
BLADE RUNNER (A., v.o.) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; (v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
BLANCHE-NEIGE ET LES SEPT NAINS (A., v.f.) : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (256-82-66) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (755-63-42) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Epée de bois, 5e (337-57-47).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
CINQ ET LA PEAU (FR.) (*) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LES CINQ MILLE DOIGTS DU DOCTEUR T. (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (325-47-46).
LA CLÉ DE VERRE (A.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
CONTES DE LA FOLIE ORDINAIRE (It., v.o.) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56).
LES CONTES DES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).
EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71) ; Boîte à films, 17e (622-44-21).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Templiers (H. sp.), 3e (272-94-56) ; Denfert, 14e (321-41-01) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (v.o.) (**) : Escurial (H. sp.), 13e (707-28-04).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (755-63-42).
FANFAN LA TULIPE (Fr.) : Acacias, 17e (H. sp.) (764-97-83) ; Rialto (H. sp.), 19e (607-87-61).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
GERTRUD (Dan., v.o.) : Marais, 4e (278-47-86).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).
HAMMETT (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
LES HAUTS DE HURLEVENT (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81) ; (v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (329-90-10) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).
HELLZAPPOPIN (A., v.o) : Ranelagh, 6e (288-64-44).
L'IDIOT (Jap., v.o.) ; A.-Bazin, 13e (337-74-39).
L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Calypso, 17e (380-30-11).
JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
JONATHAN LIVINGSTON LE GOELAND (A., v.o.) : St-Ambroise (H. sp.), 11e (700-89-16) ; Cinoches, 6e (633-10-82).
LAURA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LOLITA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LE MILLIARDAIRE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NEW-YORK, NEW-YORK (Vers. int.) : Calypso, 17e (380-30-11).
NEW-YORK 1997 (A., v.f.) : Club, 9e (770-81-47).
ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (**) : Studio Galande (H. sp.), 5e (354-72-71).
ORFEU NEGRO (Fr.) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).
OUTLAND (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
LA PASSION DE JEANNE D'ARC (Dan.) : Templiers, 3e (272-94-56).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Rivoli Beaubourg, 4e (272-63-32) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
PORTRAIT D'UNE ENFANT DÉCHUE (A., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic St-Germain, 6e (222-87-23).
SENSO (It., v.o.) : Logos III, 5e (354-42-34) ; Olympic, 14e (545-35-38) ; Acacias, 17e (764-97-83).
SHINING (A., v.o.) (*) ; Forum, 1er (297-53-74) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67).
SUPERVIXENS (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-42-34).
THE ROSE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
TUEURS DE DAMES (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).
UN NOUVEL AMOUR DE COCCINELLE (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; Napoléon, 17e (755-63-42).
LES VALSEUSES (Fr.) (*) : Rialto, 19e (607-87-61).
LA VIE EST BELLE (A., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
LE VIOLENT (A., v.o.) : Ciné 13, 18e (254-15-12).
LE VOLEUR DE BICYCLETTE (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LE VOYEUR (Brit., v.o.) : Logos I, 5e (354-42-34) ; Olympic, 14e (545-35-38).

Les festivals

R. ALDRICH (v.o.) : Républic-Cinéma, 11e (805-51-33) : Chut chut, chère Charlotte !

AMERICAN MEMORIES (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Marylin.

L'AVENTURE AU CINÉMA (v.o.) : Olympic, 14e (545-35-38) : Promenade avec l'amour et la mort.

I. BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 15 h : le Septième Sceau ; 16 h 50 : la Nuit des forains.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (327-72-07) : Un jour aux courses ; mar. : Monkey Business.

CINÉMA GEORGIEN (v.o.) : Cosmos (544-28-80), 16 h : Il était une fois un merle chanteur ; 18 h : Chroniques géorgiennes du XIXe ; 20 h : l'Arbre du désir ; 22 h : la Corne d'Anara.

G. DEBORD : Studio Cujas, 5e (354-89-22) : In girum imus nocte et consumimur igni.

FELLINI (v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21), 15 h 45 : Prova d'orchestra ; 16 h : Casanova ; 18 h 30 : la Cité des femmes.

FILMS FANTASTIQUES (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), 16 h : Full Cercle : Résurrection ; 18 h : Phantom of the paradise ; 20 h : Terreur sur la ligne ; 22 h : The bed sitting room.

A. HITCHCOCK (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : Psychose.

EN ATTENDANT GODARD : Movies, 1er (260-43-99), 16 h : Sauve qui peut (la vie).

LAURENCE OLIVIER : Action Rive Gauche, 5e (325-65-04) : Hamlet ; Richard III.

M. PIALAT : Studio 43, 9e (770-63-40), 18 h : Passe ton bac d'abord ; 20 h : l'Enfance nue ; 22 h : Loulou.

C. SAURA (v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), 16 h : Ana et les loups ; la Cousine Angélique ; 20 h : Elisa vida mia.

JULES VERNE (v.o.) : Marais, 4e (278-47-86) : l'Ile mystérieuse.

WOODY ALLEN (v.o.) : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05), 16 h 15, 22 h : Bananas ; 18 h 15, 20 h : Comédie érotique d'une nuit d'été.

COMMUNICATION

LA PRÉPARATION DE LA LOI SUR LA PRESSE

Une nouvelle définition des quotidiens nationaux

La commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale a, dimanche matin 8 janvier, franchi le cap des cent heures de discussion sur le projet de loi *« visant à limiter la concentration et à assurer la transparence financière et le pluralisme des entreprises de presse »*. Pourtant, elle n'a pas encore abordé l'article 12, alors qu'il y en a en tout quarante-deux, et elle a examiné moins de la moitié des quelque mille huit cents amendements déjà déposés.

Dans ces conditions, le climat s'est plusieurs fois tendu au sein de la commission, et M. Jacques Brunhes (P.C., Hauts-de-Seine) a parlé de *« dénaturation du débat »*, de *« blocage délibéré »* par *« choix politique »* du R.P.R. et de l'U.D.F., affirmant qu'il ne saurait *« être question de permettre à l'opposition de bloquer le fonctionnement de l'institution parlementaire »*. M. François d'Aubert (U.D.F., Mayenne) a expliqué, pour sa part, que tout cela était la conséquence de l'*« improvisation »* qui, d'après lui, a caractérisé la préparation de ce texte.

Pour l'article 10, qui limite la concentration des quotidiens nationaux, M. Jean-Jack Queyranne (P.S., Rhône), rapporteur de la commission, a proposé une nouvelle rédaction, qui a été adoptée. Cette version exclut de ces dispositions les hebdomadaires, et précise qu'une même personne peut posséder jusqu'à trois quotidiens nationaux *« si le total de leurs diffusions n'excède pas 15 % de la diffusion de tous les quotidiens nationaux de même nature »*. Le rapporteur a indiqué que la formulation retenue permettrait que soit franchi ce seuil de 15 % par augmentation du nombre d'exemplaires vendus, opinion que ne partage pas M. Alain Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) qui a aussi fait remarquer qu'un groupe de presse dépassant cette barre lors de la promulgation de la loi devrait être démantelé alors qu'il pourrait dépasser les fatidiques 15 % par la suite, d'après les explications de la majorité, si c'était par amélioration de ses ventes.

La commission a aussi adopté une nouvelle définition des quotidiens nationaux : sera considéré comme quotidien national le journal qui *« réalise 20 % au moins de ses diffusions en dehors de ses trois principales régions de diffusion, qui consacre de manière régulière plus de la moitié de sa surface rédactionnelle à l'information nationale et internationale »*. M. Queyranne a confirmé qu'au regard de ces critères *Parisien libéré* serait considéré comme un quotidien régional et qu'aucun quotidien régional, existant n'était susceptible d'être qualifié de national.

L'article 11, qui vise les quotidiens provinciaux, a lui aussi été en partie réécrit à l'initiative des socialistes : une même personne pourra *« posséder ou contrôler plus d'un quotidien régional, départemental ou local »* sans que le nombre en soit limité à trois si le total de la diffusion des journaux du groupe ne dépasse pas 15 % de la diffusion nationale de l'ensemble des organes de presse équivalents. Là encore, la croissance interne postérieure à la loi sera permise. Le rapporteur a confirmé que la barre des 15 % correspond, dans la situation actuelle, à une diffusion d'un milion d'exemplaires, et donc que *« aucune entreprise de presse spécifiquement régionale »* n'était concernée par ce projet de loi. Mais l'opposition a fait observer que la combinaison des articles 10 et 11 conduirait à une suppression des activités nationales et régionales du groupe Hersant. Or, la deuxième de celles-ci étant *« déficitaire »*, il y aura *« disparition de titre »* ; elle a ajouté que l'article 11 allait *« renforcé des monopoles régionaux ou locaux existants »*.

La commission des affaires culturelles reprendra ses travaux le mardi 10 janvier. Ce même jour, le groupe des députés socialistes se réunira pour trancher, notamment, les points en discussion, et particulièrement le cas de l'article 14 qui, dans sa rédaction actuelle, suspend pour trois mois l'effet d'un transfert d'une entreprise de presse, disposition fortement contestée par certains élus socialistes qui y voient un grand risque d'inconstitutionnalité.

Th. B.

LANCEMENT A TOULOUSE

« Le Nouveau Midi », mensuel d'opposition

De notre correspondant

Toulouse. – *Le Nouveau Midi* est arrivé, mais il est difficile de dire que la cuvée 1983 a constitué un événement de presse en Midi-Pyrénées, même si depuis la disparition de l'éphémère quotidien *Toulouse Matin* la rumeur publique annonçait périodiquement la parution d'un nouveau titre. Il est vrai qu'après l'échec bruyant du journal dirigé par M. Claude Bernardini (*le Monde* du 24 février 1983) aucun projet sérieux n'a pu être mis sur pied dans la région.

Le Nouveau Midi n'est pas le frère jumeau du quotidien défunt, même si son fondateur a été M. Jean-Pierre Migeon, ancien rédacteur en chef de *Toulouse Matin*, après avoir été rédacteur en chef de *l'Aurore* ; il a dû déjà quitter ses fonctions au sein du *Nouveau Midi* à la suite d'un sérieux différend rédactionnel avec le directeur du journal, M. Andreu. Seuls deux des journalistes de l'ancien quotidien collaborent à la nouvelle publication mensuelle. *Le Nouveau Midi* s'affiche certes comme un journal d'*« informations régionales »*, mais il se veut avant tout *« un lien entre les diverses expressions du ras-le-bol actuel vis-à-vis de la société socialiste »*.

Dans l'éditorial du premier numéro, M. Bernard Andreu, rédacteur en chef-directeur de la publication, ancien professeur d'histoire, ajoute que son choix est celui *« de la liberté et de la multiplicité, c'est-à-dire de l'opposition »*. M. Bernard Andreu ne fait d'ailleurs pas mystère de son appartenance à l'U.D.F. qu'il aurait quittée pour se consacrer à ses nouvelles fonctions.

Vingt pages format tabloïd, vingt-quatre dans la deuxième livraison, ce journal consacre 30 % de sa surface rédactionnelle en annonces publicitaires. *« La publicité du dernier numéro couvre nos frais d'exploitation »*, précise M. Bernard Andreu. Vendu 8 F dans 274 points de vente du grand Toulouse, *le Nouveau Midi* tire à 10000 exemplaires et emploie deux salariés à temps complet, plus quelques pigistes. Selon le directeur de la publication, 7000 exemplaires du premier numéro auraient été vendus.

Si le siège social est à Toulouse, la société éditrice, la BREET (Bureau relation, édition, économie, tourisme) est domiciliée à Neuilly-sur-Seine et édite déjà le journal de la Ville de Paris, ainsi que diverses publications du R.P.R.

G. V.

VU

L'harmonie introuvable

« La première à s'émouvoir : la une. » Dimanche soir, à 20 h 35, au sommet de l'audience, entre les spots et le film, TF 1 fait sa pub. Clairement, ostensiblement, comme on vend une lessive, la chaîne vend ses programmes ou plutôt son image à travers les thèmes de ses soirées. Sans doute a-t-elle compris enfin ce qui fait le succès d'Antenne 2, qui, avec un seul film par semaine, lui a ravi la première place des sondages : la fidélité du public à un ton, un style, une politique de programmation qui vous guide de Bouvard à « Psy-show » et tente de vous garder pour l'opéra.

Certes, ce n'est qu'un début, une tentative pour habiller une mutation encore maladroite, mais c'est déjà une première réponse au débat de « Droit de réponse », samedi soir, sur la télévision. Une réponse à cette concurrence aberrante des chaînes créée par la réforme de 1974, à ces duels de 20 h 30, film contre film, série contre série, à ces téléspectateurs insatisfaits, qui souffrent alternativement d'abondance de biens ou de pénurie et pianotent sur leurs boutons pour tenter de retrouver l'unité de leur télévision.

Tout cela, le Centre d'études d'opinion l'a analysé en détail dans une étude sur l'harmonisation des programmes à la demande de la Haute Autorité. Pourquoi se disputer un grand public introuvable et abstrait ? Pourquoi rivaliser dans la spécialisation en se voulant la chaîne du cinéma, celle des jeunes ou de la famille ? Autant d'impasses qui ajoutent à la confusion et limitent la liberté de choix du public. Harmoniser, c'est d'abord définir pour chaque chaîne une identité, trouver une communauté de langage entre un type de télévision et ses téléspectateurs. Un peu à la manière d'un magazine qui mène son lecteur du fait divers aux pages culturelles avec la même approche, la même mise en page, qui le distinguent au premier coup d'œil d'un autre magazine. Avec des chaînes ainsi différenciées, ciblées, le téléspectateur n'aurait plus à choisir entre un film et une série, un documentaire et un jeu, la culture et le divertissement, mais entre des styles de communication.

Mais qu'y peut la Haute Autorité ? L'harmonisation des programmes ne se décrète pas : elle s'invente peu à peu sous la pression des faits. Et les faits, aujourd'hui, c'est peut-être l'arrivée prochaine de Canal-Plus, une chaîne à l'approche résolument « marketing », une télévision qui a pour nécessité vitale de fidéliser son public. Si Canal-Plus réussit à inquiéter suffisamment les trois chaînes pour les faire bouger, les contraindre à inventer, alors, on aura enfin prouvé en France que l'existence d'un secteur privé de la communication est indispensable à la survie du service public.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Les vieux routiers et les trouble-fête

Minuit. Beaucoup d'invités et de curieux présents sur le plateau arborent une petite mine déçue. Décevant, ce débat sur la télévision à « Droit de réponse » qui inaugurait samedi dernier sa nouvelle formule — à peine modifiée encore — baptisée « Esprit de contradiction » ? Michel Polac, lui, bourre sa pipe avec un regard encore plus malicieux que d'habitude. Est-ce parce qu'il a réussi, en fait, à ouvrir le procès du service public de la télévision sans le dire ?

Procès brouillon, il est vrai, et instruit sans la rigueur que méritait le sujet. Aussi ne vit-on souvent dans les échanges que passes d'armes convenues entre vieux routiers du sujet, tous suspects de défendre leurs intérêts : les responsables de TF 1, leur travail ; Marcel Bluwal, son métier de réalisateur ; Etienne Mougeotte, son périodique (*Télé 7 jours*) ; Jean-Marie Cavada, le secteur privé (donc Parafrance, sa société) ; Stéphane Collaro (par téléphone), ses danseuses ; Jean Cluzel, son rapport de sénateur ; Olivier Todd, on n'a pas compris quoi ; le représentant syndical au conseil d'administration, le service public ; le téléspectateur canadien, la diversité qu'il connaît chez lui ; André Bercoff, Bercoff.

Mais il y a longtemps que l'on ne demande plus aux « talk shows » à le Polac d'être autre chose que ce qu'ils sont : un jaillissement d'idées et de réactions d'une saine impertinence ; un déferlement qui parfois surprend. Et nombre de téléspectateurs à l'écoute auront été surpris, voire troublés, par la démonstration en direct faite par l'équipe d'Antène 1, cette chaîne qui n'existe pas encore et essaye de pirater l'espace hertzien de Paris.

Il faut reconnaître qu'il y avait de quoi. En lever de rideau de l'émission ne voilà-t-il pas que l'on nous montre une télévision toute entière — caméra, émetteur, antenne et poste de réception, le tout pour 100 000 F — fonctionner à même le plateau ? En plein studio 15 de la très digne Société française de production (S.F.P.). Les trois trouble-fête d'Antène 1 filmant l'émission, la caméra portable de l'émission filmant Antène 1. Pirandello n'aurait pas imaginé mieux. On se frotte les yeux.

« A quoi sert la télévision ? », telle était la question de ce soir. *« Ça sert à s'en servir »*, s'exclame Michel Fizbin, animateur d'Antène 1. Une loi existe qui a supprimé le monopole, les matériels sont sur le marché — la preuve — une multitude de petites télévisions locales, comme pour la radio F.M., seraient possibles. Même si réaliser des programmes revient cher, tout le monde en convenait. Devant leurs écrans l'autre soir, pour la première fois les téléspectateurs auront eu l'occasion de se dire : le service public de l'audiovisuel est cher comme une danseuse, c'est vrai. Va pour la danseuse, mais pourquoi seulement pour elle ?

ÉRIC ROHDE.

QUITTANT LE CONSEIL D'ÉTAT

M. Bertrand Cousin entre dans le groupe Hersant

M. Bertrand Cousin, ancien directeur du service juridique et technique de l'information, maître des requêtes au Conseil d'État, vient de faire valoir ses *« droits à la retraite »* – proposition acceptée par M. Pierre Mauroy – pour entrer à la Socpresse (groupe Hersant) en qualité de directeur général-adjoint, *« où il sera à la première ligne du combat pour la liberté de la presse »*, précise l'intéressé dans un communiqué publié samedi 7 janvier. Rappelons que, pour occuper cette même fonction, M. Cousin avait, en octobre dernier, solliciter sa *« mise en disponibilité pour convenances personnelles »*, mais que sa demande avait été rejetée par le premier ministre *« en dépit de l'avis favorable de la commission consultative du Conseil d'État »*, précise M. Cousin.

M. Cousin estime que *« cette mesure discriminatoire »*, prise par *« vindicte »*, est consécutive à la réponse qu'il avait faite, voici deux ans, à M. Audinot sur l'*« interprétation constante de l'ordonnance de 1944 »*, qui était favorable à M. Robert Hersant. En fait, le statut des fonctionnaires interdit à tout agent de l'État d'avoir un quelconque intérêt, pendant une durée de cinq ans à dater de la fin de ses fonctions publiques, dans une entreprise à l'égard de laquelle il a eu une action de contrôle, de surveillance ou de contractant pour la passation de marchés (*le Monde* du 24 novembre 1983). M. Bertrand Cousin a quitté la direction du S.J.T.I. en août 1982. Agé de quarante-deux ans, il est adjoint au maire de Brest depuis mars 1983.

● *L'interruption de l'A.F.P. vers le Maroc.* – La direction de l'agence marocaine Maghreb arabe presse (M.A.P.) rejette, dans une mise au point qu'elle nous a adressée, l'affirmation de l'Agence France-Presse selon laquelle celle-ci déplorait *« ne plus avoir d'interlocuteur »* dans les négociations commerciales en cours, qui ont été marquées par l'interruption des services de l'A.F.P. vers le Maroc depuis le 1er janvier (*le Monde* du 7 janvier). La direction de la MAP précise que la dernière augmentation de la redevance, conclue d'un commun accord, date d'avril 1982, et qu'il n'y a eu depuis qu'un *« échange de lettres »*. La MAP estime l'augmentation qui lui est demandée (329 %) *« effarante »* et indique qu'elle *« s'est toujours tenue à la disposition de la direction de l'A.F.P. pour mener toute négociation tenant compte des intérêts des deux parties »*.

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 9 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Film : Un shérif à New-York.
Film américain de D. Siegel (1968), avec C. Eastwood, L.-J. Cobb, S. Clark, T. Sterling, B. Field.
Un shérif adjoint arrive de l'Arizona à New-York, où il doit obtenir l'extradition d'un criminel. Exaspéré par les lenteurs administratives, il emploie ses propres méthodes. Mélange de western et de film policier, à partir du personnage de Clint Eastwood. Action, violence et humour. Une sensationnelle poursuite en moto.

22 h 15 Étoiles et toiles.
Magazine du cinéma de F. Mitterrand et M. Jouando.
Godard, une musique pour Carmen ; Autour de Fellini.

23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Emmenez-moi au théâtre (en liaison avec France-Culture) : **les Trois Mousquetaires**, d'après A. Dumas, mise en scène M. Maréchal, réal. A. Flederick. Avec le Théâtre national de Marseille, (1[re] partie).
Caricatures des vices de la société, beauté des décors et des costumes, des combats d'épée : un spectacle agréable, vif.

22 h 10 Magazine : Plaisir du théâtre.
De P. Laville, avec Jean Le Poulain.

23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Film (cycle Marcel Pagnol) : Marius.
Film français d'A. Korda (1931), avec Raimu, O. Demazis, P. Fresnay, A. Rouffe, Charpin, R. Vattier (N. Rediffusion).
A Marseille, le fils d'un cafetier du Vieux Port tombe amoureux d'une jeune marchande de coquillages. Mais il rêve d'être marin et ne résiste pas à l'appel de la mer. Portée à l'écran par un réalisateur d'origine hongroise, la pièce de Pagnol, qui allait devenir célèbre en Angleterre, aérée par des décors naturels, a gardé tout son pittoresque, et toute sa vérité humaine. Le film et ses interprètes obtiennent toujours un grand succès populaire.

22 h 45 Journal.

23 h 05 Thalassa.
Magazine de G. Pernoud.
De la compétition à la plaisance.

23 h 50 Prélude à la nuit.
« Un tas de petites choses », d'A. Caplet, par Ph. Corre et E. Exerjean, piano.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 10 Comment vous sportez-vous ?
17 h 20 Dis, raconte-moi la mer (l'écriture marine).
17 h 35 Télévision ouverte.
18 h 5 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
18 h 30 Sports.
18 h 55 Dessin animé : les Misérables.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers.
Truquage vidéo d'après l'œuvre de J. Verne.

FRANCE-CULTURE

20 h 35, « Les Trois Mousquetaires », d'après A. Dumas, par le Théâtre national de Marseille (en liaison avec Antenne 2).
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct des Champs-Elysées) : *Concerto grosso en ut majeur n° 9* d'Avison, *Concerto « a cinque »* d'Albinoni, *Concerto grosso en ré majeur* de Haendel, *Symphonie de concert pour cordes* de Vivaldi, *Concerto pour clavecin en la majeur* de Bach, *Concerto grosso en si bémol majeur* de Haendel, par The English Concert, dir. T. Pinnock.
22 h 30, Fréquence de nuit.

Mardi 10 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 30 Vision plus.
12 h Tirage au sort du championnat d'Europe de football.
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Portes ouvertes.
14 h Feuilleton : Jo Gaillard.
14 h 55 Reprise : L'art au monde des ténèbres.
Les grandes inventions de Lascaux, réal. M. Ruspoli (diff. le 19 déc.).
15 h 50 C'est arrivé à Hollywood.
16 h 15 Le forum du mardi.
18 h Le neveu d'Amérique.
18 h 15 Le village dans les nuages.
18 h 40 Variétoscope.
18 h 55 7 heures moins 5.
19 h Météo.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Les petits drôles.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Les mardis de l'information : la crise des autres.
Magazine de la rédaction de TF 1.
1974-1984. Depuis dix ans, les pays occidentaux subissent une dure crise économique. Un examen de la situation, une série de reportages aux Etats-Unis, en Italie, en R.F.A., en U.R.S.S. et au Togo.
21 h 40 Variétés : Vagabondages.
Roger Gicquel invite Francis Lalanne.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 5 Jeu : L'académie des neuf.
13 h 35 Les amours romantiques.
13 h 50 Aujourd'hui la vie.
14 h 55 Série : Drôles de dames.
15 h 45 Reprise : La chasse aux trésors.
Dans le Vercors (diff. le 8 janvier).
16 h 45 Entre vous.
De L. Bériot.
Les métiers d'art.
17 h 45 Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord.
20 h 35 Film : la Soupe aux choux.
Film français de J. Girault (1981), avec L. de Funès, J. Carmet, J. Villeret, G. Dejoux, C. Gensac, M. Perrin.
Dans un hameau isolé du Bourbonnais, deux vieux paysans qui aiment un peu trop le vin rouge attirent par hasard un extra-terrestre, qui va être converti à la soupe aux choux. Concours de pets et gags à l'avenant. Une farce d'une énorme vulgarité où L. de Funès fait peine à voir. Triste.
22 h 25 Mardi cinéma.
Avec Jerry Lewis, M. Blanc, J. Carmet, Miou-Miou.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19 h 55 Dessin animé : Inspecteur Gadget.
20 h 5 Les jeux.
20 h 35 Film : l'Homme au cerveau greffé.
Fim français de J. Doniol-Valcroze (1972), avec M. Carrière, N. Machiavelli, M. Duchaussoy, J.-P. Aumont, M. Egerikx.
Un chirurgien, condamné par une maladie de cœur, fait greffer son cerveau sur le corps d'un jeune coureur automobile grièvement blessé. L'opération réussit mais le cerveau domine la personnalité de celui qui l'a reçu sans le savoir. Curieux conflit psychologique à partir d'un thème de science-fiction. La mise en scène, intelligente et subtile, s'attache à la dualité d'un être nouveau, à ses problèmes.
22 h Journal.
22 h 20 Magazine : La vie en face.
Par P. Alfonsi et P. Pesnot.
Libé allume la télé.
Un reportage concret, vivant, sur le journal Libération *: sa genèse, son évolution, son idéologie.*
23 h 25 Prélude à la nuit.
Sonate pour violoncelle, de Kodaly, par P. Tortelier.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Dessin animé : Du plomb dans la neige.
17 h 10 Ciné 16 : Trente Hectares de bonne terre, téléfilm de J.-P. Gallo.
18 h 35 Sauvetage en mer.
18 h 55 Dessin animé : les Misérables.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Fortune.
19 h 50 Vingt mille lieues sous les mers.
Truquage vidéo d'après l'œuvre de J. Verne.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Matinales.
8 h, Les chemins de la connaissance : lire et relire Robert Musil ; à 8 h 32, les métamorphoses de l'espace ; à 8 h 50, l'oiseau de brume.
9 h 7, La matinée des autres : la vengeance, par M.-H. Fraissé. Avec G. Courtois, M. Delmas-Marty, R. Hamayon.
10 h 45, Les jeunes entrepreneurs.
11 h 2, Musique : Semaines musicales internationales d'Orléans (et à 13 h 30, 17 h 30 et 21 h 15).
12 h 5, Agora.
12 h 45, Panorama.
14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : *le Retour du divin*, d'Audiberti.
14 h 47, Les après-midi de France-Culture : à Strasbourg ; à 15 h 20, rubriques internationales ; 17 h, raison d'être.
18 h 30, Feuilleton : les Ethiopiques.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : M. Tompkins au pays des merveilles.
20 h, Dialogues : « pratique et critique de l'écriture aujourd'hui », avec A. Compagnon et F. Marmande.
21 h 15, Semaines musicales d'Orléans : caf' conc', avec I. Jarsky ; alto, altos..., avec G. Caussé, A. Flammer, J.-C. Henriot...
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin.
7 h 10, Concert : A. Magnard.
7 h 45, Le journal de musique.
9 h 2, Le matin des musiciens, (50[e] anniversaire de l'Orchestre national) : œuvres de Stravinsky, Mozart, Ravel, Honegger, Roussel.
12 h, Archives lyriques.
12 h 35, Jazz : Bill Evans.
13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, D'une oreille l'autre : œuvres de Purcell, Tchaïkovski, Bridge.
17 h 5, Repères contemporains : N. Thien Dao.
18 h, L'imprévu.
19 h 5, Studio-Concert : œuvres de Rivier, Lenot, Tisné, Kouzan, par les Philharmonistes de Châteauroux.
20 h, Jazz : les irréfutables.
20 h 30, Concert (50[e] anniversaire de l'Orchestre national) : Pelléas et Mélisande, de Debussy, par l'Orchestre national, dir. D. E. Ingelbrecht.
23 h, Fréquence de nuit : jazz club.

TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 9 JANVIER

— *M. Jean-Marie Le Pen*, président du Front national, est l'invité de l'émission « Face au public », sur France-Inter, à 19 h 15.

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Sylvie et Pierre REYNARD
ont la joie d'annoncer la naissance
d'Augustin.

60550 Verneuil-en-Halatte.

Décès

— M[me] William Bazé,
son épouse,
M[me] Liliane Bazé,
sa fille,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. William BAZÉ,
commandeur de la Légion d'honneur,
médaillé de la Résistance,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 6 janvier 1984, dans sa quatre-vingt-cinquième année, muni des sacrements de l'Église.
La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 11 janvier 1984, à 10 h 30, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, 27, rue d'Armaillé, Paris-17[e], où l'on se réunira.
L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin dans le caveau de famille.
61, avenue Niel,
75017 Paris.

— M. Philippe Catillon
et ses enfants,
M. et M[me] Paul Plovier,
M. Jean Catillon
Et les familles Catillon, Plovier, Kemlin, Caye, de Bruyn et Casanova,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Francine CATILLON,

à Marly-le-Roi, le jeudi 5 janvier 1984.

La messe sera célébrée le mardi 10 janvier, à 17 h 30, en l'église Saint-Thibaut de Marly-le-Roi.
Au lieu de fleurs, Francine aurait souhaité un geste de solidarité envers les plus déshérités.

— Châteauroux (36).

Le docteur Jean-François Cazala,
son époux,
François-Roger, Constance, Marie-Victoire,
Ines,
ses enfants,
M[me] Paul Borin,
sa mère,
Les familles Cazala, Cany, Borin, Trabuc, Lascaux, Lefèvre,
ont l'extrême douleur de faire part du décès de

Anne-Marie CAZALA,
née Borin,

dans sa cinquante-troisième année, à Châteauroux, le 7 janvier 1984.
Les obsèques auront lieu en l'église Saint-André, sa paroisse, le jeudi 12 janvier, à 15 heures.

— M[me] Daniel Chebath,
M. et M[me] Raymond Zerapha,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et M[me] Paul Chebath
et leurs enfants,
Les familles Kespi, Chebath,
M[me] Claudia Dubouis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Daniel CHEBATH,

survenu le 28 décembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La famille ne reçoit pas.

15, rue Versigny,
75018 Paris.

— Ses amis de la B.B.C.
font part du décès de

Eva DREYFUS,

survenu le 2 janvier 1984.

— M. Eric Dufoix,
Cyrille, Sandrine et Patrice,
M. Eric Seydoux,
M. et M[me] André Rolland,
M. et M[me] Alain Seydoux,
M. et M[me] Gérard Seydoux,
M. et M[me] Rémi Duval,
M. le pasteur
et M[me] Jean-Michel Carpentier,
M. et M[me] Jean-Armand Casalis,
M. et M[me] Patrick Rolland
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M[me] Eric DUFOIX,
née Brigitte Seydoux.

Un service religieux aura lieu le mardi 10 janvier 1984, à 11 heures, en l'église réformée d'Auteuil, 53, rue Erlanger, Paris-16[e].
L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Saumur (49), le mercredi 11 janvier.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Ni fleurs, ni couronnes.

— M[me] Alfred Kastler, son épouse,
Daniel et Elisabeth Kastler,
Mireille Kastler,
Claude et Joëlle Kastler,
ses enfants,
Nora, Jean-Claude, Danielle, Lucien, Bruno, Blandine, Sophie, Eva, Frédéric, Marlène, Jean-Loup, Michel, Nadia,
ses petits-enfants,
Amandine, Hermance, Tiphaine,
ses arrière-filles,
M. et M[me] Frédéric Kastler,
M[me] Léone Cosset,
M[me] Elisabeth Sander,
ses frère, belles-sœurs,
M. et M[me] Franck Cosset,
M[lle] Anne-Marie Cosset,
M. et M[me] Robert Delacroix,
ses neveux et nièces,
M. et M[me] Roger Maurer,
M[me] Evelyne Hemmerlé,
M[me] Mariette Veiss,
M. et M[me] Jean-Paul Schneider,
M[lle] Gisèle Lecordaire,
M. Louis Mezière,
ses cousins, cousines,
Les familles Follet, Houlliot, Lissitzky, Kohl,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Alfred KASTLER,
professeur honoraire à la Sorbonne,
et à l'Ecole normale supérieure,
prix Nobel de physique,
grand officier de la Légion d'honneur,
membre de l'Académie des sciences,
et de nombreuses académies étrangères,

survenu à Bandol (Var), le 7 janvier 1984, à l'âge de quatre-vingt-un ans.
Les obsèques auront lieu le mercredi 11 janvier 1984, à 11 heures, en l'église Saint-Matthieu de Bures-sur-Yvette (91) où l'on se réunira.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
Résidence Gratien,
1, avenue Charles-Comar,
91440 Bures-sur-Yvette.
(*le Monde* daté 8-9 janvier.)

— M[me] Gérard Le Blan-Corpet,
son épouse,
M[me] Marie-Louise Paris-Le Blan,
Véronique et Jean-Marc,
M. et M[me] Didier Le Blan-Laloy,
Arnaud et Philippe,
M. Yves Le Blan et Erwan,
M. et M[me] Henri Legendre-Le Blan,
Vannina, Yves et Aurélie,
M. et M[me] Bruno Le Blan-Desmettre
et Benjamin,
Ses enfants et petits-enfants,
Ses frère, beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
M[lle] Odette Decofour,
Toute la famille,
La direction et le personnel des établissements Le Blan & fils,
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard LE BLAN,

accueilli dans la lumière et le repos de la Maison du Père à La Madeleine-lez-Lille, le 6 janvier 1984, à l'âge de soixante-douze ans, muni des sacrements de l'Église.
La messe sera célébrée le mardi 10 janvier 1984, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-Lourdes, 18, avenue Simone, à La Madeleine.
Assemblée en la chapelle de l'église à 10 h 15.
Inhumation cimetière de La Madeleine (nouveau).
L'offrande tiendra lieu de condoléances.
Il ne sera pas envoyé de faire-part, le présent avis en tenant lieu.

260, avenue de la République,
59110 La Madeleine.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— Sa famille a la douleur de faire part du décès de

M[me] Louise MSIKA
née Levy.

Ses obsèques ont eu lieu le 6 janvier 1984, dans la plus stricte intimité.
On nous prie d'associer à son souvenir celui de son époux,

Victor MSIKA
décédé en 1967.
4, avenue Raymond-Croland,
92260 Fontenay-aux-Roses.

— M. Jean Paoli
et ses enfants,
M. Jean-Marie Surjous et M[me], née Arlette Paoli, et leurs enfants,
M. Jacques Paoli,
M. Alfred Desbiolles,
ses enfants et petits-enfants,
M. Paul Hubert,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Gherardi, Pasjantonucci, Soulier, Heinrich,
Ainsi que les familles parentes et alliées,
font part du décès de

M[me] Germaine Paoli,
née Desbiolles,

survenu le 6 janvier 1984 dans sa soixante-dix-neuvième année, à Paris.

Les obsèques auront lieu le 10 janvier 1984, à 14 h 30, en l'église du Monastère à Nice.

Remerciements

— M. et M[me] Jean Alphonse Bernard,
M. et M[me] Maurice Bernard,
M. et M[me] Yves Bernard,
leurs enfants, parents et alliés,
remercient tous ceux qui leur ont apporté le témoignage de leur sympathie à l'occasion de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

M. Antonin BERNARD,

décédé le 13 décembre 1983, dans sa quatre-vingt-septième année.

Un service religieux sera célébré en l'église Saint-Philippe du Roule, à Paris, le mercredi 11 janvier, à 18 heures, à la mémoire du défunt et à celle de son épouse,

Yvonne MEILLEROUX,

disparue le 9 juillet 1979.

— Lyon.
Aline Pic,
Françoise et Emmanuel
remercient tous ceux qui, même par la pensée, ont accompagné

Clément PIC,
lors de son dernier voyage à Lorgues.

Messes anniversaires

— Une messe à la mémoire du graveur

Robert CAMI,

sera célébrée le jeudi 12 janvier, à 18 heures, en l'église Saint-Germain l'Auxerrois.

Soutenances de thèses

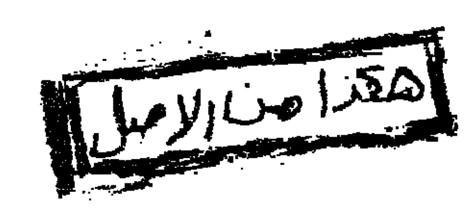
DOCTORAT D'ÉTAT

— Université de Paris-V. — Mardi 10 janvier, à 14 h 30, salle Louis Liard, M. François Steudeler : « Institution de soins et professions de santé (soins, enseignement et recherche dans les centres hospitaliers et universitaires) ».
— Faculté de droit et des sciences politiques et sociales d'Amiens. — Jeudi 12 janvier, à 15 heures, salle des actes, M. François Rangeon : « L'idéologie de l'intérêt général ».
— Université de Paris-V. — Samedi 14 janvier, à 9 heures, amphithéâtre Durkheim, M. Sadok Sahli : « Les problèmes de la limitation des naissances dans les pays du Maghreb ».
— Université de Paris-VII, vendredi 20 janvier, à 9 heures, salle des thèses, M. Maurice Dayan : « Inconscient et réalité ».

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens —
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23
ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	685 F	859 F	1 080 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	661 F	1 245 F	1 819 F	2 360 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG, PAYS-BAS	381 F	685 F	979 F	1 240 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	830 F	1 197 F	1 530 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	83,00	98,44
DEMANDES D'EMPLOI	25,00	29,65
IMMOBILIER	56,00	66,42
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAUX	164,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Une association internationale dans le secteur textile dont le siège est à Paris recherche son

SECRETAIRE GENERAL

1. Initiateur et coordinateur d'actions de promotion ou de protection de la profession en relation avec les industriels européens.
2. Représentant et expert de la profession auprès des instances internationales (CEE, FAO, CNUCED).

Cette fonction pré-suppose une large culture économique, une expérience de plusieurs années dans un organisme professionnel, la parfaite maîtrise au minimum du français et de l'anglais.

Veuillez adresser votre candidature, en joignant C.V. sous référence 451 M à Alain SARTON

plein emploi
10, rue du Mail – 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

Directeur général

Région nord

Produits alimentaires - Un important groupe international recherche le directeur général de sa filiale française (170 personnes) spécialisée dans le commerce de gros alimentaire. Basé *dans une agréable ville du nord de la France*, il rendra *directement compte* à la maison-mère britannique. Assisté d'une équipe de direction comportant 4 personnes, il se verra confier la responsabilité globale de l'animation et du développement de cette filiale : définition des objectifs, élaboration des politiques commerciales et marketing, déploiement de l'activité export, gestion financière, administrative et du personnel, contrôle des achats et des stocks... Ce poste s'adresse à un cadre confirmé âgé au minimum de 35 ans, doté d'une solide formation de base et maîtrisant parfaitement la langue anglaise. Le candidat idéal devra faire montre d'un grand sens des affaires et justifier d'une expérience réussie de direction d'une entreprise, ou plus généralement d'un centre de profit intégré à un groupe international et spécialisé dans la distribution de produits de grande consommation. La rémunération annuelle de l'ordre de 350.000 à 400.000 francs pourra être supérieure si les compétences présentées le justifient, *et sera assortie d'une voiture de fonction. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence* A/R 9021M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Membre de SYNTEC

Directeur de programme

esc nantes

L'ESC NANTES se situe dans le groupe de tête des écoles de gestion françaises. Avec 25 professeurs permanents et 120 intervenants extérieurs, elle développe *quatre programmes : la formation première des étudiants, le perfectionnement des cadres d'entreprise*, la recherche en gestion, un programme international. Elle recherche actuellement son directeur de programme formation première, qui sera chargé, sous l'autorité du directeur du groupe, de mettre en place et de développer un projet pédagogique et d'assurer la gestion pédagogique, humaine et budgétaire de son secteur. Les postulants auront obligatoirement une formation supérieure de haut niveau en gestion (grande école, doctorat) et une double expérience, dans l'enseignement et en entreprise. La *rémunération sera fonction des expériences acquises. Ecrire à S. BAQUEDANO en précisant* la référence A/1234M.



1, rue Dugueselin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Membre de SYNTEC

LA VILLE DE GRENOBLE

recrute

UN DIRECTEUR DES AFFAIRES CULTURELLES

CHARGÉ DE :
- Coordonner les activités du service culturel de la ville de *Grenoble* ;
- Participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique culturelle ;
- Evaluer les actions engagées et mettre en œuvre des projets nouveaux.

CONDITIONS D'ACCÈS :
Emploi ouvert aux titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur ou aux agents communaux remplissant les conditions pour être nommé DIRECTEUR ADMINISTRATIF.

QUALITÉS REQUISES :
- Expérience professionnelle nécessaire dans le domaine culturel ;
- Fortes capacités d'études et de négociation.

Les candidatures avec *curriculum vitae* sont à adresser à :
MONSIEUR LE MAIRE
11, boulevard Jean-Pain,
38000 GRENOBLE
AVANT LE 24 JANVIER 1984.



SIPSY. *Société française, filiale du Groupe pharmaceutique JOUVEINAL, spécialisée dans la production et la commercialisation de produits chimiques de haute qualité à usage thérapeutique, nous recherchons notre* **DIRECTEUR D'USINE** *située dans le* **CENTRE OUEST** et capable rapidement de

devenir le directeur de notre division...

spécialisée dans les produits de synthèse en

chimie organique fine

Vous animerez et contrôlerez l'activité d'une unité très performante de 80 personnes réparties en trois services :

Développement - Production - Contrôle Qualité

Vous assurerez la relation avec les Services Généraux du Groupe, avec le Département Recherche et Développement, avec la Direction Commerciale « Chimie fine » du Groupe.

Vous proposerez les plans de développement de votre unité, à un et trois ans.

Vous assimilerez rapidement les éléments de Gestion nécessaires pour devenir Directeur de la Division.

Vous êtes Ingénieur chimiste ou universitaire de haut niveau avec une bonne expérience de la chimie organique (Recherche et/ou Production).

Vous vous sentez l'étoffe et l'ambition pour devenir le patron d'une unité en expansion, qui innove et dépasse les frontières de l'hexagone.

Adressez votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo) sous réf.2/DJT/LM à notre Conseil qui vous garantit toute discrétion.

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MAISON DE COGNAC DE HAUTE NOTORIETE
CA 80 M DE F, 2 FILIALES ETRANGERES
EXCELLENTE IMAGE DE MARQUE

recherche

directeur administratif et financier

- 38 ans minimum. Formation supérieure en Gestion, Comptabilité et Finances. Pratique usuelle de l'outil informatique. Anglais impératif, Espagnol souhaité. Connaissances en *droit international et comptabilité anglo-saxonne appréciées. Expérience minimale de* 5 ans de la responsabilité effective d'un poste similaire en PME, de préférence dans un contexte international.
- Proche collaborateur du Président, membre de l'équipe de direction, il prend sous sa responsabilité effective les domaines suivants :
  - *finances et comptabilité : élaboration* et mise en œuvre *pratique* de la politique financière sous tous ses aspects,
  - *contrôle de gestion de la société et des filiales : budgets, procédures, tableaux de* bord, analyse des résultats,
  - *administration* : assurances, secrétariat et services généraux, informatique, gestion du personnel.
- Sa compétence, son tact, son entregent en font un interlocuteur averti du Président et doivent lui permettre d'intégrer *une équipe de décideurs opérationnels, fiables et* autonomes.

Ecrire avec C.V. détaillé et prétentions sous réf. 640-M à GUILLON Sélection
(réponse et discrétion assurées).

guillon sélection
93, RUE JOUFFROY - 75017 PARIS

Création de Poste 250.000 F +

Directeur "Finances et Gestion"

Groupe de Sociétés Industrielles - leader sur des marchés porteurs (mécanique de précision, électronique, optique) - effectif 400 personnes - C.A. 100 millions de Francs - 3 usines - crée le poste de Directeur "Finances et Gestion".
Directement rattaché au P.D.G. du Groupe, il devra :
— superviser et coordonner les services suivants : comptabilité générale, comptabilité clients, paie et finances (effectif : 15),
— développer les outils de gestion financière en matière de trésorerie et de budget - concevoir et "faire vivre" un contrôle de gestion (siège et usines) - négocier au jour le jour avec les partenaires *financiers - mettre en place les dossiers de financement....*

Ce poste convient à un homme de 33 ans minimum, excellent professionnel ayant un esprit de rigueur et sachant rester près des réalités concrètes. Formation supérieure, diplômé d'école de commerce ou de sciences économiques ... option : *finances-comptabilité. Expérience minimum de 5 ans dans un poste analogue acquise de préférence* dans une entreprise *industrielle* de taille moyenne ; complément d'expérience audit appréciée. Bonne expérience d'utilisation de l'informatique. Lieu de travail : PARIS-ETOILE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo s/ réf. 73697/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 *BOULOGNE Cédex.*

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publicel

Directeur juridique

Lille 400 000 F +

Un très important groupe de sociétés en forte expansion en France et à l'étranger désire renforcer son équipe de direction en créant la fonction de responsable juridique.
Celui-ci aura un double rôle :
- la conception de l'avenir juridique du groupe,
- l'organisation de la fonction juridique au sein de celui-ci avec le rôle de conseil et de formation y afférent .
Le candidat, ayant la pratique des négociations à haut niveau, est actuellement secrétaire général d'une importante société ou responsable juridique au sein d'un groupe dynamique ou d'un cabinet .

Envoyer CV détaillé, sous réf. 3439 (mentionnée sur l'enveloppe), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

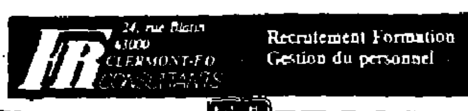
ETABLISSEMENT BANCAIRE
REGION AUVERGNE
recherche

DIRECTEUR AGENCE

Mission confiée :
Au sein de l'agence, responsabilité globale, organisation, administration, gestion du personnel, relation clientèle.

Profil souhaité :
Avec une formation et une expérience bancaire, il possède un sens commercial développé, une rigueur administrative et un esprit relationnel. Il s'adapte facilement à toute évolution.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions aux **CONSULTANTS DE FR** qui traiteront confidentiellement votre candidature sous référence : R 777



Directeur d'Agence

Nantes

Une société industrielle française réalisant des biens d'équipement, leader dans son domaine, solidement implantée en France, recherche le

Directeur d'une de ses Agences.

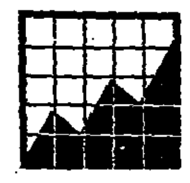
Il aura la responsabilité commerciale de sa région, dirigera et animera une équipe opérationnelle de technico-commerciaux et d'agents techniques.

Excellent vendeur lui-même, il devra animer et motiver l'équipe de vente et visiter personnellement les clients importants.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure ayant l'expérience d'encadrement de commerciaux.

La rémunération sera fonction de la réussite : 160.000 F + Voiture de fonction.

Merci d'adresser votre candidature (C. V., photo et prét.) sous Réf. 837 à CURRICULUM - 26 rue du 4 Septembre 75002 PARIS - qui nous la transmettra en toute confidentialité.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre GROUPE AMERICAIN emploie 12.000 personnes.
Nous sommes parmi les grands fabricants mondiaux de composants électroniques.
Notre expansion continue nous mène à rechercher un :

Futur Directeur de Conception

CIRCUITS INTEGRES

Région RHONE-ALPES.

Ce collaborateur aura une formation Supérieure en Electronique.

Participant activement aux choix des circuits à réaliser, à l'échelon EUROPEEN, il sera entièrement responsable de leurs conceptions.

Nous souhaitons une expérience de quelques années dans la conception des circuits *intégrés, si possible, en bipolaire.*

Une expérience professionnelle aux U.S.A. serait appréciée.

Une bonne maîtrise de l'anglais est utile.

Sa mission nécessitera de nombreux contacts et l'amènera à se déplacer tant en Europe qu'aux U.S.A.

Nous offrons des perspectives *d'évolution au sein d'un Groupe Leader sur ce créneau.* Quant à la rémunération, elle sera d'un très bon niveau, plus des avantages liés à la fonction.

Chaque candidature sera traitée avec la plus grande confidence.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (*retournée*) sous référence 201 Ly - RC
80, rue Bellecombe 69006 LYON

RC RATIO CONSEILS — PARIS - NEW YORK - LOS ANGELES - MADRID - BARCELONE

Directeur Commercial

Grande Distribution 300 000 +

ALFAPAC

SP METAL

Société créée en 1976, produit dans son usine de Haute Normandie et commercialise une gamme de sacs plastiques et de rouleaux aluminium.

SP METAL est devenu l'un des leaders de la profession avec plus de 100 millions de C.A.

Nous recherchons l'homme qui saura, à la fois, diriger une équipe de *vente des plus* dynamiques, et, en prise directe avec le Président, définir une stratégie d'avenir afin de consolider les positions acquises et surtout poursuivre l'expansion et le lancement d'une marque nationale : **ALFAPAC.**

Le développement de *SP METAL, tant en France qu'à l'étranger*, peut, dans les années à venir, conduire ce poste à des responsabilités plus *importantes* ; en conséquence de quoi il s'adresse à un collaborateur de très grande valeur dont nous saurons rémunérer les acquis et les apports.

Merci de *faire* parvenir votre candidature sous référence 84505 M à notre Conseil Michel BARBEY *qui, après examen*, vous adressera le descriptif du poste avant de vous rencontrer.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53



Nous sommes parmi les Leaders en EUROPE, dans le domaine des petits emballages en plastique injectés.

Notre développement nous permet de rechercher notre

Directeur de production

RHONE-ALPES

Vous serez responsable :
- de la gestion de l'outil de production
- du *potentiel humain* (+ 90 personnes).

Vous aurez :
- une formation d'ingénieur
- une expérience professionnelle d'au moins 3 années.
- une connaissance de l'anglais.

Une expérience à un poste *similaire*, une maîtrise de l'emballage plastique seront des PLUS.

La rémunération sera d'un très bon *niveau.*

Des perspectives d'évolution sont offertes au sein du groupe.

Documentation sur poste aux candidats présélectionnés

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (retournée) sous référence 801 Ly - RC
80, rue Bellecombe 69006 LYON

RC RATIO CONSEILS

Plusieurs usines
Dans une région agréable
Des produits industriels de grande série
Qui ont conquis le monde entier
Un personnel qualifié, des ingénieurs performants
Des projets, des investissements et des profits importants

ET VOUS, NOTRE DIRECTEUR DE PRODUCTION

350/400 000 F

- jeune d'esprit pour une équipe jeune
- issu d'une grande école d'ingénieurs
- ayant acquis une solide expérience de la production grande série de biens industriels
- doté d'une forte personnalité
- capable d'accéder aux fonctions de Directeur Général chez nous ou dans notre groupe
- parlant couramment (ou presque) l'anglais

Répondez-nous en toute confiance et adressez votre dossier de candidature sous référence 15740 M, à l'Agence AFFLUENTS 49, avenue Trudaine 75009 PARIS, en précisant le cas échéant, sous double enveloppe, le nom des sociétés auxquelles vous souhaitez que votre dossier ne soit pas communiqué.

Péri-informatique française
Une direction marketing et commerciale

Cette société française *étudie*, fabrique et *commercialise depuis une vingtaine d'années des imprimantes. Vous la connaissez si vous êtes dans la profession.*

I.E.R., une progession de 25 % l'an, un CA en 83 de 100 millions de francs, une nouvelle unité de production récemment lancée à Besançon, des clients dans le monde entier, des applications de plus en plus larges, des séries de plus en plus longues. Et... bénéficiaire, 6 % après impôt.

Un esprit prospectif, 20 % de la société s'emploie à préparer l'avenir : 40 personnes aux études pour un *effectif de 195. Des contacts constants* avec la technologie nord-américaine.

Une organisation commerciale solide, des professionnels compétents et motivés à la vente, comme à tout ce qui l'entoure : avant-vente, promotion des ventes, administration des ventes, après-vente. Autant de services. Et des distributeurs sur tout le territoire.

L'actuel Directeur commercial quittant son poste, il s'agit de continuer son action : animer et développer cet ensemble. Et aussi d'assumer en *direct* une véritable action marketing, à l'affût de nouveaux créneaux, en contact étroit avec les grands clients, les administrations telles que les télécom. Entretenir des relations suivies avec les fabricants des produits de revente, trouver de nouvelles cartes. Aux U.S.A., au Japon, l'anglais sera donc largement utilisé.

Il parait aussi indispensable d'avoir une formation d'ingénieur pour *exercer avec succès cette direction* commerciale. Quant aux qualités intellectuelles et à l'*ascendant personnel que tous attendront de ce dirigeant, elles seront sans limites !*

Les candidatures seront examinées dans les meilleurs délais par les consultants du cabinet CLEAS. Leur écrire sous référence 8370 LM.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS
MEMBRE DE SYNTEC

Paris

Directeur Financier

300 000 F +

Société française de services liée à un groupe international de presse mondialement réputé dans le domaine de l'information et de la communication, nous souhaitons confier à un collaborateur dynamique la direction et l'animation de notre département Finances-Comptabilité (10 personnes).

Au sein d'un contexte vivant relié à la finance internationale, ce **Directeur** est tout d'abord chargé de la *gestion comptable et financière de la société française* : bilan, fiscalité, plan, budget, informatique et «*management accounting*». Mais nous *comptons* aussi sur lui pour développer les outils performants *d'analyse et de contrôle qui lui permettront d'être* une personne écoutée et appréciée au sein de la *direction vis-à-vis des autres directions du groupe.*

Une formation supérieure comptable et financière (SUP de CO, INSEAD + DECS ou équivalent) est naturellement requise mais nous attachons aussi de l'importance aux qualités opérationnelles de manager et à l'expérience nécessairement acquise dans un environnement anglo-saxon. Enfin, la nature de nos échanges implique d'être parfaitement bilingue anglais-français.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence M 28601 à Nicole Le Breuilly - TEG - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.

The Executive Group Management — *division de SYSTEMA*

emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

Imp. STÉ SUISSE DE COMMERCE INTERNATIONAL recherche pour ses affaires en ANGOLA un

DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

appelé à résider à LUANDA/ANGOLA pour une durée de 2/3 ans, après une période d'introduction à Lausanne. *Cette activité intéressante* et variée demande une formation dans le commerce international. Le candidat doit : *avoir le sens des affaires et un* vif intérêt pour les transactions commerciales et financières, posséder au moins le français *et le portugais. La* connaissance d'autres langues telles que l'anglais, l'allemand ou l'espagnol sera appréciée. Les personnes intéressées sont *priées d'envoyer leur offre manuscrite* avec C.V., copie de certificats et photo à : ANDRÉ & Cie S.A. *Bureau du* Personnel, Case Post. 1002, LAUSANNE (Suisse).

FILIALE GROUPE MULTINATIONAL
EQUIPEMENTS AUTOMOBILE
recherche

INSPECTEUR COMMERCIAL EXPORT

LE CANDIDAT :
sera diplômé d'école de commerce ou équivalent, jeune et dynamique avec une expérience dans la vente de produits à caractère technique et parlera couramment l'anglais et si possible l'allemand.
SA MISSION :
assurera la vente à la rechange de nos produits soit en Afrique, soit en Europe en fonction de l'expérience acquise sur une de ces zones géographiques.
De réelles possibilités d'évolution seront offertes aux candidats que nous aurons retenus.

Envoyer lettre manuscrite, CV, *photo et prétentions* à N° 85537 à
CONTESSE PUBLICITE - 20, *avenue de l'Opéra* - 75040 PARIS CEDEX 01
qui transmettra

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURS-CONSEILS

recherche
pour direction de travaux de Génie Civil et de Batiment en ARABIE SAOUDITE

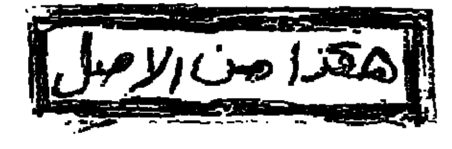
Position	expérience minimum	Domaine de compétence
INGÉNIEUR EN CHEF RÉSIDENT	15 ans	Génie Civil, Batiment et Travaux Maritimes
INGÉNIEUR RÉSIDENT	10 ans	Génie Civil et Batiment
INGÉNIEURS	8 ans	Génie Civil et Batiment
INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN	10 ans	Réseaux H.T. - Installations Electriques de Batiment
INGÉNIEUR MÉCANICIEN	10 ans	Machines et équipements d'ateliers de réparations navales
MÉTREUR	8 ans	Génie Civil, Batiment et Travaux Maritimes
CONTROLEURS DE TRAVAUX	10 ans	Génie Civil et Batiment

Excellente connaissance de l'anglais indispensable.

Prière d'adresser un curriculum vitae détaillé comportant expérience passée, références et salaire actuel à :
PROFILS, Immeuble Périsud
5, rue Louis Lejeune 92128 MONTROUGE



PROFILS



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

You are looking at probably the most exciting marketing & sales appointments in Europe

To continue the unique growth of DIGITAL, which has made us the second largest computer manufacturer in the world, we are setting up a European Center for Computer aided engineering and manufacturing in Munich. It will be staffed by the foremost applications professionals drawn from all over Europe, to make available the highest level of applications and technology expertise within DIGITAL.

Our goal is to be recognized as the leading supplier of complete computer solutions to customer problems.

Sales support consultants

You will support our Sales Operation in Europe in major presales opportunities. You will be coming up with solutions for customers in terms of applications and computing concepts.

Marketing support consultants

You will provide support and advice across Europe to our Marketing Organisation. You will define market needs and product requirements and drive our marketing programs.

For all positions of this seniority, you will have had several years experience in manufacturing industries implanting software solutions. We will demand the very highest technical qualifications covering.

MECHANICAL AND ELECTRONIC CAD/CAM — MANUFACTURING MANAGEMENT SYSTEMS (MRP II) — FACTORY AUTOMATION (FMS, Robotics, Process Control)

If you can satisfy these qualifications and enjoy designing computer solutions to today's business problems, we would like to hear from you.
Naturally for the calibre of people we are looking for, we are offering a highly attractive package of salary and benefits.

For these European appointments, based in MUNICH - West Germany, fluent English is required.
Interviews will be held in London, Paris and Munich, but please apply in the first place to Digital Equipment,
Attn. Mr. Siegfried Rheinwald, Freischuetzstr. 91, D-8000 Munich 81, West Germany (Phone: 89-95913350)

Curriculum

N°1 de l'informatique interactive.

digital

Spectra-Physics GmbH

European Financial Analyst

Location : Darmstadt - West Germany

SPECTRA PHYSICS, a leading international group with HQ in Silicone Valley, California, develops and manufactures lasers for scientific, industrial and commercial applications, laser-based systems for construction alignment, agriculture machine control and analytical instruments and automation products. The European Controller Finance/Administration of our *fast-growing and highly profitable operation in Europe is now looking for a young* **Financial Analyst of French nationality** *to strengthen the management team.*

The key tasks involved : performing acquisition audits as required ; supporting special projects at subsidiary level, tax planning, inventory analyses, management reporting, product profitability analyses ; performing analyses on overall business performance in such areas as asset management, capital investment appraisals, etc. He will also provide back-up support for subsidiary controllers.

The candidate, probably aged 26-29, must be a qualified accountant and have gained at least two years experience as a systems user in a fast-moving, progressive Financial environment or with an international Audit firm. Communicative skills (fluency in English), analytical ability and a considerable degree of initiative are required to deal with the many and varied problems that arise. In return, a generous remuneration package *(including relocation expenses)* and good *career prospects are offered.*

Candidates should write in confidence enclosing a comprehensive CV quoting reference M 28701 to Rudolph von Raesfeldt - **TEG** *- 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.*

The Executive Group Management — *division de SYSTEMA*

Dessain



emplois régionaux



S.A. SEB — Etablissement de Bourgogne

(35 kms Nord Dijon)

CREE DEUX NOUVEAUX POSTES H/F

JEUNE INGENIEUR RECHERCHE

Vous êtes ingénieur (SUPELEC, ENI, ESIEE, INSA...) débutant ou avec quelques années d'expérience. Vous souhaitez vous affirmer dans un poste qui présente de réelles possibilités d'évolution pour une personne qui saura faire preuve de créativité, disponibilité et sens du contact. Vous saurez donc, au sein de notre Centre de Recherches, préparer les études et mettre en oeuvre les projets conduisant à la création d'un nouvel appareil électroménager. La pratique de l'anglais sera un atout supplémentaire.
Réf. IR

INGENIEUR RESPONSABLE MAINTENANCE

Ingénieur électro-mécanicien ou autodidacte, *vous avez déjà conduit un atelier d'entretien pendant 5 ans. Vous saurez donc diriger un service maintenance de 35 personnes au sein* d'un établissement de production de 1000 personnes. De bonnes connaissances en mécanique, hydraulique, électro-technique, ainsi que des notions en microprocesseurs et automates programmables vous permettront de mener à bien l'entretien de l'outil de production et la mise en place des plannings d'entretien préventif.
Réf. RM

Vous manifesterez votre intérêt en adressant lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en indiquant la référence du poste choisi à : **S.A. SEB — Direction du Personnel — 21261 SELONGEY CEDEX**



LE PARLEMENT EUROPÉEN

organise, pour son Secrétariat Général à Luxembourg, un concours général pour le recrutement d'

administrateurs
(m/f)

de langue française

Principales conditions d'admission:

☐ diplômes *universitaires sanctionnant des études complètes: • en droit, • en sciences politiques, • en sciences sociales, • en sciences économiques, • dans le domaine de l'information.*
Eventuellement, expérience *professionnelle dans les domaines* précités garantissant un niveau et une qualité équivalents;
☐ connaissance approfondie de la langue française et connaissance satisfaisante d'une autre langue officielle de la Communauté européenne. Il sera tenu compte de la connaissance d'autres langues officielles de la Communauté européenne;
☐ être ressortissant d'un des Etats membres de la Communauté européenne;
☐ être né après le 13 février 1950.

Le numéro du Journal Officiel mentionnant les conditions d'admission à ce concours, la nature des épreuves ainsi que les conditions d'engagement et de rémunération, peut être obtenu en **rappelant la référence PE/26/A:**
☐ soit au Bureau d'Information du Parlement européen, 288 boulevard St.-Germain, 75007 Paris:
☐ soit directement au Service de Recrutement, Parlement européen, B.P. 1601 à Luxembourg.

Les candidatures rédigées sur les formulaires contenus dans le Journal Officiel doivent être expédiées au Parlement européen, Division du Personnel, B.P. 1601 à LUXEMBOURG, au plus tard le 13 février 1984.

NICE, Ecole de français pour adultes étrangers recherche

PROFESSEUR

Exp. pratique V.I.F. et D.V.V. exigée, parlant bien anglais, plein temps, poste permanent.
Ecrire sous le n° 43796 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Le Centre de RECHERCHES PHARMACEUTIQUES

SEARLE

situé à

SOPHIA ANTIPOLIS - 06

recherche pour son *Département de* DÉVELOPPEMENT PHARMACEUTIQUE *(45 personnes)*

TECHNICIEN DE MAINTENANCE SCIENTIFIQUE

Il sera chargé notamment *de la mise en route,* des réglages, mises au point et dépannages des appareils scientifiques du Département. Au courant des méthodes modernes d'analyses physico-chimiques, il mettra au point de nouvelles méthodes.
Une expérience dans ces domaines est très souhaitable ainsi qu'une formation de *bases, minimum DUT* mesures physiques.

ANGLAIS *souhaité.*
Rémunération et cadre de vie attrayants.

Adresser C.V. et souhaits sous la référence M à :
SEARLE - Sophia Antipolis
B.P. 23 - 06561 VALBONNE CEDEX.

ENERTEC

Société du Groupe SCHLUMBERGER
fabrique du matériel électronique d'instrumentation et de mesure

Avec nous, vivez le démarrage de la CAO en Europe

Notre usine devient l'unité de fabrication des matériels CAO de Schlumberger pour l'Europe. Au contact *direct avec des techniques de pointe, vous participerez à l'évolution d'un secteur en forte expansion.*

Ingénieur de développement de tests

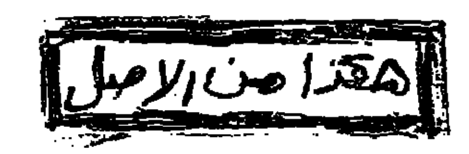
Après un bref séjour aux USA, le titulaire mettra en place les tests des terminaux graphiques d'une unité de CAO. Ce poste évoluera vers le développement de *l'ensemble des tests de l'usine. Le candidat devra avoir une bonne compétence dans la mesure,* le test de systèmes et la micro-informatique. Une première expérience serait appréciée mais n'est pas indispensable à un candidat de valeur.
Formation : *ingénieur électronicien (SUPELEC, TELECOM, ou équivalent).* Réf. S 323.

Ingénieur de fabrication

Responsable des tests de production, le titulaire animera une équipe d'ingénieurs et de techniciens.
Le poste conviendrait par exemple à un *ingénieur d'étude ayant acquis une première expérience dans* la programmation des tests automatiques et souhaitant évoluer vers la production.
Formation : ingénieur électronicien (ENSI ou équivalent). Réf. S 324.

Anglais indispensable. Lieu de travail : PONT-AUDEMER, à 1 h 30 de Paris (autoroute A 13) et à 30 km d'Honfleur.
Merci d'envoyer votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à D. Dolidon, ENERTEC, 27500 Pont-Audemer. Tél. (32) 41.08.22.

ENERTEC Schlumberger



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

IMPORTANTE ENTREPRISE
DU SECTEUR PARA-PUBLIC
SUD-EST

recherche

UN CADRE

POUR SA

DIRECTION DU PERSONNEL

Dans le cadre d'un contrat à durée déterminée d'un an, il aura pour mission essentielle de faire aboutir un projet de système informatisé de gestion du personnel et de la paye, prenant en compte une décentralisation progressive des unités opérationnelles de l'entreprise.

Placé sous l'autorité directe du Chef du Personnel, il devra dans le cadre de cette mission – et en étroite concertation avec le Responsable chargé de ce projet sur le plan informatique – procéder à une analyse fonctionnelle des besoins, recenser et évaluer les outils de gestion existants et définir en conséquence le système d'information nécessaire.

Diplômé de l'enseignement supérieur et connaissant l'informatique actuelle, il doit être en mesure d'organiser un projet et de le faire appliquer.

Cela implique un esprit de rigueur, un sens de l'organisation et une aptitude réelle à communiquer.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo, sous n° T 279.796 M, RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Chef de service comptabilité

200.000 F

Rouen - comptabilité usine - La principale unité de production (1.800 personnes) d'un important groupe industriel français (7 milliards de francs de chiffre d'affaires) recherche son chef de service comptabilité. Rattaché hiérarchiquement au directeur d'usine et en liaison fonctionnelle avec le responsable comptable du groupe, il aura pour mission principale de *s'assurer de la régularité des procédures comptables du site. A la tête d'une équipe de 13 personnes*, il couvrira l'ensemble de la comptabilité générale et analytique, la trésorerie et la comptabilité des filiales. Nous recherchons un candidat maîtrisant parfaitement les techniques comptables et susceptible de dominer les problèmes fiscaux et juridiques liés aux différents statuts de partenaires industriels sur un site. Un diplôme d'études supérieures valorisé par le DECS, ainsi qu'une première pratique de la comptabilité en milieu industriel sont indispensables. Pour ce poste basé à Rouen, la rémunération prévue est de l'ordre de 200.000 francs. Les entretiens pourront avoir lieu à Paris. Ecrire à D. DELRIEU en précisant la référence *A/T 7021M*.

PA

71 bis, allées Jean-Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Responsable comptable

Lyon

La division installations chantiers (chiffre d'affaires : 450 millions de francs dont 75% à l'exportation), d'un groupe industriel français de tout premier plan, recherche son responsable comptable. *Dépendant du directeur administratif*, il prendra en charge, dans un cadre largement autonome, l'ensemble des services comptables et facturation. A terme, il devra, avec son équipe, faire évoluer les procédures pour mieux prendre en compte *la vocation d'ingénierie* internationale de la division. Le poste s'adresse à un professionnel de la comptabilité, âgé d'au moins 32 ans, diplômé de l'enseignement supérieur de gestion et/ou DECS, possédant au *minimum cinq années d'expérience. Celle-ci aura été acquise*, si possible, dans le secteur de l'entreprise et, idéalement, à l'export. La connaissance de l'outil informatique serait un atout supplémentaire. Ce poste sédentaire est basé à Lyon. La réussite dans ces fonctions devrait ouvrir à son titulaire de nombreuses opportunités au sein du groupe, notamment pour un candidat mobile géographiquement. La rémunération reste très largement ouverte. Ecrire à M. *FOBY à Villeurbanne en précisant la référence A/3736M*.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Importante société industrielle,
leader dans sa branche d'activité,
5500 personnes,
28 établissements en France,
recherche pour son Centre d'Études
REGION OUEST

INGENIEURS RECHERCHE APPLIQUEE

diplômés grandes écoles : métallurgie/matériaux, chimie, techniques alimentaires. Débutants ou ayant une expérience professionnelle adaptée.

Après une étape de plusieurs années consacrée au développement de produits nouveaux, ils pourront s'orienter vers *la fabrication, le technico-commercial, ou* les services après-vente.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 1050 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Jeune ingénieur très haut niveau

Nord

Recherche - développement - Filiale d'un puissant groupe industriel, cette société *fabrique des éléments de suspension pour l'automobile, le poids lourd et le ferroviaire*. Première entreprise française sur ce marché, elle se place aux tout premiers rangs européens et accroît régulièrement ses ventes à l'exportation. Elle recherche un jeune ingénieur chargé, au *sein de la direction technique, de conduire des projets de recherche et développement en collaboration* avec les chefs de produits. Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur généraliste (X, ECP, Mines, AM...), débutant ou justifiant d'une première expérience, orienté par ses goûts vers la mécanique et la métallurgie et désireux d'aborder les problèmes qui lui seront confiés dans un contexte économique et industriel d'ensemble. S'adressant essentiellement à un candidat à *fort potentiel*, la rémunération retenue, de même que les perspectives d'évolution seront extrêmement motivantes. Ecrire à CH. SANCHEZ en précisant la référence A/4665M.

PA

49, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune cadre de direction comptable

ESC - DECS

Alsace - Une très importante entreprise industrielle largement exportatrice, spécialisée dans la conception et la fabrication d'équipements de haute technologie, souhaite renforcer sa direction administrative et financière. Elle recherche l'adjoint du responsable des services comptables (30 personnes), qui devra superviser les comptabilités générales et analytiques, préparer les situations mensuelles et les bilans, participer aux consolidations. Avec l'aide des services informatiques, il améliorera les systèmes de gestion comptable et aura une mission particulière dans la rénovation de la comptabilité industrielle. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé d'études supérieures en comptabilité ou gestion (*DECS ou expertise*, ESC, maîtrise de gestion, IEP, etc...) qui aura acquis une expérience de 3 ans minimum, dans une grande entreprise industrielle ou en cabinet. La rémunération sera liée à l'expérience. Des perspecti*ves d'évolution certaines existent à moyen terme. Ecrire à D. HATT en précisant la référence* A/6222M.

PA

3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG - Tél. (88) 22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

TELIC
Alcatel
Groupe C.G.E.

Nous sommes les premiers en France et l'un des premiers dans *le monde* sur le *marché du téléphone* et de la communication privés (télématique, bureautique, électronique grand public). 1 MMF de CA - 2.600 personnes.

Nous développons un important projet informatique et bureautique autour d'un puissant réseau d'ordinateurs dotés des logiciels les plus performants de la 4ème génération en matière de bases de données relationnelles, de progiciels associés et d'outils d'aide à la décision.

Dans ce cadre, nous recherchons :

INGENIEUR INFORMATICIEN SYSTEME

Au sein d'une équipe de cinq ingénieurs et techniciens, il assurera le développement des différentes adaptations et évolutions du réseau d'ordinateurs VAX et des machines UNIX associées qui constituent le *système d'information de l'entreprise et de ses établissements*.

Il aura également pour mission d'optimiser les performances des différentes applications.

Vous êtes **INGENIEUR INFORMATICIEN** *et vous possédez une* première expérience professionnelle de 3/4 ans, de préférence sur VAX-VMS.

Vous souhaitez développer votre action au sein d'une entreprise leader dans le domaine de la communication, TELIC vous permettra d'acquérir *la maîtrise des dernières évolutions technologiques relatives aux* systèmes d'information et aux logiciels associés.

La connaissance d'UNIX et des bases de données relationnelles serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature à Bernard CAMMAS
Directeur du Personnel - TELIC-ALCATEL - 206, route de Colmas
BP 57 - 67028 STRASBOURG CEDEX.

CIMSA

TOULOUSE

Spécialiste de l'informatique en milieux sévères, la compétence de CIMSA s'étend à des domaines très divers : espace, aéronautique, énergie, défense,... secteurs où la qualité des logiciels mis en œuvre ne tolère aucune faiblesse.

INGÉNIEUR ASSURANCE QUALITÉ LOGICIEL

Vous prendrez en charge la définition et la mise en place des plans et méthodes nécessaires pour assurer *la parfaite qualité de la production de nos logiciels*.

Une formation Grande École option informatique (SUPELEC, ENSEEIHT, ISEP, ESIEE,...) *et une expérience* de 5 ans environ en réalisation et/ou maintenance logiciel est nécessaire ainsi que la connaissance de l'anglais technique.

Ce poste implique un haut niveau de technicité et un véritable sens des responsabilités (encadrement).

Nous étudierons avec attention votre candidature (CV, photo, et prétentions) adressée sous réf. IAL/84 à Edwige DACQUAY, Service EMPLOI de CIMSA, BP 44 - 78141 VÉLIZY-VILLACOUBLAY Cedex.



THOMSON-CSF

HAVAS CONTACT

Futur DIRECTEUR COMMERCIAL

Une importante Société d'INGENIERIE INFORMATIQUE, filiale d'un grand groupe industriel, recherche un futur Directeur Commercial pour son implantation régionale : (grande ville du Midi, 150 personnes, en forte expansion).

Votre formation Grande Ecole, votre passé professionnel vous définissent « *ingénieur de haut niveau* » *(systèmes temps réel, réseaux...) et vous avez déjà des compétences* technico-commerciales ou de chargé d'affaires avec des responsabilités d'encadrement.

Après vous être familiarisé avec nos activités et produits (systèmes temps réel), vous coordonnerez l'activité de l'équipe commerciale.

Pour ce poste les réponses seront directement transmises à *notre client : Prière d'indiquer le nom des Sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées*.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions s / réf. 8600 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Responsable gestion

Alpes Haute-Provence

Moyenne entreprise distribution Produits Alimentaires de Luxe, en considérable expansion (C.A. doublé en 1983), recherche son **jeune responsable de gestion** *supervisant les services* Achats, Logistique, Administratif, Comptable et Informatique.

Formation supérieure et anglais indispensables.

Rémunération départ : 160 000 F.

Ecrire manuscrit (+ photo).

L. justet — psychologue

18, rue des Grottes — 84000 AVIGNON

MEDIA PA

BAT taraflex

Spécialiste de la transformation des matières plastiques au sein d'un groupe de renommée internationale, nous produisons des revêtements de sol, films, feuilles et enductions plastiques à usage industriel.
La qualité de nos produits nous vaut d'être le fournisseur officiel des jeux olympiques. Notre technologie fait appel au calandrage, à l'enduction, au thermoformage et à l'extrusion. Nous recherchons un

Ingénieur procédés

Agé de 30 - 40 ans, de formation Arts et Métiers, ayant une expérience de bureau d'études engineering ou de construction de machines.
Votre mission sera l'étude technique et économique des moyens industriels nécessités par l'évolution des produits existants et la mise en oeuvre de produits ou procédés nouveaux.
Vous participerez au choix des matériels, à leur mise en service et à l'élaboration du plan d'investissements. Vous pratiquez l'Allemand et l'Anglais.
Lieu de résidence : région lyonnaise.

Envoyer *curriculum-vitae détaillé, photo et prétentions* à : BAT taraflex, *Service* du Personnel, B.P. 57, 69173 Tarare Cédex.

média-system



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Unité industrielle 900 personnes

CHEF DU PERSONNEL

Notre activité exigeante (feu continu), notre volonté de communication, notre appartenance à l'un des premiers groupes industriels français, notre taille (4000 personnes, 6 usines, 2 milliards de C.A.) nous obligent à imaginer et à mettre en oeuvre une politique sociale qui tient à la fois compte de la demande des hommes, des obligations légales et des contraintes économiques.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur de l'usine et fonctionnellement au Directeur du Personnel au siège, ce Chef du Personnel est intégré à l'équipe de direction de l'unité. Il participe à la définition de la politique sociale de l'Entreprise et il est chargé de sa mise en oeuvre au niveau de l'Établissement. Ses missions incluent l'administration et la gestion dynamique du personnel, le développement des relations avec les partenaires et l'animation des instances de concertation, la formation et les relations extérieures. Il anime une équipe légère sur place.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Sa première expérience professionnelle, 5 ans environ, a été acquise impérativement en milieu industriel. Elle lui a permis de concrétiser, avec succès ses connaissances. Il désire maintenant intégrer un Groupe dans lequel les possibilités d'évolution de carrière sont multiples et variées s'il dispose naturellement d'une réelle mobilité géographique.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4212 AQ, à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

SUD-OUEST

Un challenge pour un

INGENIEUR DEBUTANT

(A.M. ou équivalent)

Production et Assistance filiales

Cette entreprise (850 personnes avec ses filiales) est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de matériel électrique de distribution; elle connaît une croissance rapide grâce à une politique d'expansion reposant particulièrement sur son souci d'avance technologique.
Elle souhaite confier la responsabilité de son activité Moulage à un Jeune Ingénieur. Sous l'autorité d'un Directeur de Production, il prendra en charge cette activité et aura pour mission d'assister les filiales dans ce domaine (techniques, organisation, mise en place de matériel).
Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Mécanicien (A.M. INSA ou équivalent). Débutant ou ayant acquis une courte expérience dans le Moulage plastique (compression), il désire mesurer concrètement son efficacité dans un contexte technique performant et enrichissant.
Le poste est basé dans une agréable ville du Sud-Ouest, des déplacements étant à prévoir au sein des filiales.

Pour informations complémentaires écrire sous réf. M 5670 H, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Important groupe industriel international

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Orléans

Pour l'une de nos filiales, leader sur le marché de la verrerie et des arts de la table, nous recherchons le Chef de son service Informatique.
Il a la responsabilité d'un système Mini 6/53 (20 écrans-TPS et connexions IBM 3270 et RJE) et d'une équipe de 4 personnes. Sa mission est de développer et mettre en place de nouvelles applications (gestion de production, contrôle de gestion, personnel) dans un environnement global stimulant, d'une unité de plus en plus autonome.
Cette opportunité intéresse un jeune Chef de Projet âgé d'environ 28/32 ans qui a une bonne connaissance du Cobol et du Mini 6. Il possède des qualités de méthode et de rigueur qui lui permettent d'être le véritable responsable opérationnel de cette société.
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 22314 AF, à :

EGOR INFORMATIQUE
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

LEANORD

accueille, au premier rang des constructeurs français de micro-ordinateurs, dans la banlieue LILLOISE (Services Techniques et Production), à PARIS (Force de vente et d'Assistance).

Pour ses équipes commerciales des :

INGENIEURS COMMERCIAUX et TECHNICO-COMMERCIAUX

pour développer ses grands comptes dans l'industrie et le secteur tertiaire.

INGENIEUR COMMERCIAL

pour développer son réseau de distribution dans le SUD-OUEST.

Pour ses équipes Recherche et Développement des :

INGENIEURS ELECTRONICIENS et INFORMATICIENS

pour prendre en charge la conception et le développement de nouveaux matériels et logiciels de base, d'applications et de télécommunications.

TECHNICIENS SUPERIEURS

dans les mêmes domaines techniques.

Pour ses équipes de maintenance des :

TECHNICIENS SUPERIEURS

- pour intervenir aux 2ème et 3ème degrés,
- pour coordonner les interventions du 1er degré,
- pour créer des centres régionaux.

LEANORD recevra volontiers votre lettre de candidature, C.V. et photo en précisant le poste qui retient votre attention, vos objectifs de carrière et de rémunération - 236, rue Sadi Carnot 59320 HAUBOURDIN.

Société de Conseils Juridiques, région Nord/Picardie, recherche pour son expansion :
1) Conseil fiscal confirmé
2) Conseil fiscal débutant
Connaissances comptables appréciées.
Ecr. s/nº 7324 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INFORMATIS-TÉLÉCOM

PARIS-PROVINCE
Pour d'importants projets TÉLÉCOM 1, VIDÉOTEX de systèmes de réseaux de télégom au niveau national.

INGÉNIEURS-SYSTÈMES

Bonne expérience en logiciel des transmissions par paquets. L'expérience des protocoles HDLC, X25, SNA, TRANSPAC est appréciée.

INGÉNIEURS-SYSTÈMES

PROCESSUS INDUSTRIELS
SOLAR-MITRA-PDP-MICRO

INGÉNIEURS-TÉLÉPHONE

AYANT BONNE EXPÉRIENCE EN TÉLÉPHONIE TEMPORELLE

Projets exceptionnels par leurs intérêts.
26, r. Daubenton-5e. 337-99-22.

I.N.R.A.

Institut National de la Recherche Agronomique recrute pour Centre de Recherches Agro-Alimentaires de Nantes à partir du 1er MARS 1984

1 INGÉNIEUR

Statut 2A, INRA/CNRS, éventuellement débutant génie chimique/mécanique.
Connaissances électronique, informatique souhaitées.
Envoyer C.V. au Laboratoire de Biochimie et Technologie des Glucides
Rue de la Géraudière
44072 NANTES CEDEX.

Urgent M.J.C. (39) ch. FORMATEUR EXPÉRIMENTÉ Stage insertion temps plein. Tél. : 16 (84) 66-01-93.

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Première entreprise française dans son secteur (5000 personnes), notre établissement de **LYON** accroît ses activités de prestations de services techniques pour des secteurs industriels très avancés.
Le marché est prometteur et nous disposons de sérieuses références en France et à l'étranger. Nous recherchons

Ingénieur marketing et stratégie commerciale

le responsable marketing de notre Département Commercial. Il sera chargé de l'analyse du marché, de l'établissement des objectifs, de la promotion de nos services et de la définition des moyens à mettre en œuvre pour notre développement en France et à l'exportation.

Âgé d'environ 35 ans, le candidat souhaité est un ingénieur diplômé ayant complété, si possible, sa formation par un 3e cycle de marketing ou de management et possédant une bonne expérience de la commercialisation de produits ou de services industriels.

Sa réussite dans ces fonctions lui assurera de réelles perspectives d'évolution professionnelle au sein de l'établissement ou dans d'autres unités.

La connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 25467 M à HAVAS CONTACT - 49, rue du Président-E.-Herriot - 69002 LYON, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

ATTACHE DE DIRECTION COMMERCIALE

BORDEAUX **170.000 F**

Propriétaire et négociant, la notoriété de nos vins, Grands Crus prestigieux et Bordeaux AOC, est reconnue. Pour conforter notre position et promouvoir en France l'image de marque de la Société, notre Directeur complète son équipe.

Ce poste est plus particulièrement destiné à un candidat de formation supérieure, désireux d'exprimer ses qualités de contact et de communication dans une fonction commerciale à forte dominante relation publique. Sa mission consistera à représenter la Société auprès de ses principaux clients et à appuyer le réseau (140 commerciaux sur l'ensemble du territoire).
Une première expérience d'au moins trois ans dans une fonction similaire est vivement souhaitée, de préférence concernant des produits de luxe, à distribution sélective.
Notre vocation internationale (70 % CA à l'export) requiert de bonnes notions d'Anglais, surtout si l'on souhaite à terme évoluer.

Merci d'exprimer vos motivations pour ce poste dans une lettre manuscrite accompagnée d'un C.V., d'une photo et de vos prétentions, à OCS, sous la réf. 2694 LM, qui vous garantit la confidentialité de votre candidature.

OCS
1, rue Guillaume Brochon - BP 37 - 33024 BORDEAUX Cédex.
91, rue du Faubourg Saint Honnoré 75008 PARIS.

MATRA GCA

spécialisée dans le développement des équipements pour la fabrication des circuits intégrés, accroît fortement son activité sur la région Nantaise

recherche

CHEF DU BUREAU D'ÉTUDES MÉCANIQUES

- Il sera responsable, depuis la conception jusqu'aux dossiers d'industrialisation, de la partie mécanique de systèmes complexes incluant la microélectronique et l'optique.
- L'équipe qu'il aura à animer se compose d'une dizaine de personnes (ingénieur et techniciens). Ce poste s'adresse à un responsable de B.E., de préférence diplomé d'une école d'Ingénieurs (ENSAM, IDN, ENSI Besançon) qui aura impérativement une solide expérience de l'encadrement et des qualités de rigueur.
- La pratique de l'anglais est souhaitée.
- La rémunération adaptée à l'age et à l'expérience sera motivante.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, prétentions) à :

MATRA GCA : Direction des Relations Humaines, Z.I. de la Croix-Blanche MALVILLE 44260 SAVENAY

Synthélabo

Groupe Pharmaceutique Français
recherche pour son usine de Coutances (Manche)
180 personnes

UN CONTROLEUR DE GESTION

pour prendre en charge la mise en œuvre de la nouvelle organisation des comptabilités générales et industrielles au niveau de cette unité de production.

Placé sous l'autorité du Responsable de production, il devra notamment :
- être le lien entre l'usine et la Direction Générale Technique.
- assurer le contrôle de gestion local.
- élaborer et suivre les budgets.
- calculer et contrôler les prix de revient.
- suivre les investissements et leur rentabilité.

Les candidats devront être de formation supérieure (Ecole de Commerce - option comptabilité ou finances - ou DECS).

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 143 à :
D. VOLTZ - SYNTHELABO - 22, avenue Galilée - 92350 - LE PLESSIS ROBINSON.



C.A. 1 MILLIARD DE F. FILIALE DU Nº 1 MONDIAL EN ALIMENTATION ANIMALE
recherche

contrôleur de gestion

pour son principal établissement de Production en Normandie.

Aidé d'une équipe de 7 personnes dont un Chef Comptable, il sera Responsable, au niveau de l'Usine, de la comptabilité, de la fiscalité, du contrôle de gestion, et du traitement des informations.

Ce poste s'adresse à des candidats de 28 ans minimum, de formation supérieure type ESC, ESSEC ou ISG avec si possible le DECS complet, possèdant une expérience de plusieurs années en comptabilité ou gestion, acquise de préférence à un poste similaire. La connaissance de la comptabilité anglo-saxonne sera un atout.

Réf. V 169

jeune cadre de gestion

pour lui confier un poste de responsabilité comme Conseiller de Gestion. Après une formation de quelques mois, il aura pour mission, sur une Région, d'assister les concessionnaires de la Marque en Gestion Financière, et d'assurer le suivi des Crédits Clients.

Ce poste convient à un candidat de 27 ans minimum, de formation ESC ou équivalent, avec une expérience de 2 à 3 ans.

Affectation géographique à définir ultérieurement.

Réf. X 169

Intéressantes possibilités d'évolution dans le Groupe.

Merci d'écrire avec C.V., photo et prétentions en indiquant la référence du poste à
PAJ CONSEIL
8 avenue de Camoëns 75016 PARIS

paj
CONSEIL EN RECRUTEMENT

France Construction

Filiale du groupe BOUYGUES, nous sommes l'une des toute premières entreprises françaises de Promotion et de Construction (CA sup. à 1 milliard). Nous recherchons dans le cadre de notre développement en région Rhône-Alpes un

responsable de programme

Jeune et dynamique, le (la) candidat(e) est diplômé(e) d'une grande école de commerce type HEC, ESSEC, SUP de CO... et aspire à un rôle d'animateur(trice), sachant que l'autonomie du poste implique d'importantes responsabilités commerciales et nécessite de fortes capacités de gestion.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
France Construction Mme SEIGLE-GAYON
Tour amboise - 204, Rond Point du Pont de Sèvres
92516 BOULOGNE Cedex



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Le Centre de Recherche d'un important Groupe Français à vocation internationale recherche

Documentaliste scientifique HF

Il assurera la collecte de l'information nécessaire aux activités du groupe par des recherches bibliographiques sur bases de données, par le suivi des publications françaises et étrangères. Il participera à la diffusion de cette information, au moyen d'un système informatique interne.

Les candidats devront être titulaires d'un diplôme universitaire (maîtrise, ingénieur etc...) si possible en BIO-CHIMIE, en chimie ou en biologie et par ailleurs devront être spécialisés dans les techniques de documentation informatisée. Une préférence sera donnée à un candidat pouvant justifier d'une expérience dans ces domaines.

La maîtrise de l'ANGLAIS est exigée, le JAPONAIS serait très apprécié.

Sous l'autorité du Chef du Service de Documentation, il sera en contact permanent avec les chercheurs et devra participer par ses recherches bibliographiques à l'ACTIVITE CREATRICE des laboratoires

Poste basé en proche banlieue parisienne Ouest.

Merci d'adresser CV + photo et prétentions en précisant la référence 5345 sur l'enveloppe, à Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.





Une Opportunité pour un Ingénieur de B.E Penalisé par la Conjoncture

Senlis - Compiègne

Nous concevons des broyeurs spéciaux et des installations complètes de broyage pour les industries utilisant des poudres de toutes natures, ou travaillons à façon sur nos propres machines.

Nous recherchons le *DIRECTEUR TECHNIQUE* qui prendra la responsabilité de l'adaptation, du développement et de la diversification de nos produits, en sachant se mettre à la planche à dessin. Il aura la maîtrise de la sous-traitance et des achats à conduire dans le cadre de budgets et de plannings à gérer.

Ingénieur diplômé ou maison, c'est un spécialiste de la conception, du calcul et de la réalisation d'appareils mécaniques. Il traitera de problèmes de mécanique, de chaudronnerie, d'aérolique, de métallurgie, d'automatismes, etc... un outil informatique de conception (micro IBM-BASIC) sera à sa disposition.

Vous êtes courageux, réalisateur et motivé pour prouver qu'une carrière ne se termine pas à 50 ans, nous pouvons offrir de vous réaliser, dans un nouveau challenge, au sein d'une petite équipe, qui veut aller de l'avant. Votre pratique de l'anglais nous intéresse.

Homme d'Entreprise ou d'Ingénierie, faites parvenir votre candidature sous référence 84701 M à notre Conseil Michel BARBEY qui, après examen, vous adressera le descriptif du poste avant de vous rencontrer.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53



emplois régionaux — emplois régionaux — emplois régionaux

Jeune Ingénieur
Industrialisation
type **Arts et Métiers**

Tolartois

Supports perforés pour câblage

Planchers industriels

Notre société (effectif 300) connaît un développement constant, tant en France qu'à l'étranger. Nous voulons étoffer notre équipe de production pour assurer notre politique d'investissement et développer la gestion industrielle.
A cet effet, nous recherchons un jeune ingénieur, type Arts et Métiers capable de seconder notre Directeur de production.
Il sera chargé d'étudier de nouvelles technologies de production. Il en proposera les choix et assurera la mise en place des investissements correspondants.
Il devra également animer l'installation d'une gestion de production informatisée GPAO.

Un jeune ingénieur de talent trouvera chez nous des possibilités d'évolution.

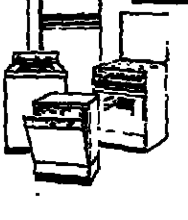
Résidence : Nord de la France.



Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 2976 M à Danielle JALBERT.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC



CIAPEM S.A.

Filiale **THOMSON**

ensemble industriel de 2 000 personnes, leader européen du lave-linge, crée à *LYON* le poste d'

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

ou équivalent, ayant une première expérience ou débutant. Il intégrera une équipe au sein d'un laboratoire d'assurance qualité aux normes internationales. Chargé des essais de qualification et de l'homologation des nouveaux composants, il les suivra à partir du fournisseur, en fabrication pour le repérage des défaillances et jusqu'au SAV compris avec une grande autonomie permettant la meilleure fiabilité de nos produits de grandes séries à base de microprocesseurs. L'importance du Groupe et ses structures lui permettront d'envisager une carrière formatrice et ouverte à une évolution.

Anglais écrit et oral maîtrisé.

Écrire au CABINET GATIER - 32, rue Barrême - 60006 LYON sous réf. 800 M.

HAVAS CONTACT



CABINET FRANÇAIS D'

INGÉNIEURS CONSEILS

RATTACHÉ A UN GRAND GROUPE INTERNATIONAL DE SERVICES, *nous recherchons*

PLUSIEURS INGÉNIEURS

Notre Cabinet aide les Sociétés, généralement de taille importante, à optimiser l'utilisation de leurs moyens à tous les niveaux de la gestion. Il connaît depuis plusieurs années une expansion régulière.

- Nous recherchons des individualités de valeur éprouvée, ayant déjà une *expérience significative en responsabilité de gestion et en commandement dans l'Industrie.*
- La préférence est donnée aux candidats ayant une expérience dans les domaines de la PRODUCTION.
- Il n'est pas nécessaire d'avoir une expérience dans le Conseil, car la formation de Consultant sera assurée au sein des équipes opérationnelles.

Les candidats *retenus auront su nous convaincre de leur aptitude à animer les hommes à tous les niveaux, de leurs capacités* d'analyse et d'imagination et surtout de leur sens du concret, car leur tempérament les porte à vouloir réaliser leurs idées, pratiquement, sur le terrain.

Il s'agit d'un métier passionnant, permettant un développement exceptionnel de la personnalité. *Mais il faut être bien certain de* pouvoir en accepter les contraintes (les ingénieurs ne rentrent à leur domicile que le week-end).

Veuillez adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite mentionnant le niveau de rémunération souhaité sous réf. 8312BH à l'adresse de notre Conseil en Recrutement

HANDY ASSOCIATES S.A.

Rue de Livourne 66 - B 1050 Bruxelles qui l'examinera et ne nous la transmettra qu'avec votre accord préalable.

Laboratoires Miles recherchent

MILES

TECHNICIEN SAV ÉLECTRONICIEN
HF

pour matériel médical de pointe : FRANCE - AFRIQUE DU NORD

- Niveau DUT/BTS électronique.
- Connaissances mécaniques.
- Anglais.
- *3 à 5 ans d'expérience sur matériel médical souhaitable.*
- Stage rémunéré de 6 mois.
- Salaire 120.000 F. annuel + indemnités voiture.

Lieu de travail : 50 km Sud-Ouest de Paris ÉPERNON (Eure-et-Loir)

Envoyer C.V. avec photo à l'attention de Mme SINOU - Chef du Personnel

Laboratoires MILES
rue des Longs Réages
28230 ÉPERNON

bleu

Société ESSO de Recherches et d'Exploitation Pétrolières

recherche

FOREUR

pour conduite chantier de forage en France

- Niveau B.T.S. ou D.U.T.
- Connaissance de l'anglais nécessaire
- Age 35 - 45 ans
- 5 ans d'expérience

Ecrire avec C.V. détaillé au Service Relations Sociales - **ESSO REP** - B.P. 150 33321 BEGLES

(Organisation et Publicité)

IMPORTANTE ENTREPRISE DE LYON RECHERCHE

1 PROGRAMMEUR SYSTEME — REF. 1
1 ANALYSTE DE CONCEPTION — REF. 2
1 ANALYSTE D'APPLICATION — REF. 3

Ces trois candidatures s'adressent à des informaticiens diplômés ayant une expérience de plusieurs années.

1 PUPITREUR — REF. 4

Salaire annuel d'embauche :

Réf. 1 et 2	:	129 925,00 Frs
Réf. 3	:	117 702,00 Frs
Réf. 4	:	74 696,00 Frs

Les lettres de candidatures, curriculum-vitae, photos et copies des diplômes sont à adresser s/réf. 3840, à PIERRE LICHAU S.A., 12, rue Président Carnot 69002 LYON qui transmettra.

MMS

MATRA MICRO SYSTEMES

Nous sommes la structure Matra destinée à répondre aux besoins des organisations dans le domaine de la micro-informatique. Nous recherchons pour notre usine de COLMAR (ALSACE)

chef de service gestion de production et achats

Responsable des fonctions achats et approvisionnements, planification et ordonnancement, gestion des stocks.

Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté à fort potentiel ayant complété son diplôme d'ingénieur par une formation à la gestion et possédant une expérience de quelques années en milieu industriel.

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé et prét. s/réf. M au Service du Personnel de M.M.S. 1, Fg des Vosges, Wintzenheim 68000 Colmar.

Axial Publicité

Organisme bancaire régional, Bourgogne affilié à un puissant groupe national, recherche

responsable administratif

Le candidat (niveau classe III - IV) devra justifier :
- *d'une expérience confirmée de 5 ans dans les domaines suivants : liaison avec les agents de change, conservations, coupons, SICAV et FCP.*
- *d'une connaissance approfondie de la fiscalité des valeurs mobilières.*

Les candidatures manuscrites sont à faire parvenir accompagnées d'un c.v., des prétentions et d'une photo à Axial Publicité - s/réf. 5908 - 27 rue Taitbout 75009 Paris - qui transmettra.

LABORATOIRE MICROELECTRONIQUE SILICIUM, région Rhône Alpes, recherche un

INGENIEUR ELECTRONICIEN

Spécialiste composants (HMOS, CMOS, BIPOLAIRES) possédant une grande expérience dans ces dispositifs tant du point de vue structure que conception. Le candidat devra avoir un esprit ouvert et inventif.

Adresser CV, photo et prétentions s/réf. 85481 à CONTESSE PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

Importante société de transformation des matières plastiques recherche le

RESPONSABLE TECHNICO-COMMERCIAL

de son département emballage pour la cosmétique et la parfumerie.

Le candidat, minimum 30 ans, devra posséder une formation technique si possible dans le moulage, un sens commercial poussé, lui permettant de négocier à haut niveau.

La connaissance de l'anglais serait souhaitable.

Il assurera la liaison client-usine, et suivra études et propositions de prix.

Basé dans le Sud de la Région parisienne, il devra être disponible pour de fréquents déplacements de courte durée.

Adresser C.V. manuscrit, prétentions, date de disponibilité à HAVAS PUBLICITÉ, sous nº 5762, 4, rue du Sauvage, 68100 MULHOUSE, qui transmettra.

Le Centre National pour l'Exploitation des Océans

recherche

pour son CENTRE OCEANOLOGIQUE de BRETAGNE

UN INGENIEUR

ARTS et METIERS ou équivalent

pour participer :
- à la conduite des programmes de technologie aquacole,
- conceptions, mises au point, développements de matériels,
- appui technique à l'aquaculture.

Débutant ou quelques années d'expérience.

Merci d'adresser C.V. + prétentions au Service du Personnel CNEXO 66, avenue d'Iéna 75116 PARIS.

Organisme de formation Lorrain en expansion, recherche

INGENIEUR AUTOMATICIEN

pour assurer la direction et le développement de son département automatismes.
Expérience industrielle de plusieurs années indispensable.
Connaissance de l'anglais appréciée.
Merci de transmettre votre candidature manuscrite + C.V. + photo à :

GPA CONSEIL / Nicole FERVILLE
60, rue des Tiercelins 54000 NANCY

qui assurera le premier contact et vous garantit une discrétion absolue.

CONSEIL D'ENTREPRISE

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche pour Usines de l'Aisne

JEUNE INGENIEUR

sortant de l'école
E.C.P. - ENSIAA - A.M. - INSA
CHIMIE PARIS - SUPELEC ou format. équiv.

ou ayant quelques années de pratique POUR RECHERCHE PROCEDES ET PRODUITS NOUVEAUX

Poste évolutif
Logement assuré - Salaire motivant

Envoyer C.V. détaillé sous réf. 85609 à CONTESSE PUBLICITE 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

Société d'informatique en forte croissance recherche pour le développement de ses

SYSTÈMES DISTRIMATIQUE®

sur INTERTECHNIQUE 500-5000 destinés aux P.M.E. de distribution

CHEFS DE PROJETS

expérimentés en informatique de gestion
rémunération motivante

AGENCE PARISIENNE D'INFORMATIQUE
1, rue de Bercy - 75012 Paris.

ARTHUR ANDERSEN & Cie

Recherche, pour faire face au développement rapide de son groupe «Techniques Avancées», spécialisé dans les missions de conseil de haut niveau en informatique, plusieurs

INGENIEURS CONSEILS DEBUTANTS

- Jeunes diplômés de Grandes Ecoles (X, Centrale, Télécoms, Supélec, Mines, Ponts, Ensimag, Insa, HEC, ESSEC, ESCP ...)
- Motivés par la recherche d'un métier dynamique, dans un cadre international et une ambiance de profession libérale laissant une grande liberté d'organisation dans son travail.

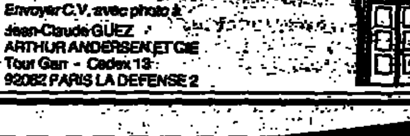
INGENIEURS CONSEILS EXPERIMENTES

- Diplômés de Grandes Ecoles, ayant 2 ou 3 ans d'expérience informatique diversifiée (grandes entreprises, constructeurs, cabinets de conseils,...)
- Ayant démontré leur aptitude et leur goût pour les contacts avec la clientèle et leur capacité à assumer de larges responsabilités.

Nous vous offrons

- La possibilité de développer des compétences techniques nouvelles sur des missions informatiques de pointe dans des secteurs d'avenir (réseaux, télématique, CAO, systèmes temps réel, bureautique, traitement de l'image, robotique,...)
- L'occasion de saisir des possibilités d'évolution motivantes, dans un contexte international au sein d'une équipe jeune.
- Une formation intensive aux Etats-Unis.

Envoyer C.V. avec photo à
Jean-Claude GUEZ
ARTHUR ANDERSEN ET CIE
Tour Gan - Cedex 13
92082 PARIS LA DEFENSE 2





La Direction Administrative et Financière de TRANSPAC à Paris XVème recrute

Un Comptable 2ème Echelon

Chargé d'assurer le suivi des immobilisations, des déclarations fiscales et de fin d'année.
Ce poste requiert la connaissance du nouveau plan comptable ; la pratique de la saisie sur terminal serait appréciée.
D'éventuels déplacements de courte durée sont à prévoir.

Si vous possédez un niveau DUT de gestion option Finance / Comptabilité et une première expérience dans une fonction similaire ;

Adressez C.V., photo et prétentions à l'attention de
N. MARCHAL, Service du Personnel,

transpac Réseau national de transmission de données par paquets.
Tour Maine Montparnasse - BP 145
75755 PARIS Cédex 15

Jeune ingénieur commercial

220.000 F

Industrie du semi-conducteur - Basé à Paris, au sein d'une petite équipe qui vous formera, puis vous appuiera techniquement, vous aurez pour territoire l'Europe, pour clients les plus grands noms du semi-conducteur. Vous êtes jeune, diplômé d'études supérieures et disponible pour des voyages courts mais fréquents. Vous avez un solide bagage technique et un tempérament commercial. Venez nous rejoindre. Japonais, notre maîtrise de la technologie *sophistiquée du silicium et notre solide implantation industrielle en Asie du sud-est, aux Etats-*Unis et prochainement en Europe nous ont hissés au rang de leader mondial dans le domaine des «wafers» et vous permettra, si vous êtes brillant, une évolution rapide. Dans un premier temps, nous vous proposons un salaire motivant qui pourra atteindre selon votre profil 220.000 francs en 84. Ecrire à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2365M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef de projet informatique

200.000 F

Un important établissement financier, disposant d'une implantation nationale, et mettant en *œuvre de puissants moyens informatiques* (IBM 4341-2, IBM 3083-B, 180 terminaux) renforce son service études informatiques et recherche un chef de projet, à qui sera confiée la *conduite d'un très vaste projet. Après une première phase de prise de connaissance, il consti*tuera et animera son équipe. Il aura également à cœur à cette occasion de mettre en place les outils de développement les plus modernes. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, possédant impérativement une formation supérieure et disposant d'une solide expérience de la conduite d'études importantes, sans perdre de vue l'ensemble des implications d'un *projet informatique*. La *rémunération, de l'ordre de 200.000 francs par an*, sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Le poste est situé à Paris. Ecrire à J.A. *DENNINGER en précisant la référence A/2479M.*

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune ingénieur informatique

Cartes de paiement électronique - *Un* important établissement financier, spécialisé dans le crédit à la consommation, occupant une place prépondérante dans le domaine des cartes de paiement privatives pour la grande distribution, recherche un jeune ingénieur. Après une première phase de prise de connaissance des différents logiciels mis en œuvre, il s'intéressera à l'ensemble des aspects techniques (matériels, logiciels, réseaux,...) en liaison avec les *distributeurs et les différents constructeurs. Ce poste s'adresse à un jeune candidat, diplômé* d'une grande école d'ingénieurs, débutant ou possédant une première expérience de 1 à 2 ans, très ouvert et motivé par les différents problèmes techniques liés au développement de la monétique. Le poste est situé à Paris et suppose quelques déplacements. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/2480M.



3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs d'études

Banlieue sud

Analyse de sûreté - *Un important groupe de l'industrie nucléaire recherche des ingénieurs* d'études. Basés dans la banlieue sud de Paris et affectés à un service de sûreté nucléaire, ils participeront, après formation et stages dans les usines du groupe, à des études liées à d'importants projets d'installations. Ils devront effectuer de brefs déplacements dans les usines de province pour suivre la réalisation ou l'exploitation d'installations nucléaires, évaluer *les problèmes de sûreté et contribuer à leur résolution. Ces postes conviendraient à des candi*dats de fort potentiel, âgés d'au moins 26 ans, ingénieurs diplômés (Mines, ENSCP, PC, Centrale, Ponts, *ENSI*...) ayant une expérience en physico-chimie ou en génie chimique (études, calculs, exploitation d'usines chimiques). Des connaissances de base en physique nucléaire et en neutronique ainsi que la pratique de l'anglais seraient appréciées. De larges perspectives d'avenir sont envisagées au sein du groupe en fonction des compétences des candidats. Les réponses seront traitées confidentiellement. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/2456M.

PA

3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04
Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
recherche

POUR SA DIRECTION FINANCIERE

— CHARGE DES RELATIONS BANCAIRES INTERNATIONALES

Cinq années d'expérience bancaire exigées.
Diplôme de Grande Ecole ou de 3ème Cycle Université.
Anglais courant. réf. 9108

— CHARGE DE TERRITOIRE EXPORT

Trois années d'expérience des Financements Internationaux ou de l'Exportation exigées.
Diplôme de Grande Ecole ou de 3ème Cycle Université.
Au moins une langue étrangère courante. réf. 9109

POUR SA FILIALE FINANCIERE INTERNATIONALE

— ADJOINT AU DIRECTEUR

5 ans minimum d'expérience bancaire, ou Trésorerie Internationale.
Formation *supérieure. Grande Ecole ou équivalent* - Anglais courant - 2ème langue si possible.

Au sein d'une petite équipe il participera aux *relations avec les banques*, au suivi de *filiales financières* à l'étranger, aux analyses d'engagement, aux prévisions de taux de change et de taux d'intérêt. réf. 9110

Lieu de travail : Paris. Très larges perspectives de Carrière tant au Siège qu'en filiales (France ou Etranger).

Adresser dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à
VALENS CONSEIL, BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.



Nous sommes une société d'ingénieurs Conseil en Organisation et en traitement de l'information. Notre réussite prouve qu'une entreprise à taille humaine et novatrice est performante. Notre expansion nous amène à rechercher des

INGÉNIEURS INFORMATICIENS DE HAUT NIVEAU

(Ingénieurs Concepteurs et Ingénieurs d'Applications)

Diplômés de l'enseignement supérieur (Grandes Écoles ou Universitaires), vous possédez une première expérience en cabinet conseil ou en grande entreprise (minimum souhaité 3 ans).

Nous vous proposons de vous intégrer à notre équipe d'ingénieurs en organisation et d'ingénieurs informatique. Nous vous confierons des missions à hautes responsabilités dans de grandes entreprises.

Vous possédez un niveau élevé de qualification, nous vous proposerons une rémunération motivante.

Jeanne Dubus vous remercie de lui adresser votre candidature.
SIGMA CONSEIL, 12 rue Marbeuf, 75008 PARIS.

Groupe de Sociétés de Services (PARIS)
rattaché à une holding anglo-saxonne recherche son

Chef des Services Comptables

Assisté d'une équipe de 10 personnes, *il assurera la comptabilité d'un groupe de 6 sociétés* (CA h.t. 250 Millions de francs) et apportera son assistance fonctionnelle et son conseil aux Directeurs de ces sociétés. Il assurera la paie pour l'ensemble du *Groupe. Il disposera d'un équipement informatique performant* (écrans et travail en temps réel). Ce poste intéressant et évolutif s'adresse à un candidat âgé d'environ 35 ans, de formation DECS ou équivalent et possédant une expérience réussie de direction d'un service *comptable avec bonne maîtrise de l'outil informatique*. Rémunération 200 000 à 250 000 F. selon expérience.
Adressez votre candidature *sous référence 8238* à ENTREPRENDRE
77, rue du Château 92103 BOULOGNE

entreprendre

Publival

Ingénieurs informaticiens, électroniciens, choisissez la bonne voie.

Une société de réputation incontestée *ayant assurée une croissance élevée au cœur de technologies informatiques, qui vous* permette une réorientation sérieuse vers d'autres voies et vous offre la solution la mieux adaptée à vos aspirations :

Les techniques du marketing

Ingénieurs + MBA gestion ou marketing ; vous développez les outils d'études de marché, d'analyse de besoins clients pour proposer les choix de nouveaux produits et les approches marketing adaptées aux différents segments du marché. Mais vous êtes aussi l'homme des promotions, de la stimulation et de l'information des forces de vente internationales pour la gamme de produits dont vous êtes responsable.



Les relations internationales

Avec le même cursus qu'au-dessus, vous préférez un rôle directement opérationnel et international. Au niveau d'une région complète (Moyen-Orient, Amérique du Sud, Afrique), vous êtes le conseiller et l'animateur d'un réseau de distributeurs : formation, stratégie de développement, support aux actions de commercialisation. Mais aussi actions personnelles d'analyse de potentiel et proposition d'implantation pour accroître notre représentation.



benson

Ecrivez au Service du Personnel en précisant le poste choisi,
Z.I. des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil.

SOURCES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



SEITA
Direction des Systèmes d'Information

Le Département *Etudes de la Direction* des Systèmes d'Information est le Conseil en Informatique des Directions *fonctionnelles, opérationnelles* et commerciales de la SEITA. Nous sommes équipés d'un ordinateur central (avec langage de 4ème génération) et d'un réseau, basé sur Transpac, de plus de 150 mini et micro-ordinateurs.

Nous recherchons un

Chef de projet

qui concevra, développera, mettra en place des applications spécifiques, utilisant de nombreuses gammes de matériels interconnectés.

Vous êtes ingénieur et depuis 2-3 ans maîtrisez BASES DE DONNÉES et TEMPS REEL. Vous aimez la technique, mais estimez que rencontrer les besoins des utilisateurs est la pierre angulaire de votre mission.

Nous vous offrons un 1er poste à Paris et une évolution très large de carrière au sein de la SEITA.

La SEITA, Société Nationale à vocation industrielle et commerciale employant 8 500 personnes, réparties en 40 établissements, conduit dans le cadre d'un schéma directeur décidé au plus haut niveau, une politique de développement en informatique, bureautique, télécommunication et robotique.

Merci d'adresser votre candidature à Christine DEFECHE (lettre manuscrite, C.V. et prétentions), qui l'étudiera avec rapidité et discrétion, sous réf. 22.085/M à Sélé-CEGOS INFORMATIQUE, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX



Publival



Division Moyens de Paiement
La compétence monétique

SLIGOS assiste l'ensemble des professions de la banque et de la distribution dans l'élaboration et la mise en place des nouveaux systèmes de paiement électronique (cartes magnétiques et à mémoire, terminaux point de vente, autorisation en temps réel, systèmes d'autorisations multicartes, « home banking », transferts électroniques de fonds, ingénièrie de systèmes de paiement, etc.). L'expérience *acquise depuis 12 ans lui a permis, non seulement* de devenir le leader européen incontesté dans ces domaines, mais aussi d'acquérir une réelle maîtrise dans les techniques les plus avancées, tant informatiques que de télécommunications. Pour faire face au développement rapide de cette activité en France et à l'exportation, SLIGOS est amenée à renforcer ses équipes et à rechercher des

Ingénieurs expérimentés X, Télécom., Centrale, Mines, Ponts...

pour concevoir et développer des systèmes originaux faisant appel à des techniques avancées.

Ces candidats devront pouvoir très rapidement assurer soit des responsabilités de projet important comportant l'encadrement d'équipe, soit des missions de conseil et d'assistance à la clientèle pour la conception et la mise en place de moyens de paiement adéquats.
Ces postes conviendraient à des ingénieurs ayant une expérience confirmée de 4 à 7 ans dans les domaines des applications bancaires ou de gestion en temps réel acquise chez des utilisateurs, des banques ou des SSII.
Pratique courante de l'anglais technique ; connaissance d'une autre langue appréciée. Une formation aux techniques spécifiques de l'activité sera assurée. Courts déplacements envisageables en France et à l'étranger. Lieu de travail : PUTEAUX.
Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et rémunération souhaitée, s/réf. 73695/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres - 92516 BOULOGNE Cédex.

Publival

groupe tests

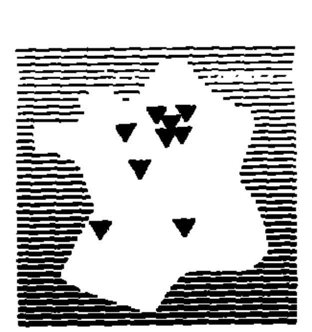
LE GROUPE TESTS, 1er *groupe français de presse spécialisée en informatique et technologies connexes, met en place son activité d'édition de livres techniques destinés aux professionnels en micro-électronique/informatique.* Forte de ses *premiers succès (le concept* Forth, le système Unix, les réseaux locaux d'entreprises, synthèse et reconnaissance de la parole, les circuits programmables, etc...), sa jeune filiale EDI-TESTS cherche un

Spécialiste de la micro-électronique H/F

Sous l'autorité du directeur, il aura en charge la réalisation des ouvrages sélectionnés : relations avec les auteurs, relecture et mise en forme des textes et des illustrations, suivi de l'impression dans un souci de qualité et de respect des délais. Cette création de poste intéresse un candidat ayant de *bonnes connaissances en micro-électronique/informatique (BTS ou équivalent) qu'il aura approfondies dans une première expérience professionnelle, et qui est attiré par les métiers de l 'information.* Cette fonction implique des qualités de rigueur et de méthode, une bonne *maîtrise de l'expression écrite.* Une formation aux techniques de l'imprimerie sera assurée. Connaissance de l'anglais appréciée. Adresser lettre man., CV détaillé et prétentions sous réf. 1061/M à Michèle RUDLOFF, Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival



Jeune Ingénieur
faites votre carrière avec nous et évoluez vers une Direction d'exploitation

Nous sommes une société de services de 700 personnes.
Nous sommes passés de 1 à 9 exploitations en 10 ans.
Nous avons pour objectif de maintenir cette-progression au cours des 10 prochaines années.
C'est pourquoi nous constituons un groupe de jeunes ingénieurs qui pourront, après quelques années d'expérience, assurer la direction de nos nouveaux centres.
Vous êtes ingénieur diplômé (E.N.S.I., ENSEM, ENI, CESI, ITR ou équivalent).
Vous êtes attiré par l'animation d'une équipe et la réalisation d'objectifs.
Vous avez de l'ambition et de la volonté.
Vous êtes mobile sur le territoire national.

Rejoignez notre équipe et devenez, dans un premier temps, l'adjoint du directeur de l'une de nos exploitations, située dans l'Oise

Rémunération de départ : 120.000 F.

Envoyez lettre de candidature *avec* C.V. *détaillé à* :
Pierre TANGUY - BTB S.A. DECROIX
11, rue Diaz - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

bleu

BTB BTB BTB BTB BTB



SYSIN S.A.

Société d'Informatique
78370 PLAISIR

Systèmes temps réel, contrôle de process et télétransmission

recherche

2 INGÉNIEURS LOGICIEL

Niveau DEA, 2 ans d'expérience minimum.

Connaissances approfondies des microprocesseurs 8 et 16 bits INTEL.

Il devra avoir une très grande faculté d'adaptation.

Il sera amené à prendre la totale responsabilité de projets.

Envoyer C.V., *prétentions* à SYSIN, B.P. 43
78370 PLAISIR.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGION SUD DE PARIS

recherche pour service

PROJETS, DEVIS, TECHNICO-COMMERCIAL

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

pour exécution de projets et de chiffrages. Systèmes de manutention mécanique et automatique de charges isolées, magasins automatiques.

Adresser C.V., photo, sous référence 1260 à :
SIETAM
42/48, avenue du président-Kennedy
91170 VIRY-CHATILLON.



GROUPE EMC

L'ENTREPRISE MINIERE ET CHIMIQUE

(9,5 milliards de CA consolidé, dont près de 50 % à l'étranger) intervient, par une centaine de filiales, dans trois domaines principaux : la potasse, la chimie, l'alimentation animale.

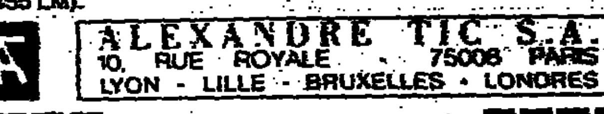
La holding du groupe, à Paris 13e met en œuvre les services fonctionnels dont le plan et le contrôle de gestion au sein duquel elle désire aujourd'hui créer la fonction et le poste d'

auditeur interne.

Celui-ci organise et assure la fonction suivant le programme de travail *établi par les Directions de la holding et les filiales concernées.* Il suit l'application des mesures correctrices décidées.

De formation supérieure, HEC, ESSEC, ESCP + DECS, à 30 ans au moins, vous avez aujourd'hui de préférence la double expérience de l'audit, surtout comptable, en entreprise comme en cabinet. Réaliste et avisé, vous faites de votre fonction un service bien accepté par les entreprises que vous auditez. Vos *déplacements* en France et à l'étranger vont être *nombreux*.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous *remercie de lui écrire* (réf. 4455 LM).



MEMBRE DE SYNTEC

Publival

TIVOLY S.A. à Albertville (73)

notre directeur d'usine

Notre PME a su devenir le N° 1 français sur le marché des forets et des outils coupants. Avec 120 salariés, nous réalisons un C.A. de 70 MF/an (et des bénéfices) grâce à la qualité reconnue de nos produits et des services rendus à nos clients.

Nous créons la fonction de directeur d'usine pour coordonner l'activité des ateliers de production, des services techniques, administratifs et commerciaux, *rassembler les énergies nombreuses de notre* personnel et *améliorer notre outil de production.*

Ingénieur généraliste (Centrale, A.M.,...), vous animez des services *liés à la production, par exemple dans une entreprise fabriquant en moyennes séries des sous-ensembles ou des produits finis.*

Vos talents d'animateur et votre sens des responsabilités peuvent être mieux *utilisés : devenez, dans un premier temps, le "capitaine"* de nos équipes techniques et de production ; notre appartenance à un petit groupe performant vous ouvrira d'autres portes.

Notre consultant, M. PERROT, vous remercie de lui écrire (réf. 928 LM).



MEMBRE DE SYNTEC.

Publival

Une banque privée, filiale d'un groupe financier important (siège Paris-Centre), cherche, pour son département TITRES,

un gradé (classe II).

Celui-ci se voit confier la gestion des coupons en liaison avec l'informatique.

Bien organisé, l'esprit ouvert, vous avez, en quelques années, acquis une expérience des titres qui vous permet d'apporter aussi votre concours aux *autres sections du département.*

La connaissance de l'anglais est un avantage.

Notre consultante, Mlle A. HUAUME, vous remercie de lui écrire (réf. 4446 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Membre de SYNTEC — Publival



ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES
AGENCE NUCLEAIRE POUR L'ENERGIE

recherche pour sa

BANQUE DE DONNEES DANS LA REGION PARISIENNE

physicien

possédant *une expérience confirmée de la recherche post-universitaire* dans le domaine de la *physique expérimentale neutronique ou nucléaire* à basses énergies. Une expérience de l'évaluation des sections efficaces neutroniques serait un avantage. L'expérience de l'informatique appliquée au maniement et calcul des données et une très bonne connaissance de l'anglais ou du français sont essentielles.

programmeur (applications) avec une formation scientifique

de *niveau du* Baccalauréat scientifique et très bonne expérience de la programmation. Une pratique des Systèmes de Gestion de Banques de données ainsi que la connaissance de deux ou plusieurs langages évolués de programmation serait un avantage. Une très bonne connaissance de l'anglais ou du français et la capacité de lire et de maintenir une documentation de logiciels en anglais sont essentiels.

Postes ouverts sans distinction aux candidats des deux sexes.
Engagement pour une durée initiale de deux ans.
Salaire libre d'impôts de :
(1) Physicien 153 780 Fr à 189 720 Fr.
(2) Programmeur 128 290 Fr.
par an plus indemnités suivant situation de famille et de résidence.

Les candidatures des ressortissants des pays membres, ainsi que les curriculum vitae détaillés en anglais ou en français en spécifiant AEN/MOND, devront être adressées à :

DIVISION DU PERSONNEL, OCDE
2, rue André Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

LA VIE EST TROP COURTE POUR TRAVAILLER TRISTE !

Pourquoi? Parce que lorsqu'on distribue des systèmes et ensembles INTEL et produits périphériques, les choses vont très très vite. Sept ans après sa création, METROLOGIE réalise un CA de plus de 300 millions et emploie plus de 200 personnes. *Mais les meilleurs produits ne servent à rien s'ils ne sont pas pilotes vers nos clients industriels par des Hommes et des Femmes toniques, compétents et de bon sens.*



RESPONSABLES DE CLIENTELE HF
confirmés

ingénieurs technico-commerciaux pour PARIS et LYON

Votre expérience dans le domaine de la micro-informatique industrielle, nous intéresse.
Nous vous proposons d'embrayer sur une toute nouvelle phase de votre développement professionnel.

Comment?
Après une formation complémentaire technique, vous deviendrez le partenaire privilégié de notre clientèle industrielle. Vous assurerez auprès de cette clientèle la vente et le conseil pour le choix de concepts et de systèmes qui figurent parmi les plus en pointe du marché.

La différence: l'esprit METROLOGIE.
Le décrire serait aussi inutile que de donner la formule de composition du champagne.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Madame BERT, METROLOGIE - Tour d'Asnières 4, avenue Laurent Cely 92606 ASNIERES.



TYMSHARE NETWORK SYSTEMS CONSULTING (TNSC)

Filiale de Tymshare, leader mondial dans le domaine des réseaux de transmission de données, constructeur de TYMNET recherche

pour son organisation européenne de maintenance

Ingénieur support technique «hardware»

Votre rôle consistera à :

- Conseiller et guider à partir du Siège de St Cloud, les techniciens chargés des installations et de la maintenance de nos équipements dans leurs missions en France et à l'Etranger.
- *Contribuer à la mise en place d'une méthodologie de maintenance.*
- Compléter l'information des techniciens sur les nouveaux produits ou équipements de notre technologie.

De formation supérieure en électronique vous pouvez justifier d'une expérience des mini-ordinateurs et des *applications de la Téléinformatique et maîtrisez très bien l'anglais.* *réf. TS/1*

Pour développer son informatique de gestion, un

Jeune diplômé grande école

Dépendant du directeur administratif, vous assurerez l'analyse, le développement, la mise en place et la documentation de systèmes d'information variés, en étroite collaboration avec les responsables de département. Vous interviendrez également en tant que conseil auprès des utilisateurs afin de promouvoir les outils mis à leur disposition.

Vous vous appuierez sur les importants moyens de télétraitement du groupe Tymshare (gros ordinateurs interconnectés, langage de 4e génération) ainsi que sur une formation spécifique à leur utilisation.

Une réelle expérience d'analyse et de programmation, l'aptitude à gérer de bout en bout des projets informatiques, ainsi qu'une première connaissance du fonctionnement d'une entreprise sont des atouts indispensables. Une bonne maîtrise de l'anglais est un avantage certain. réf. ADM/JFR

Lieu de travail : St Cloud (92) - Déplacements ponctuels de courte durée en Europe et aux USA.

Envoyez C.V. détaillé photo et rémunération actuelle en indiquant le poste choisi à
TNSC, 210 bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD - Tél. 771-91-15.

Publival

Des experts pour optimiser le service clientèle au sein de notre Direction Administrative...

Cette Direction a pour mission de gérer l'ensemble des informations relatives aux contrats et à nos clients. La qualité de notre service à la clientèle est notre objectif majeur. *La gestion de notre crédit client est la base de l'équilibre financier de notre société.* En 1984, nous désirons renforcer nos moyens administratifs et donc recherchons des experts pour les postes suivants :



Chef développement programme
(Réf. DA 1 M)

C'est un professionnel qui a déjà conduit des projets de moyenne importance et managé des chefs de projet et analystes au sein d'une Direction Informatique en grande entreprise (IMS 3083).
A partir d'un objectif il a toute autonomie pour concevoir et assurer la réalisation des projets avec la Direction Informatique ainsi que le suivi jusqu'à la mise en production. Il est à même d'appréhender les problèmes d'utilisateurs liés à l'informatique distribuée. Son envergure professionnelle dans un environnement informatisé lui permettra d'orienter la stratégie des systèmes administratifs de l'entreprise.

Chef de projet utilisateur
(Réf. DA 2 M)

Responsable de la conception et de la réalisation des projets. Il assure la rédaction du cahier des charges, vérifie la validité de l'analyse fonctionnelle et des solutions retenues, réalise les tests utilisateur.
Il représente l'utilisateur face à la Division Informatique. Il est également responsable de la formation des utilisateurs et du lancement opérationnel. Pour assurer sa mission il doit maîtriser parfaitement les contraintes des systèmes d'exploitation.
Pour réussir dans cette fonction, une expérience d'Analyste programmeur de 2 ans au sein d'une Division Informatique est nécessaire. (IMS 3083).
S'y ajoutent une bonne autonomie et un sens aigu des relations humaines.

Responsable méthodes crédit
(Réf. DA 3 M)

C'est lui qui définit la politique de crédit de l'entreprise en accord avec les procédures.
Il a une bonne connaissance des méthodes d'appréhension des risques de recouvrement (analyse financière, renseignements commerciaux, méthodes statistiques...).
Il est chargé de définir ces méthodes ainsi que les objectifs d'encaisse en valeur et en antériorité de la balance.
Après une formation Grande Ecole ou 3ème cycle Finance, une expérience d'adjoint au Crédit manager dans une entreprise, un cabinet ou un organisme de crédit fait de lui le candidat que nous souhaitons rencontrer.

Administrateur des ventes
(Réf. DA 4 M)

Il définit les postes de travail en agence et le processus de gestion des contrats, de la facturation et de la rémunération variable des vendeurs.
Il détermine les objectifs qui optimiseront la rapidité et la qualité de la facturation et du traitement des contrats.
De formation supérieure (Grandes Ecoles) il a 2/3 ans d'expérience dans une fonction similaire en entreprise, cabinet d'Organisation ou consulting.

Merci d'écrire à Brigitte Bruot, en précisant la référence du poste choisi, au Service du Recrutement, Rank Xerox, 93607 Aulnay-sous-Bois Cédex.

media-system

RANK XEROX

CEGOS
Conseil, Etudes, Formation

* * * * * * * * * * * * *

Financier de haut niveau Conseil de Direction

CEFIA est une *Société du groupe CEGOS spécialisée en rapprochement d'entreprises*, recherche de partenaires et conseil financier auprès des actionnaires de sociétés privées.

Pour ces missions de haut niveau de responsabilité et de contact, nous recherchons un financier expérimenté désireux d'exercer cette activité dans un cadre de très large autonomie, de type profession libérale, avec des possibilités de rémunération élevée, essentiellement liées à la réussite personnelle.

Il lui sera confié au départ un portefeuille de clientèle important qu'il sera chargé de développer..

L'expert que nous recherchons a une formation de type X, HEC ou Doctorat et plusieurs années d'expérience des rapprochements d'entreprises et du conseil financier et patrimonial de haut *niveau, acquise dans une banque d'affaires, un cabinet spécialisé ou éventuellement au sein de la* Direction Générale d'un groupe international.

Anglais courant nécessaire et autres langues appréciées. *Réf. 1026*

* * * * * * * * * * * * *

Consultant Trésorerie

CEGOS FINANCE met en place dans des entreprises très diverses des systèmes de gestion de trésorerie innovateurs et performants.

Nous recherchons plusieurs consultants dont le rôle sera de mettre en place ces systèmes au *sein des Directions Financières. Cette fonction convient à des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur*, parlant anglais et ayant acquis une première expérience de la gestion de trésorerie franc et devises au sein d'un groupe important ou éventuellement une banque.

Outre la compétence technique, les candidats recherchés doivent avoir le goût des relations *humaines, de la pédagogie et du travail en équipe qui sont une condition de la réussite.*

CEGOS FINANCE offre à des candidats de valeur des perspectives développement personnel et professionnel attractives au sein d'une équipe jeune et dynamique. *Réf. 1027*

sélé CEGOS

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé à
J.L. de BERNARDY, Groupe CEGOS,
Tour Chenonceaux 204 Rd Pt du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

Membre de SYNTEC Publival





Nous sommes une importante société au service de la communication dans les entreprises. Nous intervenons pour le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications, de télématique et de bureautique.

Nous sommes chargés de la commercialisation des services de communications d'entreprises offerts par le satellite TELECOM 1 et participons à la définition et à la gestion technique des réseaux associés.

Nous recherchons pour le projet TELECOM 1 des

Ingénieurs

Responsable Gestion Technique (réf. 84227 M)

Ingénieur confirmé, niveau Grandes Ecoles, justifiant de 5 à 10 ans d'expérience de systèmes de télécommunications complexes. Il aura la charge de définir les potentialités techniques, de gérer leur évolution et d'assurer la cohérence technique du système.

Responsable de Gestion Opérationnelle (réf. 84228 M)

Ingénieur, de formation supérieure technique, justifiant de 5 à 10 ans d'expérience de l'exploitation de systèmes de télécommunications. Il aura pour mission d'assurer la cohésion et la coordination de l'action des divers services intervenant dans le fonctionnement du réseau TELECOM 1.

Responsable Qualité de Service (réf. 84229 M)

Ingénieur possédant une expérience de l'exploitation d'un système de télécommunications ou d'informatique. Ses domaines d'action seront la définition et l'application d'une politique de suivi de la qualité.

Responsable "Interconnexion" (réf. 84230 M)

Ingénieur scientifique, Grande Ecole, possédant une expérience des systèmes de télécommunications. *Il devra résoudre les problèmes d'interconnexion de TELECOM 1 avec les autres réseaux, notamment aux U.S.A.*

Pour tous ces postes basés à Paris, la pratique de l'anglais est indispensable, l'allemand serait souhaité.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste à notre Conseil, Madame Claude FAVEREAU, qui vous assure de sa discrétion.



13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

E.P.S. conçoit et réalise des systèmes de mesure pour la recherche et l'exploitation pétrolière faisant appel aux technologies les plus avancées. Pourvue d'une **INFORMATIQUE DE GESTION** de très haut niveau, elle recrute un:

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

diplômé d'une Grande École et possédant une première expérience.

Dans un environnement IBM de grande puissance il aura pour missions principales la structuration de bases de données, des études d'architecture de systèmes d'information et de production préparant les développements futurs du plan informatique.

Après une phase d'intégration, il sera chargé avec une très large autonomie d'études importantes et aura la capacité d'assumer à terme des responsabilités élargies au sein de l'entreprise ou du Groupe.

Homme de contact, ouvert, polyvalent, ce poste permettra à un candidat qui a de l'ambition et un très fort potentiel, d'envisager une évolution rapide de sa carrière. Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Veuillez adresser votre candidature à

DIRECTION DU PERSONNEL-ÉTUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER
26, rue de la Cavée 92140 CLAMART.

Schlumberger

HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

JEUNE DIPLOMÉ
GRANDE ECOLE OU UNIVERSITE

Vivez la presse de demain

Vous rejoignez, à Paris, le Groupe TESTS, numéro un de la presse française spécialisée en informatique. Vous assistez le Rédacteur en Chef d'une nouvelle revue destinée au public des affaires, L'ORDINATEUR PERSONNEL, dont les deux premiers numéros ont connu un vif succès. Vous participez à la réalisation de ce journal : enquêtes, entretiens, rédaction d'articles, relations avec l'imprimerie... Vous bénéficiez d'une large autonomie et vous acquérez rapidement compétences et notoriété dans un domaine en plein essor. Nous vous offrons des possibilités d'évolution de carrière à la mesure de vos capacités et de vos aspirations.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/3866, à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.



SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

ACTIS
RELATIONS PUBLIQUES

un des leaders de la profession en France
avec un effectif de 25 collaborateurs
et une marge brute de 8 millions de F. en 1983

recherche

DANS LE CADRE DE SON DÉVELOPPEMENT

3 CHARGÉS (ES) DE DOSSIERS

Diplômés (es) de l'Enseignement Supérieur.
Anglais courant.
Minimum 3 ans d'expérience.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à :
Département Ressources Humaines, ACTIS Relations Publiques,
78, avenue Raymond-Poincaré, 75116 PARIS.

Responsable des planifications, méthodes et organisation HF

à la direction informatique d'une grande administration.

L'informatique représente plus de 200 personnes dans nos services centraux à Paris qui sont équipés de trois ordinateurs IBM. Pour gérer avec le maximum d'efficacité des établissements importants, nous nous orientons vers la mise en place d'un système automatisé réparti avec emploi de techniques avancées. Adjoint au Directeur de l'Informatique qui est rattaché au Directeur Général, vous contribuez très largement à la préparation et à la conduite de cette évolution, en relation avec une grande variété d'interlocuteurs. Vous procédez à :

- l'analyse, la planification et l'organisation de notre système d'information ;
- la définition d'un plan d'automatisation tenant compte des techniques nouvelles et des projets pilotes déjà réalisés ;
- la conception et la mise en application de moyens de contrôle et de suivi de la réalisation des projets ;
- des missions d'organisation comprenant, en particulier, la réactualisation du système d'information et du plan d'automatisation.

Rapidement, vos responsabilités devraient s'étendre encore et devenir davantage opérationnelles, avec l'aide d'une petite équipe de haut niveau.

Agé de 32 ans minimum et, de préférence titulaire d'un diplôme d'une grande Ecole, vous diposéz, en tant qu'informaticien de gestion, d'une expérience de la conduite de projets importants et, si possible, de la conception de schemas directeurs. La connaissance du secteur de l'Administration serait très appréciée.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M/8020, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION — 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

---

2 INGENIEURS CHIMISTES
HF

pour étoffer les Services TECHNIQUE et MARKETING
d'une Société internationale
leader dans sa spécialité

un ingénieur chimiste confirmé
(réf. 100)

Au sein des services assistance il sera responsable du calcul des projets, traitera les questions techniques apportées par le service Commercial et supervisera un petit laboratoire d'assistance. Ces fonctions exigent une solide formation en chimie minérale et organique.
Une expérience dans un poste similaire, de préférence dans le traitement de l'eau, ainsi qu'une parfaite maîtrise de l'anglais sont indispensables.

un ingénieur chimiste
(réf. 200)

Il assumera progressivement la fonction de PRODUCT-MANAGER et ses responsabilités couvriront les domaines suivants : documentation technique - lancement et suivi des nouveaux produits - rédaction d'articles techniques - recommandation au service commercial - gestion de l'outil informatique.
Ce poste-clé dans l'entreprise requiert un haut niveau de connaissances en chimie, le goût de la communication écrite et verbale et la pratique de l'anglais.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo prétentions sous référence correspondante à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

Chef de projet ... chez un constructeur !

De formation ingénieur, vous avez une bonne expérience de l'informatique et vous avez assumé la responsabilité complète de la conduite d'un projet.

Une opportunité intéressante s'offre à vous : INTERTECHNIQUE recherche un chef de projet chargé de l'informatisation d'une de ses divisions. Cette société, implantée à Plaisir, qui emploie 1700 personnes conçoit et produit des matériels à vocation aérospatiale ou informatique.

Dans un environnement passionnant dû autant à l'avance technologique de cette société qu'aux contacts enrichissants avec une population d'ingénieurs de haut niveau, vous aurez à prendre en charge le projet informatique de la division aéronautique, de sa conception à l'aboutissement en liaison avec les différents partenaires de l'entreprise.

Bien sûr, l'informatisation est réalisée sur du matériel Intertechnique. Ce poste est à pourvoir rapidement. Les candidatures seront traitées confidentiellement par les consultants du Cabinet de recrutement CLEAS, leur écrire sous référence 8401 LM.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

Message à un

INGENIEUR ECONOMISTE HF

Vous souhaitez entrer à la Direction Economie et Plan de l'un des grands groupes français pour participer à l'analyse des activités de l'entreprise dans son environnement économique

chimie - pétrochimie

Sous l'autorité immédiate du Directeur vous suivez de façon permanente et autonome le secteur qui vous a été confié. D'autre part, vous prenez en charge un certain nombre d'études ponctuelles ou de dossiers confidentiels.

C'est l'occasion de faire acte de candidature si vous êtes un ingénieur issu d'une des meilleures écoles et si vous avez complété votre formation par un diplôme d'excellent niveau en économie. 2 ans d'expérience professionnelle ou de travail de recherche vous ont familiarisé avec l'un ou l'autre des domaines suivants : pétrochimie, grandes matières plastiques, chimie fine ou de spécialités ou autres industries de process.

Vous parlez couramment anglais et si possible une autre langue.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/103/A.Q à notre conseil.

chp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

AFCOREM

SOFTWARE AG, LEADER MONDIAL DANS LES SYSTÈMES DE LA "QUATRIÈME GÉNÉRATION"

recherche pour la France, dans le cadre de son expansion :

Consultant.
Ce poste implique plusieurs années d'expérience dans le domaine de la gestion et dans un environnement IBM et/ou VAX, ainsi que la connaissance d'un ou plusieurs systèmes d'exploitation (OS/DOS/CMS/VMS).
Expérience DB/DC appréciée.

Ingénieur commercial.
Le candidat devra faire état d'une expérience réussie dans la vente de logiciels DOS/OS/CMS, de préférence dans le domaine DB/DC.

SOFTWARE AG leader mondial dans les systèmes de gestion de bases de données "de la quatrième génération" : ADABAS, NATURAL, COM-PLETE, etc., est une société européenne implantée en Europe, aux États-Unis, en Afrique et en Asie.

SOFTWARE AG FRANCE offre de réelles possibilités pour les candidats désireux de travailler dans un secteur en forte expansion.

Envoyer CV détaillé et prétentions à : SOFTWARE AG FRANCE
Mme MONFAGON - 55, rue d'Amsterdam - 75008 PARIS

SOFTWARE AG

Vous êtes jeune, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Commerce, maîtrise de gestion, etc...) possédant une première expérience professionnelle.

Groupe financier
Leader du financement automobile et véhicule industriel

- Vous propose d'intégrer son équipe de cadres commerciaux.
- 10 postes à pourvoir sur toute la France.
- Après formation vous pourrez accéder au poste d'

Inspecteur régional

Responsable commercial, crédit man et gestionnaire.
L'importance du Groupe offre des possibilités d'évolution de carrière exigeant une mobilité géographique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous réf. 9335 (à mentionner sur l'envoi) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

media-system

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(C.A. 220 M.F. - 700 personnes)
Filiale d'un grand groupe industriel
recherche pour
le Directeur Général Adjoint d'une de ses divisions

UN GESTIONNAIRE

- jeune, dynamique,
- *formation E.S.C., Sup de Co ou équivalent,*
- deux ans d'expérience

POUR :
- préparer et suivre le budget de la division,
- mettre en place un suivi et un contrôle d'affaires,
- participer à l'informatisation administrative et financière de la division.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3598 - PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 PARIS

Compagnie Européenne d'Accumulateurs

CADRE COMMERCIAL EXPORT

Cette importante société spécialisée dans les batteries de démarrage et les batteries industrielles, *accroît très sensiblement sa présence sur les marchés étrangers.*
Au sein d'une équipe jeune performante et motivée, le titulaire du poste prend en charge le développement des ventes sur le secteur géographique qui lui est confié.
La distribution des produits est assurée à travers un réseau très diversifié : agents, importateurs, représentants...

Nous souhaitons rencontrer un tempérament commercial de formation supérieure.
Autonome et combatif, il *possède déjà une solide expérience de la vente à l'export* d'environ 5 ans.

Maîtrisant parfaitement l'Anglais et idéalement l'Allemand, il peut effectuer à partir de Paris, de fréquents déplacements.
Les conditions offertes et les perspectives de carrière au sein de la société et du groupe sont de nature à intéresser des professionnels de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, *en précisant la référence* M 19431 D, à :

EGOR PROMOTION
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

MATRA

MATRA MICRO SYSTEMES est la filiale du groupe MATRA spécialisée dans le domaine de la *micro-informatique et de ses applications. Pour faire face à son développement dans les différents* axes de ce marché en croissance rapide, elle cherche à renforcer sa Direction Technique d'Orsay (91).

INGENIEURS CHEFS DE PROJET

Au sein de la Direction Technique, rattachés hiérarchiquement au Responsable du Développement, ils ont la responsabilité de conduire des projets dans les domaines matériel ou logiciel.

Nous cherchons à rencontrer des ingénieurs diplômés d'une Grande Ecole. Ils ont acquis une expérience significative d'environ 5 ans d'encadrement d'équipe d'ingénieurs et de techniciens. Des spécialistes TELECOM peuvent prendre en charge le développement de produits spécifiques faisant appel à des connaissances dans les applications BSC 3270, 2780, X 25, réseaux locaux.

Les perspectives de développement de la société sont de nature à motiver des candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la *référence* M 19893 M, à :

EGOR S.A
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Jeunes Diplômés Grandes Ecoles de Commerce

Apportez votre dynamisme, votre efficacité, vos compétences, contribuez au développement de nos missions

d'Audit Interne

dans les différentes sociétés et filiales du Groupe en France et à l'étranger.

Vous suivrez une période de formation et agirez ensuite en toute autonomie dans ces missions touchant tant l'Audit Comptable que l'Audit Opérationnel in *situ des grandes fonctions de l'entreprise.*
Outre la connaissance indispensable de l'Anglais, des notions en langue allemande ou espagnole seront appréciées.

Si vous êtes ambitieux, l'UAP vous donnera les moyens d'évoluer.

Merci d'adresser CV + photo + lettre manuscrite à M. Le Fillatre, Sous-Secteur Emploi, 34 F, Tour Assur, 92083 Paris-La Défense Cédex 14.

média-system

UAP
L'UNION DES ASSURANCES DE PARIS

JEUNES INGENIEURS

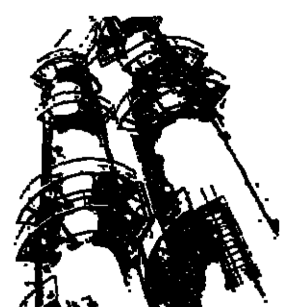
généraliste ou génie chimique

engagez une véritable carrière industrielle au sein d'Esso Chimie



filiale du plus important groupe pétrolier mondial, réalise un C.A. de 5 Milliards de Francs, dont 40 % à l'exportation. ESSO CHIMIE est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits chimiques dérivés du pétrole.

La production s'organise par lignes de produits élaborés dans différentes unités largement automatisées autour d'un vapocraqueur central.
Ses résultats économiques en font une des Sociétés les plus performantes dans son secteur d'activité en France.
Le maintien dans la compétition internationale est le véritable enjeu des années qui viennent, ce qui nécessite *une approche humaine et technique particulièrement dynamique.*
Dans ce contexte, ESSO CHIMIE propose aujourd'hui plusieurs postes pour ses Usines de Production de Notre Dame de Gravenchon, en Normandie.



Votre mission consistera à assurer l'optimisation des moyens de production, à développer de nouvelles installations techniques, ou à contrôler la fabrication sous l'angle économique et financier.
Au sein de nos équipes, vous développerez sur le terrain vos qualités d'animation des hommes. Par la suite des responsabilités opérationnelles en exploitation ou dans les services techniques vous seront proposées.
Votre formation (Centrale, Mines, A.M, IGC, ENSI, INSA, etc...) *éventuellement complétée par un diplôme* de gestion, votre connaissance concrète de l'anglais, votre réelle motivation pour le contexte de *la production dans toutes ses dimensions vous conduisent naturellement* à nous écrire, sous la référence M 6507 H, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Créer notre contrôle de gestion, rénover nos procédures administratives
220/240 000 F **Paris**

Filiale d'un groupe français de notoriété internationale, nous réalisons un C.A. de 450 millions de francs et commercialisons des produits à l'origine de la mode.
Pour améliorer nos performances, nous créons un poste de

Contrôleur de gestion

En accord avec la stratégie menée par la direction générale dont vous dépendez et en liaison avec le contrôleur du groupe et les directions opérationnelles, vous :
- *analysez les procédures administratives existantes et les adaptez dans l'esprit « anglo-saxon » ;*
- mettez en place et assumez le contrôle de gestion (tableaux de bord, prévisions contrôle budgétaire, analyse des écarts) et les systèmes d'information nécessaires à son fonctionnement.

Agé d'au moins 30 ans, *vous êtes diplômé d'une Ecole de Commerce, HEC, ESSEC... Vous justifiez d'une expé*rience **de contrôle de gestion** et avez mis en place des **procédures administratives** dans un environnement de type anglo-saxon.
Diplomate, pragmatique et désireux de relever un **challenge**, vous voulez vous impliquer au sein d'une équipe *concernée par l'amélioration des méthodes de gestion.*

Sylvie CATHELAIN, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5085/LM à l'adresse ci-dessous :

argos Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

AFCOREM — MEDIA PA

INGENIEURS DEBUTANTS :

ENGAGEZ UNE CARRIERE DANS LA FONCTION COMMERCIALE CHEZ ESSO CHIMIE

Esso CHIMIE filiale du plus important groupe pétrolier mondial réalise un C.A. de 5 Milliards de Francs dont 40 % à l'export.
ESSO CHIMIE est spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de produits chimiques dérivés du pétrole.
Elle souhaite confier à de jeunes collaborateurs le développement des ventes de ses produits.
Au sein d'une équipe légère et motivée et après une formation technique adaptée, l'Ingénieur Commercial prend en charge la gestion du courant d'affaires auprès d'une clientèle industrielle très diversifiée.
Nous souhaitons rencontrer de Jeunes Ingénieurs diplômés (Centrale, Mines, IGC, ENSI, ENSA...). Débutants ou possédant une première expérience, ils souhaitent valoriser leurs qualités de contact, *leur dynamisme et leur aptitude à la négociation en intégrant une Société performante et évolutive.*
Mobiles et disponibles, ils sont susceptibles d'évoluer vers d'autres fonctions (marketing ou *manufacturing*).
ESSO CHIMIE saura les accueillir et leur offrir des opportunités de carrière à la mesure *de leurs compétences et de leurs aspirations.*
La pratique de l'anglais est vivement souhaitée.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 5507 W, à :

EGOR INDUSTRIE
8 rue de Berri 75008 Paris.

média-system

egor
PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

Ingénieurs du futur développez les réseaux pensants

Notre Département Techniques Avancées a pour mission l'aide à la conception *et à la réalisation de systèmes informatiques* dans les domaines suivants : Télécommunications, Transmissions de Données, Micro-Informatique, Bureautique, Productique...

Nous vous proposons de participer, au sein des grands groupes *industriels qui sont nos clients, à l'un de nos principaux projets :* développer des logiciels de communication sur réseau local d'entreprise et sur réseaux de télécommunications numérisés.

Diplômés des Grandes Ecoles (Telecom, Supelec, Sup. Aero,...), vous avez la passion des technologies nouvelles.
Votre première expérience professionnelle vous a permis de mesurer l'importance qu'aurait un travail varié offrant de larges perspectives d'évolution : *développez avec nous ce projet* d'envergure nationale !

Adressez votre dossier sous référence DTA10, 6 rue Paul Baudry - 75008 Paris.

APSIDE
AVOIR LES MEILLEURS POUR DONNER LE MEILLEUR

SOURCES

Chef du Service Informatique

Important Groupe Français Industriel : des usines modernes, une technologie reconnue en France et à l'étranger (exportation : près de 40% de sa production), recherche pour son Siège parisien un jeune Chef de Service Informatique.

Rattaché au Contrôle de Gestion et de l'Organisation, il *dirigera, animera et coordonnera* une équipe d'environ 12 pers. (études et exploitation). Il sera responsable d'un programme d'activités budgétisé, maintiendra l'ordinateur (un DPS 7) en fonctionnement permanent et participera à l'élaboration du plan *directeur* et des systèmes d'informations intégrant les différentes fonctions de l'entreprise.

Pour réussir dans le poste, il faut être diplômé d'une Ecole d'Ingénieurs ou avoir une formation universitaire, posséder 2 à 3 ans d'expérience en milieu industriel (*applications en télétraitement avec base de données*), et *avoir déjà assuré* la conduite d'une équipe informatique.

CORT *Paris - Lille - Strasbourg*

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. B 969 à Danielle JALBERT.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC

CREDIT CHIMIQUE



BANQUE NATIONALE
recherche

EXPLOITANT
CONFIRME

De formation supérieure, justifiant d'une solide expérience dans l'activité commerciale auprès des entreprises.
Il s'intégrera à une équipe chargée de gérer et de développer un portefeuille de sociétés importantes.

Adressez lettre manuscrite et C.V. sous réf. 197-M à Mamregies, 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.



Cherche J.F.
COMPTABLE II
TRÈS EXPÉRIMENTÉE
Mi-temps. Libre de suite.
271-38-52 ou 278-59-19.

Centre culturel communal
dans grande ville banlieue nord-est
recherche
ANIMATEUR (TRICE)
pour vie associative.

Adresser C.V. et prétentions à REGIE-PRESSE sous n° T 043.775 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Recherchons
PROF. DE MATHS
Libre 15 heures/semaine.
Mardi, mercredi ap.-midi et vendredi mat. 747-08-40 p. 38.

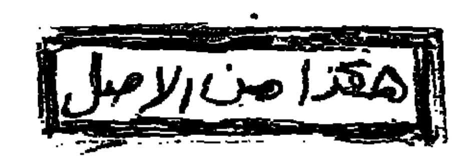
SOCIETE DE BIENS D'EQUIPEMENTS
recherche pour sa *Division Tuyauterie Industrielle*
située à PARIS

chef service calcul

INGENIEUR DIPLOME, haut niveau, possédant l'expérience de calcul de circuits complexes de tuyauterie soumis à contraintes thermiques et dynamiques et ayant prouvé capacités d'encadrement et d'organisation.

Adresser C.V., photo et prétentions à N. 3570 - PUBLICITES REUNIES - 112, *Bd* Voltaire - 75011 PARIS *qui transmettra.*

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



ENERTEC

INSTRUMENTS FRANCE

recherche pour ses départements Acquisition de mesures et Nucléaire

Un futur chef des études

du laboratoire de Physique (Vélizy)

Notre métier est la conception, la réalisation et la vente de capteurs utilisant entre autre la technologie des semi-conducteurs.
Nos produits sont destinés aux laboratoires de recherche et à l'aéronautique.
Vous aurez la responsabilité des études de conception.
Vous devrez également faire évoluer les produits vers des principes nouveaux (fibres optiques, quartz par exemple).
Nous recherchons un Ingénieur Physicien du niveau doctorat d'Etat ayant des compétences dans les domaines de la mesure physique, micro-métallurgie, électronique et physique des semi-conducteurs. Réf. S 340

Un chef des études

Instrumentation Nucléaire (Strasbourg)

Notre métier est la conception, la réalisation et la vente de produits hautement techniques dans le domaine de la *mesure des rayonnements nucléaires utilisant entre autre la* technologie des semi-conducteurs (germanium et silicium) *destinés à une clientèle scientifique et industrielle.*
Vous aurez la responsabilité du service études où vous devrez valider les spécifications des nouveaux produits, assurer la maîtrise des nouvelles technologies (croissance cristalline, nouveaux détecteurs et l'électronique intégrée).
Nous recherchons un Ingénieur Physicien (physique du solide) du niveau doctorat d'Etat ayant déjà dirigé une équipe d'études ou de recherche soit en laboratoire, soit dans l'industrie. Réf. S 341

Pour ces deux postes, la connaissance de la langue anglaise est indispensable.
Les personnes intéressées doivent adresser leur C.V. et prétentions, en mentionnant la référence du poste, au Service du Personnel, 1 rue Nieuport 78141 Vélizy.
Les candidatures seront traitées confidentiellement.

ENERTEC
Schlumberger

Jeune chargé d'études Produits industriels

Après des études supérieures de très bon niveau où vous aviez pris intérêt aux phénomènes de marché, vous vous êtes frotté dans votre premier poste aux difficultés que posent la recherche des informations, leur validation et leur exploitation. Que ce soit dans un groupement professionnel, une société d'études et de conseil marketing ou comme assistant chef de produit dans une entreprise à caractère industriel.

Vous pourrez mettre en œuvre ce savoir-faire - plus même, l'enrichir - dans le poste d'assistant que crée auprès de lui, à Paris, le Directeur du Développement Industriel d'un organisme financier de premier plan.

Vous aurez tour à tour à mener vous-même des études rapides de secteurs et sous-secteurs de couples produits-marchés, à rédiger les cahiers de charges des études d'approfondissement à confier à l'extérieur. Vous disposerez d'une large autonomie dans la conduite de ces recherches, mais il vous faudra les mener en ayant le souci de respecter les délais impartis. Vos qualités relationnelles naturelles faciliteront votre insertion dans l'équipe en place et surtout les nombreux contacts que vous aurez à prendre à l'extérieur. *Une sensibilité innée à tout ce qui* touche la technique sera un atout.

Ecrivez rapidement sous référence 8403 LM aux consultants du Cabinet CLEAS.

CLEAS
6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS.
MEMBRE DE SYNTEC

Si vous désirez faire carrière dans l'informatique venez rejoindre nos équipes

Filiale informatique d'un important groupe français, chargée de développer des systèmes de gestion en temps réel *nous organisons à partir du 20 février prochain notre prochain stage de 5 mois de formation intensive aux techniques de base les plus évoluées de l'informatique* (langage de programmation, bases de données, temps réel...). Il est rémunéré et s'adresse aux titulaires de

maîtrise ou DEA scientifique

A l'issue du stage vous serez intégré(e) dans une de nos équipes responsables de projets et participez au développement de projets *informatiques importants et variés, sur des matériels* IBM puissants (4 grands ordinateurs centraux et 1500 terminaux répartis en France), avant d'accéder à des responsabilités d'encadrement.

Adressez lettre, C.V., photo sous réf. M 257 à GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris la Défense Cedex 11.



Votre formation de base vous a apporté culture scientifique et ouverture d'esprit.

Vous avez décidé de vous orienter vers l'informatique. La GIE vous donne les moyens d'y réussir.

vendre du conseil informatique

14 années d'existence, un taux annuel de croissance supérieur à 20 %, ce sont les garanties de succès que vous offre la SEDAP. Société de Conseil et d'Assistance Technique en Informatique, rattachée à l'un des plus prestigieux groupes aéronautiques français, nous intervenons dans des Sociétés et des domaines très variés : aéronautique, transport, banques, assurances, ...
Le Responsable de notre Département Commercial recherche, pour le seconder, un

INGENIEUR COMMERCIAL

chargé de reprendre et concrétiser des contacts existants, de prospecter et de développer une clientèle nouvelle.
Homme de terrain et de contact, *vous êtes* habitué à traiter avec des interlocuteurs de haut niveau, et votre nature vous permet de vous adapter à toute situation. Votre dynamisme, votre honnêteté intellectuelle et votre expérience seront pour nous des atouts plus importants que votre formation : que vous soyez un bon *technicien* désirant évoluer vers le commercial, ou un ingénieur commercial ayant une première expérience réussie dans le secteur informatique, nous vous confierons des responsabilités importantes et évolutives, *si vous avez l'envergure* et la motivation que nous attendons. Anglais courant souhaité.
Merci d'adresser votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, sous la référence ICM à SEDAP - Tour Gamma D 197, rue de Bercy - 75012 PARIS





WANG

TOUTE L'INFORMATIQUE AU SERVICE DU BUREAU.
En France un chiffre d'affaires de 250 Millions de F. - 370 personnes.
Plus de 2000 systèmes installés et des ventes en progression constante.
(60% d'augmentation du chiffre d'affaires cette année).
Dans le cadre de l'expansion de son département administratif et financier, nous recherchons un :

ASSISTANT DU CRÉDIT MANAGER

La personne recrutée assistera le responsable du service Crédit/Recouvrement sur l'ensemble de ses fonctions et assurera notamment :

- *Prise en charge du contrôle crédit, de l'analyse de crédit.*
- Suivi des risques clients.
- *Recouvrement sur les encours les plus importants.*
- Mise en place des développements informatiques nécessaires.

Le candidat idéal, de formation supérieure, aura une première expérience de la fonction Crédit et Recouvrement de préférence en milieu industriel ainsi que de bonnes connaissances d'anglais.
Une expérience de supervision d'une petite équipe serait un atout supplémentaire.
Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature à Brigitte RISCHARD - Direction du Personnel
WANG FRANCE S.A. - Tour Galliéni - 78/80, Avenue Galliéni - 93170 BAGNOLET

bleu

Mobil®

Ingénieurs généralistes, débutants ou 1ère expérience, rejoignez l'équipe des ingénieurs d'application de Mobil. Vous appliquerez sur le terrain vos compétences dans les domaines mécanique, thermique... Votre forte technicité sera valorisée par la formation Mobil.

Ingénieurs d'application H/F

Après une formation personnalisée de départ, vous prendrez en charge la promotion et l'application de nos produits dans les grandes entreprises industrielles (lubrifiants, produits d'usinage, combustibles...).
Vous développerez en clientèle des actions variées telles que programmes de graissage rationnel, préconisation de produits de haute technicité, formation des spécialistes d'entretien, bilan économique de vos actions...
Polyvalent toutes industries, vous participerez activement à la stratégie de votre secteur, en liaison avec les commerciaux, ainsi qu'à l'évolution de notre gamme de produits et de nos méthodes de vente.
Vos résultats feront de vous un ingénieur renommé et évolutif.

Affectations Paris ou province suivant les besoins de la Société.

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 84879 à MOBIL OIL FRANCAISE - Service Central Recrutement - Tour Septentrion - 92081 PARIS LA DEFENSE Cedex 9.

Mobil. Avancez avec nous.

SERETE est l'un des premiers groupes français d'ingénierie.
Son haut niveau de technicité et la complémentarité des Sociétés du Groupe lui permettent de proposer à ses clients, l'ensemble des services nécessaires à la réalisation de leurs projets d'investissement. Nous recherchons, pour l'une de nos filiales située à Paris,

Responsable de la gestion

Rattaché à la Direction Générale, vous assurerez la mise en place d'un nouveau système de gestion et son animation : budget, tableaux de bord, prévision de résultats... Ce poste ouvre des perspectives d'évolution à court terme.
Vous êtes diplômé d'une école de gestion. Après une expérience de 2 à 3 années qui vous a permis d'acquérir une bonne maîtrise de la comptabilité, vous souhaitez élargir votre activité à l'ensemble des aspects de la gestion d'une entreprise.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser lettre de candidature et C.V. détaillé à J. OLLIEUZ, 86, rue Regnault 75013 Paris.



média-system

Ingénieur Commercial Senior



General Electric Information Services Company

Votre rôle sera de prospecter les décideurs à haut niveau dans les secteurs industrie et banque pour leur proposer des applications Internationales basées sur notre service de télétraitement MARK 3000. **CICS-IBM3270.** *Pour réussir dans la fonction, une expérience commerciale d'au moins 4 à 5ans dans la vente de services informatiques auprès de sociétés nationales et multinationales ainsi qu'une connaissance pratique des matériels et logiciels, IBM 43XX - 30XX sont nécessaires. Anglais indispensable et rémunération motivante pour ce poste opérationnel depuis Paris et sa région.*

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée) à la Direction du Personnel - GEIS - 19 avenue Léon Gambetta - 92120 MONTROUGE.

Dessein



pour son secteur

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

recherche des

INGENIEURS LOGICIEL DEBUTANTS
(Ecoles d'Ingénieurs ou universitaires option info)

et

INGENIEURS CONFIRMES
(2 à 5 ans d'expérience sur minis et/ou micros)

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité sous Réf IN/16 à Claude ASKENFELD
135 rue de la Pompe - 75116 Paris

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

OFFRES D'EMPLOIS

FOXBORO

FOXBORO

- 75 années d'expérience, 11 000 personnes, 26 usines, et un C.A. de l'ordre de 600 millions de dollars.
- l'un des leaders mondiaux de l'instrumentation, de la régulation et de l'informatique industrielles.
- 160 Agences dans 100 pays.
- des clients dans toute industrie faisant appel à la conduite automatique de procédés (pétrole, chimie, agro-alimentaire, papier, verre, etc...),
- 10 % du C.A. annuel investi dans la recherche et le développement.

Nous avons besoin, pour l'Agence de Paris, située au siège de la Société

D'INGENIEURS DE VENTE

à qui, après formation à nos produits, nous confierons la responsabilité du suivi d'une clientèle et d'une partie de secteur. Ils auront à négocier des produits analogiques (instruments électroniques) et des systèmes numériques.

Ingénieur diplômé (Violet - Sudria - Breguet - ESE ou similaire) ou titulaire d'un DUT ou BTS option instrumentation, vous avez une première expérience des contacts techniques et commerciaux, nous vous ouvrons nos stages de formation, vous nous apportez votre dynamisme, votre motivation pour réussir et évoluer.

Nous avons la possibilité de satisfaire vos souhaits de rémunération, une voiture de fonction complètera l'attrait des postes que nous offrons.

Notre Conseil Michel BARBEY examinera avec attention la candidature que vous lui ferez parvenir sous référence 84500 M.

EMPLOI centor

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
Tél. : 285.15.53

FOXBORO

L'U.R.S.S.A.F. DE PARIS
SÉCURITÉ SOCIALE

recherche

ORGANISATEURS

Diplômés pour études en milieu administratif

- Horaire hebdomadaire : 39 heures.
- Avantages sociaux.
- Salaire annuel brut de début : 101.800 F.
- Déroulement de carrière jusqu'à : 192.000 F.

Les candidats de nationalité française devront :

- Etre titulaires d'un diplôme en organisation du travail.
- Posséder, si possible, une expérience d'organisateur.

Les candidatures manuscrites, accompagnées d'un C.V. détaillé, devront être adr. à la :
DIVISION DU PERSONNEL,
3, r. Franklin, 93518 MONTREUIL, B.P. 430.

Fife est connu comme leader fabriquant des appareils de contrôle pour l'industrie : systèmes automatiques de guidage, d'observation de bandes – SCAN-A-WEB – et de contrôle de mesure – CAMTRON.

Fife recherche un

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

intéressé à la position d'ingénieur des ventes et à coopérer avec nos clients dans l'industrie des matières plastiques, du papier, de l'impression, du film, de l'emballage et des métaux.

Le secteur à pourvoir est le Nord de la France, Région parisienne comprise. Domicile de préférence à Paris ou bien jusqu'à 80 km environ.

Les conditions requises sont :

- une bonne formation technique ;
- un diplôme d'ingénieur en électro ou mécanique ;
- une expérience de la vente depuis 2 ans min. ;
- une bonne connaissance de l'anglais.

Nous vous prions d'adresser votre candidature avec photo à :



Fife Europe GMBH
Fifestrasse 1
Postfach 12 40
D-6233 Kelkheim/Frankfurt
Tél. : 19-49-6195/3018.

Vendre l'informatique de demain

Hewlett-Packard France, 3ème exportateur français d'informatique, 2,4 milliards de francs de CA, 2400 personnes, poursuit son objectif : doubler son CA en 4 ans. La qualité, l'avance technologique de ses produits, le haut niveau de motivation et d'implication de ses collaborateurs sont la clef de cet enjeu. Soutenir un tel développement nécessite de nouveaux

Ingénieurs commerciaux

Chargés de promouvoir la gamme mini-HP 1000, 3000, 9000... - ils sont spécialisés selon deux axes : informatique scientifique et technique, informatique de gestion. Au-delà de la prospection et de la présentation des produits, ils s'attachent à identifier et résoudre les problèmes du client, lui apportant ainsi la véritable dimension du conseil.
Les candidats de formation supérieure, scientifique ou commerciale ont confirmé leurs compétences commerciales lors d'une première expérience - 2 à 3 ans - dans les domaines de l'informatique scientifique ou de gestion. Evidemment, une formation spécifique - 6 à 9 mois dans nos unités européennes - complètera leurs connaissances techniques, aussi une bonne pratique de l'anglais demeure un préalable.
Une rémunération -attractive- valorisera leurs performances. Une voiture de fonction sera fournie. Localisation en régions : Parisienne, Rhône-Alpes, et Nord.
Merci d'adresser votre dossier de candidature - CV, photo, prétentions et préférences géographiques - sous réf. VO 21 M à Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.





média-system

Importante société industrielle, 5500 personnes, filiale d'un des premiers groupes français, recherche pour
PARIS et PROVINCE

3 INGENIEURS AUTOMATICIENS

diplômés grandes écoles, débutants ou ayant une première expérience industrielle.

La direction de la technologie a pour mission de concevoir et de mettre en place les moyens de l'avenir en matière de productions automatisées et robotiques. Dans ce cadre, pour la conception de machines spéciales, ils seront chargés de la définition, programmation et installation d'automates programmables, microprocesseurs, capteurs, actionneurs, etc.

Leur rôle de concepteur polyvalent et de promoteur des technologies électroniques sera équilibré par celui d'instructeur et de mise en oeuvre au niveau des utilisateurs, en usine.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence 1051 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

GROUPE SG2

Diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, vous avez 1 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion. Nous apprécierons votre pratique de : Temps Réel, Bases de données, Télétraitement, Réseaux, Télématique.

SG2, 4 000 personnes, l'un des premiers groupes européens de sociétés d'ingénierie informatique et de systèmes d'information, poursuit sa rapide croissance.

Nous vous proposons d'appliquer vos compétences grâce à notre savoir-faire dans les domaines de pointe suivants : Plan informatique - Méthodologie de conception et de conduite de projets - Architecture de systèmes - Génie logiciel - Conception et utilisation de réseaux - Réseaux locaux - Bases de données réparties - Monétique et bureautique.
Des responsabilités vous attendent dans la réalisation de projets d'envergure pour lesquels vous serez autonome. Vous saurez donner toute votre mesure et saisir de réelles perspectives d'avenir.

Ingénieurs Informaticiens

choisissez la diversité de nos projets.

Vos candidatures (lettre, CV et prétentions) sont à adresser, sous réf. 1 M, au Service Recrutement Technique, SG2, 12-14 avenue Vion-Whitcomb 75016 Paris.

SG2 : L'informatique des idées et des hommes.

média-system

CABINET D'AUDIT et de COMMISSARIAT AUX COMPTES recherche

CHEF DE MISSION

HEC, ESSEC, ESCP, IEP ou équivalent
3 à 4 ans d'expérience en cabinet d'audit

Ecrire avec CV – photo au CABINET CALAN RAMOLINO & ASS. 39, rue du Gal Foy 75008 Paris ou tél. Mr de Lasteyrie 293.00.70

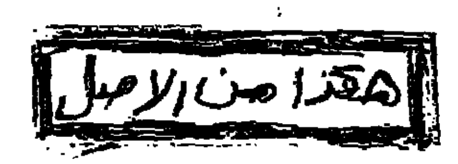
Importante Société d'ingénierie à vocation internationale intervenant dans le domaine électro-nucléaire recherche

Responsable Audit Interne Comptable

Ecole Supérieure de Commerce ou maîtrise de gestion + DECS

Son activité se situera au niveau des établissements de la société et des filiales françaises et étrangères et concernera l'ensemble des procédures comptables, financières et administratives. Il devra en outre animer une équipe de 3 auditeurs.
Ce poste convient à un candidat ayant 10 ans d'expérience dont 5 environ d'audit acquise en cabinet spécialisé ou dans une grande société industrielle. Anglais indispensable.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. 3438 à Média-System 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.







COMPAGNIE D'EXPLOITATION DES SERVICES AUXILIAIRES AÉRIENS

SERVAIR

recherche

CHEF DE PROJET PAIE

QUI : Analyste-programmeur. Niveau MIAGE + Expérience. 30 ans.

QUOI : Responsable des applications Paie et Gestion du Personnel (+ de 2 000 salariés. 12 établissements).

OÙ : Roissy-Aéroport Charles-de-Gaulle.

QUAND : Poste à pourvoir immédiatement.

COMMENT : Progiciel Paie et Gestion du Personnel en temps réel CLIPPER sur matériels CII-HB 64 ou DPS/7 sous GCOS/TDS ; Mini 6 sous Mod 400 et/ou IBM/PC ou XT sous MS/DOS.

COMBIEN : Rémunération et avantages sociaux attractifs.

Adresser réponse manuscrite, C.V. et photo à Direction des Affaires Sociales SERVAIR Siège social : 4, rue Ferrus - 75014 PARIS

Jeune Cadre Fonction Personnel

Paris ***180.000 F +/-***

Une Société connue - 5200 personnes - 500 cadres - appartenant à un Groupe international important offre une très intéressante opportunité de développement de carrière à un cadre de formation supérieure type HEC, ESSEC... DROIT

Dans un premier temps il conseillera, formera ou assistera les responsables des usines et a[illegible] dans tous les domaines relevant de la gestion du personnel et en pa[illegible] du droit social.

D'autre pa[illegible] à l'application des normes qu'il aura lui-même contribué à [illegible]

Sa [illegible] *pacités pour la fonction Personnel* se sont confirmées [illegible] expérience professionnelle de 3 ans environ, si pos[illegible] entreprise à structure décentralisée.

Des [illegible] ts en province sont nécessaires pour renforcer la présence de [illegible] *des différents établissements.*

[illegible] sable pour évoluer dans le Groupe.

[illegible] votre dossier en toute confidentialité s/réf. 294M
[illegible] SODE[illegible] Société pour le Développement des Re[illegible] Humaines
22, rue [illegible] ugustin -
75002 [illegible]
MEMB[illegible] NTEC

Soderhu



GROUPE C.G.E.

Techniques et Systèmes Informatiques, *SSCI de haute technicité couvrant tous les* secteurs de l'architecture et de la conception de Systèmes jusqu'au développement de logiciels complexes, recherche des

INGENIEURS CONSULTANTS

- Micro Processeurs et Télécom
- UNIX, PASCAL, C
- Intelligence Artificielle et Systèmes experts

ayant 3/4 ans d'expérience acquise chez un constructeur, un grand utilisateur ou une SSCI *et une solide compétence en Operating Systems* et génie logiciel.

Vous trouverez à TECSI :

- Le cadre d'une société à *l'échelle humaine (60 Consultants)* avec la sécurité que lui confère son affiliation à un des premiers groupes industriels français.
- *Un environnement composé* d'EXPERTS internationaux en architecture de système.
- Des *responsabilités de projets ou d'intervention de haute technicité.*
- Un développement personnel et professionnel propre au métier de Consultant.
- *Une rémunération attractive.*
- La *possibilité d'être* en mission en province (Strasbourg ou Bretagne).

Les personnes recherchées ont une *formation d'ingénieur de Grandes Ecoles; une formation* complémentaire américaine serait très appréciée. Merci de nous adresser votre CV détaillé en précisant votre salaire actuel en rappelant la référence DV 39 à :

CGS CARRIERES
PALAIS DES CONGRES
58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

Innover - s'adapter - réaliser

Nous sommes la Filiale Française du Groupe W.R. GRACE : 82.000 personnes dans le Monde, 8.000 en Europe, 1.050 à Epernon (dont 200 Cadres). L'expérience internationale du Groupe et l'étendue de son potentiel industriel lui ont permis d'acquérir une position de premier plan au niveau mondial. Sa renommée est assurée par sa capacité d'innovation, sa faculté d'adaptation, ses réalisations et la qualité de son personnel. Implantée près de Rambouillet sur 13 hectares, notre unité d'Epernon (40' de Paris-Montparnasse) regroupe, entre autres, les activités relatives à : l'emballage plastique alimentaire, les joints d'étanchéité pour l'industrie de la conserve et de l'embouteillage, les silices, les tamis moléculaires, les produits chimiques à usage industriel, les catalyseurs. L'expansion de notre Groupe nous amène à RECHERCHER

pour la division Cryovac - emballage

INGENIEUR "ORGANISATION"

Au sein de notre département "Equipements Clients" il aura les responsabilités suivantes : • conduite du projet "Gestion de Production Informatisée". En liaison avec l'équipe systèmes, il adaptera les "outils" existants dans le cadre général de l'usine, aux besoins de ce secteur en forte expansion. Il mettra en place la nouvelle organisation du travail. • Conception et réalisation d'un système de gestion informatique de pièces détachées en liaison avec notre centre de développement européen. • Direction du service gestion des stocks et des approvisionnements (7 personnes). Pour réussir dans ce poste, une formation d'ingénieur, une première expérience de gestionnaire de 3 à 5 ans en production, la maîtrise de l'anglais sont indispensables. La préférence sera donnée à un candidat pouvant justifier de très bonnes capacités d'analyse, d'organisation et de direction des projets dans un environnement complexe. *(Réf. MO 437)*

pour la division joints d'étanchéité - containers

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

ORIENTATION MECANIQUE

En qualité de responsable technique et commercial dans le domaine des joints d'étanchéité destinés aux emballages métalliques de l'industrie alimentaire, il assurera la promotion de nos produits et services ainsi que l'assistance technique auprès d'une clientèle diversifiée. Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur (A.M., INSA...) ayant 1 à 2 ans d'expérience commerciale et une bonne maîtrise de l'anglais. Compte-tenu des pays où il interviendra, France, Bénélux, Suisse, des capacités d'autonomie, d'initiative, une grande disponibilité et le sens des contacts à tous les niveaux sont esentiels pour réussir dans ce poste. *Réf. MO 439)*

pour la division "Services Industrie"

INGENIEUR (MINES, AM, TP, ...)

RESIDENCE SUR L'AXE PARIS-LILLE

Au sein d'une équipe très performante, il prendra en charge, pour la région Nord-Loire/Bénélux, la responsabilité de la promotion et la vente de produits très spécialisés pour un domaine industriel essentiel.
Il participera à des essais industriels sur le terrain et à la résolution de problèmes technologiques.
Nous souhaitons rencontrer un ingénieur autonome, disponible, ayant le goût des contacts à tous les niveaux. La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est souhaitable. *(Réf. MO 440)*

GRACE

Nous vous remercions d'adresser votre candidature en mentionnant la référence du poste choisi au Service Recrutement - Société GRACE - B.P. 10 28230 EPERNON

INGENIEURS INFORMATICIENS DEBUTANTS

ENSIMAG, ENSEEIHT, INSA, ...

SPI, Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de PECHINEY :

- 425 collaborateurs dont une forte proportion de Cadres et Ingénieurs,
- *de grands ordinateurs* IBM (3081 - 3083 - 3033) *et un réseau important* (plus de 1.200 terminaux et 10.000 télex).

Dans le cadre de l'expansion de nos activités, nous recherchons de jeunes ingénieurs grandes écoles, à qui nous confierons *la mission suivante :*

Participer au développement d'outils d'aide à l'analyse-programmation et à l'exploitation.

Dans un environnement technique de haut niveau, nous vous confierons, après la formation nécessaire, de réelles *responsabilités, et vous proposerons les perspectives d'évolution liées à un* Grand Groupe.



Merci d'adresser votre candidature sous référence GO à SPI - Service des Affaires Sociales 98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY

Un ensemble de sociétés industrielles françaises de construction mécanique de très grande notoriété (effectif 1.000 personnes, 500 millions de F de C.A. annuel, dont 60 % à l'exportation), filiale d'un groupe américain leader en son domaine, recherche pour *sa direction financière à Paris-La-Défense un*

Spécialiste "du crédit control exportation"

PARIS **160.000 +**

En étroite liaison avec le responsable du département des opérations financières dont il dépendra, il participera au plan financier, à l'élaboration d'importants contrats à l'exportation dont il assurera ensuite le suivi financier. L'objectif étant de préserver au mieux les intérêts de cet ensemble de sociétés dans les risques très spécifiques qui y sont liés, il aura plus particulièrement en *charge :* • discussion, *mise en place, suivi des dossiers et de leurs financements,* COFACE • relations avec les clients et les ingénieurs chargés d'affaires...
Ce poste de grande rigueur et d'avenir impliquant autonomie et agilité d'esprit *ne peut convenir qu'à un ou une jeune diplômé(e)* de l'enseignement supérieur, 30 ans minimum, universitaire en Gestion ou école de commerce. OPTION FINANCE, justifiant d'au moins 4 ans d'expérience d'une fonction similaire acquise de préférence dans un secteur industriel et maîtrisant parfaitement *l'anglais. La connaissance de l'allemand, sans être indispensable, constituerait un avantage. Cette fonction implique des* déplacements de courte durée en Europe.



Conexhom
Conseil en Recrutement

Envoyer lettre manuscrite et C.V. sous référence 8183 M à :
François ROUSSEAU - CONEXHOM - 212, avenue Paul Doumer
92508 RUEIL-MALMAISON Cedex, qui garantit la plus totale discrétion.

Heineken

Bière et C.H.R., mariage à réussir pour un chef de produits

Heineken, *Mützig Old Lager,* Mützig, autant de marques que vous connaissez déjà et appréciez. Elles sont déjà bien implantées sur le marché très compétitif des cafés, hôtels, restaurants (C.H.R.). Nous voulons améliorer encore leur présence. Pour cela, s'impose un marketing imaginatif et combatif, très à l'écoute de notre force de vente et de nos distributeurs entrepositaires en boissons, et naturellement adapté à *nos moyens. C'est le chef de produits* responsable de toute l'action *promotionnelle sur ces marques en* C.H.R. *que nous* cherchons.

Une bonne connaissance de ce milieu spécifique et attirant, ainsi que de celui des entrepositaires grossistes, est éminemment souhaitable, mais pas absolument indispensable. Une expérience acquise sur un marché présentant des analogies avec la confiserie, la pharmacie ou la *parapharmacie ne serait* pas non plus sans intérêt. En tout état de cause, une *première* expérience marketing en produits grande consommation est, elle, nécessaire.

C'est un bon deuxième poste pour vous, diplômé d'études supérieures orientées marketing (HEC, ESSEC, ESC...), qui, après avoir appris les bases du métier, cherchez maintenant une responsabilité plus large. Ce milieu C.H.R., aujourd'hui en évolution, et sur lequel nous avons encore à apprendre, vous intéresse réellement. Sans tarder, une lettre bien marketing, sous référence 105 231 M. et en précisant votre rémunération actuelle, aux consultants de SIRCA qui nous assistent dans cette recherche. Le poste, basé à Paris, comporte naturellement de fréquents déplacements. Comme nous sommes une société internationale, votre anglais devra être opérationnel.



Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Groupe multinational de premier plan dans le domaine de la micro-informatique, nous recherchons pour la région Sud Europe (France, Italie, Espagne) un nouveau collaborateur qui prendra les fonctions d'

Adjoint à la direction du personnel

Basé à Paris et en liaison avec les bureaux à l'étranger, il devra avoir une parfaite maîtrise de l'anglais.

Titulaire d'un diplôme d'études supérieures, il aura déjà fait ses preuves dans la fonction personnel au sein d'une entreprise similaire ou d'un cabinet conseil. Il mettra en pratique les compétences acquises en prenant des responsabilités immédiates dans le domaine du recrutement et de la formation d'ingénieurs et de commerciaux puis sera progressivement associé à tous les aspects de la gestion du personnel.

Ce poste nécessite un esprit de rigueur, une bonne connaissance des rapports sociaux dans une industrie de pointe et une grande disponibilité.

De larges perspectives d'évolution à l'intérieur du Groupe sont prévues.

Merci d'adresser sous référence MC/5 lettre manuscrite + C.V. à notre Conseil qui traitera chaque candidature en toute confidentialité.



INFRAPLAN Paris Nantes — Conseil en Recrutement, 83, bld Raspail - 75006 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

MEDIAPA

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE

Société de Services et d'Ingénierie Informatique recherche pour participer au développement de son activité **mini-micro,**

ANALYSTES-PROGRAMMEURS PROGRAMMEURS

ayant au moins un an d'expérience

Elle leur confiera la mission de participer à la diffusion de ses progiciels et de réaliser pour ses clients des systèmes informatisés de gestion mettant en œuvre mini et micro-ordinateurs.

Cette activité, qui s'exerce dans un cadre méthodologique formalisé, fera de plus en plus appel aux techniques d'informatique répartie et de télécommunications.
La connaissance du matériel INTERTECHNIQUE est souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, CV + photo sous réf. 430 à Madame SCHMUTZ
CGI - 25/27, rue de Tolbiac - 75013 PARIS.



HAVAS CONTACT

délégué général

FEDERATION PROFESSIONNELLE

Notre Fédération regroupe 400 entreprises de taille moyenne. Le C.A. de ce secteur d'activité est de l'ordre de 14 Milliards de Francs, et l'effectif 60.000 personnes. Le Délégué Général gère l'entité qu'est la Fédération : 35 personnes, budget de 25 M. de F. ; il anime et coordonne l'activité de prestataire de services : style, informations juridiques, financières, sociales, etc., qui sont fournis aux adhérents, supervise les manifestations organisées en France et à l'étranger, assure la négociation avec les organisations syndicales, représente le secteur auprès des autorités administratives et dans l'inter-profession. Ce poste convient à un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure, parlant Anglais, ayant une expérience similaire, acquise dans un organisme professionnel, ou une expérience de gestion, ou une expérience de direction commerciale, ou une expérience de relations publiques, acquise dans une entreprise. Nous serons attentifs à l'envergure et au rayonnement personnels de notre futur Délégué Général. Ce poste est à pourvoir à PARIS.
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 315.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité



N° 2 en agence au CRÉDIT AGRICOLE : des situations en 1ère ligne...

Vous possédez une bonne expérience bancaire où vous avez développé votre goût des contacts avec la clientèle, vos qualités d'animateur, votre aptitude à l'encadrement d'une équipe.

Il est temps pour vous d'aller plus loin, dans un Groupe bancaire au développement important.

LE CRÉDIT AGRICOLE ILE-DE-FRANCE (235 Agences en région parisienne) vous propose plusieurs opportunités en qualité

ADJOINTS d'AGENCE

Gestion, développement commercial, rentabilité : ces postes très formateurs parce que pluridisciplinaires vous offriront de nouvelles perspectives d'évolution dans le Groupe.

Adressez votre candidature (CV détaillé et photo) sous référence 80581/M au Service Recrutement du **CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL D'ILE-DE-FRANCE** - 26, quai de la Rapée - 75012 PARIS.

HAVAS CONTACT



EAGLE STAR VIE

Responsable de notre Département Informatique

Nous sommes la filiale française du troisième groupe d'assurance britannique. Depuis notre implantation en France, notre progression a été spectaculaire. Nous nous sommes imposés grâce à l'innovation de nos produits et à une volonté permanente de compétitivité. Vous comprenez aisément que la création du poste de **Responsable de notre Département Informatique** traduit notre volonté d'ériger l'outil informatique comme la pierre angulaire de nos objectifs de développement pour 1984-1990.

Rattaché au Directeur Administration-Finances et à la tête d'une équipe travaillant sur un IBM 34 en temps réel, vous aurez la responsabilité de nos moyens informatiques dans le but d'optimiser encore la qualité des systèmes et du service rendu aux utilisateurs. Vous assurerez dans un premier temps l'exploitation, la maintenance et l'amélioration des applications existantes. Ensuite, vous élaborerez le plan informatique dont vous suivrez l'analyse, la programmation et la mise en place en intégrant les techniques modernes de traitement de l'Information (bureautique, vidéotex, etc...). Vous êtes à même de définir et de mettre en place dans un avenir proche une nouvelle configuration adaptée à notre forte expansion.

A moyen terme et en fonction de votre réussite à ce poste, nous vous proposerons de piloter l'informatisation de filiales européennes en création en intégrant les techniques modernes de traitement des informations. A ce poste clé, basé à Paris, vous pourrez mettre à profit une formation supérieure, (Ingénieur, Miage, Maîtrise en Informatique) et une expérience d'au moins 3 ans de conduite de projet. Votre expérience du secteur tertiaire, (banques, assurances, prestations de services), votre pratique des systèmes IBM ainsi que votre souci constant d'être près du terrain vous permettront d'être opérationnel très rapidement. Votre maîtrise de la langue anglaise est un atout décisif, notre contexte étant international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. M 28801 à Rudolph von Raesfeldt - TEG - 18, place Henri Bergson — 75008 PARIS

division de SYSTEMA



The Executive Group Management

Dassein

Futurs Informaticiens, nos ordinateurs vous attendent...

Vous êtes ingénieur, diplômé d'études supérieures scientifiques ou informatiques, E.S.C..., devenez

ANALYSTE

en liaison permanente avec les services utilisateurs vous étudierez, concevrez et mettrez en place des applications de gestion.

Vous êtes titulaire d'un DUT informatique ou équivalent, devenez

ANALYSTE PROGRAMMEUR

en collaboration avec les analystes et les utilisateurs, vous participerez à la mise en place des applications de gestion.

Vous êtes débutant : nous vous FORMERONS. Vous avez une première expérience : ce sera un plus.

Nous sommes de gros utilisateurs d'informatique de gestion (3 IBM 4341, 600 terminaux en France). Nous constituons avec d'autres partenaires, le premier groupe privé français d'assurances, l'un des plus dynamiques aussi, dit-on : 9,25 milliards de C.A., 4500 salariés.

Les postes sont à pourvoir au service informatique d'une de nos sociétés associées à PARIS (10ème).
Merci d'adresser votre C.V. + lettre manuscrite + prétentions sous référence AF 03 à :

mutuelles unies — MUTUELLES UNIES, Sylvane Mauboussin, 3037 X, 76029 ROUEN CEDEX

Notre objectif : la bureautique distribuée dans le marché international ; les stations multifonctions, les systèmes bureautiques interconnectés ; des produits sophistiqués qui nous permettent d'appréhender ce marché.

Dans ce cadre nous recherchons des

Coordonnateurs Support Produits

Au sein de notre Direction Support et en relation avec nos Chefs de Produits, ils coordonneront l'ensemble des activités nécessaires à l'introduction de ces produits dans les réseaux français et internationaux (préparation des produits pour qu'ils correspondent aux objectifs de son fonctionnement, de mise en oeuvre correcte et de maintenabilité ; documentation, information, suivi des sites pilotes, suivi du comportement des produits...).

Hommes de contact et de dialogue, les candidats retenus seront des ingénieurs ayant acquis une expérience de quelques années comme chefs de projet ou équivalent, qu'ils aimeront concrétiser dans un contexte plus global de responsabilités.

Merci d'adresser votre candidature complète (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence 91/1 à Michèle CORBINEAU — BULL TRANSAC - BP 92 91301 MASSY.



Bull Transac

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE recherche

CADRE FINANCIER EXPORT

Écoles de Commerce, IEP...

Pour prendre la responsabilité de différentes opérations :
- études de montage financier,
- contacts avec les administrations et les banques,
- contacts avec les clients au niveau des négociations financières.
Le candidat recherché doit participer à toutes les étapes de la négociation des contrats à l'export.
Une expérience d'une dizaine d'années dans le secteur bancaire ou industriel est nécessaire.
Anglais courant indispensable. Espagnol souhaité.
Ce poste basé à Paris comporte de courts déplacements à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80622 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Notre juriste d'entreprise : ***PARIS***

Précieux pour notre performance

En effet, après 3 ou 4 ans passés dans un cabinet juridique ou un secrétariat général d'une entreprise à caractère international, vous pourrez grâce à votre compétence et à votre polyvalence apporter une vision dynamique au traitement des dossiers.
Vous pourrez ainsi traiter aussi bien la mise au point des contrats français et internationaux que la gestion du contentieux, des assurances ainsi que des brevets et marques.
Nous sommes la filiale d'un groupe chimique et pharmaceutique mondial et nous considérons notre service juridique comme un facteur de performance de l'entreprise.
Nous attendons de vous une expérience dans les domaines économiques suivants : négociation de contrats-règlementation, propriété industrielle.
Il est par ailleurs indispensable que vous maîtrisiez l'anglais juridique et votre salaire sera d'au moins 180 000 F/an.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 4305 à rscg carrières - 48, rue St Ferdinand - 75017 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE - LA DÉFENSE

à vocation internationale, intervenant dans le domaine électronucléaire, recherche

CADRE COMPTABLE ET FINANCIER

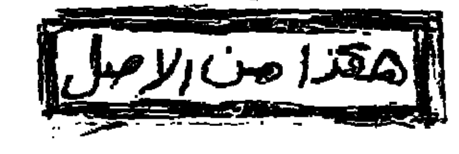
Dans le cadre de notre développement à l'export, il prendra, après une période de formation au sein du Service Comptabilité du siège (150 personnes), la responsabilité d'un établissement à l'étranger.

Ce poste intéresse un candidat de formation supérieure (École de Commerce ou Université) + DECS, ayant une expérience probante dans un poste financier ou comptable, si possible à l'étranger.

Parfaite maîtrise de l'Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 80621 M à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT





recherche pour ses activités
TELECOMMUNICATIONS et AUTOMATISMES

INGENIEURS CONFIRMES

5 à 10 ans d'expérience

INGENIEURS

1 an d'expérience en laboratoire.

Adresser : C.V. à A.E.T.A.
12, rue des Frères Caudron 78140 VELIZY

GOULD INFORMATIQUE s.a.

Pour participer au lancement de notre activité
"SYSTEMES DISTRIBUÉS"
nous recherchons

INGÉNIEUR LOGICIEL

- expérience **CTOS** indispensable
- connaissance **UNIX** appréciée.

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

- 2 ans d'expérience minimum
- connaissance **LOGICIEL.**

Téléphoner pour rendez-vous à Dominique LESIEUR au (3) 460.61.01 poste 300

PUBLIALE

---

formateur, un acteur du développement des ressources humaines

Et pour cause... La formation chez HP, qui représente 6% de la masse salariale, a réuni en 1983 quelque 1000 participants à l'occasion de 15 séminaires permanents répartis en une cinquantaine de sessions ! Ceci ne concernant que les collaborateurs HP.
HP France, 3ème exportateur français d'informatique, 2,4 milliards de francs de CA en informatique, instrumentation et électronique, 2400 personnes, double son chiffre d'affaires tous les 4 ans. Cette croissance s'appuie sur le développement des ressources humaines.

Face à ces besoins, le service formation recherche un nouveau collaborateur. 3 axes détermineront sa contribution : organisation et gestion - 25% -, animation - 40 à 50% -, recherche et développement, conseil et aide pédagogique - 25 à 30% -. Ses thèmes d'intervention sont plus particulièrement le management, les relations humaines et la formation à la vente. Il bénéficiera d'atouts significatifs : une méthodologie et des procédures éprouvées, des moyens pédagogiques substantiels, une excellente crédibilité. Mais au-delà, et le contexte HP l'exige, il faut être un leader reconnu dans sa spécialité.

Le candidat, de formation supérieure, possède par conséquent une expérience convaincante de la formation en entreprise. Disponible, il assure également des missions en province. Enfin, une bonne pratique de l'anglais, indispensable, facilitera une évolution de carrière intéressante. Il négociera sa rémunération au niveau de ses compétences. Poste basé à Evry.

Envoyer dossier de candidature - CV, photo et prétentions - sous réf. AHQ 1 M à Hervé Gallon, Hewlett-Packard France, Service du Recrutement, Parc d'Activités du Bois Briard, Avenue du Lac, 91040 Evry Cédex.



média-system

ORGANISATEUR-CONTROLEUR

pour créer le poste de

RESPONSABLE DE LA QUALITE DES SERVICES

Pour une banque en forte expansion.

Au sein du département financier, vous serez responsable de :
— La qualité du service client (grandes entreprises, assurances, caisses de retraite).
— L'efficacité des procédures.
— L'analyse de la rentabilité de chaque produit.
— La conception et le contrôle d'un tableau de bord des activités du département.

Vous êtes une personne de contact, pensant en organisateur, sachant vendre vos solutions et le contrôle de leur application. Pragmatique, expérimenté, vous vous intégrerez dans une équipe efficace (10 personnes) et jeune (moyenne d'âge 31 ans).

Votre formation et votre origine sectorielle importe moins que votre ou vos expériences réussies. La rémunération prévue tiendra compte des compétences déjà acquises et, à terme, des résultats obtenus sur ce poste.

Lieu de travail : Paris, proximité Opéra. Renseignements : 260.42.04.

Ecrire avec C.V. + photo + lettre s/ réf. BCm à
Cabinet BC - 37, rue de Lille 75007 PARIS.

Au service de l'Homme et de l'Entreprise

PARATHE

---

bonno

Concevoir et animer le contrôle interne... dans une structure décentralisée.

La Société pratique la décentralisation dans le cadre d'une structure multiple : siège, divisions régionales, filiales... d'où la nécessité d'un contrôle interne renforcé.

Nous recherchons celui ou celle à qui nous confierons cette mission :

Concevoir, mettre en forme et faire vivre un système de contrôle des comptes de l'entreprise. Définir les procédures, les méthodes et veiller à leur application. De plus, il ou elle est l'interlocuteur des commissaires aux comptes. Dans notre esprit, cette fonction *est tout autant d'assistance que de contrôle.*

Ce poste doit intéresser un ou une jeune diplômé(e) de l'enseignement supérieur (E.S.C., option finance-comptabilité ou Universitaire), bénéficiant dans les deux cas complémentairement du D.E.C.S., et, ayant une première expérience soit similaire soit d'audit en cabinet.

Cette responsabilité suppose une certaine disponibilité physique et une réelle faculté relationnelle.

Dans la détermination de la rémunération, nous prendrons en compte l'expérience acquise.
Base de travail : au siège à Paris, mais prévoir déplacements.
Nous remercions les personnes intéressées de nous adresser leur candidature sous référence CI 198 M.

SEFOP *11 Rue des Pyramides, 75001 Paris.*

MEMBRE DE SYNTEC

M.E.G

SOCIETE FORTEMENT EXPORTATRICE
***BANLIEUE SUD,* recherche**

contrôleur de gestion *HF*

D.E.C.S. - ANGLAIS NECESSAIRE
2 ANS D'EXPERIENCE MAXIMUM
DE PREFERENCE DANS UN CABINET D'AUDIT ANGLO-SAXON

Il aura pour mission de s'occuper des prix de revient et de la consolidation de plusieurs sociétés, pour préparer le reporting à la maison mère.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions BP 54 - 91422 Morangis Cedex.

pmp

BENSON : des technologies françaises qui ont fait leurs preuves au point de nous hisser à l'une des premières places mondiales. Mais l'informatique graphique n'est qu'à l'aube de son histoire. Laser, couleur, photo-traçage, imagerie... font leur entrée en force.

Ceci explique que plus de *9 %* de notre C.A. annuel soit consacré à la recherche et développement.

Chef de projet, un électronicien innovateur



Vous avez déjà conduit des projets complets faisant appel à des techniques diversifiées : électronique, cinématique, asservissements, matériaux, logiciel.

Devenez l'un de nos meneurs d'équipe de développement pluridisciplinaire. Votre action ira du cahier des charges au prototype. Ces projets s'élaborent dans le cadre d'une collaboration internationale entre nos centres des EtatsUnis et de la France.

benson

Ecrivez au Service du Personnel sous référence 1010M
Z.I. des Petites Haies, 1 rue Jean Lemoine - 94015 Créteil.

SOURCES

Banque Internationale

PARIS 8e

proposé à

Un Exploitant Cl.VI

TRILINGUE ANGLAIS/ALLEMAND
«DE COORDONNER» les relations entre une importante filiale et le Siège.

Aprés quelques années dans ce poste, possibilité de responsabilités élevées dans l'Etat Major d'une filiale étrangère.

Une formation supérieure et 5 ans d'expérience dans une Banque tournée vers l'ex*térieur seront des atouts appréciés.*

Adresser C.V. *détaillé sous réf* : 2540/JR à :
Monsieur BRY
12, rue de Dantzig - 75015 PARIS

Nous sommes une entreprise de taille humaine (160 personnes, 50M CA), filiale d'un groupe industriel international parmi les leaders du secteur. Nous recherchons, en raison d'une réorganisation interne, notre *nouveau*

Contrôleur de Gestion

Blois **± 300.000 Frs**

*Membre de l'équipe de direction, donc "manager" à part entière, vous pre*nez en chargé la bonne marche et le développement des systèmes de comptabilité, de contrôle, d'informatique et d'administration de l'entreprise. Vous *nous représentez auprès* des organismes officiels et des banques. Vous êtes responsable auprès du Président du Directoire, travaillez en étroite collaboration avec le chef d'établissement, et animez personnellement votre équipe d'une *quinzaine de* personnes.

Grande école commerciale / *DECS, âgé de 30 ans* ou plus, ayant déjà une *première expérience de* 3 à 5 ans dans une entreprise industrielle de style anglosaxon, anglophone et de préférence anglophile, vous pourrez franchir chez nous la prochaine étape dans le *développement* de votre carrière.

Pour en savoir plus, envoyez votre C.V. à nos conseillers :

Noël Wickland

Wickland Westcott & Partners
Eagle Star House,
18a Alderley Rd, WILMSLOW
Cheshire SK9 1QX - Angleterre

Toute candidature recevra réponse.
Votre confiance sera totalement respectée.
Les entretiens auront lieu à Paris au mois de Janvier.

INTERTECHNIQUE INFORMATIQUE

Dans le cadre de l'expansion de son informatique de gestion,
recherche
pour son service clients, Agence de
LILLE

UN RESPONSABLE TECHNIQUE ELECTRONICIEN, NIVEAU V

(Réf. SC-62.)

Titulaire du BTS ou DUT et ayant quelques années d'expérience dans le domaine de la mini/micro informatique.

Il sera chargé de la maintenance de sous-ensembles et de périphériques dans la région Nord.

Les candidats devront être dégagés des obligations militaires et disposer d'une voiture personnelle.

Ils voudront bien adresser leur curriculum vitae avec *prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la* Direction du Personnel,

INTERTECHNIQUE B.P. N 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

Jeunes Responsables du Personnel

EUROMARCHE recherche pour ses magasins de **Région Parisienne** *et de* **Province** *plusieurs Responsables du Personnel.*
La fonction regroupe la responsabilité du traitement administratif des paies, du recrutement du personnel employé, de la formation et de l'application de la législation sociale.

Ces postes conviendraient à des candidats débutants **de formation juridique ou économique.** Un début d'expérience serait apprécié.

Rémunération x 13 + nombreux avantages sociaux.

Adressez CV *manuscrit, photo et prétentions sous réf.* JRP à **EUROMARCHE** - Département Recrutement et Gestion des Carrières - 180 RN7 - 91200 ATHIS-MONS.



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Unilever France Services

recherche pour NAIRN France, société spécialisée dans la commercialisation et la distribution de revêtements de murs et sols, un

CHEF DE PRODUITS
MAYFAIR

Au sein du département marketing, il assure la gestion d'une gamme complète de produits dont il développera le volume et la profitabilité.

Ses actions principales porteront sur :
- le plan marketing : relations avec l'usine, renouvellements de gamme, détermination de nouveaux créneaux.
- les moyens à mettre en œuvre : budgets PLV. presse. RP, promotions.
- les prévisions et le contrôle : reporting, analyse des écarts, actions correctrices...

Nous souhaitons rencontrer des candidats de formation supérieure ayant une expérience indispensable de 2 à 4 ans dans le marketing de produits comparables et parlant couramment anglais (l'usine se trouve en Grande-Bretagne). Le poste est basé dans la banlieue sud-est de Paris et les possibilités d'évolution ultérieures peuvent se faire tant en France qu'à l'étranger.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions à Jean-Claude CHERPIN Département Central du Personnel - UNILEVER FRANCE SERVICES 8, avenue Delcassé - 75384 PARIS Cédex 08 sous la référence 11/84.



LAMBERT FRERES ET CIE
recherche le

CHEF COMPTABLE

de sa filiale Négoce Lambert Distribution.

LAMBERT DISTRIBUTION dont le CA est de 500 millions de Francs, comporte 23 Agences situées dans la Région Parisienne.

La mission comporte la responsabilité d'une équipe de 11 personnes chargée de :
- la Comptabilité Générale,
- la Comptabilité Fournisseurs,
- les problèmes fiscaux,
- l'application informatique,
- le contrôle des procédures,

en liaisons avec les différents services administratifs de la société.

Ce poste nécessite une formation type DECS et une expérience d'au moins 5 ans comme adjoint à un chef comptable d'une importante société commerciale.
Une connaissance de l'informatique sera fortement appréciée.

Le poste est basé à Nanterre (92).

Possibilité d'évolution rapide dans la société pour élément de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous référence 5993 à Madame LEREDE.

LAMBERT FRERES ET CIE
5 RUE VERNET - 75008 PARIS

Importante Société spécialisée dans les produits d'hygiène et d'entretien
recherche pour assurer le développement de sa
Division Professionnelle Industrie Collectivités

l'Adjoint de son directeur des ventes

Sa mission :
- Animer un réseau de vente (concessionnaires exclusifs)
- Faire appliquer notre politique commerciale
- Promouvoir la vente de nos produits
- Mener à bien différentes actions dans le cadre de la gestion commerciale.

Une importante disponibilité géographique est nécessaire.

Le candidat retenu :
- Aura une formation supérieure commerciale.
- Justifiera d'une expérience réussie en position d'encadrement dans un réseau de vente s'adressant à des clients professionnels.
- Sera un homme de contacts, de commandement et de négociation.

Avant de prendre ses fonctions, il bénéficiera d'une formation complète sur nos produits et notre réseau de ventes avec les méthodes les plus modernes (enseignement programmé, audio-visuel, etc...).

Si cette opportunité vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 9385 à mentionner sur l'enveloppe, à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

média-system

ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL

Important groupe de transports nationaux et internationaux, proche banlieue Ouest recherche ADJOINT AU CHEF DU PERSONNEL. Environ 30 ans. Formation juridique, droit du travail. Première expérience dans la fonction personnelle souhaitée.
Il sera notamment chargé : • de la gestion du personnel de filiales du groupe • du suivi plus particulier de certains domaines de la fonction Personnel (formation, information, relations avec le personnel et les explorations) • d'études diverses en matière de droit du travail et de techniques de gestion du personnel.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions s/réf. 85803 à CONTESSE PUBLICITE - 20, avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES
recherche

INGENIEURS RESPONSABLES AFFAIRES

Pour assurer la responsabilité complète des réalisations, soit de matériel ferroviaire et de sécurité aéronautique soit dans le domaine d'applications militaires en France et à l'étranger.
Ces postes basés à ORSAY, conviendraient à ingénieurs ESE, ENSAM, ENSI Grenoble, ..., ayant 2 à 3 ans expérience.



Merci d'adresser CV, photo et prétentions en précisant la réf. C651 à :
CSEE - Service Emploi et Développement des Cadres - DPRH - 17, place Etienne Pernet - 75738 PARIS CEDEX 15

Une organisation professionnelle agricole
(Santé animale)
recherche

UN INGÉNIEUR AGRO

Pour collaborer à l'animation des groupements départementaux auxquels il apportera ses conseils, son appui technique et l'expérience des autres départements et participer aux relations avec les pouvoirs publics et les autres organismes agricoles.

Le candidat aura une bonne aptitude aux RELATIONS HUMAINES, le sens du dialogue et le goût du travail en équipe, il devra en outre être doté d'une BONNE CAPACITÉ D'ANALYSE.

Une première expérience professionnelle est vivement souhaitée.

Adresser curriculum vitae + photo à :
Monsieur le Directeur de la
F.N.G.D.S.B. 149, rue de Bercy, 75595 PARIS CEDEX 12.

Important Groupe de Distribution
recherche pour gérer et développer ses propres usines agro-alimentaires

Responsable Agro

Agé de 30 ans minimum, il aura une formation d'ingénieur agronome, doublée de connaissances en gestion.
Il devra donc gérer et animer 6 usines et près de 400 personnes.

Il aura en charge l'ensemble des problèmes de production dans un soucis d'efficacité, de rentabilité et de fiabilité.

Il définira et proposera à la direction générale la politique industrielle du Groupe : travaux neufs, rachat ou création d'unités, lancement de nouveaux produits, budgets, investissements à moyen et long terme.

Il devra avoir un esprit d'organisateur, d'animateur et de gestionnaire.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 8049 Lévi-Tournay 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cédex 02 - qui transmettra

LEVI TOURNAY



Société leader dans la fabrication et la diffusion de produits destinés aux professionnels des industries graphiques (C.A. 200 M.F. dont 50% à l'exportation, 5 filiales à l'étranger).

recherche

CHEF DE PRODUIT MARKETING
(H ou F)

rattaché au directeur du marketing et en relation étroite avec les services commerciaux et logistiques, il sera responsable, dans un premier temps d'une ligne d'instruments de dessin dont il assurera l'évolution et la gestion.

Il devra rechercher une nouvelle répartition des ressources entre les produits actuels et procéder aux études de produits nouveaux. Il élaborera les stratégies de communication, de distribution et de lancement.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure, parlant bien l'anglais, il aura quelques années d'expérience du lancement de produits industriels de grande diffusion (agence ou annonceur).

Ce poste implique un développement ultérieur de la fonction dans le cadre d'une entreprise à taille humaine et performante.

Envoyer C.V. et prétentions à :
MÉCANORMA
78610 LE PERRAY-EN-YVELINES

bleu

Les Editions NATHAN

recherchent

RESPONSABLE
ALBUMS, FICTION et EVEIL POUR JEUNES ENFANTS

Connaissances graphiques et techniques.

Excellente culture générale
Sens de la rédaction

Adresser CV et liste des ouvrages déjà réalisés à Mr J.B. BOUTRY
9, rue Méchain 75014 PARIS

Dans le cadre du renouvellement de plusieurs applications essentielles, une importante entreprise industrielle (siège à Paris, usines région centre) recherche un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

Chargé :
- de l'étude préalable (expression des besoins de l'utilisateur)
- de la conception
- de la réalisation du PROJET GESTION DU PERSONNEL (3000 personnes)

Nous souhaitons que cet ingénieur qui pourra justifier d'une première expérience de 2 années puisse ensuite évoluer vers des responsabilités plus importantes.

Ce poste est à pourvoir à Paris.

Ecrire sous référence PA 23 à COMELOG
9, rue Sainte Anne - 75001 PARIS

comelog



Ingénierie Informatique
(300 personnes)

Ingénieur commercial

pour la commercialisation de son terminal graphique RADIANCE 320.

Agé d'environ 30 ans, vous avez une expérience de la vente de 2 à 3 ans et des connaissances en informatique graphique.
Votre aptitude à la prospection des grands comptes et des administrations sera très appréciée.
Vous serez intégré dans une petite équipe dynamique.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo, à GIXI, Direction du Personnel, BP 110, Z.A. de Courtaboeuf, 91944 Les Ulis Cédex.



média system

Acheteur Produits Industriels

Leader européen dans son domaine, notre Société fabrique et commercialise des matériels et installations liés à la sécurité.
Dans le cadre du renforcement de sa Direction Achats, cette Société recherche un Acheteur.
Celui-ci prendra la responsabilité de tous les achats industriels (métaux ferreux et non ferreux, matières plastiques, produits chimiques, etc...) et gérera un budget d'environ 100 MF. Il sera tout particulièrement chargé de la diversification et de la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement.
Familiarisé avec des méthodes telles que l'analyse de la valeur, l'homme recherché a acquis une première expérience des achats de produits industriels.
Agé d'au moins 30 ans, il a de solides bases en mécanique.
Le poste est basé en proche banlieue parisienne.

Yves KERNEVEZ traitera confidentiellement les candidatures sous référence LM 114..



Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m.
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

LEVI TOURNAY

UN ORGANISME PROFESSIONNEL
recherche

UN CADRE JURISTE
Paris

Dépendant fonctionnellement de la direction, ce cadre assurera rapidement l'essentiel des tâches juridiques de l'organisme. Outre l'aspect animation de différentes commissions, ce cadre suivra tous les dossiers en cours : préparation des textes d'études, notes de synthèse, de documentation, procès-verbaux, création de projets de convention, suivi et normalisation de toutes les modalités afférentes à la vie des conventions...

Possédant une maîtrise de droit complétée par le diplôme de l'Institut des Assurances, le candidat retenu aura si possible 2 ans d'expérience dans le secteur des assurances (idéalement IRD).

Il saura s'imposer avec savoir-faire et fermeté pour être rapidement reconnu comme l'un des interlocuteurs valables pour tout ce qui concerne les problèmes juridiques.

Merci d'écrire sous réf. 348 M à A.L. CONSEIL 102, Bd Malesherbes 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

THOMSON-CGR
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

recherche son

RESPONSABLE DU SERVICE CONTRÔLE

Intégré à l'équipe de Direction de la Fabrication, il prendra en charge l'ensemble des sections du service contrôle (réception, usinage, produits finis, cartes électroniques, tests) représentant 60 personnes.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé d'une grande école, ayant une expérience de plusieurs années dans une fonction similaire.

Agé d'environ 35 ans, il justifiera de bonnes connaissances en mécanique, électrotechnique, électronique, informatique et méthodes statistiques appliquées au contrôle.

Adresser CV, photo et prétentions à Yves KULIG - THOMSON-CGR, 3, rue d'Amiens, 93240 STAINS.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT

ETABLISSEMENT FINANCIER spécialisé investissement économie d'énergie et professionnels entreprise, cherche pour Paris

ATTACHÉ DE DIRECTION

FINANCIER COMMERCIAL pour diffusion réseau existant à développer, produits entreprises tous secteurs, sous formes crédit, crédit bail, location, animation commerciale, présentation produits négociations tous niveaux. Expérience dans secteur souhaitée. Capacité analyse financière et études risques indispensables. Déplacements région parisienne et éventuellement province. Adr. C.V., photo et prét. s/réf. 11390 à P. LICHAU S.A. B.P. 220 75063 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGION SUD DE PARIS

recherche pour

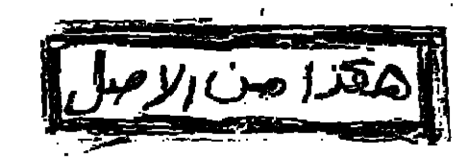
service CHIFFRAGE

PRÉPARATEUR DE FABRICATION II et III

en mécanique et mécano-soudure charpente.

Connaissance analyse de la valeur, expérience en fabrication souhaitée.

Adresser C.V., photo, sous référence 1.261 à :
SIETAM
42/48, av. du Pdt-Kennedy, 91170 VIRY-CHATILLON.





OFFRES D'EMPLOIS

trailigaz

LEADER MONDIAL
des applications de l'OZONE, eaux potables et résiduaires, industries chimiques et papetières, désodorisation recherche un

INGENIEUR D'AFFAIRES EXPORT

DIPLOME GENIE CHIMIQUE ou MECANIQUE DES FLUIDES

Connaissance parfaite de l'allemand indispensable ; bonnes notions d'espagnol souhaitées.

Avec l'appui de l'équipe de Direction, il aura pour mission d'élaborer avec le futur client un projet complet dont il coordonnera ensuite, depuis le siège de la société, l'exécution jusqu'à la mise en service.

Voyages de courte durée.

Adresser candidature manuscrite, photo récente et fourchette de salaire souhaitée, à TRAILIGAZ — 29, Bd de la Muette 95140 GARGES LES GONESSE

CREDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche recherche pour Paris (Étoile)

REDACTEURS CONTENTIEUX

- Gestion des dossiers de recouvrement
- Proposition de solutions amiables ou judiciaires
- Suivi comptable et juridique.

Niveau licence ou bac avec de bonnes connaissances en droit commercial concrétisées par une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente s/réf. 85668 à CONTESSE PUBLICITE - 20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Jermyn S.A.

Une filiale de LEX Service, deuxième groupe mondial de distribution de composants électroniques et systèmes de micro-informatique, recherche des :

INGENIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Confirmés ou débutants, motivés par une vente technique de produits leaders (INTEL, MMI, LSI LOGIC, etc.)

Connaissances Microprocesseurs appréciées

Envoyer CV et prétentions à : JERMYN S.A. - M. Daniel GRAVIER
Immeuble ORIX, 16, av. Jean Jaurès - 94600 CHOISY LE ROI

---

140 000 F PAR AN +

3 CHARGÉS D'AFFAIRES H. F.
Pour Paris, région parisienne

Nous sommes le 1er GROUPE PRIVÉ dans notre domaine, 10 milliards de C.A.

Vous êtes intéressés par un poste commercial, nous vous offrons :
- une clientèle fournie,
- une formation permanente,
- une rémunération garantie et des commissions,
- une importante évolution de carrière.

Adr. lettre, C.V., photo, sous référence 409 à Trendances, 30, avenue de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

Fabricant porte électronique recrute

VENDEUR
(REGION PARISIENNE)

Pour promouvoir chez banques, industries, administrations.
Connaissance électronique souhaitée.
Expérience de la vente exigée.

Ecrire avec C.V. et prét. à PATOIS 70, rue Amelot, 75011 Paris.

Société de Produits aromatiques alimentaires rayonnement international offre pour son laboratoire de recherches et développement situé BANLIEUE EST DE PARIS un poste d'

AROMATICIEN/NE CONFIRMÉ/E

Adresser C.V., prétentions sous réf. 3.478 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

La Directeur Général d'un organisme de

MANAGEMENT INTERNATIONAL

recherche

ASSISTANT POUR ÉTUDES ET CONTACTS DE HAUT NIVEAU

Formation supérieure, langues étrangères nécessaires.

Ecr. avec C.V. ss nº 70.749 M, à Bleu, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

STE INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION D'OUTILLAGE
Pour le bâtiment
Leader dans sa branche recherche

CHEF DE GROUPE ÉTUDES ET ADMINISTRATION DES VENTES

FONCTIONS :
- analyse marché potentiel ;
- étude de la structure, réseau de vente ;
- pilotage systèmes informatisés de prospection et gestion commerciale.

PROFIL :
- DUT ou licence sciences ECO ;
- 1 à 2 ans expérience ;
- familiarisé avec utilisation de l'informatique ;
- anglais ou allemand indispensable.

NOUS OFFRONS :
- le statut agent maîtrise ;
- des avantages sociaux.

Lieu de travail banlieue sud (91). Ecr. avec C.V., photo et prét. sous nº 70.730 M, à Bleu, 17, rue Lebel, 94307 VINCENNES - CEDEX qui transmettra.

IMPORTANT EDITEUR recherche pour son Département International

ASSISTANT (E) D'EDITION

qui assurera, sous l'autorité de la Directrice des éditions, les tâches suivantes :
- Participation à la définition des produits nouveaux, notamment étude des contenus ;
- Contrôle de la réalisation : contacts avec les auteurs et les services de fabrication ;
- Suivi des budgets.

Profil souhaité :
- Formation supérieure (maîtrise de lettres, IEP...) ;
- Bonne connaissance d'une ou plusieurs langues étrangères ;
- Sens de l'organisation ;
- Esprit créatif.

Deux à trois ans d'expérience professionnelle souhaités.

Une connaissance de l'édition n'est pas indispensable.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 85.195 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris, Cedex 01, qui transmettra.

Clinique Bizet
23, rue Georges-Bizet
75116 Paris cherche
SURVEILLANTE INFIRMIÈRE D.E.
Formation cadre
PANSEUSE INFIRMIÈRE D.E.
Expér. 2 ans bloc opératoire.
Téléphoner pour R.V. 723-78-26, poste 3037.

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE DES TRAVAILLEURS NON SALARIÉS recrute pour son service juridique

CADRE (H. ou F.)

titulaire MAITRISE EN DROIT
Ayant une première expérience dans un organisme social ou d'assurance.
Rémunération annuelle : 96.000 F.
Lieu de travail : proche banlieue nord de Paris.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo sous réf. 4.148 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

E R I N

recherche pour réalisation de logiciel en informatique industrielle logiciel de base (mini-micro)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

(réf. 100) – option informatique, automatique électronique.

DES DUT INFORMATIQUE

(réf. 200) minimum 3 ans d'expérience.
Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecr. avec C.V. à AXIAL PUB S/réf. 5.944, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

INFORMATIS GESTION

pr projets utilisant réseaux et bases de données

ANALYSTES ET PROGRAMMEURS

- COBOL DPS 8, IDS, TDS.
- BURROUGHS - MEDIUM SYSTEM 4008 cobol avec télé-traitement.

HOMME SYSTÈME

I.B.M., V.M./C.M.S., D.O.S./V.S.E.

POSTES A RESPONSABILITÉS
26, rue Daubenton, 5e
Téléphone : 337-99-22.

BANQUE ÉTRANGÈRE 8e

recherche

GRADÉ (E)

pour son service

CRÉDIT DOCUMENTAIRE

3 ans d'expérience dans le poste.
Anglais souhaité.

Ecr. avec C.V., réf., prétentions s/nº 44.959 HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal 75008 PARIS, qui transmettra.

Presse Informatique recherche

TRADUCTEUR

ANGLAIS/FRANÇAIS
FREE LANCE
Connaissance de l'I.B.M. P.C.
Ecr. ss réf. 4.087 à P. LICHAU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui trans.

Offrons situation stable à
RÉDACTEUR EN CHEF TECHNIQUE
et
SECRÉT. DE RÉDACTION
Très expérimentés dans magazine grand public. Age indif.
Ecrire sous nº 279.884 M, à REGIE-PRESSE
85 bis, Réaumur, 75002 Paris.

PETROCONSULT E.T.T. recherche pour l'ETRANGER

TECHNICIEN SUPÉRIEUR

PRÉPARATEUR EN CIMENTERIE

Expérience industrielle 5 ans minimum et expérience en montage chaîne cimenterie industrielle exigée. Connaissance de l'ANGLAIS indispensable. Téléphoner pour rendez-vous : 720-86-76 ou envoyer C.V., 25, rue Jean-Giraudoux, 75116 PARIS (Demander M. BACH).

ÉCOLE PERCEVAL
Pédagogie Steiner
5, avenue d'Epremesnil, 78400 CHATOU
recherche urgent

PROF D'ANGLAIS

Classe 1re, terminale.

Organisme recherche pour banlieue Sud

PROFESSEUR DE FRANÇAIS

langues étrangères.
Téléphone : 298-14-24.

Pour animation réseau vente région Paris et partie province cherche

COLLABORATEUR

30 ans, minimum connaissant marketing.
Langue anglaise souhaitée.
Voiture indispensable.
Possibilité évolution vers CHEF DES VENTES pour candidat compétent.

Ecr. TRACTEL S.A. Service du Personnel, B.P. 189 93104 MONTREUIL CEDEX.

IMPORTANT GROUPE DE CONSTRUCTION PARIS RECHERCHE

ATTACHÉ D'AFFAIRES

capable de développer relations avec investisseurs institutionnels, banques compagnies d'assurances en vue de vendre en bloc programmes immobiliers. Sens des relations humaines contacts extérieurs portefeuille déjà constitué apprécié. Formation supérieure exigée. Ce poste en relation directe avec la Direction générale ouvre de larges perspectives d'évolution pour candidat sérieux et expérimenté.
Envoyer C.V. et photo au

GROUPE SOFIAM

9, av. Matignon 75008 Paris.

SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS EN URBANISME COMMERCIAL pour compléter son service architecture : cherche

ARCHITECTE

- Bonne connaissance des contraintes techniques du bâtiment et pratique de la réglementation Établissement recevant du public.
- Expérience de la conception d'espaces publics, capacité à intégrer des données architecturales diversifiées (logements, commerces, espaces publics, parkings souterrains...)
- Sens de la fonctionnalité, esprit concret.

Envoyer C.V. manuscrit avec photo et prétentions sous nº 7.322 le Monde 5, rue des Italiens 75009 PARIS.

COMITÉ D'ACCUEIL

FONDATION DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

recherche

ANGLICISTES GERMANISTES HISPANISANTS

PROFESSEURS OU ÉTUDIANTS 24 ANS MINIMUM, RÉSIDANT EN RÉGION PARISIENNE

Pour encadrement
Séjours linguistiques :
ANGLETERRE, ALLEMAGNE ESPAGNE - ÉTÉ 1984.
Connais. du pays indispensable

Pour obtenir dossier candidature écrire : COMITÉ D'ACCUEIL
Tour Le Palatino, 17, av. de Choisy 75643 PARIS CEDEX 13
Téléphone : 584-12-55.

Importante Sté Mº Etoile recherche
JEUNE DIPLOMÉ
Titulaire du D.E.C.S (minimum) 3 ans d'expérience, anglais lu parlé, écrit pour poste à responsabilités incluant la Direction d'un service comptabilité (12 pers.) utilisant l'outil informatique.
Libre très rapidement.
Ecr. avec C.V. + photo + prét. sous nº T 043.828 REGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris-2e.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER recherche

COLLABORATEUR

pour opérations de courtage sur marché monétaire international.

- Niveau universitaire.
- Anglais courant exigé.
- Expérience 1 ou 2 ans marché monétaire ou négoce international.

Quartier Opéra.

Envoyer C.V., photo sous nº 85.568 CONTESSE Publicité 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

DEMANDES D'EMPLOIS

J. H. 25 ans, formation Sup. Commerce Internat., exp. export (ccial et marketing) sur Grande-Bretagne, Afrique du Sud, R.F.A., Pays-Bas, Algérie. Anglais et Allemand, cherche poste commercial ou marketing à l'export. Tél. : 828-97-86.

Directeur Centre Social C.A.F., marié, 2 enfants, titulaire CAPASE, DEFA, solide exp. de 15 ans en gestion et en animation, ch. poste responsabilités préf. rég. paris. ou rég. centre. Ecrire sous le nº T 043.819 M RÉGIE-PRESSE 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

AVOCAT AMÉRICAIN
30 ans - Juris. Doctor barreaux, Californie, Pennsylvanie 4 ans expérience profle (1 an R.F.A.) possédant parfaitement allemand et français cherche travail juridique en France.
Téléphone : (38) 73-46-39.

J. Fem. 30 ans, 7 ans exp. rech. emploi TRADUCTRICE DOCUMENTALISTE (anglais, allemand) éventuellement mi-temps. Tél. : 914-98-07.

D'un industriel nº 7 dans sa branche, j'ai fait un nº 1. Je suis libre. Tél. : (1) 229-56-97.

- BONUS pour job à responsabilités et contacts humains
- MALUS pour monotonie et bas salaire (langues à réviser)

Devis attendus par ATTACHÉE DE DIRECTION 31 ans, cadre tonique ambitieuse. Téléphone : 846-04-95.

J. H. 27 ans, en 4e année d'études universitaires (sans formation commerciale). Bonne présentation, entreprenant, ambitieux, ch. une entreprise dynamique pouvant lui offrir :
- Un poste de travail en AUSTRALIE pour commencer sa carrière
- Une formation commerciale et des possibilités de promotion au cours de sa carrière.

Ecr. à B. ALVIN, 10, quai Finkwiller, 67000 STRASBOURG.

Homme 32 ans, cherche place, agent de liaison, conviendrait entreprise transport ou industrielle entre sièges sociaux et antennes tous pays, anglais parlé. Ecr. s/nº 7.319 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. 24 ans. MAITRISE DROIT PRIVÉ, débutante, cherche emploi entr. ou cabinet C.J. Etudie toutes propositions. Téléphone : 532-43-12.

MALAISIE - S.-E. ASIE

Préparez et m'installer pour votre compte. Parlons-en...
Tél. : (1) 241-29-12 pr message.

VOUS NE CHERCHEZ PAS UN COLLABORATEUR permanent, mais un homme de haut niveau à qui confier UNE MISSION PRÉCISE
E.S.S.E.C., 41 ans, connaissant la vie des affaires, je me tiens à votre disposition.
Ecr. s/nº 2634 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 39 ans, niveau expertise comptable, E.S.C., D.E.C.S., C.S.J.F., licencié en droit, 13 ans d'expérience dont 6 en cabinet fiduciaire.
Recherche poste à responsabilité dans société fiduciaire ou d'audit importante.
Ecr. s/nº 2621 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. F. études supérieures lettres, Allemand, Anglais écrit et parlé, exp. traductrice (édition 7 ans), rewriter (presse), secrétaire de rédaction, cherche emploi stable correspondant.
Ecr. s/nº 2637 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 26 ans, quadrilingue, maîtrise en droit et en sciences économiques, DECS, exp. professionnelle en cabinet juridique (25 mois), recherche poste de JURISTE ou de FISCALISTE.
Ecr. à Luc Julien St-Amand, 12, rue Daubigny, Paris-17e.

Pour une mission même courte France ou étranger homme polyvalent, cadre supérieur, 50 ans, expérience : de la P.M.E. à l'aménagement du territoire de la création d'entreprise à sa gestion.
Tél. Christian LE SOURD 16 (1) 340-91-00.
Ecr. s/nº 2.647 le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

capitaux propositions commerciales

J. agric. ch. parts de G.F.A. ou SOC CIV. Ferme 10 ha, S.-O. Lég., gr., pl. arôm., pt élev. en biodyn. COUTURIER L Cousse. 37210 Vernon. (47) 52-13-07.

formation professionnelle

DROIT COMMERCIAL ET DROIT FISCAL

Stage du 7/2 au 3/4/84 deux 1/2 journées/semaine.

INFORTEC GESTION

10, rue St-Marc, 75002 Paris
508-96-94

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (16) B.P. 402.09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à l'ÉTRANGER sont nombreuses et variées. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

NEUF JARDIN des PLANTES

1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3-4-5 P. et DUPLEX.
Vis. témoin ts les jrs, 14/19 h. sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

Mº VANEAU

dans bel immeuble P. de T., 3 pièces 55 m² à rénover. Sur place mardi 10 de 13 à 16 h. 98 bis, rue du Cherche-Midi.

7e arrdt

VERNEUIL 4 PIÈCES
Téléphone : 354-42-70.
PLEIN CIEL, ASCENSEUR

11e arrdt

RUE SAINT-MAUR

3 pièces tt cft, imm. ravalé. Prix 440 000 F.
LERMS - 355-58-88.

Mº SAINT-MAUR

Beau 2 pièces, imm. briques app., tapis escalier. 330 000 F.
LERMS - 355-58-88.

OBERKAMPF
3e ét., appart. 2 pièces, entrée, cuis., 30 m², 172 000 F à débattre + Chbre indép. 15 m² 70 000 F - Tél. : 557-70-08.

12e arrdt

MÉTRO PORTE DORÉE DANS BEL IMMEUBLE
2 appartements 3 pièces, 52 m² à rénover partiellement. Duplex possible. 385 000 F.
Sur place mardi 10 de 14 h à 16 h 30.
15, rue Ernest-Lacoste.

13e arrdt

PROX. PL. DES PEUPLIERS MAISON MEUNIÈRE, 170 m² 5 chbres, s. de bns. 551-99-60.

13e, 24e étage, STUDIO 33 m² + cave, kitchenette, s. de bns entièrement aménagée, portes blindées. 330.000 F.
Téléphone : 580-51-61.

14e arrdt

RUE MONTPARNASSE, calme
Téléphone : 354-95-10
3 PIÈCES, CHARME.

Appartement vente 14e
PLAISANCE 110 m²
CHARMANT DUPLEX
ATELIER D'ARTISTE
GARBI - Tél. : 567-22-88.

15e arrdt

BIR-HAKEIM
entrée, 3 pièces, W.-C., bains, asc., soleil. Prix 570 000 F.
BRANCION S.A.R.L. 575-73-94

CHARLES-MICHELS récent. Bon stand., ét. él., 3 p. 64 m² Belle cuis. - 633-29-17 (matin).

ST-LAMBERT récent 90 m² Beau liv. + 2 chbres, gde cuis., soleil. Tél. 633-29-17 (matin).

PASTEUR
4 pièces, balc., park., imm. stand. Soleil. 1 110 000 F.
BRANCION SARL - 575-73-94.

114, R. DE CASTAGNARY
Construction récente
3 pièces tout confort, 80 m²

Chf cent., Cave, parking 590 000 F - Tél. : 524-60-14.

17e arrdt

ROME, séjour + chambre 5e ÉTAGE, GRAND BALCON GARBI - 567-22-88.

18e arrdt

18e PPTAIRE vend 2 p., cuis., poss. bains BON PLACEMENT crédit possible. 273-14-33.

AVENUE JUNOT

Bel APPT avec super atelier art. 150 m² env. + terrasse 30 m² s/jard. - 254-71-93.

94 Val-de-Marne

NOGENT S/MARNE

R.E.R. et bois immédiats
TRÈS BEAU 2 P. parfaitement aménagé, balc., park., ss-sol.

VINCENNES

Imm. récent, 7e ét. Très beau 2 pièces, balc., 450.000 F.

SAINT-MANDÉ

Mº Saint-Mandé-Tourelles imm. récent, 6e étage. Très bon 2 P., pl. Sud. 520.000 F.

BRY-SUR-MARNE

TRÈS BEAU 2 PIÈCES
Imm. neuf, BORD DE MARNE
EXCELLENTE AFFAIRE

DEMICHELI

873-50-22 et 47-71.

appartements achats

AGENCE DE L'ETOILE

DEPARTEMENT INTERNAT.
rech. habitations de stand.
DU PIED-A-TERRE A L'HOTEL PARTICULIER
380-26-08 - 267-06-05.

Recherche 1 à 3 pces Paris préfère rive gauche avec ou sans travaux
PAIE COMPTANT chez notaire 873-20-67, même le soir.

GROUPE DORESSAY

RECH. POUR AMBASSADE
- HOTELS PARTICULIERS.
- APPTS DE 5 A 8 PCES.
- PIED-A-TERRE.

Téléphone : 624-93-33.

« MALESHERBES 73 », 522-05-96
rech. pour clients, apparts 80 à 120 m², 7e, 8e, 9e, 16e, 17e.

locations non meublées demandes

Paris

POUR STÉ ÉLECTRONIQUE MONDIALEMENT CONNUE
Rech. Appts ttes catégories Paris, Banlieue et Villas pour Cadres et Personnel.
Téléph. : 504-48-21, p. 18.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. ttes banl. Loyer garanti. 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL recherche pour sa direction Beaux appts de standing 4 pces et plus. 285-11-08.

villas

Région GRASSE sur 6 650 m² clos, villa 5 p., 2 bs. cuis. équip., dépend., tél., chf centr. 1 050 000 F. T. (6) 084-08-97.

locations non meublées offres

Paris

Les particuliers ont des LOGEMENTS A LOUER
Nombreuses LOCATIONS garanties disponibles
OFFICE DES LOCATAIRES
Téléphone : 296-58-46.

maisons individuelles

Vends La Souterraine (23) maison habitation, centre ville, possibilité commerce, 9 pièces + garage, express Paris-Toulouse. 300 000 F à débattre. Tél. : (47) 54-56-94.

propriétés

MOULIN ANCIEN

RÉNOVÉ, 45' Paris Sud-Ouest
R.E.R. à 8 Kms
300 m² HABITABLE
+ nombreuses dépendances
2 ha. de TR. BEAU TERR.
BORDÉ PAR L'ORGE
AFFAIRE TOUT A FAIT EXCEPTIONNELLE

DEMICHELI

873-50-22 et 47-71.

viagers

NEUILLY - BD VICTOR-HUGO
4 pièces tt cft + park. et chbre de service. Imm. récent loué 5 000/mois revenus pour acquéreur. Px 465 000 cpt + 10 000/mois hme 82 ans.
Cruz, 8, r. La Boétie. 265-19-00.

Dans bel imm. récent près Mº Anatole-France, Levallois près Neuilly, gd studio tout confort. 118 000 + 1 250 F. occupé fme 79 ans. 266-19-00.

bureaux

Ventes

FAUBG ST-HONORÉ

140 m² BUREAUX LIBRES
563-55-89 (10-12 heures).

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de sociétés.
Démarches et tous services.
Permanence téléphoniques.
355-17-50.

DOMICILIATION 16e, CHAMPS-ÉLYSÉES

140 A 340 F PAR MOIS
CIDES — 723-82-10.

VOTRE SIÈGE à PARIS-17e
à partir de 80 F. Ts serv.
Constit. Stés. 763-47-14.

DOMICILIATION IMM. DANS LE 16e

Inscription R.C., location de bureaux, télex
651-29-77 en permanence.

Domiciliations : 8e-2e

SECRÉTARIAT. TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. - 359-77-55

Urgent société de parfums
Rech. 100 à 200 m² standing.
16e - 17e - 8e ou 7e.
Téléphone : 501-92-30.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
R.C. 160 F. S.A.R.L. 180 F
Constitution rapide de Sté
G.S.M.P., 4, rue des Deux-Avenues, 13e. 586-85-11.
54, r. Crimée, 19e. 607-62-00.

secrétaires

IMPORTANTE SOCIETE DE PARFUMERIE SELECTIVE
LEADER SUR SES MARCHES
recherche

SECRETAIRE DU PRESIDENT

Elle assurera seule toutes les tâches d'un secrétariat de haut niveau : courrier privé, filtrage des appels téléphoniques, classement, prises de rendez-vous, organisation de réunions, accueil...

Ce poste conviendrait à une femme de 35 ans minimum, d'excellente présentation, discrète, disponible, autonome et responsable.
Elle sait allier le sens de l'organisation et des initiatives à un savoir-faire relationnel très sûr, à la fois ferme et agréable, preuve d'une personnalité équilibrée.

Cette future collaboratrice maîtrise bien sûr parfaitement l'anglais et peut justifier de sérieuses références acquises après plusieurs années de secrétariat de direction.

Outre le statut cadre, notre Société très performante lui offre les avantages sociaux en rapport avec son expansion.

Le siège se situe dans la très proche banlieue Ouest de Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, C.V., photo en indiquant votre rémunération actuelle et prétentions sous référence 956 M à
PIERRE LICHAU S.A.,
BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE DISTRIBUTION recherche

SECRÉTAIRE BILINGUE FRANÇAIS/ALLEMAND

DISPONIBLE RAPIDEMENT

POUR POSTE

COLLABORATRICE

AUPRÈS DU DIRECTEUR
niveau direction générale

- BAC + 2 ou équivalent.
- Allemand écrit et parlé.
- Si possible expérience professionnelle en R.F.A.

Une bonne mémoire beaucoup de rigueur et d'excellents contacts seront des atouts précieux pour enrichir progressivement la fonction.

LIEU DE TRAVAIL BANLIEUE OUEST

Merci d'adresser lettre manus. C.V., photo et prétentions sous réf. 39.066
DEB'S 140 rue de Courcelles 75017 PARIS
DISCRÉTION ASSURÉE.

ORGANISME D'ÉDITION cherche

JEUNE SECRÉTAIRE STÉNO-DACTYLO

Très bonne culture générale, bonne présentation, capable d'initiative pour seconder attaché de direction

Adresser candidature, C.V. + photo à : OPES - 35, rue Grégoire-de-Tours, Paris (6e).

POUR BOULOGNE

SECRÉTAIRE

BILINGUE de langue maternelle allemande. Tél. pour R.V. au 563-81-47.

« MALESHERBES 73 », 522-05-96
rech. pour clients, apparts 80 à 120 m², 7e, 8e, 9e, 16e, 17e.

Consultant Publicité recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION

Sérieuses références.
Poste paisible
8.000 F × 13.
Envoyer lettre manuscrite et photo sous réf. 8.058 à LEVI-TOURNAY, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, qui transm.

Le Monde

sports

BASKET-BALL

Limoges à la poursuite de deux lièvres

Avant de recevoir, mercredi 11 janvier, Barcelone en Coupe d'Europe des clubs champions, le Cercle Saint-Pierre (C.S.P.) de Limoges, qui menait de 20 points après un quart d'heure de jeu, a été finalement battu 103 points à 101 par le Stade français, samedi 7 janvier, au stade Pierre-de-Coubertin à Paris.

Malgré cette défaite, Limoges garde la première place du championnat de France avec deux points d'avance sur Le Mans, Orthez et le Stade.

Un rien péremptoire, André Buffière, manager général du Racing Club de France, qui a laissé cette saison à Pierre Dao la responsabilité d'entraîner le Cercle Saint-Pierre, avait d'avance expliqué ses préférences : *« Limoges est nettement supérieur au Stade. Il devrait terminer le championnat avec huit à dix points d'avance sur le second. »* Jean Luent, l'entraîneur de l'équipe de France, étonné de la défense naïve des Limougeauds et prenant pour sa part une position opposée, affirmait : *« Ce sera une affaire de stratégie. »*

Pierre Dao, lui, ne faisait pas, après coup, une analyse différente. Il expliquait : *« Dommage. Un match dure de quarante minutes. Nous nous sommes contentés de jouer pendant un quart d'heure. Nous avons perdu par manque de rigueur défensive. »*

Au-delà de la banalité des propos d'après match, l'entraîneur de Limoges ne pouvait ignorer que son équipe avait quand même totalisé une vingtaine de points d'avance en jouant *« un basket de rêve »*. Effectivement, le Stade français était, en moins de dix minutes, submergé par Limoges. Une équipe adroite jouait vite, l'autre paraissait figée.

Agé de vingt-huit ans, Edward Murphy, l'Américain dont la taille – 1,92 m – ne lui donne pourtant aucun avantage prépondérant, ajoutait point après point – au total trente-huit – au capital de son club. Une adresse à faire pâlir d'envie les Yougoslaves du Stade, Dragan Kicanovic, handicapé par une blessure à une cheville, et Ratko Radovanovic qui, du haut de ses 2,10 m, s'empêtrait telle une araignée dans la toile tissée par ses adversaires.

La défense de zone imposée par Pierre Dao finit pourtant par s'effriter. Le stadiste Hervé Dubuisson, à la technique individuelle éprouvée, montrait des qualités déjà vues avec l'équipe de France lors du dernier tournoi de Noël.

Les vingt points de Limoges se mirent alors à fondre comme neige au soleil. A la fin de la première période, ils étaient réduits à dix. Les deux équipes s'affrontaient également dans les tribunes par orchestres interposés. Limoges, sans ses majorettes et sa fanfare, reléguée dans un coin de tribune, avait dû laisser au Stade le soin de créer l'ambiance. Paradoxalement, Limoges qui s'est fait le champion du basket-ball spectacle, était aussi battu et sur ce terrain ! C'était la seconde fois que les Parisiens, déjà vainqueurs en match aller, parvenaient ainsi à s'imposer.

Qu'importe. Le Cercle Saint-Pierre reste la meilleure équipe française. Vainqueur la saison dernière de la Coupe Korac, qui est au basket-ball ce que la Coupe de l'Union européenne est au football, de la Coupe de France et du championnat de France, Limoges dispute cette année la Coupe d'Europe des clubs champions.

Après avoir franchi le tour éliminatoire, le C.S.P. a entamé la poule finale qui l'oppose aux cinq meilleures formations européennes : Milan, Rome, Sarajevo, Barcelone et Tel-Aviv. Battue pour son premier match sur son terrain par Rome, Limoges s'est bien reprise en gagnant en Israël contre le Maccabi de Tel-Aviv. Avec une défaite, pourtant, il n'a plus le droit désormais de perdre un match s'il veut participer à la finale.

Limoges, qui a le titre national à défendre, a cependant l'ambition de réussir au plus haut niveau européen. La politique du club n'a pas changé. Les responsables estiment que les succès des basketteurs constituent une véritable promotion pour la ville et la région. Rien que pour cela, Limoges se devait d'engager, après le départ d'André Buffière, un entraîneur de même niveau. Le C.S.P. a fait appel à l'homme qui, lors des derniers championnats d'Europe à Limoges même, n'avait pas craint de mettre Apollo Faye, l'idole locale, à l'écart du cinq majeur de l'équipe de France : Pierre Dao, l'ancien entraîneur national.

Rien n'indiquait alors que les relations entre les deux hommes seraient meilleures à Limoges qu'elles ne l'étaient en équipe nationale. Les méthodes du nouvel entraîneur n'ont en tout cas pas modifié la situation du C.S.P. L'ossature de l'équipe reste constituée autour de Jean-Michel Sénégal, Richard Dacoury et de l'Américain Murphy. Seuls l'Américain Lech Douglas a remplacé son compatriote Mosley et le Monégasque Georges Brosterhous est venu grossir les rangs du club.

Reste maintenant à Pierre Dao à faire la démonstration que Limoges, le premier club français, peut aussi briguer la première place en Europe. Il n'est pas toujours facile de courir deux lièvres à la fois.

GILLES MARTINEAU.

VOLLEY-BALL

Les joueuses dans la clandestinité

Le volley-ball féminin français est entré dans la clandestinité. Vouloir assister à la rencontre Paris Université Club-Stade français, une classique du sport parisien qui ouvrait, samedi 7 janvier, la deuxième phase du championnat national, amenait le candidat spectateur à suivre les traces du commissaire Maigret. Le match, d'abord programmé dimanche au centre Jean-Sarraïlh par la fédération, avait dû être avancé et déplacé, à cause de la fermeture des installations universitaires, dans une salle située à proximité du boulevard Richard-Lenoir.

Première difficulté : trouver un lieu qui ne figure pas encore sur les plans. Deuxième difficulté : trouver le gymnase au deuxième étage d'un nouvel ensemble immobilier. Petit miracle ! Au coup d'envoi, les deux équipes sont bien là avec une dizaine de familiers, pour un match sans passion gagné par la PUC 3 sets à 1. *« Avec la fermeture de Sarraïlh, notre saison est sacrifiée,* explique André Brioudes, le président de la section volley-ball du PUC. *Chaque semaine, la fédération doit trouver une salle pour nos matches. Nous avons disputé nos deux rencontres du premier tour de la coupe d'Europe au Portugal. Pour accueillir au deuxième tour les Italiennes de Bari, le 18 janvier, nous ne savons pas encore où nous pourrons jouer ».*

Si le PUC a des problèmes d'installation, le championnat national souffre, lui, qualitativement de l'absence des meilleures joueuses françaises. Rassemblées à l'Institut national du sport et de l'éducation physique (INSEP) pour la quatrième saison consécutive, ces dernières vivent une expérience unique dans le domaine des sports collectifs : la constitution et la préparation d'une équipe nationale *« à plein temps ».*

Détectées à l'âge de seize ou dix-sept ans, une douzaine de joueuses ont poursuivi avec bonheur leurs études tout en consacrant les deux premières années sous la direction de leur entraîneur, Denis Ces, plus de mille sept cents heures à leur préparation (3 h 20 min. en moyenne par jour) en alternant le travail technique (58 % du temps) les compétitions (15 %), la musculation (10 %), les courses (10 %), les techniques de relaxation et les activités sportives de loisirs (7 %). Ce premier cycle durant lequel elles disputaient le championnat national sous l'appellation *« Espoirs de France »* s'était brillamment terminé par une victoire dans la coupe du Printemps (réservée aux équipes nationales d'Europe occidentale) et par le championnat d'Europe juniors où seules les Soviétiques les avaient battues.

La deuxième phase de l'expérience s'avérait plus délicate. Compte-tenu du niveau atteint, il n'était plus profitable de maintenir l'équipe dans le championnat national, ni même de mettre les joueuses à la disposition des clubs tout en continuant à les préparer à l'INSEP. La Fédération a donc choisi de poursuivre l'aventure, tout en augmentant le nombre des stages et les tournois à l'étranger.

Le choix de l'entraîneur

Le manque de compétition n'était pas le seul risque. *« Au début, les filles ont vécu cette expérience comme une phase d'émancipation,* explique Dominique Petit, l'entraîneur adjointe. *Pour les conditions d'entraînement, l'INSEP est un cadre idéal mais c'est une vie en vase clos qui devient vite pesante, car tout se sait. »* Pour s'évader des chambres à trois ou quatre, certaines ont choisi l'an dernier de louer des studios à proximité.

Dans un contexte aussi particulier, le choix de l'entraîneur est primordial. La Fédération et la direction technique nationale avaient pris un gros risque en confiant cette mission à un néophyte, Severin Granvorka. Ancien international, cet Antillais n'a pas su faire preuve de la pédagogie et de la psychologie indispensables. Les joueuses, qui estimaient avoir perdu près d'un an avec lui, ont exigé sa démission en juin 1983. Dominique Petit, son adjointe, a alors accepté d'assurer l'intérim jusqu'aux championnats d'Europe en septembre, où sans décevoir ni surprendre agréablement, l'équipe de France termina dixième, avec cinq défaites (Bulgarie, Pologne, R.F.A., Italie, Tchécoslovaquie) pour deux victoires (Pays-Bas et Suède).

Cette saison, l'équipe de France a été confiée à Ralph Hyppolite, un Haïtien formé à l'école japonaise et sud-coréenne. Un bourreau de travail, avec des méthodes draconiennes pour l'intensité, la quantité et la discipline des entraînements. Les joueuses apprécient. Du moins pour l'instant. L'attrait de ces nouvelles méthodes de préparation supplée au manque de motivation qui pourrait résulter de l'absence de compétition. Les premiers résultats sont pourtant décevants. Invitées pendant les fêtes de fin d'année pour deux tournois aux Pays-Bas et en Belgique, les Françaises ont accumulé les défaites.

« Ralph Hyppolite a programmé sa préparation pour l'objectif que lui a fixé la fédération : le championnat d'Europe en 1985 », explique Dominique Petit. *« Il a commencé par l'amélioration de la technique individuelle. Dans sa planification, le collectif viendra après. Juste avant le tournoi aux Pays-Bas, les joueuses avaient fait un stage très intensif en R.D.A. puis avaient eu droit à trois jours de vacances pour Noël. La décompression était inévitable et explique ces résultats. »*

A défaut d'avoir la moindre compétition officielle à leur calendrier en 1984, les Françaises ont néanmoins un rendez-vous important du 7 au 9 mars. A cette date, elles sortiront de leur clandestinité pour le grand tournoi du nouveau Palais des sports de Bercy, au cours duquel les Chinoises et les Coréennes du Sud ont été invitées à leur donner la réplique. Une occasion unique de montrer au public parisien le fruit de trois ans et demi de travail, le plus souvent obscur.

GÉRARD ALBOUY.

TENNIS

Un maître pour quatre as

Les douze premiers joueurs au classement du Grand prix de tennis 1983 – par ordre le Suédois Wilander, le Tchécoslovaque Lendl, les Américains McEnroe et Connors, le Français Noah, l'Américain Arias, l'Espagnol Higueras, l'Equatorien Gomez, l'Argentin Clerc, l'Américain Teltscher, le Tchécoslovaque Smid et le Néo-Américain Kriek – disputeront, du 9 au 15 janvier, le Tournoi des maîtres (masters) au Madison Square Garden de New-York. Cette épreuve, dotée de 600 000 dollars, dont les deux dernières éditions étaient revenues à Lendl, devrait permettre de départager les quatre postulants au titre de champion du monde 1983 : McEnroe, Connors, Wilander et Noah, qui se sont chacun attribué un titre du grand chelem au cours des douze mois écoulés.

Retour au « Garden ». L'immense cylindre de béton, d'acier et de verre est fiché dans le centre de Manhattan entre les Septième et Huitième Avenue, à la hauteur de la 33e Rue. Une usine à spectacle aux dimensions américaines : sept cents manifestations par an, quelque six millions de spectateurs.

Côté pile, un envers du décor façon soutes de transatlantique : entrelacs de tubulures rouillées, jets de vapeur, dédale de couloirs crasseux, odeurs de graillon. Côté face, un luxe clinquant : appariteurs en livrée rouge pour placer les dix-huit mille spectateurs dans les cinq niveaux de gradins, loges-appartements louées à l'année par quelques richissimes amateurs, trophées des équipes de basket-ball, les « Knicks », et de hockey-sur-glace, les « Rangers », accrochés dans les cintres à côté des tableaux lumineux où défilent les messages publicitaires et les commentaires sportifs.

Ce temple centenaire (1), qui résonna jadis à la clameur des combats de Jack Dempsey, Sugar Ray Robinson et Mohamed Ali (Cassius Clay), est consacré depuis 1977 au culte de la petite balle une semaine par an, en janvier. Il est vrai que ce fut dans l'ancienne enceinte du M.S.G. que Jack Krammer et Bobby Riggs échangèrent, le lendemain de Noël 1947, les premiers coups de raquette du tennis professionnel moderne.

Après le dernier match des « Knicks », lundi soir, les quatre cents employés du Garden s'affaireront pour dérouler sur la piste un court synthétique, installer des gradins supplémentaires, tendre des calicots et exposer le plus luxueux modèle de la gamme Volvo, le constructeur suédois qui commandite le Grand Prix en général et le Tournoi des maîtres en particulier. Premier match, mardi après-midi.

La formule de l'épreuve est la même qu'en 1982. Les douze premiers au classement par points du Grand Prix (2) sont sélectionnés. La compétition se déroule par élimination directe pour éviter les calculs auxquels avaient donné lieu naguère les poules (Round Robin). Les quatre premiers du classement, en l'occurrence Wilander, Lendl, McEnroe et Connors, passent un tour. Les huit suivants disputent un match préliminaire, dont le tirage au sort a donné l'ordre suivant : Higueras-Clerc, Arias-Kriek, Noah-Smid et Gomez-Teltscher.

Outre la répartition d'un nouveau bonus de 600 000 dollars, l'issue du tournoi devrait être déterminante cette fois pour l'attribution du titre de champion du monde 1983. Les quatre tournois majeurs – Roland Garros, Wimbledon, Flushing Meadow et Kooyong, – décisifs pour ce couronnement, sont revenus à quatre joueurs différents.

Moral et ambitions

Yannick Noah s'est imposé en juin, à Paris, et avait gagné auparavant à Madrid et à Hambourg. La suite de sa saison a été perturbée par une suspension, puis une tendinite aux genoux, qui ont gravement affecté son moral. Le Français, qui avait été éliminé l'an dernier par Lendl au deuxième tour, subira un test intéressant à l'ouverture d'une saison qu'il a pour objectif de terminer premier mondial.

John McEnroe, qui est resté numéro 1 au classement de l'Association des joueurs professionnels (A.T.P.), a remporté pour la deuxième fois la Coupe de Wimbledon et trois autres tournois sur les douze disputés. Jimmy Connors s'est, pour sa part, imposé pour la deuxième année consécutive à Flushing Meadow, signant par la même occasion la centième victoire de sa carrière. A trente et un ans, « Jimbo », dont c'était le quatrième succès de la saison, s'est ensuite mis en congé de courts.

A dix-neuf ans, Mats Wilander, qui a perdu en finale son titre de Roland-Garros, a fait la dernière levée du Grand Chelem à Melbourne après avoir remporté auparavant neuf tournois dans la saison et avant de disputer (sans succès) la finale de la Coupe Davis contre l'équipe d'Australie.

Deux joueurs au moins essaieront de contester la suprématie de ces quatre as. Ivan Lendl, vainqueur des deux derniers « Masters », a gagné quatre tournois dans l'année. Toutefois, le Tchécoslovaque, qui a craqué lors des deux finales réellement importantes, celles des Internationaux des États-Unis et d'Australie (où il a perdu du même coup la première place du Grand Prix et le bonus de 600 000 dollars allant avec), devrait avoir à cœur d'effacer l'image de *looser* (perdant) qui s'accroche désormais à lui.

Jimmy Arias, qui a gagné quatre tournois sur terre battue en 1983, est la valeur de croissance à la Bourse du tennis. Agé de vingt ans, l'élève de Nick Bolletieri a fini, au sixième rang mondial, une année qu'il avait commencée en vingtième position. C'est lui qui avait éliminé Noah en quarts de finale des Internationaux des Etats-Unis. Il a un moral à la hauteur de ses ambitions.

Dans cette lutte au couteau pour une couronne mondiale, il ne manquera cette année que l'Argentin Guillermo Villas. Relégué à la treizième place du Grand Prix, la plus mauvaise, le protégé de Ion Tiriac attend que le jury du conseil professionnel se prononce dans l'affaire des dessous-de-table déclenchée à la faveur d'une enquête financière au tournoi de Rotterdam, avant de remettre en action son bras gauche. Mais ce lavage de linge sale tennistique ne devrait pas empêcher la fête new-yorkaise d'être belle.

ALAIN GIRAUDO.

(1) Le premier « Garden » fut édifié à ciel ouvert en 1879. Le bâtiment actuel est la quatrième construction sur le troisième emplacement différent.

(2) Le circuit comprend soixante-dix-huit tournois. Les points sont attribués en fonction de la performance et de l'importance du tournoi qui est proportionnelle à sa dotation.

AUTO-MOTO

La caravane du Paris-Dakar est entrée dans le Ténéré

Après une semaine de course, un tiers des concurrents, vaincus par la fatigue ou les ennuis mécaniques, ont abandonné la caravane du rallye Paris-Alger-Dakar, qui a attaqué, dimanche 8 janvier, le Ténéré, à l'occasion de la septième étape Chirfa-Dirkou, soit 238 kilomètres sur le sable brûlant du nord du Niger.

Dans des conditions néanmoins beaucoup moins difficiles que l'an passé, où une tempête de sable s'était abattue sur la course, de nombreux motards se sont égarés. Mis en garde par la mésaventure qui lui avait fait perdre beaucoup de temps la veille, le Belge Gaston Rahier (B.M.W.) a repéré attentivement son chemin : cela lui a permis d'arriver avec une avance de quelque vingt minutes sur le Français Poli (Yamaha) et de prendre au classement général un avantage substantiel sur les Français Vassard (Honda), Olivier et Bacou (Yamaha), Auriol et Loizeaux (B.M.W.), dont le retard est supérieur à quarante minutes, après avoir été victimes de panne d'essence en cherchant leur route.

Les pilotes automobiles, qui pouvaient suivre les traces laissées par les motards, ont eu la tâche facilitée. Sur ce terrain relativement facile, l'équipage Ickx-Brasseur (Porsche), qui avait failli abandonner lors de la troisième étape, circuit électrique grillé, a pu lâcher toute la puissance de leurs quatre roues motrices pour remporter la troisième victoire d'étape consécutive. Au classement général, c'était néanmoins leurs camarades d'écurie Metge-Lemoyne qui conservaient la tête avec 56 minutes d'avance sur Gabreau-Gabbay (Range-Rover), 1 h 27 minutes sur Zaniroli-Da Silva (Range-Rover), et 1 h 46 minutes sur Jabouille-Sardou (Lada).

Les résultats

Athlétisme

MARATHON DE MIAMI

Ancienne championne de France de demi-fond, Joëlle de Brouwer a gagné le 7 janvier le marathon de Miami en 2 h 44 mn 49 s, qui a été remporté chez les hommes par le Suédois Tommy Persson en 2 h 13 mn 26.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE NATIONALE 1
(Quatorzième journée)

*Le Mans b. Vichy	87-69
*Stade français b. Limoges	103-101
Villeurbanne b. *Reims	85-84
Antibes b. *Avignon	89-83
*Monaco b. Tours	65-62
Caen b. *Lyon	87-85
*Orthez et Challans	73-73

Classement. – 1. Limoges, 37 pts ; 2. Le Mans, Orthez, Stade français, 35 pts ; 5. Antibes, 34 pts ; 6. Avignon, Villeurbanne, 28 pts ; 8. Caen, Tours, 25 pts ; 10. C.R.O. Lyon, Monaco, Vichy, 24 pts; 13. Challans, 21 pts; 14. Reims, 17 pts.

Football

COUPE DE FRANCE
(septième tour)
Division 2 entre eux

A.S. Libourne b. La Pail. Montpellier 1-0

Valenciennes b. Dunkerque	4-1
Mulhouse b. Cuiseaux-Louhans	3-1
Châteauroux b. Quimper	6-4
Marseille b. Limoges	2-1
Cannes b. Grenoble	2-0
Red Star b. Montceau-les-Mines	2-0
Martigue b. Nice	3-2

Deux autres clubs de deuxième division ont été éliminés par des équipes de séries inférieures : le Racing Club de Paris, battu 2 à 0 par Caen (div. 3) et Roubaix, battu 2 à 0 par Evreux (div. 3).

Natation

RECORD DES 400 ET 800 MÈTRES NAGE LIBRE FÉMININS

Pensionnaire de l'université américaine de Mission Viejo, Laurence Bensimon, bientôt âgée de vingt et un ans, a amélioré trois records de France au cours de la réunion internationale d'Austin, du 6 au 8 janvier. Elle a d'abord abaissé l'ancien record des 400 m nage libre de Sandra Lacour de 29 centièmes de seconde, couvrant la distance en 4 mn 19 s 52, puis elle a encore abaissé de près de 2 secondes la barre en réalisant 4 mn 17 s 72. Ensuite, elle a une nouvelle fois dépossédé Sandra Lacour, en pulvérisant le record du 800 m nage libre avec 8 mn 50 s 51 contre 8 mn 54 s 60. Cela porte à quatre le total des records nationaux de Bensimon qui détient également ceux du 200 m 4 nages (2 mn 20 s 11) et du 400 m 4 nages (4 mn 55 s 96).

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIÈRE DIVISION
Groupe A
(Neuvième journée)

Poule 1

*Tarbes b. Hyères	12-9
*Montauban et Béziers	6-6
*Bagnères b. Carcassonne	17-9
*Castres b. Oloron	15-11

Classement. – 1. Béziers, 25 pts ; 2. Tarbes, 22 pts ; 3. Hyères, 20 pts ; etc.

Poule 2

*Brive b. Angoulême	21-6
*Nice b. La Voulte	37-6
Grenoble b. *Toulon	15-10
Graulhet b. *Vienne	18-0

Classement. – 1. Graulhet, Grenoble, Toulon, 22 pts ; etc.

Poule 3

*Agen b. Dax	32-12
*Le Boucau b. Lourdes	28-27
*Toulouse b. Tulle	34-0
*La Rochelle b. PUC	29-12

Classement. – 1. Agen, Dax, 22 pts ; ; 3. La Rochelle, 20 pts ; etc.

Poule 4

Perpignan b. *Aire-sur-l'Adour	32-15
*Aurillac b. Hagetmau	13-6
*Tyrosse b. Montferrand	12-0
Bayonne b. *Albi	27-9

Classement. – 1. Bayonne, Montferrand, Tyrosse, 21 pts ; etc.

Poule 5

*Bourg b. Biarritz	9-7
*Narbonne b. Romans	43-6
*Mont-de-Marsan b. Nîmes	16-0
Bègles-Bordeaux b. *Pau	23-13

Classement. – 1. Narbonne, 25 pts ; 2. Bègles-Bordeaux, 22 pts ; 3. Pau, 20 pts ; etc.

Ski alpin

COUPE DU MONDE MASCULINE

Le Suisse Urs Raeber, âgé de vingt-quatre ans, a confirmé son succès de Val Gardena en gagnant le 7 janvier la descente de Laax (Suisse). Il a dévalé la piste de 960 mètres de dénivelé à plus de 102 km/h de moyenne précédant le vétéran autrichien Franz Klammer de 11 centièmes et l'espoir italien Michael Mair de 55 centièmes. Le meilleur français, Philippe Verneret, s'est classé vingtième à 2 minutes. Cette victoire permet à Raeber de prendre la tête du classement de la Coupe de descente et de se placer en quatrième position du classement général avec 83 pts derrière les Suisses Heinzer (98 pts) et Zurbriggen (97 pts) et Wenzel (85 pts) du Liechtenstein.

COUPE DU MONDE FÉMININE

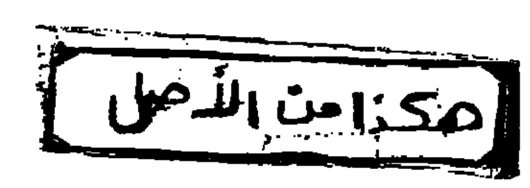
Championne du monde en titre de descente, la Canadienne Gerry Sorensen a réalisé une belle performance les 7 et 8 janvier à Puy-Saint-Vincent dans les Alpes du Sud. Samedi, elle a gagné la descente devant l'Autrichienne Veronika Witzthum et la Suissesse Maria Walliser, tandis que la meilleure Française, Caroline Attia, prenait la seizième place. Dimanche, elle a pris la cinquième place du super-géant gagné par sa compatriote Laurie Graham devant la Suissesse Michela Figini et l'Américaine Debbie Armstrong tandis que les Françaises Claudine Emonet, Elisabeth Chaud et Catherine Quittet se classaient respectivement aux dix, onze et douzième rangs.

Ces performances ont permis à Sorensen de revenir en septième position au classement de la Coupe du monde qui est toujours menée par l'Allemande de l'Ouest Irène Epple devant la Suissesse Erika Hess et Hanni Wenzel, du Liechtenstein.

Tennis

TOURNOI DE DOUBLE W.C.T. DE LONDRES

Les Tchécoslovaques Pavel Slozil et Tomas Smid ont gagné le 8 janvier le Tournoi international de double W.C.T. de Londres en battant la paire suédoise Anders Jarryd-Hans Simonsson, championne de Roland-Garros, en cinq sets (1-6 ; 6-3 ; 3-6 ; 6-4 ; 6-3).



INFORMATIONS « SERVICES »

ÉCONOMIES D'ÉNERGIE

Le « diagnostic thermique » ou l'art et la manière de traquer la thermie

Pour tous ceux que lasse l'augmentation continuelle de leurs charges de chauffage ou son alternative, vivre engoncés dans leurs pulls après s'être ruinés en achat de bourrelets isolants, il reste encore une solution : traquer les thermies en dépistant toutes les sources de déperdition d'énergie grâce au « diagnostic thermique » de leur appartement ou de leur pavillon.

Le « diagnostic thermique » est une véritable auscultation du bâtiment, avec une attention toute particulière pour ses points traditionnellement faibles – toiture, huisseries, etc., suivie d'une « ordonnance » indiquant les travaux à effectuer, leur coût, leur rentabilité en termes d'économie d'énergie, de frais de chauffage, etc. Tout cela grâce au traitement par ordinateur des données recueillies et à un travail de simulation qui permet d'envisager toutes les possibilités de modification et de les hiérarchiser. Vaut-il mieux acquérir une autre chaudière que d'isoler les combles ou encore, mesure plus radicale, changer tout bonnement d'énergie ?

L'A.F.M.E. (Agence française pour la maîtrise de l'énergie), qui lance avec le « diagnostic » une nouvelle campagne anti-gaspillage, espère voir diminuer la facture du consommateur, mais aussi celle de la France par l'économie de deux millions de tonnes équivalent pétrole par an. Six millions de francs vont être investis dans cette campagne, mais l'Agence estime à environ 200-250 millions de francs le marché ainsi ouvert aux seuls techniciens du diagnostic et évalue à 4 ou 5 milliards de francs les retombées sous forme de travaux que les différents corps de métier seront amenés à exécuter par la suite.

Ce travail précis et onéreux du diagnostic doit être effectué par un technicien compétent et surtout sans intérêt direct dans cette évaluation pour que les résultats soient crédibles. L'Agence a trouvé la solution à ce double obstacle financier et technique. Côté finances, le « diagnostic thermique » peut être subventionné jusqu'à 70 % de son coût, avec un plafond. Par exemple, pour une maison individuelle, la subvention ne peut excéder 1 100 F depuis le 1er novembre. Ainsi, une fois déduits cette subvention et les possibles avantages fiscaux du prix du diagnostic – entre 1 500 F et 1 600 F – il resterait environ 250 F à 380 F à la charge du particulier (1).

D'autre part, pour que le « client » ait la certitude d'avoir un diagnostic de qualité, l'A.F.M.E. a passé convention avec une quinzaine d'« organismes professionnelles neutres, compétents et indépendants de toutes contingences commerciales » et implantés dans toutes les régions. Avec eux, en principe, pas de mauvaises surprises à craindre. Mais cette liste n'est pas restrictive et un diagnostic effectué dans les règles de l'art par un « non-conventionné » donnera lieu au versement de la subvention, dont l'attribution, dans tous les cas, n'implique aucune obligation d'engager ultérieurement des travaux. D'une manière générale, il est conseillé de présenter la demande de subvention auprès d'un des « organismes relais financiers » habilités à traiter les dossiers, avant de faire ce diagnostic (2). Sinon, un délai de quelques semaines après la réalisation de l'opération est toléré. Ensuite, il suffit d'adresser la facture du technicien et la copie du diagnostic au même organisme relais pour recevoir, environ, un mois plus tard, la subvention.

Pour faciliter les démarches des candidats au dianostic, l'A.F.M.E. a décidé de centraliser sur un seul numéro de téléphone toutes les demandes de renseignements (adresse d'un technicien, formalités à accomplir, etc.) : au 824-70-00, précédé de 16 (1) pour les appels émanant de la province. Il sera répondu du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures jusqu'au 31 mars 1984.

CHRISTIANE GROLIER.

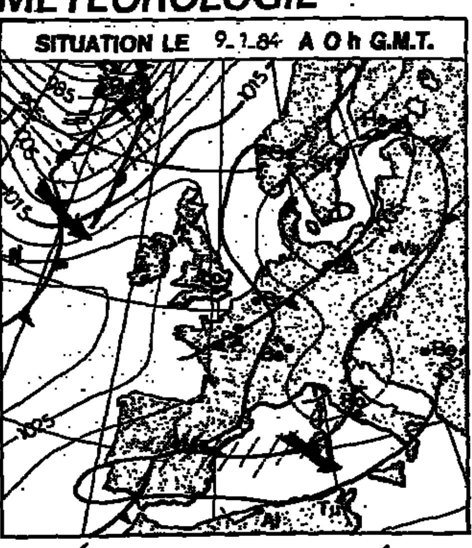
(1) Pour les immeubles de moins de cinquante logements, le diagnostic devrait coûter entre 10000 F à 15000 F. La subvention s'élevant à 200 F par logement plus un forfait global de 1 000 F, le dianostic reviendrait alors de 45 F à 70 F par logement.

Pour les immeubles de plus de cinquante logements, le coût du diagnostic devrait évoluer entre 25000 F et 35000 F. La subvention étant égale à 50 F par logement à partir du cinquante et unième et le forfait global étant de 11000 F, la dépense finale tournerait autour de 20 F à 30 F par logement.

(2) Pour les locataires, les propriétaires-bailleurs et les copropriétaires mixtes (occupants et bailleurs), il s'agit de l'A.N.A.H. (Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat). Pour les propriétaires occupants et ceux dont les immeubles ont été construits après le 31 décembre 1975, les « organismes relais » sont la Fédération des Centres PACT et la Fédération nationale de l'habitat rural.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9.1.84 A 0 h G.M.T.

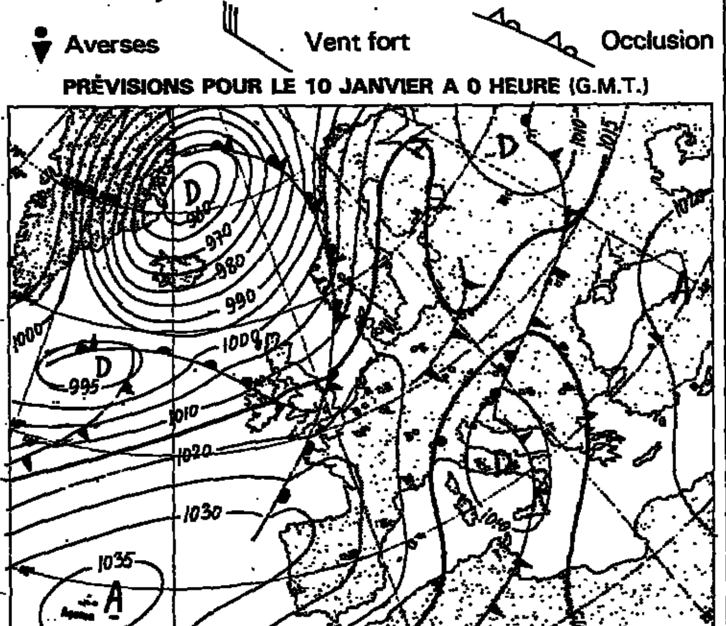


PRÉVISIONS POUR LE 10.1.84 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Front quasi stationnaire – Front chaud – Front froid – Pluie – Brouillard – Verglas – Neige – Averses – Vent fort – Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 10 JANVIER A 0 HEURE (G.M.T.)



(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Évolution probable du temps en France entre le lundi 9 janvier à 0 heure et le mardi 10 janvier à minuit.

Mardi matin sur les régions voisines de la Manche : de la Bretagne à la Normandie et aux Ardennes, des nuages arrivés dans la nuit donneront de petites pluies ou des bruines qui verglaceront en arrivant au sol.

Sur toutes les autres régions, temps d'aspect brumeux avec surtout de l'Aquitaine au Massif Central et à la Bourgogne, des bancs de brouillard givrant épais et tenaces.

Températures de 6 à 8 degrés sur les côtes bretonnes, 2 à 4 degrés au nord de la Loire et dans le Nord. Ailleurs, gelées de – 2 à – 3 degrés pouvant atteindre – 5 à – 7 degrés dans le Massif Central.

Au cours de la journée, temps gris et pluvieux au nord de la Loire sur le Bassin parisien et du Nord au Vosges avec quelques chutes de neige ou des menaces de verglas sur la Champagne et la Lorraine.

Sur les régions pyrénéennes et méditerranéennes, beau temps ensoleillé. Sur toutes les autres régions, ciel progressivement plus nuageux par nuages élevés.

Les températures atteindront 7 à 10 degrés sur la moitié ouest et près de la Méditerranée, 1 à 4 degrés de l'Est au Centre.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 9 janvier à 7 heures, de 1019,8 millibars, soit 764,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 janvier; le second, le minimum de la nuit du 8 au 9 janvier) : Ajaccio, 13 degrés et 3; Biarritz, 9 et 4; Bordeaux, 9 et – 2; Bourges, 6 et – 3; Brest, 8 et 2; Caen, 3 et 2; Cherbourg, 6 et 2; Clermont-Ferrand, 6 et – 2; Dijon, 6 et – 3; Grenoble, 8 et – 1; Lille, 5 et 1; Lyon, 5 et – 1; Marseille-Marignane, 10 et 3; Nancy, 3 et 0; Nantes, 8 et – 1; Nice-Côte d'Azur, 14 et 7; Paris-Le Bourget, 6 et – 2; Pau, 9 et 0; Perpignan, 11 et 5; Rennes, 8 et – 2; Strasbourg, 6 et 0; Tours, 6 et – 2; Toulouse, 9 et 1; Pointe-à-Pitre, 31 et 21.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 17 et 9 degrés; Amsterdam, 6 et 1; Athènes, 15 et 6; Berlin, 5 et 1; Bonn, 5 et 2; Bruxelles, 4 et 1; Le Caire, 17 et 10; îles Canaries, 22 et 14; Copenhague, 3 et 1; Dakar, 21 et 17; Djerba, 15 et 7; Genève, 4 et – 4; Jérusalem, 12 et 5; Lisbonne, 14 et 6; Londres, 6 et 0; Luxembourg, 0 et 0; Madrid, 9 et 2; Moscou, – 2 et – 5; Nairobi, 26 et 12; New-York, – 2 et – 8; Palma-de-Majorque, 16 et 7; Rome, 13 et 11; Stockholm, 1 et – 5; Tozeur, 13 et 7; Tunis, 17 et 8.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 8 janvier 1984 :

UN DÉCRET

- Relatif à la dissolution du service national des examens du permis de conduire.

DES ARRÊTÉS

- Pris pour l'application de l'article 242-0 P de l'annexe II au code général des impôts (taxe à la valeur ajoutée).
- Fixant, pour l'année 1984, le montant du maximum de pension et le montant des cotisations du régime d'assurance-vieillesse des ministres des cultes et membres des congrégations et collectivités religieuses.
- Relatif à la commercialisation de certaines espèces d'oiseaux.

UNE LISTE

- D'aptitude pour 1984 aux emplois de direction et d'agent comptable des organismes de sécurité sociale du régime général.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 11 JANVIER

« Raphaël », 16 h 30, Grand Palais (Mme Angot).

« Turner », 15 h 15, Grand Palais (Approche de l'art).

« Le musée Grévin pour les enfants », 15 heures, 10, boulevard Montmartre (Arts et Conférences).

« Le village de Passy », 14 h 30, métro Passy (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Raphaël », 15 h 45, Grand Palais (P.-Y. Jaslet).

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, 17, quai d'Anjou (Paris et son histoire).

« Des arènes de Lutèce aux thermes de Cluny », 14 h 30, métro Cardinal-Lemoine (Résurrection du passé).

« Raphël », 15 h 30, Grand Palais (Tourisme culturel).

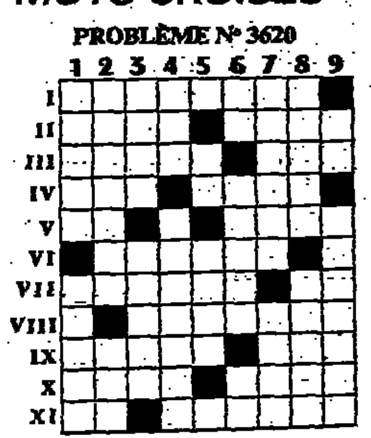
CONFÉRENCES

19 h 30, amphithéâtre Bachelard, Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin, M.-F. Lionel : « La quête de l'intemporel et le problème du temps (Université populaire de Paris).

20 h 30, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Yves Diénal : « Fonctions de l'esprit » (Psycho-Santé).

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3620



HORIZONTALEMENT

I. Ecraseur condamné à faire de la tôle. – II. Porteur d'eau souvent déshydraté. Nom vulgaire de la châtaigne. – III. De nature volcanique. D'un certain point de vue, la noire vaut deux fois la blanche. – IV. Peut faire divaguer un braque. Parfum d'Amphitrite. – V. Préposition. Bien que retentissant, son plus célèbre procès ne fut pas entendu de tous. – VI. Pièce d'Aristophane. – VII. Déboule. Note. – VIII. Gorgée d'eau. – IX. Ennemi intime. Ce n'est qu'à moitié vilain et pourtant c'est bien plus que vilain. – X. Charge confiée à un domestique. Souris qui sait se faire chatte. – XI. Scène ou site, selon le milieu. Noires, mais pas forcément sombres.

VERTICALEMENT

1. Près d'elle, on a beaucoup mené la vie de château. Tombeau des vertus fragiles. – 2. Qualifie un personnage respectable ou en désigne un autre qui prête à rire. Ecuma longtemps avant de prendre un bouillon. – 3. Bafoue dame Vérité. Chien ou rat. – 4. Bien qu'ayant la peau rouge, ce nageur ne pratique pas l'indienne. Sortes de giroflées qu'il vaut mieux ne pas sentir. – 5. Argument du raisonneur. Qui ont su utiliser leur voix pour obtenir celle des autres. – 6. En vogue. Bénéficiaires d'attributs avantageux. L'un des Hellènes. – 7. Ni vu ni connu. Sous le signe de Bacchus. – 8. L'homme y est souvent vaincu par sa conquête. Son singe connaît plus d'un tour. – 9. Négation. Ceux de la chambre forte sont, dans un sens, plus confortables que ceux de la chambre à coucher.

Solution du problème n° 3619

Horizontalement

I. Contorsionniste. – II. Amorce. Nu. Oraux. – III. Tomates. Bu. Méa. – IV. HP. Columbariums. – V. Elu. Gueulard. OP. – VI. Râpées. Rebe. Ue. – VII. Ite ! Peu. Ce. Cr. – VIII. Nerval. Thé. Ohé ! – IX. Iliaque. Sème. – X. Sardines. TB. – XI. Thanes. Eros. – XII. Eut. Eperdues. – XIII. Cidre. Ouailles. – XIV. Chocolat. Stèles. – XV. Menaçantes. Ses.

Verticalement

1. Catherinette. Cm. – 2. Omoplate. Huche. – 3. Nom. Upérisation. – 4. Trac. Vlan ! DCA. – 5. Octogénaire. Roc. – 6. Réélus. Lads. Ela. – 7. Sue. QI. An. – 8. In. Mûre. Un. Pott. – 9. Ou. Bleutée. Eu. – 10. Baal. Strass. – 11. Nourrices. Dit. – 12. Ir. Idée. Eteules. – 13. SAMU. Ombrelle. – 14. Tue-mouche. Osées. – 15. Exaspéré. Os. SS.

GUY BROUTY.

CYNÉGÉTIQUE

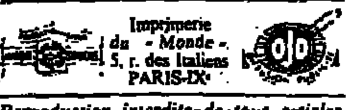
LA CHASSE AUJOURD'HUI. – Une conférence-débat sur le thème « La chasse et la cueillette aujourd'hui » ou une nouvelle approche de la chasse par l'ethnologie et la sociologie, est organisée par le Comité national d'information chasse-nature, sous le patronage du laboratoire d'ethnologie du Musée de l'homme et de son directeur, le professeur Jean Guiart, le mercredi 11 janvier, à 20 heures, au Palais de Chaillot (salle de cinéma du Musée de l'homme). Entrée gratuite.

★ Comité national d'information chasse-nature, 71, avenue des Termes, 75017 Paris. Tél. : 574-02-90 et 05-03.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde

économie

LES SUITES DU CONFLIT TALBOT

Des représentants des pouvoirs publics, de la direction et des syndicats examineront le 10 janvier les conditions de la mise en œuvre du plan social

Une réunion tripartite entre les représentants des pouvoirs publics, la direction et les organisations syndicales de Talbot Poissy aura lieu dans l'après-midi du 10 janvier à la préfecture des Yvelines. Le directeur départemental du travail et de l'emploi des Yvelines, chargé de l'organisation de cette rencontre, a précisé qu'elle serait consacrée *« à la mise en œuvre des dispositions du plan social, notamment les reclassements, les formations et les conditions d'aide au retour »*. La C.F.D.T., mise en accusation le 7 janvier par le comité directeur du parti socialiste, a annoncé le lendemain qu'elle participerait à cette réunion. Tacitement elle admet ainsi les licenciements, même si elle affirme désormais se battre pour qu'aucun travailleur licencié ne reste sur le carreau. La C.F.D.T. a aussi précisé qu'elle suspendait l'action de grève qu'elle avait prévu de mener à Poissy le 10 janvier, qu'en revanche elle manifesterait le 11 à 17 h 30 devant le C.N.P.F. et que le 12 elle organiserait une réunion avec les syndicats anglais et espagnols de Talbot pour étudier avec eux *« les conséquences du désengagement de Peugeot dans Talbot »*. La direction, de son côté, a annoncé la tenue le 9 janvier d'un nouveau comité d'établissement sur les modalités de la reprise du travail à Poissy. *« Si des sanctions devaient être prises contre les militants C.F.D.T.*, a toutefois affirmé M. Georges Granger, secrétaire général de la fédération de la métallurgie de ce syndicat, *le mouvement reprendrait aussitôt. »* Interrogé sur le dossier Talbot au « Club de la presse d'Europe 1 », M. Jacques Chirac y a vu la preuve qu'il faut *« redonner plus de liberté à nos entreprises pour agir et prendre par ailleurs des mesures sociales qui sont de la responsabilité de l'Etat en liaison avec les entreprises et avec les organisations syndicales pour compenser les drames que créent les évolutions et les modernisations nécessaires »*. Le président du R.P.R. a aussi réclamé la publication du rapport de M. Prada sur les sureffectifs chez Talbot. *« J'espère que le premier ministre n'a pas lacéré ce rapport d'un conseiller de la Cour des comptes »*, a dit M. Chirac.

Le fusible C.F.D.T. a sauté

« C'est d'une certaine manière une machine arrière. M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T. ne se paye pas de mots. Les faits sont là : vivement attaquée sur sa droite (Parti des forces nouvelles, partis d'opposition, C.S.L., direction de Peugeot) comme par la gauche (comité directeur du parti socialiste, P.C., C.G.T.), la C.F.D.T. bat en retraite et se raccroche, pour ce faire, à la réunion tripartite direction, pouvoirs publics, syndicats du 10 janvier, *« victoire de la raison et du bon sens »*.

Le recul est important. Après avoir clamé bien imprudemment *« Non aux licenciements »*, la centrale de M. Edmond Maire déclare maintenant que *« zéro travailleur soit laissé sans solution. »* Elle reconnaît d'ailleurs par sa présence à la réunion de mardi *« admettre tacitement des licenciements »*. La C.F.D.T. ne parle plus de la *« mise en chômage technique »* des travailleurs licenciés. Isolée et minoritaire à Poissy, elle suspend tout mouvement de grève.

Pourtant M. Granger, s'il opère ce repli, n'en justifie pas moins vigoureusement l'action de sa fédération chez Talbot et répond par là même au parti socialiste comme à la C.G.T.

« Ce n'est pas une action menée contre le gouvernement », précise d'abord le secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, mais, dès lors que l'affaire Talbot doit faire jurisprudence, il fallait mettre en cause les méthodes suivies.

La C.F.D.T. a réellement le sentiment d'avoir été tenue à l'écart de toute discussion. Non seulement les 1 905 licenciements étaient nominatifs – ce qui ne laissait aucune latitude pour les syndicats (ou du moins pour la C.F.D.T.) de discuter des cas sociaux, – mais, même lorsqu'il s'est agi le 5 janvier d'évacuer l'usine de Poissy après les incidents, le représentant du ministère de l'intérieur en a discuté les modalités avec la seule C.G.T.

C'est donc dans cette affaire la conception même du syndicalisme qui est en question. *« La C.G.T. a donné son aval aux licenciements, elle a oublié de vérifier auprès des travailleurs s'ils en étaient d'accord. » « Nous, nous n'avons pas une conception léniniste des rapports entre le pouvoir et les syndicats. Il n'y a pas de subordination syndicale vis-à-vis du gouvernement. (...) Ce n'est pas notre rôle d'assurer la cohésion de la majorité. »*

Et d'ajouter que la C.F.D.T. a autant de difficultés à exister actuellement qu'en avait la C.F.T.C. après la guerre, lorsque M. Ambroise Croizat, membre du comité central du parti communiste, était ministre du travail et de la Sécurité sociale.

En fait, sans mésestimer ses erreurs tactiques, la C.F.D.T. a apparemment le sentiment d'avoir servi ces dernières semaines de *« fusible »* sur le plan social comme sur le plan politique, *« vis-à-vis de la désespérance des travailleurs immigrés qui pouvaient avoir le sentiment d'avoir été trahis par la C.G.T. et le gouvernement »*.

Mais l'amertume de la C.F.D.T. est surtout politique. Accusée d'*« irresponsabilité »* et de *« maximalisme »*, en opposition à la *« raisonnable »* C.G.T., par M. Jean Poperen, lors du comité directeur du P.S., elle dénonce cet acte de *« diffamation politique »*, comme si le bouc émissaire C.F.D.T. évitait au gouvernement de reconnaître ses erreurs. Et de rappeler que quand, en 1979, M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint de la C.F.D.T., disait oui aux restructurations industrielles, M. Pierre Joxe le taxait de *« social-démocrate, collaborateur de classes »*.

Contrairement à ce qu'affirme MM. Roland Leroy et Claude Poperen (du P.C.), *« qui mentent aux travailleurs »*, il y a sureffectif dans l'automobile. *« Nous n'avons pas changé »*, clame la C.F.D.T., mais le traitement de ces sureffectifs ne pourra pas se faire sans les travailleurs et leurs organisations syndicales.

BRUNO DETHOMAS.

Le gouvernement a manqué de fermeté à l'égard du groupe P.S.A.

affirme M. Krasucki au cours de l'émission « R.T.L.-*le Monde* »

Au cours de l'émission « R.T.L.-*le Monde* », le 8 janvier, M. Henri Krasucki a longuement évoqué l'affaire Talbot : *« La C.G.T. comme la C.F.D.T., au niveau des fédérations de la métallurgie, ont été consultées une première fois avant qe le gouvernement ne négocie avec P.S.A. Ensuite, elles ont été convoquées pour être informés du résultat, c'est tout. »* Après avoir réaffirmé que *« ce n'est pas notre accord, il n'engage que ceux qui l'ont conclu »*, le secrétaire général de la C.G.T. a ajouté que *« l'accord gouvernement/Peugeot est un accord qui représente une espèce de rapport de forces entre le gouvernement et le groupe P.S.A. Je ne suis pas sûr que ce soit le meilleur possible pour le gouvernement.* (...) *Le chiffre de 2 905 est tombé à 1 905. C'est moins mal. Donc il était concevable de réduire le chiffre. L'investissement qu'on ne voulait pas faire, on le fait.* (...) *Mais ces chiffres-là sont arbitraires. Nous n'avons pas eu la possibilité de discuter. Qui de la direction de P.S.A., du gouvernement, et encore moins de nous – car nous n'avons rien eu en main – peut dire que ces chiffres sont justifiés ? Il y avait une volonté de la direction, et ensuite le gouvernement l'a fait reculer dans une certaine mesure. Point à la ligne »*.

Pour M. Krasucki, *« il reste beaucoup de choses à négocier »*. A propos de la volonté du gouvernement de ne pas revenir sur le chiffre de 1 905 licenciements, il a affirmé : *« C'est le dernier mot du gouvernement, c'est le dernier mot de la direction de Peugeot. Cela ne me gêne pas. C'est un problème de rapport de forces entre les travailleurs avec les syndicats et, d'autre part, aussi bien la firme que le gouvernement . C'est cela l'action syndicale.* (...) *La question est d'évaluer ce que dans cette situation-là il faut faire.* Il a fait porter les responsabilités *« d'abord et essentiellement »* sur P.S.A., ajoutant que le gouvernement *« n'a pas eu la fermeté qu'il fallait à l'égard du groupe P.S.A. alors qu'il en avait les moyens dans la discussion de son accord.* (...) *La famille Peugeot a des problèmes de mécanisme d'exportation des capitaux. Il y a toutes sortes de choses. Vous savez les « avions renifleurs » ce n'est pas la seule chose troublante qui existe ou qui ait existé dans la vie du pays »*.

M. Krasucki a vivement attaqué M. Maire : *« La feuille de paie, ce n'était pas très important ; la feuille d'impôt, ce n'était pas très important ; la croissance, ce n'était pas très important. Il demandait plus d'austérité. Il trouvait que le gouvernement n'en faisait pas assez. Et puis, maintenant, subitement, tout en continuant à parler de sureffectifs, on passe au maximalisme.* (...) *Si c'est pour gagner des voix à des élections, c'est triste. Mais si c'est pour d'autres raisons, alors c'est encore pire, et l'on est bien obligé de se poser des questions. Je crois qu'il n'y a vraiment pas de quoi être fier. »* A propos des conséquences de l'affaire Talbot sur les relations C.G.T.-gouvernement, M. Krasucki a estimé qu'*« elles dépendront de ce que celui-ci fera. Je dois dire que nous avons des préoccupations sérieuses et de caractère général »*.

Prise de distance

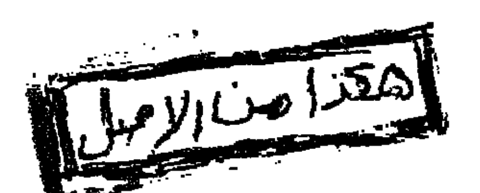
M. Henri Krasucki a saisi l'occasion de son passage à « R.T.L.-*le Monde* » pour mettre les points sur les *i*. Alors que la C.F.D.T. polémique sur ce point – assez obscur il est vrai – avec M. Jack Ralite, le secrétaire général de la C.G.T. a tenu à réaffirmer avec force que son organisation n'avait pas été partie prenante à l'accord P.S.A.–gouvernement du 17 décembre. Il a même été plus loin en soulignant que le gouvernement *« n'a pas eu la fermeté nécessaire pour résoudre comme il fallait le problème »*, et notamment lors de la discussion de ce texte. Au moment où la C.F.D.T. opère une marche arrière, la C.G.T. durcirait-elle le ton ? M. Krasucki a voulu une fois encore se démarquer du gouvernement, y compris dans le cas d'espèce du ministre communiste de l'emploi. En clair, le gouvernement n'a pas bien su s'y prendre.

A travers les propos tenus le 8 janvier sur les différents sujets abordés, il apparaît que la C.G.T. entend de plus en plus se déterminer en fonction de ses propres positions revendicatives davantage qu'en réaction à la politique gouvernementale. Lors du dernier comité confédéral de la C.G.T., les 8, 9 et 10 novembre 1983, deux approches avaient semblé se dégager au sein même de la direction de la C.G.T. M. Louis Viannet, secrétaire de la C.G.T., avait affirmé que l'*« écart entre les objectifs C.G.T. et la politique du gouvernement (...) s'est accru dans la dernière période »*. Tout en haussant le ton à l'égard du pouvoir politique, M. Krasucki n'avait pas repris à son compte cette formule, affirmant : *« Nous ne nous situons pas, je le souligne à nouveau, par rapport aux programmes qui relèvent de formations politiques ou du gouvernement »*. Si, fort de l'appui du secteur public, M. Viannet souhaitait que la Confédération fasse preuve d'une grande fermeté en prenant, le cas échéant, des initiatives d'action, M. Krasucki défend de plus en plus l'idée que les syndicats se déterminent, s'expriment et agissent à partir de situations qu'ils vivent davantage que sous la houlette de consignes confédérales.

C'est dans cette optique que M. Krasucki a voulu, le 8 janvier, bien différencier les rôles de chacun : *« Le gouvernement gouverne et nous, nous menons l'action syndicale. Nous n'avons pas à nous prononcer sur un programme de gouvernement. Quand ça va, ça va, mais quand ça va pas, ça va pas, quel que soit le gouvernement. Nous existons pour défendre les intérêts des travailleurs. Ne soyez pas surpris de la différence : depuis le début, nous n'avons pas de contre-programme, nous n'avons pas un programme de gouvernement, mais nous avons des objectifs syndicaux, ceux de notre congrès. Comment résoudre les problèmes ? C'est en fonction de cela que nous nous déterminons avec les travailleurs et que nous agissons. »*

Cette nouvelle prise de distance qui n'est pas pour autant une amorce de rupture va se manifester à la fois sur le terrain des mutations industrielles – *« par nature*, a-t-il souligné, *la modernisation doit créer des emplois : si elle réduit des activités, elle en exige de nouvelles »* – et sur les questions salariales. Le secrétaire général de la C.G.T. a là aussi lancé une mise en garde à M. Mauroy, considérant que ce qui est proposé sur les salaires pour 1984 *« est inacceptable et de plus infaisable »* : *« on ne développera pas l'économie française sur le dos du niveau de vie des travailleurs »*.

M.N.



SOCIAL

Nouveaux licenciements dans la métallurgie

La société Brissonneau et Lotz marine (B.L.M., filiale du groupe Jeumont-Schneider), qui fabrique des éléments d'amarrage et de manutention pour navires à Nantes, vient de demander à l'inspection du travail le licenciement de 283 salariés sur 804 : la mesure s'ajoute à 98 départs en préretraite à cinquante-cinq ans et à une convention de chômage partiel pour 320 personnes pendant le premier trimestre 1984. A la fin de 1979, B.L.M. comptait 1 140 salariés. 161 emplois ont été supprimés au début de janvier à la Société générale de forgeage et de décolletage, première entreprise française de visserie-boulonnerie, à la suite d'un plan de restructuration, comportant 107 départs en préretraite. Les suppressions d'emplois touchent l'ensemble des unités de production, réparties dans le Territoire de Belfort, la Haute-Saône, le Doubs et la région lyonnaise.

Dans le Nord, la direction des Fonderies franco-belges (chaudières et appareils de chauffage), à Merville, a annoncé son intention de supprimer environ 140 emplois sur 669 ; celles des Ateliers de Forest, filiale du groupe belge Forest International, le licenciement d'une quarantaine de salariés sur 112, par suite d'une baisse des commandes. Licenciement encore pour 284 salariés sur 710 à l'usine Coflexip, filiale de l'Institut français du pétrole, qui fabrique au Trait près de Rouen des tuyaux flexibles pour le transport des produits pétroliers, et pour deux entreprises de bâtiment de Nantes : 15 salariés sur 95 chez Gilarski et 37 sur 52 chez Gilles Bouyer. Cette dernière entreprise, qui employait 120 personnes, avait déposé son bilan en septembre 1983 et avait été reprise avec un effectif limité par le groupe Bouygues.

Près de 16 000 emplois d'initiative locale ont été créés en trois ans

Expérience un peu en marge des circuits traditionnels, le programme d'emplois d'initiative locale (EIL) a permis, depuis 1981, la création de 15 917 emplois, dont plus de 10 000 en 1982.

Les emplois d'initiative locale sont financés par une aide de 40 000 F, délivrée par la mission de promotion de l'emploi qui dépend elle-même de la délégation à l'emploi. Ils sont prévus pour accompagner une tentative originale, dans le domaine social, culturel ou associatif, et devraient favoriser, en 1984 la création de 5 000 nouveaux emplois.

Le bilan de ces trois dernières années de fonctionnement du programme révèle que 47 % des emplois ont été créés par des associations, 31,8 % par des communes et 7,5 % par des SCOP (sociétés de coopératives ouvrières de production) et sont donc surtout orientés vers des activités sociales, culturelles ou économiques, avec des caractéristiques plutôt militantes ou alternatives.

Si ce sont souvent des chômeurs qui ont pu ainsi être embauchés (près de la moitié disposant d'un revenu supérieur de 20 % à 30 % du montant du SMIC), leur niveau d'instruction est relativement élevé puisque près d'un sur deux ont leur baccalauréat ou plus.

Cependant, selon les responsables de ce programme, les candidatures de ce type auraient tendance à s'essouffler. Ils pensent donc à s'orienter vers des aides pour des emplois productifs qui pourraient être développés dans de petites entreprises, existantes ou à créer, et notamment dans celles qui sont montées par des jeunes.

* « Emplois d'initiative locale ». Mission de promotion de l'emploi. 9, rue Georges-Pitard, 75015 Paris.

AFFAIRES

Les chefs d'entreprise du Midi-Pyrénées manifestent contre les charges

De notre correspondant.

Tarbes. – La chambre de commerce et d'industrie de Tarbes et des Hautes-Pyrénées a décidé d'être la première C.C.I. de la région Midi-Pyrénées, et même de France, à prendre l'initiative d'un grand meeting public destiné à protester, lundi 9 janvier au Parc des expositions de Tarbes, *« contre la grimpée jusqu'au trop-plein des charges qui anesthésient les entreprises en ce début 1984 où les économistes de tous bords craignent pour l'année une hécatombe de P.M.E. et de P.M.I. ».*

Cinquante-trois syndicats professionnels et interprofessionnels, la Fédération des professions libérales, les professions de l'artisanat, les associations de commerçants, la confédération patronale des Hautes-Pyrénées mais aussi le mouvement du patronat moderne indépendant prendront part à cette manifestation.

« La finalité de ce rassemblement du ras-le-bol de plusieurs milliers de patrons, chefs et dirigeants d'entreprise n'est pas politique », a déclaré vendredi M. Marc Giacardy, président de la C.C.I. de Tarbes.

« Mais, a ajouté M. Giacardy, *il paraît difficile de ne pas lier l'économique et la politique. »*

« Pour une population de deux cent trente mille habitants, a précisé encore M. Giacardy, *les Hautes-Pyrénées avaient, fin novembre, un taux de chômage de 12,5 %, supérieur à la moyenne de Midi-Pyrénées (9,6 %) et à la moyenne nationale (2,8 %). Dans les Hautes-Pyrénées, toutes les nouvelles entreprises de P.M.E. et de P.M.I. qui se sont créées en 1982 ont déjà disparu. »*

Fait significatif : les parlementaires de gauche, les députés Forgues (P.S.), Duprat (M.R.G.), comme les sénateurs François Abadie et Hubert Peyou, président du conseil général, tous deux également M.R.G., n'ont pas été invités à ce meeting *« qui entend s'adresser de manière musclée par-dessus eux à l'opinion publique, aux municipalités des centres urbains, pour qu'elles apprennent les vrais problèmes de l'entreprise, et au pouvoir officiel ».*

G.D.

UN « GRAND VEFOUR » SANS OLIVER

Après la bombe qui a saccagé ce petit chef-d'œuvre de l'histoire de Paris qu'est le Grand Vefour, Raymond Oliver cède la place. Le groupe Taittinger reprend la maison du Palais-Royal dont le décor allait être protégé, au titre des monuments historiques, par un décret en cours, m'assurait-on le 24 octobre dernier.

Rien ne doit être changé à la réouverture (lundi prochain 16 janvier) puisque l'on garde la même équipe : le bon cuisinier Yves Labrousse, François Mesnage, le directeur, et tout le personnel. Et la même carte.

Une carte, une cuisine que les inspecteurs du Michelin sanctionnaient l'an passé d'une étoile de moins, sans que cela ôte un seul client, au contraire, à cette maison sauvée de l'oubli en 1948 par Raymond Oliver, un maître, un vrai celui-là. Magicien du Palais-Royal, nous le retrouverons éternellement au Grand Vefour, ainsi que dans ses livres.

Le Vefour continue donc. Souhaitons que l'avenir ne nous y amène point un autre style et un autre art de vivre.

R.-J. C.

OBJECTIF DU NOUVEAU PRÉSIDENT DE C.D.F.-CHIMIE : DES COMPTES EN ÉQUILIBRE EN 1984

(De notre correspondant.)

Metz. – Stopper l'hémorragie financière de 1984 : tel est l'objectif que s'est assigné M. François Paolini, nouveau président de C.D.F.-Chimie. Il l'a affirmé, le 6 janvier, en Lorraine, à l'occasion de sa visite de la plate-forme de Carling (Moselle).

« Nous devons retrouver l'équilibre d'exploitation en 1984 ». Le pari fait par M. Paolini est ambitieux. C.D.F.-Chimie a, en effet, enregistré 2,2 milliards de francs de pertes en 1983.

Encore faut-il, pour atteindre cet objectif, que les pouvoirs publics accordent au groupe un moratoire de trois ou quatre ans afin de lui permettre notamment de faire face aux difficultés rencontrées sur le marché des engrais. Le prix de la matière première (gaz naturel) utilisée par C.D.F.-Chimie est, en effet, de 25 % à 30 % supérieur à celui payé par les Hollandais. Le déficit de ce secteur est passé, en un an, de 650 à 850 millions de francs.

Pour cette raison, C.D.F.-Chimie mène des études avec les Houillères du bassin de Lorraine pour alimenter l'unité de production d'ammoniac de Carling en gaz de cokerie et grisou, l'objectif étant de produire, à l'horizon 1985, 100 000 tonnes d'engrais.

En revanche, la situation de la pétrochimie s'améliore depuis l'été dernier et les pertes diminuent (650 millions de francs, contre 870 millions de francs en 1982). Pour M. Paolini, cette amélioration aurait pu être plus sensible sans le blocage des prix.

En conséquence, les menaces qui pesaient sur l'un des vapocraqueurs de Carling se sont pour l'heure éloignées. Néanmoins, C.D.F.-Chimie entend poursuivre son plan d'assainissement en réduisant ses effectifs de 280 personnes (dont 235 à Carling) et en investissant dans ce secteur, d'ici à 1986, 400 millions de francs.

JEAN-LOUIS THIS.

LES CONDITIONS FAVORABLES DES PLANS D'ÉPARGNE-LOGEMENT SONT MAINTENUES

Les caractéristiques des plans d'épargne-logement, les plus favorables jamais appliquées, restent inchangées en ce début d'année 1984. Elles avaient été modifiées à titre exceptionnel le 15 juin 1983, et ce, jusqu'au 31 décembre : le taux d'intérêt (fiscalement exonéré) des dépôts était passé de 9 à 10 %, le plafond des dépôts avait doublé, de 150 000 à 300 000 francs, le montant maximum du prêt avait également doublé, passant de 200 000 à 400 000 francs, assorti il est vrai d'un taux d'intérêt légèrement augmenté (8 % au lieu de 7 %).

Le maintien de ces conditions avantageuses va bien dans le sens de l'encouragement à l'accession à la propriété annoncé par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme et du logement, aux banquiers du secteur nationalisé le 2 décembre dernier (*le Monde* du 3 décembre). Quant à la réforme en profondeur du système de l'épargne-logement préconisée par le rapport Bonin pour le IXe Plan (1), le ministre avait dit le même jour que, sans l'abandonner, le gouvernement n'en envisageait pas la mise en œuvre dans l'immédiat, même si une formule de prêts à l'accession à la propriété (P.A.P.) indépendants de l'épargne-logement mais à des conditions variables est proposée très prochainement (vers le 15 janvier) aux candidats à l'accession à la propriété.

La collecte des plans d'épargne-logement, traditionnellement forte au premier et au quatrième trimestre, avait atteint 4,446 milliards de francs au premier trimestre 1983, pour chuter de façon spectaculaire au deuxième trimestre où les retraits avaient excédé de 997 millions les dépôts. Au troisième trimestre le ministère de l'économie et des finances estime à 3,3 milliards de francs le montant des dépôts, et au quatrième trimestre, pour lequel aucun chiffre n'est disponible, le mouvement semble s'être poursuivi. On a ainsi au troisième trimestre retrouvé le niveau d'épargne enregistré à pareille époque en 1979, où la collecte avait atteint 3,286 milliards de francs.

(1) Prime proportionnelle aux intérêts acquis mais plafonnée et modulée en fonction des ressources des bénéficiaires d'un P.A.P., encouragement aux dépôts immobilisés au-delà de cinq ans, pénalisation en cas de résiliation prématurée, possibilité de prêts à taux variables (*le Monde* du 6 juillet 1983).

AGRICULTURE

LES MANIFESTATIONS D'ÉLEVEURS DE PORCS EN BRETAGNE

Un « comité de salut économique » menace de paralyser le trafic ferroviaire

La baisse des cours du porc et la question de l'annulation des correctifs tarifaires de la S.N.C.F. depuis le 1er janvier provoquent une nouvelle flambée d'agitation en Bretagne. Samedi 7 janvier, les forces de l'ordre ont mis fin à l'occupation de la direction départementale de l'agriculture de Quimper qui durait depuis deux jours.

C'est la brusque chute de 30 centimes du prix du kilo de porc, qui est tombé vendredi à 9,54 F, alors qu'on estime à 10 F minimum le prix de revient, qui a ravivé la colère paysanne, nous indique notre correspondante en Bretagne Marie-Christine Robert. Les Jeunes Agriculteurs qui occupaient la D.D.A. de Quimper réclamaient notamment l'arrêt des importations de porcs belges et surtout néerlandais. Dans les Côtes-du-Nord, les manifestants ont mis en place des barrages filtrants, et dimanche soir, ceux du Nord-Pas-de-Calais venaient à la rescousse des Bretons en bloquant avec des barbelés le poste frontière de Steenvoorde-Watou au nord de Hazebrouck et en établissant des contrôles sur l'autoroute du Nord. A Vannes (Morbihan), vendredi 6 janvier, les forces de l'ordre sont intervenues pour dégager, à coups de grenades lacrymogènes, la gare S.N.C.F.

Le commissaire de la République, préfet du Finistère, M. Hubert Blanc a indiqué que la France avait demandé aux instances européennes de procéder à des achats de viande de porc *afin de soutenir les cours.*

Les manifestants bretons ont aussi fait valoir que les Néerlandais accéléraient leurs envois de porcs, avant que des mesures sanitaires soient prises, du fait de la *découverte de foyers de fièvre aphteuse.* M. Rocard a précisé que l'importance du foyer était réduite et localisée en dehors des zones d'élevage porcin. Les autorités néerlandaises ont déclaré que des mesures avaient été prises : abattages du troupeau bovin dans cinq exploitations et interdiction des exportations de produits animaux de la région Noord-Oostpolder (terres asséchées du lac d'Ijssel couvrant 80 000 hectares).

D'autre part, un « comité de salut économique », regroupant des organisations agricoles (syndicats, coopératives, groupements de producteurs, chambres d'agriculture) des quatre départements bretons a été constitué. Il exige le rétablissement immédiat des correctifs tarifaires (qui permettent aux Bretons de ne pas payer intégralement le prix des transports S.N.C.F. plus élevé en Bretagne que dans le reste de la France, correctifs qui avaient été institués en 1962 — *le Monde* du 30 décembre 1983). Le comité demande une réunion interministérielle avec le premier ministre avant jeudi prochain et menace de paralyser le trafic ferroviaire à partir du 18 janvier.

M. Claude Boutte, directeur régional de la S.N.C.F., a indiqué que l'entreprise était disposée à compenser l'augmentation des tarifs pour certains transports de marchandises mais que pour d'autres, comme le kaolin ou les légumes, il était impossible de ne pas répercuter la hausse. Il a indiqué que les menaces d'arrêt de trains iraient *directement à l'encontre de la défense de l'économie régionale.* Samedi pourtant, plusieurs organisations paysannes ont réaffirmé leur intention de bloquer les trains si elles n'obtenaient pas d'entrevue avec le *premier ministre.*

ÉNERGIE

UNE O.P.A. HISTORIQUE

Texaco se propose de racheter Getty Oil pour 10 milliards de dollars

Coup de théâtre dans la bataille boursière déclenchée outre-Atlantique pour le contrôle de Getty Oil, quinzième compagnie pétrolière américaine : le groupe Texaco, troisième compagnie des États-Unis, a obtenu l'accord des dirigeants et des principaux actionnaires de Getty Oil pour lancer une offre publique d'achat (O.P.A.) sur l'ensemble des actions de la société. Cette offre, qui par son montant (9,89 milliards de dollars, soit 85 milliards de francs environ) constitue un record historique, a provoqué un renversement d'alliance au sein de la société. Getty Oil. Elle a éliminé un autre candidat au rachat, la petite société texane Pennzoil qui, la semaine passée (*le Monde* du 6 janvier) avait conclu un accord avec le principal actionnaire de la compagnie Getty Oil, M. Gordon Getty, fils du fondateur Paul Getty, pour acquérir la totalité du capital pour une somme d'environ 5,3 milliards de dollars. Cette opération avait été rendue possible par le désaccord existant entre certains des principaux actionnaires — dont M. Gordon Getty — et la direction actuelle de la société sur la stratégie de diversification engagée.

L'offre surprise de Texaco, qui, dans un premier temps (*le Monde* daté 8-9 janvier), a proposé de racheter à un prix supérieur (125 dollars par action contre 115 dollars pour Pennzoil) la participation détenue jusqu'alors par le Paul Getty Museum, soit 11,8 % du capital, a fait revenir M. Gordon Getty sur sa décision. Rompant l'accord conclu avec Pennzoil, celui-ci a accepté à son tour l'offre de Texaco, laquelle a été également approuvée par la direction de Getty Oil.

Cette offre publique d'achat, si elle est réalisée, placera le nouveau groupe (Texaco-Getty) au second rang des compagnies pétrolières américaines, derrière Exxon, mais devant Mobil Oil, avec un chiffre d'affaires de 60,3 milliards de dollars (et des profits de 1,97 milliard de dollars). L'acquisition de Getty Oil, plus riche en réserves, bien que plus petit en taille, permettra à Texaco, dont c'était la principale faiblesse, de doubler ses réserves de pétrole, portées à 3,9 milliards de barils (1), passant ainsi, de ce point de vue, au second rang mondial. Getty Oil possède, en effet, d'importantes réserves aux États-Unis (1,24 milliard de barils), ce qui la place au sixième rang outre-Atlantique. Le nouveau groupe emploiera quatre-vingt mille salariés.

Cette offre publique d'achat doit néanmoins obtenir l'approbation des autorités antitrusts, le regroupement pouvant, selon les observateurs, poser quelques problèmes dans le secteur de la distribution de carburants. En outre, la société Pennzoil, évincée de l'opération, a annoncé qu'elle avait l'intention d'attaquer en justice le conseil d'administration de Getty Oil, qui, avant l'offre de Texaco, avait approuvé sa proposition. Dans une déclaration publique, le président de Pennzoil a affirmé que *« si aucune restriction n'était apportée à de telles opérations, les compagnies pétrolières de petite, moyenne et grande tailles seraient bientôt absorbées par les géants de ce secteur ».*

V. M.

(1) *7,3 barils de pétrole font* 1 tonne.

AUTOMOBILE

Ford pourrait produire une « petite japonaise » au Mexique

Ford devrait annoncer, selon le *Wall Street Journal* du 9 janvier, un investissement de 400 à 500 millions de dollars au Mexique pour la construction d'une voiture de petite cylindrée dessinée par la firme japonaise Toyo Kogyo. Cette voiture largement destinée au marché américain serait produite à Hermosillo au nord-ouest du Mexique, où serait implantée une usine d'une capacité de 130 000 véhicules par an.

Cette décision intervient au moment où les autorités de Mexico tentent de redresser une industrie automobile mal en point. Ce pays n'en reste pas moins un important marché. Le choix de Ford pourrait aussi répondre à l'autorisation donnée à General Motors et à Toyota de construire une voiture de moyenne cylindrée en Californie.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● **Essilor et Goupil développent leurs activités à Créteil (Val-de-Marne).** — Dans le cadre d'une restructuration, la société Essilor, *spécialisée dans la lunetterie et* l'optique, qui disposait d'un entrepôt à Vincennes et de deux autres à Créteil, a regroupé ses installations dans cette dernière commune. Sa demande d'agrément pour l'aménagement d'un terrain de 7 200 mètres carrés dans la ZAC de Créteil a été récemment acceptée par le comité de décentralisation. 250 emplois pourraient être créés. Essilor emploie déjà dans cette ville près de 700 personnes.

La société Goupil, P.M.E. de la micro-informatique française, va s'agrandir elle aussi à Créteil. Elle disposait de 2 350 mètres carrés de locaux — bureaux, laboratoires et magasins — et s'apprête à en aménager 3 765 pour créer 194 emplois nouveaux. — (*Corresp.*)

● **Renault-Véhicules industriels exporte à Cuba et en Egypte.** — Renault-Véhicules industriels a reçu commande pour 51,5 millions de francs de 200 tracteurs routiers de 38 tonnes (T.L.M. 280 et T.B.H. 280) et de pièces de rechange de la centrale d'achat cubaine TRANSIMPORT. C'est là, souligne R.-V.I., *« l'amorce d'une reprise des relations commerciales plus régulières avec Cuba ».* En Egypte, deuxième marché de R.-V.I. à la grande exportation, 180 tracteurs routiers seront fournis, avec leurs pièces de rechange, à des compagnies de transport d'Etat. 7 000 camions Renault roulent *actuellement sur les routes égyptiennes.*

● **La C.F.D.T. et l'avenir industriel du groupe Boussac.** — Dans un communiqué publié le 6 janvier, la *fédération* du textile de la C.F.D.T. demande que soient publiées les conclusions de l'expertise industrielle de la compagnie Boussac Saint-Frères (*le Monde* du 6 janvier). Cette expertise demandée par les pouvoirs publics ne *« ferait que reprendre les conclusions »* d'une autre étude faite en 1981 et qui prévoyait, selon la C.F.D.T., douze mille licenciements. La firme employait alors vingt-deux mille salariés. Comme dans l'affaire Talbot, interroge en substance le syndicat, les travailleurs se trouveront-ils devant le fait accompli ?

● **C.d.F.-chimie regroupe ses activités engrais.** — La société *Azote et produits chimiques* (A.P.C.), filiale du groupe chimique d'Etat, spécialisée dans la fabrication des engrais, vient d'absorber la Générale des engrais (anciennement groupe Rhône-Poulenc) ainsi que la société Rhodanienne des engrais (*le Monde* du 22 décembre 1983). Le nouvel ensemble a pris le nom de C.D.F.-chimie azote et fertilisant, (A.Z.F.). En taille, il devient le numéro un en France avec un chiffre d'affaires de 6 milliards de francs, une production de 4 millions de tonnes (tous engrais confondus) et 6 000 personnes employées.

Social

● **Retraites en 1984 : protestations syndicales.** — La C.G.T. et la C.F.D.T. jugent l'une et l'autre insuffisant le relèvement des retraites annoncé par le gouvernement pour 1984 (1,8 % au 1er janvier, 2,2 % au 1er Juillet). L'union confédérale des retraités C.G.T. estime que *« cette augmentation ne tient pas compte du nécessaire rattrapage pour 1983 afin de maintenir le pouvoir d'achat »* : selon l'indice de la C.G.T., la hausse des prix aurait été de 12 %, alors que les retraites n'ont progressé que de 8,16 %. De son côté, M. Edmond Maire, *dans* une lettre au premier ministre, demande que soit *« assuré aux retraités au moins le maintien de leur pouvoir d'achat moyen en 1984 ».* Le secrétaire général de la C.F.D.T. exprime aussi son désaccord sur la méthode : *« Une fois de plus, le gouvernement agit directement sans demander l'avis des administrateurs* (de la Caisse nationale d'assurance-vieillesse). »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. + ou dép. −	UN MOIS	DEUX MOIS Rep. + ou dép. −	DEUX MOIS	SIX MOIS Rep. + ou dép. −	SIX MOIS
$ E.-U.	8,6415	8,6440	+ 180	+ 210	+ 325	+ 365	+ 980	+ 1020
$ can.	6,9044	6,9080	+ 133	+ 173	+ 260	+ 308	+ 775	+ 888
Yen (100)	3,7085	3,7111	+ 196	+ 215	+ 356	+ 382	+ 1064	+ 1127
DM	3,0505	3,0523	+ 176	+ 189	+ 317	+ 335	+ 897	+ 947
Florin	2,7192	2,7208	+ 152	+ 166	+ 279	+ 296	+ 816	+ 858
F.B. (100)	14,9714	14,9796	+ 208	+ 299	+ 329	+ 450	+ 777	+ 1114
F.S.	3,8419	3,8447	+ 311	+ 331	+ 552	+ 577	+ 1555	+ 1626
L (1 000)	5,0345	5,0374	− 199	− 167	− 367	− 327	− 1215	− 1107
£	12,0049	12,0670	+ 294	+ 371	+ 557	+ 657	+ 1570	+ 1800

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 5/15	9 11/16	9 1/2	9 7/8	9 5/8	10	9 7/8	10 1/4
DM	5 7/16	5 13/16	5 9/16	5 15/16	5 7/8	6	6	6 3/8
Florin	5 5/8	6 1/8	5 11/16	6 1/16	5 1/2	6 1/8	6	6 3/8
F.B. (100)	8 3/4	9 3/4	10	11	10 1/2	11 1/2	11	11 3/4
F.S.	1 1/2	2	3	3 3/8	3 1/4	3 5/8	3 3/4	4 1/8
L (1 000)	15 1/2	17	15 1/2	16 1/2	16	16 3/4	17	17 3/4
£	8 15/16	9 5/16	9	9 3/8	9 1/8	9 1/2	9 7/16	9 13/16
F. franç.	11 3/4	12 1/2	12	12 5/8	12 1/4	13	13 3/4	14 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CESSATION DE GARANTIE

Loi du 2 janvier 1970
Décret n° 72678 du 20 juillet 1972

La Banque privée de Gestion financière, *société anonyme au capital de* 60000000 F, dont le siège social est à Paris 8e, 61, rue de Monceau, informe le public qu'elle ne procédera pas au renouvellement de la garantie financière qu'elle accordait à la Compagnie pour l'administration des centres commerciaux « C.O.P.A.C. », S.A.R.L. au capital de 250000 F, dont le siège est à Paris 8e, 63, rue La Boétie, au titre de son activité de gestion immobilière.

En conséquence, cette garantie cessera à l'expiration d'un délai de trois jours francs suivant la publication du présent avis (article 44 du décret du 20 juillet 1972).

Conformément aux dispositions de l'article 45 du même décret, cette garantie s'applique à toutes créances nées antérieurement à la date de cessation de *la garantie qui restent couvertes par la* Banque privée de Gestion financière, si elles sont produites par les créanciers dans un délai de trois mois à compter de la date de parution de la présente publication.

Il est précisé qu'il s'agit de « créances éventuelles » et que le présent avis ne préjuge en rien du paiement ou du non-paiement des sommes dues, et ne peut en aucune façon mettre en cause la solvabilité et l'honorabilité de la S.A.R.L. « C.O.P.A.C. ».



GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

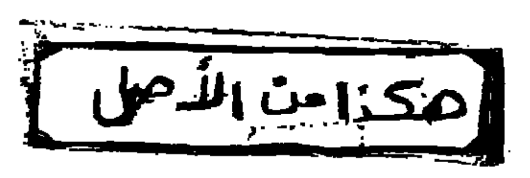
SITUATION DES SICAV AU 30 DÉCEMBRE 1983

	C.I.P.	A.G.F.I.M.O.	A.G.F. 5000 60 % minimum en actions françaises (1)	A.G.F. INTERFONDS	PHENIX PLACEMENT
Nombre d'actions au	1.041.417 (Nominal de 100 F)	2.571.302 (Nominal de 100 F)	1.075.460 (Nominal de 100 F)	672.619 (Nominal de 200 F)	368.072 (Nominal de 200 F)
Actif net par action	815,13	367,56	235,66	366,43	237,11
Actif net total	848.895.273	945.117.877	253.442.164	246.466.544	87.274.798
Répartition de l'actif (en pourcentage) :					
— Disponible	0,60	5,74	6,75	2,17	0,92
— Obligations françaises	39,20	25,22	28,66	51,04	99,08
— Obligations étrangères	9,72	3,87	—	44,83	—
— Actions françaises	11,05	54,71	64,59	1,94	—
— Actions étrangères	39,43	10,46	—	0,02	—
Rappel :					
— Dividende par action :					
— Montant net et avoir fiscal	41,49 + 2,88	24,39 + 1,89	18,76 + 1,71	22,26 + 1,18	Ouverte au public le 10 janvier 1983
— Date de paiement	25 avril 1983	25 avril 1983	25 avril 1983	25 avril 1983	

AU 30 DÉCEMBRE 1983, L'ACTIF NET TOTAL DES CINQ SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE S'ÉLÈVE A 2 381 MILLIONS DE FRANCS

Souscriptions : Service des transferts, 87, rue de Richelieu, 75060 PARIS CEDEX 02 et Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette 75009 PARIS

(1) Loi du 13 juillet 1978.



MARCHÉS FINANCIERS

Marchés à terme des Etats-Unis

TRANSACTIONS RECORD EN 1983

(Agefi.) – Le « boom » enregistré par les marchés à terme des produits agricoles, des instruments financiers, des métaux et des options a entraîné un gonflement du volume des transactions à des niveaux records en 1983 sur les différentes Bourses spécialisées des Etats-Unis. Cette expansion, estiment les analystes, devrait encore s'accentuer cette année.

Globalement, les dix Bourses spécialisées ont enregistré un accroissement de 16 % de leurs transactions et de 24,4 % des opérations, dont le nombre s'est élevé à 139,85 millions, contre 112,37 millions, selon les statistiques préliminaires publiées par Commodity News Services Inc.

La Bourse d'échanges des marchés à terme la plus importante a incontestablement été le Chicago Board of Trade, avec une progression de 33,4 % de son chiffre d'affaires, qui a totalisé 64 476 000 contrats, contre 48 206 000 en 1982.

Tous les marchés ont enregistré des records de transactions : c'est ainsi que l'on a vu doubler ou tripler en douze mois le volume des contrats échangés sur les marchés des indices boursiers à New-York et à Chicago du cacao et du carburant « super » à New-York.

Le volume des transactions à terme des bons du Trésor s'est accru de 16,8 % au C.B.O.T., avec 19 600 000 contrats, et les options à terme sur les mêmes bons du Trésor ont enregistré une augmentation des transactions de 546,5 % avec un volume de 1 664 923 contrats.

Le volume des échanges sur le marché à terme du maïs a, pour sa part, totalisé 11 924 576 contrats, contre 7 948 257 en 1982 et celui des fèves de soja 13 680 324, contre 9 165 520.

A la Bourse des matières premières de New-York (ou Comex), troisième des Etats-Unis, on a enregistré une progression de 17,6 % en volume pour un record de 20 401 098 contrats, contre 17 351 283 en 1982. La plus forte progression, au Comex, a été enregistrée par le marché à terme de l'argent-métal, dont la croissance a été de 127 %, avec 6 432 982 contrats. Les transactions sur le marché à terme du cuivre ont, elles aussi, atteint un record, avec un total de 2 332 925 contrats (+ 37 %).

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	30 déc.	5 janvier
Valeurs franç. à revenu variable	1316,7	1375,6
Valeurs étrangères	3864,5	3736,2
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	190	198,5
Valeurs étrangères	495,2	505,5
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	164,1	171,4
Pétroles-Energie	127,2	137,3
Métallurgie	77,6	82,1
Chimie	191,9	192
Bâtim., mat. constr., trav. publics	115,3	121,2
Constructions mécaniques	114,2	118,2
Matériel électrique	175,2	184,6
Automobile et accessoires	122,1	133,8
Industr. de consom. non alim.	261,4	278,2
Agro-alimentaire	245,1	259,8
Distribution	98,1	101,6
Transports	145,3	145,9
Services	206	215
Assurances	156,7	158,3
Banques	202,8	204,1
Immobilier et foncier	158,6	155,8
Investissement et portefeuille	185,5	188,1
Valeurs industrielles base 100 1972	189,7	201,4
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	104,4	104,9
Emprunts d'Etat (*)	104,9	105,7
Emprunts garantis et assimilés (*)	104,1	104,6
Sociétés (*)	105,1	105,2
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	91,5	91,9
Sociétés (*)	100	100
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	156,7	163,7
Produits de base	132,5	141,9
Construction	113,3	118,8
Biens d'équipement	121,8	125,8
Biens de consom. durables	167,3	183,7
Biens de consom. non durables	232,8	245,2
Biens de consom. alimentaires	242,4	257,1
Services	130,2	139,8
Sociétés financières	190,1	192,4
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	134,2	138,2
Valeurs industrielles	158,9	165,4
BOURSES REGIONALES – Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	128,9	127,1

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CODETEL. – Le président, M. J. Caplain, confirme que le résultat de 1983 sera inférieur au précédent (124,26 millions de francs). Cette diminution du bénéfice est prévue depuis longtemps. Elle est liée à l'achèvement, en 1982 et en 1983, des contrats financés par fonds propres en 1971 pour un montant de 400 millions de francs. Les dispositions prises pour constituer un report à nouveau important devraient permettre de faire face à cette situation. Le dividende serait maintenu à 14,25 F par action.

Avec l'enveloppe de 2 milliards de francs que les P.T.T. veulent consacrer aux investissements confiés à l'ensemble de financement des télécommunications, Codetel aura probablement la possibilité de conclure un nouveau protocole et d'assurer la régularité de remploi des fonds propres.

GÉNÉRALE BISCUIT. – Le résultat courant par action pour 1983 devrait s'établir entre 100 F et 120 F, enregistrant ainsi une augmentation de 45 % à 70 %.

La société se propose de procéder à deux opérations financières, une augmentation de capital, pour porter ce dernier au maximum à 155,26 millions de francs par émission de 310 524 actions (une première tranche d'un quart du total, soit 77 631 actions, serait émise à la fin du premier trimestre 1984), un emprunt matérialisé par des obligations convertibles pour un montant maximum de 230 millions de francs.

CARNAUD. – Le redressement se poursuit. Il a été obtenu au moyen de nouveaux gains de productivité et grâce aux économies réalisées sur tous les postes. Le chiffre d'affaires du groupe enregistrera une progression de 8,5 % (5 168 millions de francs consolidés en 1982) et la marge brute d'autofinancement après impôts augmentera d'environ 30 % (193 millions de francs l'année précédente). Aucune prévision n'est faite pour le résultat net. Trop tôt.

Des difficultés s'annoncent pour 1984, année, d'autre part, pleine d'inconnues. Néanmoins, les investissements seront accrus.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1983)

	5 janv.	6 janv.
Valeurs françaises	102,9	104,2
Valeurs étrangères	101,7	102,5

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1983)

	5 janv.	6 janv.
Indice général	103,9	105,2

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 9 janvier .... 12 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	6 janv.	9 janv.
1 dollar (en yens)	233,20	232,95

BOURSE DE PARIS – Comptant – 6 JANVIER

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

SICAV 6/1

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
1818	4,5 % 1973	1832	1832	1840	+ 0 43
3100	C.N.E. 3 %	3220	3245	3251	+ 0 96
206	Accor	235	236	235	....
730	Agence Havas	880	880	880	....
510	Air Liquide	537	550	551	+ 2 60
400	Als. Superm.	408	407	409 50	+ 0 22
665	Euromarché	898	890	880	– 1 14
605	Europe n° 1	599	600	602	+ 0 50
730	Facom	840	840	840	....
750	Fichet-Bauche	785	800	800	+ 1 91
182	Finextel	178	178 50	178 50	+ 0 28
194	Fives-Lille	208 60	209	209	+ 0 23
765	Gen. Motors	828	845	845	+ 2 05
73	Goldfields	75 10	77	77 50	+ 3 19
205	Harmony	209 50	204 60	207	– 1 19
35	Hitachi	39 50	39 55	39 10	– 1 01
680	Hoechst Akt.	751	752	752	+ 0 13
99	Imp. Chemical	101 50	102	102	+ 0 49
147	Inco. Limited	160	163 50	163 50	+ 2 18
1290	IBM	1370	1377	1375	+ 0 36
840	Unilever	983	952	952	– 3 15
740	Unit. Techn.	793	810	818	+ 3 15
1160	Vaal Reefs	1180	1166	1175	– 0 42
545	West Deep	532	529	532	....
460	West Hold.	436	431	432	– 0 91
530	Xerox Corp.	552	554	554	+ 0 36
2 12	Zambia Corp.	2 21	2 20	2 21	....

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 6/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 536	8 564	8 310	8 710
Allemagne (100 DM)	305 200	304 900	293	313
Belgique (100 F)	14 989	14 972	14 200	15 300
Pays Bas (100 fl.)	272 180	272 070	259	279
Danemark (100 krd)	84 480	84 420	80	88
Norvège (100 k)	108 700	108 830	104	111
Grande-Bretagne (£ 1)	12 056	12 050	11 600	12 400
Grèce (100 drachmes)	8 420	8 437	7 250	8 500
Italie (1 000 lires)	5 039	5 032	4 750	5 250
Suisse (100 fr.)	381 890	382 920	371	392
Suède (100 krs)	104 750	104 850	99	106
Autriche (100 sch)	43 290	43 250	42 300	44 300
Espagne (100 pes.)	5 340	5 347	4 900	5 500
Portugal (100 esc.)	6 300	6 285	5 400	6 600
Canada ($ can 1)	6 836	6 843	6 660	7
Japon (100 yens)	3 868	3 878	3 530	3 690

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 6/1
Or fin (kilo en barre)	103300	103300
Or fin (en lingot)	103400	103300
Pièce française (20 fr)	654	650
Pièce française (10 fr)	441	.....
Pièce suisse (20 fr)	630	625
Pièce latine (20 fr)	625	626
Souverain	767	760
Pièce de 20 dollars	3990	3990
Pièce de 10 dollars	1822 50	1822 50
Pièce de 5 dollars	1055	.....
Pièce de 50 pesos	4105	4030
Pièce de 10 florins	840	641

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 8-9 janvier 1984 a été tiré à 443 689 exemplaires

LA SITUATION AU LIBAN

Israël n'envisage pas un retrait unilatéral de son armée

Un « marine » tué à Beyrouth

Un « marine » américain a été tué, dimanche 8 janvier, à Beyrouth, alors que son hélicoptère était pris sous des tirs nourris au décollage. L'attaque s'est produite dans un des quartiers résidentiels de Beyrouth-Ouest, au club des officiers libanais, sur le Front-de-Mer. C'est la première fois qu'un hélicoptère américain est attaqué dans ce quartier, théoriquement contrôlé par l'armée nationale libanaise.

Au moment où il décollait, l'hélicoptère a été pris *« sous un tir intense d'armes automatiques et des tirs de roquettes antichars RPG »*, a indiqué le porte-parole militaire américain, qui n'a pu préciser d'où venaient ces tirs. De source libanaise, on indique que l'attaque contre l'hélicoptère a été suivie par des échanges de tirs au cours desquels deux soldats libanais ont été blessés. L'hélicoptère effectuait une liaison de routine. Outre l'équipage, il transportait cinq « marines » qui revenaient de l'ambassade américaine, à un kilomètre de l'aire d'atterrissage.

Le chef de l'Etat libanais, M. Amine Gemayel, avait reçu, le même jour, le chef d'état-major inter armes américain, le général John Vessey. Celui-ci lui avait affirmé que les Etats-Unis sont toujours engagés dans le maintien de leurs forces au Liban jusqu'à la réalisation des objectifs de l'Etat libanais, notamment l'instauration de son autorité sur le territoire national, et le retrait des forces étrangères.

Quant au ministre libanais des affaires étrangères, M. Elie Salem, il a déclaré, également dimanche, qu'il n'était pas optimiste quant à l'issue de la réunion sur le Liban à laquelle il participe, depuis le dimanche 8 janvier, avec ses homologues saoudien et syrien à Ryad. En revanche, le ministre syrien, M. Abdel Halim Khaddam, a déclaré que le plan de pacification de Beyrouth et de la montagne libanaise pourrait être annoncé ce lundi et qu'il était optimiste.

M. Donald Rumsfeld, l'émissaire du président Reagan pour le Proche-Orient, a, pour sa part, quitté Ryad peu après l'arrivée des ministres libanais et syrien qu'il n'a pas rencontrés. Arrivé samedi à Ryad dans le cadre d'une nouvelle tournée qui l'avait déjà menée à Beyrouth et à Jérusalem, il a été reçu par le roi Fahd le lendemain.

● *A Jérusalem,* nous indique notre correspondant, le porte-parole du gouvernement a tenu à faire une mise au point pour dissiper l'impression créée par certains propos récents du chef d'état-major de l'armée israélienne, le général Moshe Lévy, et selon laquelle Jérusalem aurait fait son deuil de l'exigence d'un repli simultané. *« En termes d'équilibre des forces,* avait déclaré jeudi (*le Monde* daté 8-9 janvier), le général Moshe Lévy, *il n'est pas mauvais pour nous que la Syrie reste présente au Liban. D'un strict point de vue stratégique, cette présence n'est pas contraignante, même si nous devions quitter le Liban. »*

A l'issue du conseil des ministres, M. Dan Meridor, le porte-parole du gouvernement, a précisé : premièrement, Israël continuera d'exiger le retrait simultané de toutes les forces étrangères du Liban : deuxièmement, Jérusalem n'envisage ni un départ ni un redéploiement unilatéral de son armée. Le secrétaire général du gouvernement, M. Dan Meridor, a tenu à faire cette double mise au point, dimanche 8 janvier, à l'issue du conseil des ministres hebdomadaire.

« Comme nous l'avons souvent répété, a dit M. Meridor, *et comme nous venons de le rappeler à M. Rumsfeld* [l'envoyé spécial de la Maison Blanche au Proche-Orient], *la position d'Israël reste fondée sur l'accord (israélo-libanais) du 17 mai, qui exige le retrait de toutes les troupes étrangères. Or les Syriens n'ont, jusqu'à présent, discuté ni avec les Américains ni avec nous des conditions de leur départ. »* M. Meridor a ajouté qu'Israël était favorable à l'accord de sécurité en cours d'élaboration entre les diverses parties libanaises si les termes de cet accord, tels qu'ils sont actuellement débattus, restent bien ceux qui ont été discutés pendant ces dernières semaines.

D'autre part, Israël a démenti les informations données par la radio officielle libanaise selon lesquelles une unité blindée israélienne a ouvert le feu indistinctement, samedi 7 janvier, dans le centre de Saïda (Liban du Sud). Elles ont été démenties, le même jour, de source militaire à Tel-Aviv. *« Aucune force israélienne n'a été impliquée dans un tel incident. Sans doute y a-t-il eu une confusion avec des éléments appartenant aux milices du commandant Saad Haddad »,* précise-t-on de même source. Selon Radio-Liban, deux chars israéliens de type Merkava avaient tiré samedi dans toutes les directions, au centre de Saïda, causant de nombreux dégâts et semant la panique au sein de la population.

SELON LE « SUNDAY TIMES »

Deux ayatollahs iraniens installés à Londres et à Rome recrutent de jeunes kamikazes musulmans

Un réseau terroriste iranien est l'auteur des attentats meurtriers récents dirigés contre les Etats-Unis et la France, à Beyrouth ou en France même, affirme dans son édition du dimanche 8 janvier l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times,* sous la plume du journaliste iranien Amir Taheri.

L'objectif de ce réseau est d'organiser des « opérations suicides » sur des cibles occidentales, et ses « centres de recrutement » se trouvent à Londres et à Rome, précise le journal. L'existence de ce réseau de kamikazes (en persan *ensan entehari*) a entraîné un renforcement de la sécurité personnelle de plusieurs chefs d'Etat occidentaux, notamment des présidents Reagan et Mitterrand.

Le premier attentat du réseau terroriste, selon le *Sunday Times,* a eu lieu en avril 1983 contre l'ambassade américaine à Beyrouth. Les plus meurtriers ont été ceux commis dans cette même ville contre les quartiers généraux des soldats américains et français de la force multinationale. Les derniers en date sont ceux perpétrés le 31 décembre en France contre le T.G.V. et contre la gare Saint-Charles de Marseille.

Le *Sunday Times* affirme que le centre de recrutement terroriste de Londres est dirigé par l'ayatollah Azari Komi, qui est arrivé dans la capitale britannique il y a cinq mois. En octobre, 4 millions de livres (environ 500 millions de francs) ont été déposés sur un compte en banque dans l'île britannique de Jersey pour financer ses opérations, précise le *Sunday Times,* qui indique également que le centre de Rome est dirigé par l'ayaotollah Hadi Khosrow-Chahi, dont les fonctions officielles sont celles d'ambassadeur auprès du Vatican.

Le fils du chah, Reza II, et l'ancien ministre de la défense iranienne, l'amiral Ahmad Madani, font partie de la liste noire de l'imam Khomeiny, qui comporte dix-neuf noms, affirme le *Sunday Times,* qui note également que les autorités françaises ont averti un certain nombre d'exilés politiques iraniens de se tenir sur leurs gardes.

Les futurs kamikazes ont entre seize et trente ans et viennent de plusieurs pays musulmans, dont le Pakistan, la Tunisie et la Turquie, précise le rédacteur iranien du *Sunday Times.* Ils sont entraînés physiquement et psychologiquement en Iran dans trois camps spéciaux : Manzarieh, au nord de Téhéran, Saleh-Abad, au nord de Qom pour les hommes, et Behechtieh, à l'ouest de Téhéran, réservé aux femmes. Dans ces camps, les volontaires sont coupés de tout contact avec le monde extérieur durant plusieurs mois et, à la fin de leur stage, la perspective de tuer pour Dieu et de mourir pour l'imam Khomeiny est devenu pour eux une joie. Selon un membre haut placé de la C.I.A., cité par l'hebdomadaire britannique, les kamikases sont drogués avant de perpétrer leurs attentats.

Le terroriste « Carlos » est avant tout un *« conformiste incapable de remettre en cause l'éducation rigide qu'il a reçue »*, a estimé un expert en graphologie parisien qui a analysé une photocopie de la lettre manuscrite envoyée à l'A.F.P. par le terroriste à la suite des attentats de la Saint-Sylvestre (*le Monde* daté 8-9 janvier). Selon cet expert assermenté auprès des tribunaux, qui a requis l'anonymat en raison de ses fonctions, l'écriture de Carlos est *« très régulière et bien calligraphiée, comme celle d'un écolier à qui l'on aurait donné une éducation très stricte et qui, devenu adulte, n'aurait pas su se dégager du moule de son enfance »*. *« Cette impression est confirmée par la forte inclinaison des lettres, traduisant le manque d'esprit critique et l'incapacité à se remettre en cause »*, a poursuivi cet expert. *« Les lettres aux barres verticales parfaitement parallèles montrent qu'il voit le monde à travers des œillères. »*

● *Fondation d'une association de journalistes iraniens opposants.* – Douze anciens rédacteurs de la presse téhéranaise opposés au régime islamique se sont réunis récemment à Münster (Allemagne fédérale) pour fonder l'Association des journalistes et écrivains iraniens en exil. Ils ont choisi comme président M. Iradj Akbar-Rabbii, ancien rédacteur en chef du journal téhéranais *Payane Iran.* L'association s'est fixé pour but de *« diffuser des informations concrètes sur la dictature iranienne et les autres dictatures de l'Orient »*.

★ Iranischer Journalisten Im Exil, boîte postale 1231, 44 Münster - Allemagne fédérale. Tél. 0251/66 38-61.

LE RIYAL SAOUDIEN DÉVALUÉ

L'Arabie Saoudite a ajusté la valeur de sa monnaie de 3,50 à 3,51 riyals pour 1 dollar, a annoncé dimanche 8 janvier la Banque centrale du royaume.

Cette mini-dévaluation est la deuxième en quinze jours : le 25 décembre dernier, le taux du riyal était passé de 3,48 à 3,50 riyals pour 1 dollar. Et en août dernier, le taux avait été amené en deux ajustements successifs, de 3,45 à 3,48 riyals pour 1 dollar.

Sur le vif

La testotruc

Ma belle-sœur est hors d'elle. Hier, elle m'appelle : privé de dessert, d'argent de poche et de télé jusqu'aux grandes vacances, son gamin a fait une colère. Il est sorti en courant, il a bousculé une vieille dame dans l'escalier, elle est tombée. Elle en a pour trois semaines d'hôpital. Allons bon ! Et c'était pour quoi cette punition ? Eh bien, voilà : une de ses collègues de bureau a vu samedi dans le *Herald Tribune* que les gauchers myopes et allergiques étaient forts en maths.

Question hémisphère. Quel hémisphère ? Nord ? Sud ? Non, gauche... ou plutôt droite. Et question hormone, une hormone mâle, la testé..., la testos..., la stostesté..., enfin, peu importe. Pour qu'on en parle dans le journal, ça doit être très sérieux. Ce sont deux chercheurs américains qui ont découvert ça. Ils ont fait passer des tests à trois cents gosses de moins de treize ans, en Californie; ils ont établi des statistiques et... bon, pas de problème : c'est biologique.

Quel rapport avec Thomas ? Eh bien, il est myope, il est gaucher, il a le rhume des foins... Et il est nul en maths ! Les maths, elle croyait que c'était une question de bosse et elle se montrait plutôt indulgente. Mais si c'est une question de lunettes, des lunettes il en porte.

C'est embêtant, en effet. A quoi ça peut tenir d'après elle ? Inutile de chercher : il est paresseux, menteur (quand il dit qu'il n'y comprend rien, il doit raconter des histoires) et violent avec ça. Une graine d'assassin. Parce qu'enfin, la dame, il aurait pu la tuer. J'essaye de la consoler. Il paraît que les maisons de correction se sont beaucoup améliorées. Elles ne sont plus forcément l'antichambre de la prison.

Et j'y pense, Noémie n'a-t-elle pas des allergies, elle aussi ? Il me semblait qu'elle avait des boutons chaque fois qu'elle mangeait des fraises. Elle sera peut-être très forte en maths plus tard ? Non, de ce côté-là, c'est sans espoir. Sur ces trois cents bons élèves, il n'y avait que vingt filles. Question d'arrosage. Elles reçoivent moins de testotruc que les garçons dans le ventre de leur mère.

Ce n'est vraiment pas de chance, en effet. Mais enfin quoi, ce n'est peut-être pas désespéré. Il y a tout de même eu Marie Curie, Sophie Germain et, tiens, Françoise Chandernagor. Si ma belle-sœur s'occupait un peu plus de la petite, aussi... Si elle lui faisait réciter plus souvent sa table de multiplication...

Elle m'a raccroché au nez. Elle n'était pas d'humeur à entamer une discussion sur l'acquis et sur l'inné.

CLAUDE SARRAUTE.

● *Un Tornado de la Bundeswehr s'écrase en mer Baltique.* – Un chasseur-bombardier du type Tornado de la Bundeswehr s'est écrasé, lundi matin 9 janvier, près de l'île danoise de Samsoe, en mer Baltique. Le pilote a été repêché par un hélicoptère de la marine danoise.

C'est le deuxième accident d'un Tornado en cinq jours. Jeudi, la Bundeswehr avait perdu son premier Tornado qui s'était abîmé en mer au large des côtes néerlandaises. La Bundeswehr a commencé à être équipée en Tornado, en juillet 1983. Ces appareils doivent remplacer les chasseurs-bombardiers du type Starfighter dont plus d'une centaine se sont écrasés au cours d'exercices en vol dans les dernières années. – *(A.F.P.)*